LA GENÈSE DE LA RUSSOPHOBIE EN GRANDE-BRETAGNE

PRÉFACE

Peu de sujets revêtent aujourd'hui une importance plus grande que l'instauration d'une confiance et d'une tolérance mutuelles entre l'Union soviétique et les peuples anglophones. J'espère que la présente étude des origines et des débuts de la russophobie en Grande-Bretagne contribuera, même modestement, à susciter cette sympathie. Cette histoire est celle de la rupture des relations cordiales et de la montée de l'hostilité entre la Russie et le Royaume-Uni, à une époque où les politiques étrangères fondamentales des deux nations étaient, sinon identiques, du moins complémentaires. Il est à espérer que des désaccords relativement mineurs ne perpétueront pas un manque de compréhension mutuelle et n'engendreront pas ainsi une peur et une haine insurmontable.

Bien que la période étudiée ne couvre qu'un quart de siècle, le cœur du problème se concentrant sur une décennie à peine, son champ d'application ne doit pas paraître trop restreint. En effet, elle comprend une analyse approfondie des relations anglo-russes et de la politique britannique envers la Russie entre 1815 et 1841 (inédite à ce jour), une analyse des relations commerciales anglo-russes, ainsi qu'un chapitre consacré à la biographie intellectuelle de la Grande-Bretagne.

Cette étude s'appuie sur des sources manuscrites et imprimées. Les manuscrits conservés aux Archives nationales (Public Record Office) comprennent toute la correspondance du ministère des Affaires étrangères avec l'ambassade britannique à Saint-Pétersbourg et l'ambassade de Russie à Londres entre 1815 et 1841, d'autres documents, principalement des procès-verbaux et des notes de service, provenant des archives du ministère des Affaires étrangères et de l'ambassade à Saint-Pétersbourg, des extraits de la correspondance avec les missions britanniques à Paris, Constantinople et Téhéran, ainsi que certains documents privés, notamment ceux de J. A. D. Bloomfield, du comte Granville et de Stratford Canning. Parmi les manuscrits supplémentaires du British Museum, les archives de Sir Robert Wilson, Macvey Napier, Broughton et Auckland furent les plus précieuses. Les archives d'Urquhart, conservées aujourd'hui à la bibliothèque du *Balliol College*, revêtirent une importance capitale. Les sources imprimées comprenaient, outre les ouvrages historiques classiques, de nombreux documents biographiques et autobiographiques qui abondent dans l'histoire britannique du XIXe siècle, ainsi qu'un nombre presque équivalent d'études plus ou moins monographiques. Celles qui ont fourni des informations utiles sont citées en notes à la fin de chaque chapitre, de même que les documents parlementaires utilisés pour les statistiques économiques et les données relatives à la diffusion des journaux. Il serait inutile de répéter dans la bibliographie une liste nécessairement incomplète de ces titres. Celle-ci se limite donc à deux types de sources imprimées:
1) les publications en anglais traitant de la Russie avant 1842;
2) les articles pertinents parus dans des revues scientifiques. J'espère que chacune est suffisamment complète.

J'ai épluché les archives de tous les principaux périodiques britanniques de l'époque, dont six quotidiens de référence. Le travail a été allégé par l'astuce d'utiliser l'index de Palmer pour le *Times*, puis de faire de ce journal un index pour les autres. Il est possible que certains articles importants m'aient échappé, mais cela paraît peu probable, car il est caractéristique des journaux de traiter tous les grands sujets d'actualité et, par conséquent, les thèmes, sinon les points de vue, de leurs colonnes sont presque identiques. La validité de cette méthode a été testée dès le début de mes recherches avec des résultats tout à fait satisfaisants. Lorsque les pages du *Times* étaient dépourvues d'articles sur la Russie, celles des autres journaux l'étaient également.

Je regrette de n'avoir pu consulter les archives de l'ambassade de Russie à Londres et du ministère des Affaires étrangères à Saint-Pétersbourg. Mais les rapports des ministres américains à Londres corroboraient des sources purement britanniques, et il semble peu probable que les dépêches des émissaires russes auraient modifié sensiblement la situation, même si elles auraient probablement fourni de nombreux éléments de preuve corroboratifs.

Les notions qui sous-tendent cette recherche et ma conception de la manière d'aborder les problèmes liés à l'étude historique de l'interaction entre politique et opinion sont exposées en détail dans

le premier chapitre. Les conclusions auxquelles je suis parvenu sont résumées dans le dernier chapitre.

Cette étude de la russophobie est menée de façon intermittente depuis plus de quinze ans. Mon intérêt pour ce problème a été initialement éveillé par B. H. Sumner, Esq., ancien professeur à *Balliol College* et actuel directeur d'*All Souls College*, alors que j'étais candidat au diplôme de B.Litt. à Oxford et que l'étude d'une partie du sujet était présentée comme une validation partielle des exigences de ce diplôme. Je suis revenu à ce problème quelques années plus tard, lors de la préparation de ma thèse de doctorat à Harvard, sous la direction du professeur W. L. Langer. Dans sa forme actuelle, cette étude constitue une révision approfondie de la thèse de Harvard. Je suis très reconnaissant à MM. Sumner et Langer pour leur précieuse aide. Les professeurs Michael Karpovich, David Owen, A. D. Nock et E. A. Whitney de Harvard, ainsi que W. T. Jones de *Pomona College*, m'ont prodigué de très utiles conseils concernant plusieurs parties du manuscrit. Je suis profondément redevable, sans lien direct avec le manuscrit, au regretté doyen de Balliol, F. F. Urquhart, qui a accueilli avec une bienveillante indulgence mes premiers efforts pour rendre justice à la jeunesse de son père, ainsi qu'au regretté professeur R. B. Merriman de Harvard, qui, plus que tout autre, m'a transmis son amour et m'a aidé à comprendre l'histoire de l'Angleterre. Ma mère, mon père et mon épouse m'ont tous apporté leur aide précieuse pour les questions de style et la relecture. À eux tous, et à bien d'autres dont l'influence est moins évidente, j'adresse mes sincères remerciements.

18 Juillet 1949

John H. Gleason

TABLE DES MATIÈRES:

I. Politique et opinion - La russophobie

II. L'Angleterre et la Russie avant 1815

III. Les conséquences de Vienne

IV. La révolution grecque

V. La révolution polonaise

VI. La crise de 1833

VII. David Urquhart - La Vixen

VIII. La marine - Afghanistan

IX. La crise du Proche-Orient, 1839-1841

X. La russophobie

Bibliographie

I. POLITIQUE ET OPINION - LA RUSSOPHOBIE

La russophobie constitue un paradoxe dans l'histoire de la Grande-Bretagne. Au sein du Royaume-Uni, une antipathie envers la Russie se développa dès le début du XIXe siècle et devint rapidement l'élément le plus marqué et le plus persistant de la vision nationale du monde. Conséquence contradictoire de près de trois siècles de relations constamment amicales, cette hostilité s'exprima lors de la guerre de Crimée. Pourtant, ce conflit, resté indécis, est le seul affrontement direct entre les deux nations; leur histoire est marquée par une paix sans précédent dans les annales belliqueuses des grandes puissances européennes. Et lors des trois principaux holocaustes des temps modernes, où, parmi les grandes puissances, seule la Grande-Bretagne échappa à la défaite, sa victoire dépendit à trois reprises de la collaboration militaire de la Russie. Dès lors, pourquoi la russophobie est-elle devenue un sentiment britannique si tenace?

La réponse à cette question - d'un intérêt particulier à l'heure où, comme après 1815, la Russie et la Grande-Bretagne mettent à l'épreuve la nature d'un avenir incertain - est facile à trouver. L'hostilité anglo-russe, semble-t-il, était le fruit d'ambitions impériales rivales qui, au XIXe siècle, ont transformé en voisins dans le monde colonial deux puissances jusque-là éloignées. Les racines extra-européennes de la guerre de Crimée et de plusieurs autres crises résolues pacifiquement semblent corroborer cette hypothèse. L'antagonisme, paraît-il, était la norme ces dernières années, et l'alliance l'exception. Ce n'est que lorsque la rivalité impériale était transcendée par une menace commune d'envergure que le conflit perpétuel pouvait être mis de côté. Ainsi, les conditions des relations anglo-russes durant le siècle et demi qui s'est écoulé depuis que les révolutions industrielle et française ont inauguré la phase d'ouverture mondiale de la civilisation européenne semblent expliquer la russophobie britannique.

Une telle résolution simpliste du paradoxe est pourtant illusoire. Elle ne tient pas compte du fait que la russophobie s'est développée à un moment où la compétition coloniale était plus potentielle que réelle, où les politiques des deux gouvernements étaient complémentaires dans leur objectif, même si elles ne l'étaient pas en apparence. En résumé, la situation était la suivante: le principal théâtre de rivalité durant les décennies charnières de la troisième et de la quatrième décennie du XIXe siècle était le Proche-Orient. Le déclin et la désintégration naissante de l'Empire ottoman suscitaient l'appréhension de voir le tsar devenir l'héritier présomptif de l'Europe malade. En Angleterre, on craignait que le contrôle des Détroits par la Russie ne mette en péril le commerce britannique avec le Levant, sa puissance navale en Méditerranée et sa position en Inde. Cela risquait même de bouleverser l'équilibre des puissances en Europe. Face à ces périls supposés, le Royaume-Uni a généralement mené une politique visant à préserver l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Turquie. Tel était également l'objectif de la politique russe. Ses hommes d'État comprirent que les autres puissances, notamment l'Autriche et la Grande-Bretagne, ne se soumettraient pas à sa possession de Constantinople. Ils doutaient de sa capacité à remporter la guerre qu'entraînerait la prise des Détroits, aussi souhaitable fût-elle, et estimèrent que le gain ne valait pas le prix à payer. Ils en conclurent que les intérêts de la Russie seraient mieux servis par le maintien d'une Turquie faible, qu'elle pourrait contraindre en cas de besoin, mais qui empêcherait une autre puissance, potentiellement moins amicale, de contrôler les Détroits. Tout cela est démontré par les archives russes. Il apparaît également que les intentions de la Russie étaient fréquemment et honnêtement exposées aux hommes d'État britanniques et portées à la connaissance de la presse britannique. De part et d'autre, les assurances russes ne furent acceptées sans de sérieuses réserves et furent souvent tout simplement rejetées.[1] Il existait sans doute d'autres domaines et d'autres aspects de leurs relations sur lesquels les deux puissances n'étaient pas entièrement d'accord, mais le problème du Proche-Orient était l'élément prépondérant de leur rivalité. Cela n'explique pas de manière satisfaisante la russophobie. Se pose alors une seconde question, plus complexe et plus profonde: pourquoi les protestations de la Russie n’ont-elles pas au moins bénéficié d’une suspension d’incrédulité?

Ce problème est aggravé par le fait que pendant une grande partie de la période en question, la politique de la Grande-Bretagne a été, pour l’essentiel, plus provocatrice que celle de la Russie. Les ressortissants britanniques ont travaillé dans les Balkans, dans le Caucase, en Afghanistan et

en Perse, ainsi qu'à Constantinople, en Syrie et en Égypte, bien plus efficacement que leurs homologues russes, et c'est la sphère d'influence britannique, et non russe, qui a progressé. Les hommes d'État britanniques affirmaient que leurs propres objectifs étaient défensifs, mais si les Russes avaient invoqué le critère des actes plutôt que celui des paroles, que leurs contemporains britanniques appliquaient à leur encontre, un juge impartial aurait probablement rendu un verdict en leur faveur. C'est vers une résolution complète du paradoxe précédent que vise la présente étude, vers une explication de la genèse de la russophobie britannique et de son développement rapide jusqu'à maturité entre 1815 et 1841, à une époque où les objectifs des principales politiques étrangères des deux nations étaient fondamentalement harmonieux.

On s'apercevra que le cœur du problème réside dans l'interaction entre la politique et l'opinion. Que les deux phénomènes soient généralement associés ne fait aucun doute. Pourtant, dans relativement peu d'études historiques, leur relation occupe une place centrale. Par conséquent, même si une analyse exhaustive de la nature de la politique étrangère ou de l'opinion publique constitue en soi un sujet digne d'un long traité, il semble approprié de considérer maintenant certains des problèmes qui doivent être affrontés et des méthodes qui peuvent être suivies dans une enquête sur la nature actuelle.

La politique appelle peu de commentaires. Son élucidation, notamment en ce qui concerne les affaires étrangères, est une phase classique du travail historique. Les concepts et les méthodes sont familiers. Pour autant que les sources requises soient disponibles, aucune difficulté inhabituelle n'est présentée et des résultats raisonnablement positifs peuvent être attendus. Une attention appropriée sera accordée aux relations entre la Grande-Bretagne et la Russie, d'autant plus que les relations anglo-russes au cours de cette période n'ont nulle part été étudiées dans leur intégralité.

L'opinion, tant individuelle que publique, pose en revanche plusieurs problèmes graves. C'est intangible et insaisissable. Son rôle est incertain. Isolé, il signifie peu et son rapport à l'événement est problématique. Son étude ne peut conduire qu'à des jugements nuancés. Pourtant, une analyse minutieuse indique qu'il s'agit toujours d'un élément fondamental des affaires humaines.

Toute politique publique dépend en fin de compte de l'opinion, puisque les agents de l'État peuvent rarement observer directement les données sur lesquelles sont fondées leurs décisions. Ils doivent être guidés nécessairement par leur propre expérience et leur éducation, par les rapports de leurs subordonnés, les conseils de leurs associés, les instructions de leurs supérieurs, par les idées et les préjugés de leurs compatriotes, qu'ils peuvent ou non partager, en d'autres termes, par leur opinion dans plusieurs de ses manifestations. Ainsi, que le terme soit pris pour désigner les événements eux-mêmes ou leur reconstruction par un érudit, l'opinion, souvent méconnue, est la substance même de l'histoire.

Dans ses aspects particuliers, l'opinion n'a pas manqué d'attention, car elle s'inscrit facilement dans les formes classiques de l'écriture historique. Elle joue toujours un grand rôle dans la détermination des événements et ici elle sera dûment prise en considération.

C'est l'entité amorphe qu'est l'opinion publique qui semble être une pierre d'achoppement. Bien qu'il ne soit pas totalement ignoré, ce dernier aspect de l'opinion a moins souvent fait l'objet d'un examen historique, probablement en raison de ses ambiguïtés inhérentes. On peut toutefois suggérer que ses complexités et ses incertitudes sont parfois plus redoutables en apparence qu'en réalité. Si son analyse ne peut pas atteindre la précision atteinte par d'autres formes d'écriture historique ni conduire à des conclusions tout aussi positives, ne se pourrait-il pas que différents critères d'évaluation ne soient pas seulement autorisés mais même obligatoires?

Amalgame de la myriade d'opinions de la multitude, la nature de l'opinion publique est toujours en grande partie une question d'estimation, en bref, une opinion elle-même. Pour le mesurer, un certain nombre de jauges ont été conçues au XXe siècle. Au XIXe siècle, de tels compteurs n'existaient pas et les techniques ultérieures ne peuvent plus être appliquées aujourd'hui. Mais ce handicap n'est pas insurmontable. Les hommes d'État sont rarement déconcertés par l'opinion. Ils portent constamment des jugements pragmatiques sur sa nature et sa force. Leur attitude ne peut-elle pas indiquer une méthode suggestive pour l'étude historique, même si celle-ci reste une entreprise plus globale? Après tout, l'histoire a souvent été définie comme la politique passée.

Les hommes dans la vie publique reconnaissent que leur mandat et leur responsabilité politique dépendent de l'approbation, au moins temporaire et tacite, d'une partie généreuse du corps politique. Ils écoutent attentivement les nombreuses voix du chœur public, flagrantes ou subreptices, connues et non identifiées. Leur politique est généralement en harmonie avec les souches dominantes. Ce n'est pas rarement le cas dans un régime despotique comme dans un régime politique libre. Ainsi, certains indices sur la nature de l'opinion peuvent être obtenus à partir de la nature des politiques suivies. Et des preuves à l'appui peuvent parfois être trouvées dans les papiers des hommes d'affaires, dans des estimations qu'ils ont par hasard mises par écrit. C'est en outre une caractéristique de l'opinion publique, notamment en ce qui concerne les affaires étrangères, que dans les moments de décision, ses dissonances ont tendance à se résoudre à l'unisson, ou du moins en une polyphonie moins complexe. Dans de tels moments, il y a relativement peu de doutes quant à la nature de la musique. Et ce sont des moments cruciaux pour l'historien comme pour l'homme d'État.

La politique tend donc à refléter l'opinion à la fois du public et des titulaires de fonctions responsables. Dans le cas de la russophobie britannique, il subsiste des preuves, d'une sorte ou d'une autre, qui se prêtent à une évaluation pragmatique. Puisque c'est précisément un tel jugement qui sous-tend la politique, son caractère immédiat et son caractère nécessairement nuancé le rendent néanmoins précis. En fait, ces qualités en font une description plus fidèle, non pas du contexte dans lequel les politiques ont été formulées et les événements se sont produits, mais de l'atmosphère même qui a soutenu leur vie. Même si l'on ne peut démontrer l'existence d'aucun lien quasi mécanique entre la politique et l'opinion, l'opinion était, comme toujours, une partie intégrante du drame, car sans elle, il n'y aurait pas eu de politique.

Il reste cependant d'autres difficultés. On peut objecter que la procédure que nous venons d'esquisser ne peut fournir que peu d'indices sur les stimuli divers et innombrables qui génèrent les opinions et sur la force relative exercée dans la détermination de la politique par le jugement des hommes d'État et par le sentiment des citoyens. Bref, ni les origines ni le rôle efficace de l'opinion publique ne seront démontrés. Puisqu'il s'agit de considérations importantes, ces critiques sont sérieuses. Mais elles reposent en fait sur une simplification excessive du mode de fonctionnement de l'opinion.

Dans toutes les situations, sauf dans les situations les plus simples, la conduite humaine est la conséquence d'impulsions nombreuses et disparates. Même si certains peuvent être antithétiques, plusieurs sont généralement sympathiques et complémentaires. L'action est la résultante de diverses contraintes, mais elle n'a aucun rapport certain avec les éléments activateurs connus et peut prendre une forme imprévisible et illogique. Un homme d'État lui-même peut être incapable de juger avec précision l'importance relative des diverses considérations qui déterminent ses décisions, en particulier lorsque plusieurs sont orientées vers la même voie. De même, peu de lecteurs peuvent mesurer avec justesse la force qu'un document ou une publication donnée peut exercer sur leur pensée ou leur conduite. Personne ne peut décrire toutes les racines de ses propres idées. Ainsi, dans le domaine de l'opinion, une image trop précise est nécessairement suspecte. Il doit y avoir de nombreux jugements nuancés et un degré considérable d'incomplétude. Pourtant, des résultats satisfaisants pourraient être obtenus dans le cas de la russophobie, tant en ce qui concerne ses origines que sa relation avec la politique.

Il ne faut pas oublier, en outre, que les hommes d'affaires restent membres de la communauté en général. Leurs opinions ont tendance à être façonnées par les mêmes forces qui façonnent l'opinion publique. Dans de tels cas, il peut être à la fois impossible et futile de distinguer les deux aspects de l'opinion et d'attribuer une valeur à chacun. Il n'y a pas non plus lieu de s'inquiéter car certains sentiments restent inaperçus. L'opinion n'a que peu d'importance lorsqu'elle ne suscite pas d'action significative. En bref, c'est le calcul pragmatique de l'homme d'État, une toile pleine de gris et manquant de netteté dans les détails, qui constitue le véritable tableau. Malgré toutes les difficultés, une délimitation pragmatique est à la portée de l'historien, du moins dans le cas de la russophobie. Il n'a besoin et ne devrait pas exiger davantage.

Les remarques qui précèdent peuvent sembler impliquer que les points de vue et les articles des hommes dans la vie publique constituent l'alpha et l'oméga de l'étude de l'opinion. Ce n'est évidemment pas le cas. L'approche de l'homme d'État à l'égard de l'opinion n'est que la meilleure illustration du caractère que peut ou devrait prendre une analyse d'un sujet tel que la russophobie.

Tous les groupes importants au sein de la population et tous les principaux médias d'expression d'opinion nécessitent une attention particulière. Tous les efforts doivent être faits pour vérifier les racines et la force des opinions de tous les individus et groupes importants. Il faut tenir compte de facteurs tels que les exigences de la politique des partis, les préjugés découlant des affiliations commerciales, religieuses, sociales ou professionnelles, l'enchaînement fortuit d'événements, la propagande organisée et non organisée, ainsi que le cours de la politique officielle. Les stéréotypes sur les choses russes qui se sont développés en Grande-Bretagne sont d'une grande importance, ces moules éculés dans lesquels, comme l'a si bien montré M. Walter Lippmann, les idées concernant les objets éloignés et inconnus tendent à tomber à tout moment et dans toutes les sociétés.[2] Ici, le hasard de la personnalité peut facilement prendre une importance décisive. En bref, la tâche consiste à rédiger un chapitre de la biographie intellectuelle d'une nation. Comme pour tous ces récits, il existe des problèmes d'accentuation et d'interprétation, mais aussi des moments où les preuves sont suffisantes pour une caractérisation définitive.

Chacun des nombreux modes d'expression de l'opinion, lettres, discours, livres, brochures, périodiques et journaux, ainsi que documents gouvernementaux, a sa valeur particulière. Les journaux sont peut-être la source la plus riche. La fréquence de leur publication et leur dépendance générale à l'égard de la faveur du public rendent improbable leur mépris total de tout élément important dans la formation du sentiment public. Puisqu'ils constituent le principal moyen par lequel l'opinion s'exprime, on peut supposer qu'au moins un organe reflète, s'il ne génère pas réellement, l'opinion de chaque segment significatif de la communauté. Leurs chiffres de diffusion sont un indice approximatif du nombre de leurs lecteurs et donc, dans une certaine mesure, du poids relatif des notions qu'ils exposent. La fréquence avec laquelle un sujet est discuté indique l'urgence approximative dont il jouit. Le caractère du langage employé montre l'intensité du sentiment et la familiarité présumée du lecteur avec le sujet traité. Les journaux ont un autre mérite particulier. Leurs articles ont tendance à être brefs, ce qui facilite les citations exactes et donne ainsi une saveur souhaitable au-delà de la portée d'une paraphrase ou d'un résumé.

Plusieurs périodiques britanniques du XIXe siècle, notamment l'*Edinburgh Review* et la *Quarterly Review*, jouissaient d'une estime rarement gagnée aujourd'hui par une publication en série. Il n'était pas rare que leurs pages contiennent des *pronunciamentos* reconnus comme ayant un caractère semi-officiel. Peu de sujets vraiment insignifiants ou éphémères ont souillé leurs colonnes. Aucune question d'importance majeure n'a échappé à l'attention. Ainsi, en tant qu'indice de l'opinion publique, ils constituent un complément très précieux à la presse écrite.

Les livres et brochures sont plus spécialisés. Il est vrai que ces dernières ont pour la plupart un objectif propagandiste et donnent donc une indication de l'intensité du sentiment populaire. Leur paternité, lorsqu'elle est vérifiable, peut fournir des indices sur les motivations qui sous-tendent l'activité propagandiste. Les livres sont également une indication de l'intérêt que suscite un sujet et éclairent l'état des connaissances générales, surtout lorsqu'ils ne sont pas de nature fictionnelle. Tant dans les livres que dans les brochures, des nuances significatives peuvent être ajoutées au panorama de l'opinion.

Les lettres, les discours et les documents gouvernementaux possèdent tous des mérites particuliers trop divers pour être catalogués ici. Les types de données, souvent d'une grande utilité, qu'ils contiennent apparaîtront facilement. Comme chacune des autres catégories, elles contribuent à une évaluation pragmatique du climat d'opinion qui est l'objectif de l'ensemble de l'étude.

De cette nature sont les problèmes et les matériaux impliqués dans une analyse historique de la politique et de l'opinion. Il est temps de se tourner vers la russophobie britannique, un sujet d'un intérêt extraordinaire à un moment où les relations de l'URSS avec les pays anglophones pourraient bien être la clé de l'avenir de l'humanité.

(1) Harold Temperley, England and the Near East - the Crimea (London, 1936), passim, partic. chaps. 2-5.
(2) Walter Lippmann, Public Opinion (New York, 1929),

II. L'ANGLETERRE ET LA RUSSIE AVANT 1815

Une grave hostilité anglo-russe commença en 1791. L'idée selon laquelle l'expansion russe pourrait constituer une menace sérieuse pour les intérêts britanniques surprit à la fois le Parlement et la nation lorsque, cette année-là, le gouvernement présidé par le jeune Pitt demanda des fonds pour une mobilisation navale. Ils affirmaient qu'il fallait inciter la Russie à restaurer la forteresse d'Ochakov, gardant l'estuaire du Dniepr et du Boug, qu'elle avait récemment capturée au prix de grands frais dans la guerre avec l'empire ottoman. Si Pitt avait été plus astucieux, il aurait pu s'attendre à une profonde opposition à sa politique nouvelle et inattendue, car depuis les Croisades l'Angleterre n'avait pas joué un rôle majeur dans les affaires de l'Europe de l'Est, et elle avait pratiquement ignoré la partition de la Pologne en 1772.[1] Derrière la proposition de Pitt, en effet, se cachaient plus de deux siècles de relations politiques amicales presque ininterrompues et de relations commerciales en expansion constante.

L'Angleterre et la Russie sont entrées en contact direct pour la première fois en 1553 lorsqu'un modeste voyage d'exploration, inspiré par Sébastien Cabot, a trouvé non pas un passage vers le nord-est vers l'Orient, mais un refuge bienvenu dans la mer Blanche. Pour Richard Chancellor, qui commandait le seul navire ayant survécu à ce passage orageux, il semblait avoir découvert une terre étrange gouvernée par un potentat sauvage. Pourtant, même un succès aussi dérisoire conduisit à la création en 1555 de la Muscovy Company, la première des grandes organisations commerciales britanniques par actions. Sous le règne d'Élisabeth, les marchands anglais traversant la Russie et les steppes d'Asie centrale jusqu'à Boukhara développèrent un commerce lucratif, même si la route ne permettait pas un accès facile à l'Inde et à la Chine. Le marché anglais absorbait facilement les fourrures, le suif, les peaux, le lin, le chanvre, le goudron et le caviar russes. Ivan le Terrible fit des propositions pour une alliance qu'Élisabeth refusa courtoisement. Dans les collections de Hakluyt et de Purchas, les lecteurs anglais devinrent accessibles quelques légères informations sur un pays jusqu'alors inconnu.[2]

Au XVIIe siècle, les relations anglo-russes se développèrent lentement. Le commerce s'est développé et d'autres livres traitant de la Russie ont été publiés en Angleterre. Dans sa *Brève histoire de la Moscovie*, John Milton a rassemblé les rares faits disponibles en 1640. D'autres ouvrages sont apparus avec une fréquence et une exhaustivité croissantes. En 1698, Pierre le Grand visita l'Angleterre et occupa la maison de John Evelyn à Deptford alors qu'il étudiait l'architecture navale. La croyance dominante selon laquelle la Russie n'était pas civilisée ne peut guère avoir été atténuée par le comportement tumultueux du parti impérial, qui a tellement endommagé sa maison qu'Evelyn a réclamé une compensation de 350£ au gouvernement anglais. Le tsar fit une impression des plus malheureuses sur l'évêque Gilbert Burnett.[3]

Au XVIIIe siècle, l'épuisement des forêts anglaises rendit nécessaire l'importation massive de bois pour la construction navale, une majeure partie de cette denrée vitale provenant des ports du littoral baltique récemment conquis par la Russie. Ainsi, la Grande-Bretagne en est venue à dominer le commerce extérieur de la Russie et, lorsque l'indépendance américaine a entraîné la perte d'un approvisionnement en bois contrôlé au niveau national, le commerce anglo-russe est devenu un élément essentiel de la puissance navale britannique.[4] Pourtant, les relations entre les deux États n'étaient pas très intimes, malgré le fait que l'alignement militaire et diplomatique européen en faisait habituellement tous deux les alliés de l'Autriche. Durant la guerre de Sept Ans, ils étaient dans des camps opposés et, en 1780, la Russie participa à la Ligue de neutralité armée, ce qui embarrassa la politique britannique pendant la Révolution américaine. Néanmoins, ces antagonismes étaient accessoires à la politique internationale et la Russie ne semblait pas menacer les intérêts britanniques. Vraisemblablement, une estimation britannique caractéristique était celle faite par l'*Encyclopaedia Britannica* en 1782. La Russie, déclarait-elle innocemment, était *un royaume d'Europe très vaste et puissant*. Son peuple était dépeint comme une race de sauvages brutaux, vicieux et ivres, et son gouvernement comme un despotisme complet. Rien n'indiquait qu'elle présenterait bientôt un intérêt et une préoccupation vitaux pour de nombreux Anglais.[5]

Seuls les membres du cabinet et quelques diplomates savaient que la proposition de Pitt en 1791 était l'expression soigneusement réfléchie d'un objectif politique global. Afin de préserver pour l'Angleterre un approvisionnement fiable en céréales et en bois, et en même temps de satisfaire un allié prussien exigeant, il avait décidé de substituer la Pologne à la Russie comme complément po-

litique et économique de la Grande-Bretagne. Les arrangements complexes qui sous-tendaient le projet prévoyaient que la Prusse obtiendrait Dantzig et Thorn, que l'Autriche serait indemnisée aux frais de la Turquie et que la Pologne conserverait un accès sans entrave au monde extérieur par le fleuve Boug et la mer Noire. La Turquie bénéficierait de la restauration d'Ochakov et, en dernière analyse, la Russie paierait pour l'ambition prussienne. La conséquence de cet accord aurait pu être un accord entre la Prusse, l'Autriche et la Grande-Bretagne qui aurait profondément affecté le cours de la Révolution française. Pitt s'attendait à ce que la menace de coercition amène la Russie à acquiescer, mais il était prêt à courir le risque d'une guerre, mais pour des enjeux plus importants qu'Ochakov. Les arguments en faveur du plan furent mûrement examinés par le cabinet et jugés décisifs, mais sa justification, la préservation pour l'Angleterre du libre accès aux céréales et au bois polonais, résidait dans le fruit d'une politique à long terme qui, de par sa nature même, ne pouvait pas encore être révélée.[6]

S'ensuivit un débat houleux, dans les deux chambres du Parlement et devant le barreau de l'opinion publique. Certains Whigs affirmaient qu'Ochakov n'avait aucune valeur et que la Russie ne menaçait pas l'intégrité turque, tandis que d'autres soutenaient que la possession de territoires turcs supplémentaires entraînerait bientôt la désintégration de l'État russe. Plusieurs orateurs estimaient que le commerce russe était d'une telle valeur pour la Grande-Bretagne qu'une guerre contre elle serait désastreuse, mais d'autres affirmaient qu'en aucune circonstance la Russie ne pouvait devenir assez puissante pour nuire à l'Angleterre. Les arguments whigs étaient vifs, énergiques et ingénieux, mais inutiles. La discipline du parti conservateur a suffi pour garantir l'adoption par les lords et les communes d'une résolution qui promettait les fonds nécessaires à la mobilisation navale.[7]

L'objectif de Pitt fut cependant contrecarré par une forte manifestation de l'opinion publique. Les critiques formulées par une série de pamphlets préparés apparemment en collusion par un groupe de politiciens whigs et de partisans russes, peut-être avec la collaboration de l'ambassade de Russie, furent complétées par une série de réunions publiques tenues dans les principales villes du royaume. Même si les sentiments exprimés par ces médias ne reflétaient probablement pas fidèlement l'opinion de la nation, la sévérité de l'opposition poussa Pitt à abandonner son entreprise. Il ne pouvait pas risquer la guerre sur une question sur laquelle le pays était divisé.[8]

Politiquement peu concluant, l'épisode offre néanmoins un tableau lumineux de l'opinion anglaise à l'égard de la Russie. Les débats parlementaires et les brochures témoignent d'une grande ignorance. Peu d'Anglais avaient entendu parler d'Ochakov, et même Pitt avait été contraint de se fier au témoignage d'un expert néerlandais pour savoir si la forteresse commandait réellement le Dniepr Liman et donc le commerce des fleuves Bug et Dniepr. L'Angleterre n'était pas prête à mettre en péril un commerce florissant pour écarter une menace russe généralement méconnue. L'affaire est pourtant significative, car elle a provoqué la première expression de presque toutes les notions - même la menace contre l'Inde - qui ont suscité l'inquiétude des Anglais pendant la majeure partie du XIXe siècleSi les événements du XIXe siècle devaient révéler l'erreur de la principale hypothèse de Pitt - la crainte que la Grande-Bretagne ne devienne totalement dépendante de la Russie pour ses produits vitaux - l'amitié entre les deux puissances ne se rétablirait pas rapidement. Lorsque la Russie se joignit bientôt à la Prusse et plus tard à l'Autriche pour procéder à la suppression complète d'une Pologne réformatrice, les partages ne furent pas encore ignorés en Angleterre. Bien que la plus grande menace de la France décourageait l'intervention britannique, au Parlement Burke, Fox, Jenkinson (plus tard comte de Liverpool), le futur comte Grey et bien d'autres condamnèrent tous vigoureusement la Russie. Le *registre annuel* remarquait:

Les vertus des Polonais, vaincues par l'injustice et un mélange de despotes, contrastées avec les triomphes pollués de la république française, éveillèrent dans toute l'Europe une sympathie généreuse pour cette noble nation et une indignation contre ses oppresseurs. Une souscription pour leur secours et leur soutien, lancée dans la métropole, et qui fut menée avec une rapidité et un succès sans précédent, donna aux Polonais la consolation que leurs malheurs n'étaient pas considérés avec insensibilité par leurs voisins et que, malgré l'insouciance que les princes souverains considéraient leur lutte contre le despotisme et l'ambition, s'ils avaient pu continuer leur résistance, ils auraient trouvé tout le soutien de la générosité des Britanniques qu'il était en leur pouvoir d'accorder.[9]

Le jeune Thomas Campbell a écrit:

L'espoir, pendant une saison, a fait ses adieux au monde
Et la liberté a crié lorsque Kosciusko est tombé![10]

C'est sur ce fond d'événements et d'émotions que parurent pour la première fois dans les librairies anglaises un nombre considérable de livres qui pourraient enfin dissiper l'ignorance anglaise à l'égard de la Russie. William Tooke, ancien aumônier des églises anglaises de Cronstadt et de Saint-Pétersbourg, a publié une traduction d'une biographie française de Catherine II, une Regard en trois volumes sur l'*Empire russe* et une *Histoire de la Russie*. Plusieurs récits de voyages dans diverses régions de Russie parurent rapidement. La plus grande portée des articles sur la Russie dans les éditions successives de l'*Encyclopaedia Britannica* semble mesurer plus que sa propre maturité croissante, même si, même en 1810, l'article n'était qu'une compilation de preuves tirées de livres de voyage.

Le premier roman historique en langue anglaise, *Thaddeus of Varsovie*, fut sans aucun doute plus lu que les livres de voyage ou les encyclopédies. Jane Porter *a écrit alors que la lutte pour l'indépendance de la Pologne n'était plus* et son roman était *dicté par une* fervente *sympathie pour les calamités qui avaient à peine cessé d'exister*.[11] Les sympathies de ses lecteurs ont dû être éveillées par la lutte héroïque du dernier des Sobieski, et leur indignation suscitée par la dévastation d'une terre fertile et la persécution d'un peuple noble. Neuf éditions furent publiées entre 1803 et 1810.

Au cours des deux décennies mouvementées qui ont séparé la troisième partition de la Pologne et le Congrès de Vienne, les relations anglo-russes ne sont devenues qu'un fil dans l'écheveau enchevêtré de la politique européenne. La Russie pouvait encore fournir des céréales et du bois en échange des produits manufacturés anglais, mais de telles considérations commerciales importaient peu. Tour à tour hostiles puis amicales, les politiques des deux gouvernements étaient dictées par les exigences de leurs relations avec Napoléon. Ils étaient alliés dans les deuxième et troisième coalitions. Il y eut une deuxième Ligue de neutralité armée et des rumeurs d'attaque russo-française contre l'Inde. Finalement, la campagne de 1812 renversa une fois de plus les alliances. La Russie et l'Angleterre formèrent le noyau de la coalition qui vainquit Napoléon. Essentiellement, cette période fut un intermède mouvementé mais éphémère dans l'évolution des relations anglo-russes.

Quelques événements dramatiques ont contribué à entretenir une tradition durable du stéréotype de la Russie qui se formait progressivement en Angleterre. L'incendie de Moscou et la déroute tragique de la Grande Armée remuèrent les imaginations et furent inscrits dans de nombreuses compositions plus ou moins littéraires. Les récits des participants - d'heureux survivants français, d'Anglais attachés à l'armée russe - ont retenu l'attention des critiques anglais pendant de nombreuses années. Les anthologies incluent encore certains des vers inspirés par la tragédie. Alexandre et l'armée russe furent les héros des guerres contre Napoléon. Une visite à Moscou est devenue une partie nécessaire d'un voyage en Russie. Mais les mêmes qualités qui ont valu au sujet sa reconnaissance littéraire ont lutté contre son influence sur l'opinion anglaise à l'égard de la Russie. Ce fut un chapitre héroïque de la politique européenne, accessoire aux relations anglo-russes.

Au XVIIIe siècle, la Russie est donc devenue une force importante dans la vie britannique. Entre les deux nations s'était développé un commerce florissant, vital pour chacune. Normalement, ils étaient des partenaires politiques, même si en Pologne, la Russie avait joué un rôle crapuleux. Et en ce qui concerne Ochakov, elle a été décrite comme un grave danger pour les intérêts britanniques. Les Anglais n'étaient plus totalement ignorants des conditions géographiques, sociales et politiques de l'empire des tsars. Dans ces nouvelles connaissances, il y avait beaucoup de choses qui semblaient désagréables. Telle était la préface de l'histoire de la russophobie.

(1) Cf. Annual Register for 1772 (London, 1773), p. 2
(2) A. J. Gerson, "The Organization and Early History of the Muscovy Company," and E. V. Vaughan, "English Trading Expeditions into Asia under the Authority of the Muscovy Company," both in Studies in the History of English Commerce in the Tudor Period (New York, 191*), passim.
(3) Eugene Schuyler, Peter the Great (3 vols., New York, 1884), I, 299-310; T. B. Macaulay, History of England (ed. by C. H. Firth, London, 1913-1915), VI, 3784-3798.
(4) R. G. Albion, Forests and Sea Power (Cambridge, 1926), passim.
(5) Encyclopaedia Britannica (2nd ed., London, 1782), IX, 6896 ft
(6) Dietrich Gerhard, England und der Aufstieg Russlands (München, 1933), passim.
(7) William Cobbett, ed., The Parliamentary History of England, XXIX, 31-96, 164-249, 434-449, 617-636, 684-703.
(8) G. B. Hertz, British Imperialism in the Eighteenth Century (London, 1908), pp. 150-209; Gerhard, pp. 341-368.
(9) Annual Register for 1795 (London, 1807), pp. 16, 17.
(10) Thomas Campbell, "The Pleasures of Hope," pt. I, lines 381-382.
(11) Jane Porter, Thaddeus of Warsaw (Philadelphia, 1883), p. v.

III. LES APRÈS DE VIENNE

La russophobie anglaise était avant tout le produit des forces qui ont déterminé les événements en Angleterre et sur le continent dans les années qui ont suivi Waterloo. Bien que l'héritage du XVIIIe siècle ait influencé sa croissance, le cours du développement politique et économique anglais au cours des premières décennies de la paix, l'atmosphère intellectuelle dans laquelle le romantisme et l'utilitarisme ont prospéré, les objectifs et les préjugés des hommes d'État anglais et continentaux et l'évolution du Concert européen se sont tous révélés plus significatifs. C'étaient les éléments du sol dans lesquels il cirait.

En Angleterre, la fin d'un quart de siècle d'hostilités a révélé un ordre social malade et un peuple en grande partie en guerre contre lui-même. À une époque où le chômage et la grave dépression commerciale qui accompagnaient la démobilisation des forces armées et la suspension des dépenses gouvernementales à des fins militaires créaient de graves problèmes économiques, une génération d'hommes d'État peu instruits en économie ignorait volontiers les maux produits par la révolution industrielle encore méconnue. Les mesures adoptées pour maintenir l'ordre étaient inévitablement conçues en fonction des intérêts et des perspectives de l'aristocratie dirigeante. Bien que la France ait été vaincue, le jacobinisme paraissait encore dangereux, et la même politique de répression qui avait réussi à réprimer ses premières manifestations inspira la législation qui traita des mécontentements actuels. En 1817, l'ordonnance d'habeas corpus fut suspendue, le droit de réunion restreint et la presse muselée. L'influence des classes propriétaires foncières a permis l'adoption de la Corn Law, qui protégeait l'agriculture anglaise de la concurrence continentale, si elle aggravait la misère prolétarienne. L'impôt sur le revenu a été abrogé et les journaux ont dû se soumettre à ce qu'on appelle l'impôt sur la connaissance. Le ton dominant de la pensée anglaise semble, à première vue, avoir été tout à fait en harmonie avec la réaction qui progresse sur le continent.

Pourtant, sous la surface, il y avait des signes qui annonçaient une époque plus libérale. Jeremy Bentham était déjà devenu l'esprit directeur du groupe de radicaux qui préparaient le programme utilitariste. Même l'affaire de Peterloo n'entraîna pas une nouvelle suspension de l'*habeas corpus* en 1819. Les organisations illicites de travailleurs ne furent réprimées qu'à moitié. Richard Carlile et William Cobbett purent poursuivre la publication de leurs périodiques bon marché et non estampillés. Byron a peut-être été mis au ban de la société polie, mais sa poésie était universellement populaire. Le cercueil de Castlereagh a été sifflé par la foule à l'extérieur de l'abbaye de Westminster et Canning a hérité de ses fonctions gouvernementales. De nombreux autres exemples pourraient être cités du courant libéral sous-jacent des années qui ont suivi le rétablissement de la paix. L'organisation de la société et les fondements de la pensée étaient modifiés ; une oligarchie agraire cède sensiblement la place à une démocratie industrielle, réaction au libéralisme.

Les changements dans le mode de vie de la nation britannique, que ce soit dans le domaine politique, économique ou intellectuel, n'exercèrent qu'une influence indirecte sur leurs relations avec la Russie, car les problèmes qui trouvèrent lentement une solution étaient avant tout de nature intérieure. De nouvelles relations entre les classes politiques et économiques et une nouvelle conscience sociale et esthétique se sont développées, qui ne pouvaient avoir qu'une incidence accessoire sur la position internationale du pays. Mais si l'opinion joue un rôle dans la détermination de la politique, même des influences indirectes et subtiles peuvent avoir de grandes conséquences. Il semble clair, par exemple, que si les relations commerciales anglaises avec la Russie reprirent en 1815 la forme qu'elles avaient prise dans les dernières années de Catherine II[1], la lutte commune contre Napoléon, le conflit politique à Vienne et l'appartenance commune à la Quadruple Alliance étaient des facteurs compliquant qui rendaient impossible un retour aux relations politiques du XVIIIe siècle. La révolution progressive des méthodes industrielles et commerciales resserrait constamment les liens économiques entre les deux nations. La connaissance anglaise de la situation en Russie progressa en conséquence et l'influence des courants intellectuels généraux sur la politique devint plus convaincante. Fondement essentiel pour comprendre la russophobie, les traits saillants de la scène anglaise méritent d'être analysés.

Dans le domaine politique, le parti conservateur (Tory) jouissait en 1815 d'un pouvoir pratiquement total, fondé davantage sur le prestige de la victoire militaire que sur une politique intérieure bienfaisante. L'influence revigorante de Pitt était en grande partie épuisée et la politique interne de la dernière décennie avait été de caractère négatif, tandis que le pouvoir incontesté avait favorisé la formation de factions au sein du parti. Il y avait les réactionnaires, dirigés par le Lord Chancelier Eldon, les modérés, dirigés par le Premier ministre Liverpool et le ministre des Affaires étrangères Castlereagh, et les progressistes, parmi lesquels Canning et Huskisson étaient les plus importants. Leur influence politique relative fluctuait, mais le contrôle des affaires tendait lentement à passer entre les mains des hommes les plus libéraux. La philosophie fondamentale du parti était négative. Voué au maintien de la prérogative royale, il a résisté au changement, essayant de répondre au désordre par la répression et de permettre aux maux sociaux et économiques de se guérir d'eux-mêmes. Unis dans la résistance à la demande croissante de réformes politiques, ses membres étaient divisés sur l'autre question majeure, l'émancipation des catholiques. Il se consacrait aux intérêts des classes agricoles qu'il représentait. Dans les affaires étrangères, Castlereagh tenta de préserver la paix et l'ordre par un système de conférences entre souverains, mais, plus libéral que la plupart de ses associés continentaux, et même que nombre de ses partisans dans son pays, il s'opposa à la réaction croissante et se trouva poussé plutôt à contrecœur vers l'isolement de la Grande-Bretagne. Son successeur, Canning, rompit ouvertement avec la Sainte-Alliance, désormais profondément répressive, et plaça l'Angleterre parmi les États libéraux d'Europe. En politique étrangère comme en politique intérieure, la position des Tories était donc essentiellement stérile ; il y avait peu de choses dans leur philosophie qui les disposaient à considérer autrement que de favoriser le régime autocratique en Russie.[2] Jusqu'à l'arrivée de Canning au pouvoir, la rupture entre l'Angleterre et la Sainte-Alliance n'était pas devenue manifeste, et bien que Castlereagh ait résisté au désir d'Alexandre d'intervenir en Espagne, aucune divergence d'intérêt majeure n'était apparue dans les relations entre les deux pays.

Parmi les groupes d'opposition aux Tories, les Whigs jouissaient de la plus grande force parlementaire. Dirigés, voire dominés, par les oligarques de Russell et Cavendish, ils avaient conservé leur méfiance traditionnelle à l'égard de la prérogative royale, mais leur longue exclusion des fonctions et les nombreuses défections de leurs rangs les avaient privés d'un programme positif et d'une philosophie porteuse. Le rôle de Charles James Fox était tombé sur Earl Grey. Ainsi, la recrudescence de l'intérêt populaire pour la Réforme, qu'il prônait en vain depuis vingt ans, et la désintégration progressive de la coalition conservatrice, conféraient lentement au parti une position de plus en plus puissante, malgré l'apathie de la plupart de ses dirigeants. L'impuissance politique prolongée l'avait également privé d'une politique étrangère. La tradition d'amitié avec la Russie avait été consacrée par le souvenir de l'opposition de Burke et Fox à l'armement Ochakov de Pitt, mais ces précédents provenaient d'un passé lointain. Dans des conditions considérablement modifiées, ils pouvaient difficilement dicter une politique arrêtée à l'égard de la Russie, qu'elle soit hostile ou amicale. Dans le domaine de l'économie politique, les Whigs étaient disposés, peut-être en partie pour des raisons de parti, à favoriser la demande croissante d'un commerce plus libre. L'*Edinburgh Review*, par exemple, fut le partisan le plus persistant, dans la presse, d'une réduction réciproque des droits de douane élevés qui entravaient le commerce extérieur. Mais si les principes du parti n'étaient en réalité guère plus démocratiques que ceux des Tories, l'opposition traditionnelle à la prérogative, quoique d'origine aristocratique, était plus conforme à une croyance politique libérale qu'à une croyance politique absolutiste. Ainsi, malgré leur cordialité passée, la tradition et la philosophie whigs rendaient le parti fondamentalement moins sympathique à l'égard de la Russie que les conservateurs.

Plus actifs que les Whigs, tant intellectuellement que politiquement, étaient les différents groupes d'hommes qui, aussi divers que soient leurs origines et leurs idéaux, peuvent être considérés ici ensemble, car ils étaient disposés à coopérer et même à se regrouper en un parti politique amorphe. Les éléments majeurs du bloc radical étaient dirigés par la coterie de philosophes qui cherchaient leurs conseils auprès de Jeremy Bentham, et par les politiciens prolétaires de Westminster, parmi lesquels Francis Place était le plus influent. Il est vrai que Bentham avait été reconnu en Russie avant d'avoir acquis de l'honneur dans son pays et qu'Alexandre avait demandé sa coopération pour rédiger un code de droit russe.[3] Néanmoins, après 1815, les deux groupes de radicaux étaient bien plus intéressés par la réforme des institutions politiques et économiques de l'Angleterre que par ses relations extérieures. Leur préoccupation à l'égard de la Russie était ac-

cessoire, et si on leur avait confié la conduite du gouvernement, leur politique étrangère aurait dû être conçue pour préserver la paix générale, afin que les réformes intérieures puissent se poursuivre sans être entravées par la menace de guerre ou les dépenses improductives d'une armée et d'une marine. Leurs premiers défenseurs du principe de la liberté du commerce leur ont valu la faveur des nouvelles classes bourgeoises et industrielles et, comme corollaire logique, les ont associés aux représentants les plus actifs de la courtoisie internationale. Mais leur philosophie générale, qu'elle dérive de l'utilitarisme de Bentham ou des méthodes empiriques de Place, était antipathique à une idéologie absolutiste et réactionnaire. Essentiellement démocratique dans ses implications, il appartient clairement au côté libéral de la dichotomie qui divisait l'ordre politique du début du XIXe siècle. Peut-être que ses partisans étaient plus enclins à ignorer les Saints Alliés qu'à lancer une croisade contre eux, mais il est certain qu'il y avait peu de choses dans les institutions ou la politique de la Russie qui pouvaient mériter l'approbation des radicaux.

À une époque où un droit de vote sévèrement restreint était en vigueur, le nombre d'Anglais que l'on peut qualifier de politiquement inertes dépassait largement le nombre de membres actifs de tous les partis politiques. Il ne fait aucun doute que certains des exclus étaient bien informés sur les questions politiques et jouaient un rôle dans le jeu politique, mais au vu de l'analphabétisme qui prévaut, il semble certain qu'un plus grand nombre n'était au courant des développements politiques qu'en temps de crise. Leur connaissance de la Russie devait être limitée et leur disposition à son égard négative. Si elle ne semblait pas encore menacer la sécurité anglaise, il y avait peu en elle qui suscitait l'admiration anglaise.

Parmi ces diverses grandes écoles de pensée politique, la philosophie benthamienne était à elle seule une force positive. Les Tories s'appuyaient sur leur pouvoir politique et leur prestige, les Whigs, conscients de leurs gloires passées, commençaient seulement à se rendre compte que le désir croissant de Réforme leur permettrait de reprendre le contrôle du gouvernement, mais les radicaux avaient un programme distinct et cohérent fondé sur une philosophie nouvelle et prégnante. Pourtant, aucune de ces idéologies de parti ne présentait une attitude particulière à l'égard de la Russie comme corollaire logique ou même pragmatique. La politique de chacun doit apparemment être déterminée par la logique des événements et par des considérations nationales. Il y a peu de preuves que le patriotisme anglais, la fierté anglaise de race, était moins intense, même s'il était peut-être moins bruyant à l'époque, que celui des peuples dont l'indépendance nationale n'avait pas été aussi consacrée par le temps. La perte des colonies américaines a suscité dans de nombreux esprits de sérieux doutes quant à la valeur de l'entreprise coloniale, mais les gains territoriaux résultant de la colonisation de Vienne ont été inspirés par des considérations d'empire. De telles racines, tout à fait indépendantes de la politique des partis ou des philosophies, étaient les plus susceptibles de naître une politique et une opinion à l'égard de la Russie.

D'autres courants du courant intellectuel contemporain transcendaient également les lignes de parti et étaient à peine moins influents que le sentiment impérial. Sous l'impulsion du mouvement méthodiste, la religion évangélique redevint une force dominante dans la vie de la nation. La Société biblique britannique et étrangère, fondée en 1804, avait rapidement étendu ses activités et comptait déjà un nombre très important et influent de membres. La Société russe associée avait été créée à la fin de 1812, avec le soutien et le patronage d'Alexandre, et avait dû former un lien entre les deux nations qui trouvait grâce aux yeux de nombreux membres anglais.[4] Favorisé par les divers groupes évangéliques, un sentiment humanitaire actif obtint l'abolition de la traite négrière, d'abord au sein de l'Empire britannique, puis en 1815 dans tous les États ayant adhéré à l'Acte de Vienne. Des efforts étaient maintenant déployés pour alléger d'autres misères humaines, celle des travailleurs du nouveau monde industriel, des condamnés au pénal et des esclaves noirs. Si leur inspiration, en partie religieuse, en partie sentimentale, était tout à fait étrangère à l'hédonisme calculateur de la philosophie benthamiste, dans la pratique, leur objectif était virtuellement identique. Aucune des deux écoles de pensée n'était favorable au régime autocratique de la Russie - au système judiciaire corrompu, à la police secrète politique, aux châtiments arbitraires et cruels et au servage.

L'influence exercée sur la pensée anglaise à l'égard de la Russie par le mélange hétérogène de concepts philosophiques, esthétiques, religieux et émotionnels compris dans le romantisme n'est pas facile à déterminer. Dans son sens restreint, cette *Weltanschauung (vision du monde)* n'impliquait aucune croyance politique particulière ; il n'est pas crédible que Scott ou Carlyle aient réelle-

ment souhaité la résurrection de la société médiévale. Néanmoins, au XIXe siècle, certaines implications politiques étaient inhérentes au romantisme, tout comme, autrefois, les théories démocratiques étaient implicites dans le protestantisme. Essentiellement, une condamnation de la restriction que l'idéal néoclassique imposait à l'expression individuelle de soi, la philosophie s'est facilement et fréquemment étendue au-delà des limites des arts et est devenue une révolte contre l'autorité en général. Wordsworth a joué un petit rôle dans le drame des débuts de la Révolution française et a ensuite déploré *l'extinction de la République vénitienne*. Campbell a été horrifié par la chute de Kosciusko et la suppression de la Pologne. Byron, après avoir suscité la sympathie générale pour les Grecs, a remporté la mort d'un martyr à Missolonghi, et de nombreux hommes de moindre importance ont imité ses exploits.

Les instincts romantiques de l'Anglais ordinaire ne pouvaient jouir que d'une satisfaction indirecte. Il avait peu de possibilités d'échapper à l'atmosphère sordide de l'Angleterre industrielle, mais une pléthore de littérature de voyage invitait son imagination à partager avec quelques chanceux leurs aventures dans les régions les plus sauvages et les plus inaccessibles du monde. Que l'occasion ait été largement saisie, l'apparition continue d'une *énorme quantité de papier pressé à chaud, de caractères brillants et d'images claires, coûtant six guinées*[5] en fournit une preuve incontestable. Presque aucun numéro de l'*Edinburgh* ou du *Quarterly* n'a manqué d'inclure au moins une discussion prolixe sur un coin de la terre récemment exploré, et de nombreux numéros contenaient trois ou quatre articles de ce type. Le marché des livres de voyage devait être presque illimité et les éditeurs étaient désireux d'accepter les manuscrits les plus triviaux, bourrés de ragots sans conséquence, d'informations inexactes, de jugements biaisés et dépourvus de toute distinction littéraire. L'aveuglement total d'un auteur semble avoir rendu ses impressions sur la Russie particulièrement intéressantes.[6] La valeur principale de la majeure partie de cette bibliothèque de déchets réside dans la preuve indéniable que la suppression des barrières entraînées par les guerres napoléoniennes a permis à des hommes et des femmes anglais ayant les intérêts et les expériences les plus variés de satisfaire une soif d'errance nationale.

Pourtant, la masse de cette littérature contenait de nombreuses informations, plus ou moins précises, sur des régions du monde jusqu'alors pratiquement inconnues. Les hommes d'État, les hommes d'affaires, les éditeurs et le public ont désormais accès à une connaissance considérablement accrue de la situation en Russie, au Proche-Orient et en particulier en Asie centrale. Dans certaines de ces régions, notamment les parties centrales des empires russe et turc, un nombre relativement restreint de spécialistes tels que des hommes d'État, des corps diplomatiques et des marchands engagés dans le commerce baltique et levantin étaient déjà bien informés. Comme ils appréciaient les rapports d'enquêteurs plus ou moins secrets, leurs connaissances continuaient à être supérieures à celles du profane. Mais ce dernier avait désormais mis à sa disposition de nombreux récits détaillés sur des domaines et des institutions jusque-là inconnus. Il y avait, par exemple, de nombreuses descriptions des palais majestueux de Saint-Pétersbourg et des bâtiments exotiques de Moscou, ainsi que des conditions précises de la vie d'un serf. Même s'il y a eu une augmentation correspondante des informations dont disposent les spécialistes sur des régions aussi reculées que l'Asie centrale, elles sont restées à peine plus complètes et fiables que celles présentées au public.

Pour le présent objectif, cette connaissance accrue de terres et de peuples lointains et barbares revêt une importance extrême. C'est la matière première à partir de laquelle se sont forgées des opinions positives sur la Russie et sur son potentiel défi pour la position politique et économique de la Grande-Bretagne. Tant que l'empire des tsars restait un mystère reconnu, sa menace ne pouvait devenir plus importante qu'elle ne l'avait été lorsque Pitt tentait en vain de convaincre la nation de l'importance d'Ochakov.

La nature des informations désormais présentées au public est tout aussi significative. Il était suffisamment complet, par exemple, pour rendre familiers des noms tels que Khiva et Samarkand, mais pas suffisant pour enseigner à de nombreux lecteurs, même modérément bien informés, que les steppes arides et les montagnes escarpées de l'Asie centrale formaient une barrière naturelle plus redoutable qu'une armée adverse. Comme Lord Salisbury le remarqua bien des années plus tard, la plupart des Anglais n'appréciaient guère les nombreux kilomètres de nature sauvage qui séparaient les frontières russes et indiennes. Mais non seulement les informations présentées aujourd'hui au public anglais étaient encore très incomplètes, mais elles étaient surtout communi-

quées par des hommes désireux de démontrer une thèse particulière. Ceux qui ont écrit pour le public un récit de leurs voyages en Asie centrale étaient presque sans exception des hommes qui soupçonnaient, avant de visiter cette région, que la Russie représentait une menace sérieuse. Une lecture de leurs livres suggère que les faits qu'ils ont écrits, sinon aussi ceux qu'ils ont découverts, ont été choisis pour démontrer cette thèse.[7]

Il n'est pas facile de déterminer dans quelle mesure l'esprit d'aventure anglais et l'accueil avide des livres de voyage étaient des manifestations du romantisme. Ils n'étaient peut-être que la forme du XIXe siècle du désir humain persistant de sonder l'inconnu. Pourtant, ils semblent être cohérents avec la nature essentielle du mouvement romantique et avoir été plus que d'habitude répandus à cette époque, sur le continent ainsi qu'en Angleterre.

Il ne fait aucun doute que l'adulation de la liberté nationale était une extension spontanée et naturelle du concept romantique fondamental de l'expression individuelle. Mais c'est par hasard que la Pologne et la Grèce ont été deux stimuli particulièrement attrayants de ce sentiment semi-émotionnel, et il est regrettable que la Russie doive être présentée comme une ennemie de la liberté. Néanmoins, les implications politiques du romantisme étaient libérales et la politique des tsars devait inévitablement susciter l'antipathie dans l'esprit des Anglais qui sympathisaient avec les courants intellectuels généraux du début du XIXe siècle. Le mouvement romantique, en fait tout à fait en harmonie avec la tradition anglaise de liberté individuelle et nationale, fait partie, tant par son caractère essentiel que par son caractère accessoire, des facteurs qui ont poussé les Anglais à condamner la Russie. Cela contribua à lui transférer l'hostilité que la France avait si longtemps excitée.

D'un caractère très différent des mouvements intellectuels tels que le romantisme et l'évangélisme, mais non moins prégnantes dans l'histoire anglaise, étaient les forces économiques qui transformaient la base matérielle de l'existence nationale. La révolution des méthodes industrielles se poursuivant sans relâche, le rétablissement de la paix créa plusieurs problèmes complexes, qui eurent une incidence directe sur les relations anglo-russes. Par exemple, la force politique a permis aux classes agricoles de prolonger, grâce à la loi sur les céréales de 1815, le quasi-monopole du marché intérieur auquel les conditions de guerre les avaient habituées.[8] L'Angleterre s'est ainsi volontairement privée d'un commerce de céréales potentiellement important et rentable avec les terres situées au sud de la mer Baltique. Les territoires russes de Pologne et d'Ukraine étant parmi les plus fertiles de ces régions, la politique anglaise impliquait une volte-face dans les affaires anglo-russes. L'amitié des deux États ne pouvait plus être favorisée par la pleine exploitation de relations commerciales mutuellement profitables.

Les arguments avancés par un autre groupe commercial qui avait acquis un monopole similaire grâce aux conditions de la guerre étaient similaires et tout aussi convaincants. Les marchands de bois qui avaient des intérêts en Amérique du Nord convainquirent le Parlement que le maintien de la suprématie navale britannique exigeait un approvisionnement sûr en bois et donc un tarif qui accordait une grande préférence aux produits des forêts impériales.[9] Comme pour le maïs, c'est la région baltique qui a fait l'objet d'une discrimination; un autre des principaux produits russes fut exclu du marché anglais.

Au cours des discussions houleuses qui ont suivi la promulgation de ces tarifs protecteurs, de nombreux arguments convaincants ont été avancés, qui n'avaient que peu de portée internationale. Leur influence possible sur les relations anglo-russes a été pratiquement ignorée, mais il convient de noter que ces politiques ont été adoptées malgré de nombreuses protestations indignées. Il est clair qu'elles n'ont pas été conçues dans l'intention consciente de nuire à la Russie.[10]

L'influence des forces économiques au cours de cette période semble provenir bien plus de la situation générale que de l'une de ses phases particulières. Le gouvernement était soucieux d'atténuer la détresse aiguë causée par la rapidité et la gravité inhabituelles des fluctuations des affaires. Bien que des changements dans la politique économique aient été judicieusement préconisés au cours des années de dépression, le Parlement s'est contenté de l'adoption de mesures destinées à prévenir le désordre et n'a pas fait grand-chose pour remédier aux désajustements économiques fondamentaux. Néanmoins, les intérêts d'un petit groupe ou les exigences d'un commerce particulier jouèrent parfois un rôle décisif dans la détermination de la politique, tant étrangère qu'intérieure. Puisque les relations commerciales de la Grande-Bretagne avec la Russie ont certainement été

l’une des considérations qui ont influencé la formulation d’une politique à l’égard de ce pays, ce commerce mérite une attention assez détaillée.

La caractéristique la plus remarquable du commerce entre l’Angleterre et la Russie dans les années qui suivirent la défaite de Napoléon est l’importante balance en faveur de la Russie. Malgré les droits de douane qui réduisaient considérablement les importations anglaises de maïs et de bois, les principaux pays, à la seule exception de la France, la Russie exportait vers le Royaume-Uni une valeur de marchandises considérablement plus élevée que celle qu'elle en importait. Entre 1814 et 1822, le commerce anglo-russe total a fluctué entre 3‘023‘381£ en 1816 et 6‘168‘583£ en 1820. Le commerce extérieur total du Royaume-Uni, au cours des mêmes années, a également varié considérablement, s'élevant à un min. de 71‘617‘586£ en 1816, un max. de 71‘617‘586£ en 1816. 100‘438‘711£ en 1818, et 81‘390‘120£ en 1820, année où le commerce russe atteint son apogée.[11]

Le commerce avec la Russie représentait environ 7% du total du commerce extérieur anglais. Après 1820, la valeur des importations britanniques en provenance de Russie augmenta lentement, tandis que ses exportations fluctuèrent, mais à aucun moment avant 1831 elles n'atteignirent un chiffre aussi élevé que celui de 1820. La Russie jouissait d'une position très importante dans le commerce extérieur britannique, car les États-Unis étaient le seul pays qui faisait des affaires plus importantes à la fois en termes d'exportations et d'importations. L’Italie, l’Allemagne et les Pays-Bas importaient tous plus de marchandises de Grande-Bretagne que la Russie, mais leurs exportations vers ce pays étaient bien moindres.[12]

Des statistiques commerciales russes comparables ne sont pas disponibles pour la première décennie de paix, mais il n’y a aucune raison de supposer que les conditions ont changé de manière significative au cours de cette période. Entre 1827 et 1831, 40% des importations russes provenaient d’Angleterre et 48% de ses exportations y étaient destinées, ce commerce étant plus de cinq fois supérieur à celui de ses principaux concurrents, les villes hanséatiques.[13]

Certains détails démontrent de manière encore plus concluante l'importance vitale pour l'Angleterre du commerce anglo-russe. Quarante-cinq pour cent de ses exportations de fils de coton et plus de 22% de celles de sucre raffiné britannique étaient destinées à la Russie en 1817. Les importations en provenance de Russie étaient hautement spécialisées. Le suif et le lin représentaient chacun plus d'un quart du total, tandis que le chanvre et les graines de lin représentaient ensemble la majeure partie du troisième trimestre. Pour ces produits et pour les autres produits qu'elle vendait à l'Angleterre, la Russie jouissait d'un quasi-monopole sur le marché britannique.

Ainsi, le bien-être économique de la Grande-Bretagne et de la Russie dépendait dans une large mesure du maintien de leurs relations harmonieuses, car l’Angleterre dominait l’ensemble du commerce extérieur de la Russie et n’aurait pas pu facilement trouver des opportunités de compensation pour la vente des produits pour lesquels le marché russe était le principal débouché, ni pour l’approvisionnement de plusieurs produits vitaux qu’elle importait de Russie. Ces considérations étaient couramment présentes dans l’esprit des hommes d’État et des publicistes anglais.

L’un des résultats les plus malheureux des réglementations commerciales acceptées par le Parlement en 1815 fut leur influence sur les politiques d’autres nations, en particulier celles des États-Unis et de la Russie. Cette dernière, par exemple, répondit à la décision anglaise de donner à ses propres sujets un quasi-monopole sur les marchés du blé et du bois par un tarif douanier destiné à favoriser la croissance des entreprises industrielles en Russie. Ainsi, bien que le rétablissement de l'amitié anglo-russe en 1812 ait été suivi par la reprise des échanges commerciaux entre les deux pays, qui ont rapidement atteint des proportions égales à celles des années précédant le traité de Tilsit, le gouvernement russe ne s'est montré aucune envie de négocier une convention commerciale telle que celle en vigueur avant 1786. Aucun effort sérieux n'a été fait pour rétablir le *statu quo commercial ante bellum* dans lequel les privilèges spéciaux accordés au commerce anglo-russe avaient favorisé l'amitié politique des deux pays.[14]

Au contraire, il devint évident que les marchands - presque tous anglais - qui faisaient le commerce devaient se soumettre à de nombreuses restrictions exaspérantes. Ils furent poussés à contrecœur à s'inscrire dans les corporations marchandes russes en qualité d'invités étrangers et à se soumettre aux règlements établis pour les Russes, règlements si sévères que tant qu'il restait

quelque chance de rétablissement des anciens privilèges, ils préférèrent la cessation du commerce plutôt que l'acceptation des nouveaux arrangements.[15]

Après le rétablissement de la paix générale, la promulgation d'un nouveau tarif russe ne tarda pas longtemps. Lord Walpole, le ministre anglais, savait en 1814 qu'une telle mesure était envisagée et avait exprimé la conviction qu'elle ne serait pas injuste envers la Grande-Bretagne. Plus tard cette année-là, il fut contraint de rapporter des rumeurs selon lesquelles une politique similaire à celle établie par les lois britanniques sur la navigation serait formulée, et selon laquelle *une hostilité des plus marquées à l'égard du Gt. Br. et une jalousie absurde à l'égard de son système commercial prévalent*. Les Russes, dit-il, se flattaient de pouvoir établir leur propre système commercial et suggéraient même que les importations ne soient autorisées que sur les navires russes.[16] Le caractère fantastique d'une telle proposition n'a guère besoin d'être commenté; il n'y avait pratiquement pas de marine marchande russe. Castlereagh, pleinement conscient des difficultés des commerçants britanniques, ordonna à Walpole de poursuivre ses efforts pour inciter le gouvernement russe à accorder un certain allégement.[17]

Finalement publié en 1816, le nouveau tarif contenait une longue liste de produits totalement exclus de Russie, et une liste encore plus longue de ceux qui étaient soumis à un droit très lourd. Il y eut de nombreux commentaires hostiles à Londres,[18] mais aucune protestation officielle. Les difficultés, en grande partie celles de concilier les systèmes économiques russe et polonais, conduisirent en 1818 à une modification considérable des taux.[19] Mais la satisfaction britannique face à la réduction des droits d'importation fut bientôt atténuée par une augmentation de xo pour cent des taux imposés sur les exportations de chanvre, de lin, de suif, de potasse et d'autres produits, dont la Grande-Bretagne était particulièrement dépendante.[20]

Une toute nouvelle grille tarifaire fut promulguée en 1820. Les taux généralement plus bas furent accueillis avec joie à Londres, le *Times* suggérant même qu'Alexandre montrait ainsi ses sympathies véritablement libérales.[21] La nouvelle réglementation prévoyait cependant une distinction, qui paraissait aux esprits anglais comme purement arbitraire et intentionnellement discriminatoire, entre les sucres partiellement raffinés par des méthodes différentes. Les tarifs imposés sur plusieurs produits venus d'Angleterre, notamment la terre cuite commune, le fer-blanc et certaines qualités de tissus de coton, furent considérablement augmentés.[22] En réponse aux pétitions des commerçants britanniques, Castlereagh ordonna à l'envoyé britannique de protester auprès du gouvernement russe contre la discrimination dans le secteur du sucre, mais les démarches persistantes furent vaines. Si l'on pouvait espérer une modification, on faisait référence au traitement préférentiel anglais accordé au bois colonial, et lorsque Palmerston devint ministre des Affaires étrangères en 1830, la question était toujours en discussion.[23]

Les effets délétères des restrictions imposées au commerce anglo-russe par les deux gouvernements furent clairement démontrés dans les enquêtes auxquelles donna lieu, en 1820, la célèbre pétition des marchands de Londres à la Chambre des Communes. La pétition - première mesure importante dans la bataille pour le libre-échange - conduisit à la nomination de commissions spéciales des deux chambres du Parlement chargées d'examiner l'état du commerce anglais, en particulier celui du bois. L'une des principales préoccupations des comités était l'influence que pourrait avoir une modification des droits de douane sur le bois sur le commerce anglo-russe. Il y avait un fort consensus parmi les témoins, dont beaucoup étaient des marchands engagés dans le commerce balte, sur le fait que les droits de douane élevés imposés sur le bois étranger avaient rendu ce commerce sans profit, tant pour le producteur que pour le commerçant. Puisque, au moins dans les années de récolte normale, les lois sur le blé avaient interdit l'importation de l'autre grand produit de Russie, le manque de change, prétendait-on, entravait sérieusement les achats russes de produits manufacturés britanniques. La préférence russe pour les produits anglais maintenait à elle seule le commerce, même si une partie importante mais indéterminée suivait la route détournée des grandes foires allemandes. Tous les témoins pensaient qu'une augmentation des importations britanniques de bois de construction russe, accompagnée d'une réduction des droits, serait compensée par une augmentation des importations en Russie de produits manufacturés britanniques. Plus important encore que le changement réel, a-t-on suggéré, serait le geste d'amitié qui pourrait inciter le gouvernement russe à baisser ses tarifs sur les produits britanniques.[24]

La manière dont son système douanier était administré était tout aussi hostile aux relations cordiales que les restrictions imposées par la Russie aux importations anglaises. L'inefficacité et la cor-

ruption des fonctionnaires russes étaient unanimement remarquées par les voyageurs dont les livres construisaient lentement dans l'esprit anglais une conception tangible de l'empire russe. L'expérience des commerçants n'a pas démenti ce tableau. Les cargaisons ont été confisquées pour violation technique de réglementations obscures et les tarifs ont été modifiés sans avertissement, l'importateur se voyant refuser le privilège de réexportation lorsqu'il a constaté que les nouveaux droits rendaient la transaction envisagée sans profit. Bien trop souvent, les bons offices des consuls ne parvenaient pas à obtenir réparation et il fallait faire appel aux services du ministère des Affaires étrangères.[25] De tels malentendus sont sans aucun doute une conséquence indissociable du commerce international, mais ils semblent dans ce cas avoir été particulièrement vexatoires et ne peuvent pas avoir engendré des sentiments cordiaux. D'un examen approfondi des relations commerciales entre la Russie et l'Angleterre au cours des années qui ont suivi le rétablissement de la paix en 1815, émerge inévitablement le jugement selon lequel un commerce potentiellement important et rentable était sérieusement entravé par des restrictions artificielles.

Une analyse des aspects politiques des relations anglo-russes révèle une tension latente comparable. Les questions majeures étaient celles impliquées par le rétablissement complet de la paix après les bouleversements du quart de siècle précédent et par la préservation de la colonie conçue à Vienne. Malgré les traditions de la politique britannique, Castlereagh et Wellington n'ont pas écarté à la légère les enchevêtrements continentaux de la Grande-Bretagne. L'héritage de Paris et de Vienne constitue le fondement sur lequel s'est construite la politique britannique.[26]

Castlereagh avait été l'architecte en chef de la Quadruple Alliance et avait appris par expérience personnelle la valeur de la négociation directe. C'est au moins une thèse défendable selon laquelle il comprenait mieux que n'importe lequel de ses contemporains les conditions dans lesquelles un concert efficace de l'Europe pouvait se substituer à la rivalité qui avait dominé la politique internationale dans le passé. Mais si, comme le génie des conférences d'hommes d'État qui, jusqu'à sa mort en 1822, organisèrent le concert, il continua à s'appuyer sur les plans de Pitt qui avaient inspiré la reconstruction de l'Europe à Vienne, il hérita aussi de sa méfiance de grand précepteur à l'égard de la Russie.[27] Le souvenir de la tentative d'Alexandre au Congrès d'acquérir une hégémonie sur l'Europe de l'Est restait frais, malgré le comportement plus conciliant du tsar après Waterloo.

Les détails de la lutte pour la répartition de la Saxe et de la Pologne sont bien connus et, en eux-mêmes, n'ont que peu d'importance à l'heure actuelle, mais les moyens par lesquels les ambitions de la Russie et de la Prusse furent contournées sont importants. L'Angleterre et l'Autriche, avec l'aide de la France, menacèrent de faire la guerre afin d'obtenir un compromis. Castlereagh et Metternich se rendirent compte que leurs objectifs étaient au moins complémentaires, et de cet imbroglio naquit une entente informelle, fondée sur les intérêts communs des deux États et le respect réciproque de leurs ministres. À l'exception d'un bref intervalle en 1820, lorsque Castlereagh s'opposa à l'intervention autrichienne à Naples, la coopération dura jusqu'à la mort de Castlereagh, même si elle reposa davantage sur le désir de résister à la croissance de l'influence russe - au Proche-Orient, plus qu'en Pologne - que sur la base plus large d'une vision politique commune.[28]

Que la querelle de Vienne entre la Grande-Bretagne et la Russie ait eu pour centre la disposition du grand-duché de Varsovie était fortuit. Le projet général de Castlereagh d'un règlement européen impliquait la restauration, dans la mesure du possible, de l'ancien ordre *légitime* et la reconstruction d'un équilibre général des pouvoirs avec des garanties spéciales contre l'agrandissement français. Toute augmentation considérable des ressources de la Russie, soit territoriales, soit autres, devait par conséquent exciter son opposition; dans la mesure où il était l'héritier de Pitt, il a dû résister avec encore plus de véhémence à l'expansion russe vers Constantinople qu'au désir d'Alexandre de devenir roi d'une Pologne reconstituée. C'est l'ambition d'Alexandre qui détermina l'application spécifique d'un antagonisme latent et plus généralisé. S'il s'agissait d'un autre territoire qu'il aurait désiré unir personnellement à la Russie, il n'aurait pas ravivé dans l'esprit des Anglais des souvenirs et des émotions que la lutte commune contre Napoléon avait étouffés.[29]

L'héritage de Vienne et de Paris ne constitue que le fondement de la politique britannique à l'égard de la Russie; la forme de la superstructure restait à déterminer. Considérations sur la Quadruple Alliance et le concert de l'Europe faites pour des relations cordiales; l'hostilité latente, nourrie par le conflit autour de la Pologne, exerçait une influence opposée. L'étendue des problèmes traités à Vienne était si vaste que tous les aspects actuels des relations anglo-russes étaient nécessaire-

ment impliqués, et il ne pouvait y avoir aucune question qui ne soit tout à fait épargnée par les négociations du Congrès. Une évaluation de la Russie et de sa conduite doit être influencée, même insensiblement, par ces forces contradictoires et une politique reste incertaine jusqu'à ce qu'un changement en Russie ou en Angleterre indique la voie à suivre.

C'est Castlereagh qui détermina la politique britannique. Ses visites prolongées sur le continent et ses relations personnelles avec ses hommes d'État lui donnèrent une influence sans précédent sur leurs conseils. Sa position à la maison n'avait guère plus de précédent; chef efficace du cabinet, il était en mesure, grâce à sa connaissance incomparable des affaires internationales, non moins que par sa gestion habile des communes et son amitié avec le prince régent, de diriger les affaires du ministère des Affaires étrangères sans se soucier guère des opinions de ses collègues. Liverpool suivait attentivement les événements et faisait des suggestions et des critiques parfois utiles, mais la politique était celle du ministre des Affaires étrangères. Bathhurst fut un assistant compétent en certaines occasions, et Canning, pendant les périodes où il était au cabinet, surveillait la progression des événements avec un soin qui aurait pu lui donner une certaine influence s'il n'avait pas reconnu la grande capacité et les connaissances transcendantes de Castlereagh. Wellington, lorsqu'il entra au gouvernement en 1818, avait encore plus de prestige que Castlereagh et une connaissance à peine moins complète des affaires continentales, mais il appréciait depuis longtemps l'extraordinaire compétence de ce dernier et avait coopéré à la réalisation de sa politique.[30]

Le prince régent jouait dans les affaires anglaises un rôle contraire aux usages ordinaires. Il avait un réel intérêt pour la politique, notamment pour la politique étrangère. S'il respectait les capacités et faisait confiance au jugement de son ministre, il disposait, à travers son gouvernement hanovrien, d'un moyen de recevoir des informations sur le continent et de communiquer avec ses frères souverains sans être entravé par les conventions de la constitution britannique. Mais comme le comte Munster, l'agent hanovrien, coopérait loyalement avec Castlereagh et agissait même parfois comme son adjoint, les relations hanovriennes n'étaient pas un embarras à cette époque. L'attitude du régent à l'égard de la Russie, comme dans bien d'autres domaines, était compliquée par ses problèmes familiaux. Lorsqu'Alexandre et sa suite officielle visitèrent Londres en 1814, ils commettèrent l'erreur fatale de montrer de la sympathie pour la princesse de Galles, et leur conduite permettait même de croire que leurs intrigues avaient empêché les fiançailles de la princesse héritière Charlotte et du prince d'Orange. Les préjugés personnels du régent étaient donc antipathiques à l'égard de la Russie. En revanche, en sa qualité officielle, il était membre du syndicat des princes et ne désirait pas engager les hostilités avec un frère souverain. Son influence était vaine.[31]

La partialité des visiteurs royaux russes pour les dirigeants whigs était tout aussi maladroite et stupide. Même s'ils espéraient peut-être renforcer l'amitié traditionnelle issue de Fox et Burke, la valeur de cette connexion fut annulée par l'échec prolongé des Whigs à accéder au pouvoir, et l'intrigue ne servit qu'à exaspérer les conservateurs. Les autres groupes d'opposition s'intéressaient presque exclusivement aux réformes intérieures. Politiquement impuissants, ils n'ont pas prétendu influencer la politique étrangère.

Une analyse des personnalités et des conditions de la scène politique montre que la politique de l'Angleterre à l'égard de la Russie dépendait de Castlereagh. Il dominait le ministère et formulait sa politique pratiquement sans aide. Dans les rangs conservateurs, son autorité était incontestée; ailleurs, il n'y avait aucune force significative.

Le principal principe de Castlereagh en ce qui concerne les affaires européennes était sa conviction que la paix et la stabilité essentielles au bien-être du continent pouvaient être mieux assurées par l'action concertée des membres de l'Alliance. Bien que les événements des Cent Jours et la conclusion d'une seconde paix de Paris aient beaucoup contribué à effacer la rivalité née des négociations de Vienne, l'harmonie entre les Alliés ne persista pas. Unis dans leur détermination à empêcher la France de perturber une nouvelle fois la paix, ils se sont néanmoins engagés dans un jeu d'intrigues rivales dans la politique française. Les prédilections du premier ministre français Richelieu et l'habileté de Pozzo di Borgo, l'ambassadeur d'Alexandre, permirent aux Russes de gagner la plupart des points à Paris au prix de la perpétuation de l'entente anglo-autrichienne à leur encontre. Les machinations, souvent sans sanction officielle, des agents russes ailleurs ont exagéré la méfiance à l'égard de ses objectifs. Castlereagh trouva opportun, au début de 1816, même d'envoyer une dépêche circulaire aux représentants anglais à l'étranger, les avertissant de ne

pas prendre trop au sérieux les activités russes et leur ordonnant de ne pas aggraver la situation par des manœuvres similaires.[32]

Le but qui a inspiré cette dépêche circulaire et ceux plus précis qui ont amplifié ses conclusions en référence aux circonstances particulières des différentes capitales démontrent clairement l'attitude de Castlereagh envers la Russie. Bien qu'il ait demandé à ses subordonnés de surveiller attentivement sa conduite, il n'a pas voulu, sur la base de preuves rares et peu concluantes, la condamner pour intention hostile. Il écrivit au représentant britannique à Naples: *Mon souhait est donc que, tout en surveillant avec toute l'attention voulue les activités des agents russes, vous ne vous laissiez pas entraîner... dans une attitude prématurée de suspicion, et encore moins d'hostilité.*[33] Fidèle à l'héritage de Pitt, il entretenait une certaine suspicion à l'égard des ambitions de la Russie. Bien que ses relations personnelles avec le tsar fussent cordiales, il était apparemment incapable de comprendre pleinement le caractère énigmatique d'Alexandre. Malgré quelques doutes, Castlereagh était pas sevré de sa cordialité envers la Russie.

Heureusement, peu de questions sont restées des discussions de Vienne dans lesquelles les intérêts de l'Angleterre et de la Russie étaient en conflit. Le problème de la Pologne a été résolu de manière si satisfaisante que pendant une quinzaine d'années, ce pays est resté tranquille. Même au Proche-Orient, la paix n'a pas été troublée jusqu'au déclenchement de la révolution grecque. En 1818, la France fut facilement rétablie dans le concert des nations. En fait, aucune des dépêches échangées entre le ministère des Affaires étrangères et l'ambassade de Saint-Pétersbourg ne concernait une négociation dans laquelle la Russie et l'Angleterre étaient les principales parties. Le caractère satisfaisant de leurs relations est peut-être mieux illustré par l'absence d'hommes dotés de capacités diplomatiques avérées parmi les envoyés britanniques à la cour du tsar. Lord Cathcart, qui était avant tout un soldat, y resta jusqu'en octobre 1819, et Sir Charles Bagot entreprit dans un délai très court de prendre la relève alors que le consul avait été obligé de prendre le contrôle d'une chancellerie dépouillée de tous les membres du corps diplomatique.

Il y avait inévitablement des questions d'importance mineure sur lesquelles des États aux intérêts et aux territoires aussi dispersés ne parvenaient pas à s'entendre complètement. Ainsi l'Angleterre et la Russie prirent des parts importantes, et pas toujours harmonieuses, dans la détermination de certaines des affaires soumises aux congrès d'Aix, de Troppau et de Vérone; La Perse, l'Espagne et les colonies espagnoles, les propositions de la Russie en faveur d'un désarmement général, voire la suppression de la traite négrière et des pirates barbaresques, exigeaient l'attention attentive de leurs diplomates. Les réglementations commerciales complexes des deux États étaient une source fertile de malentendus; mais l'harmonie fondamentale apparaît clairement dans la facilité avec laquelle ces différends furent réglés.

La Perse a pris pour la première fois une position importante aux yeux des Britanniques lorsque l'expédition égyptienne de Napoléon et les machinations ultérieures de ses agents ont démontré que le contrôle de la mer ne garantissait pas l'empire indien naissant contre tout danger d'attaque étrangère. Les gouvernements, tant à Calcutta qu'à Westminster, envoyèrent des missions qui obtinrent finalement la conclusion d'une alliance anglo-persane dans le traité définitif de novembre 1814. La Grande-Bretagne promit de prêter à la Perse une assistance militaire ou pécuniaire en cas d'attaque non provoquée par une puissance européenne et obtint en retour une promesse d'aide contre une invasion de l'Inde depuis l'Afghanistan. Le traité visait à prévenir l'agression française, un danger que la chute de Napoléon avait complètement écarté, mais l'engagement s'appliquait également à la Russie. L'annexion russe de la Géorgie en 1800, le plan avorté d'une expédition franco-russe contre l'Inde en 1808 et les campagnes à la frontière du Caucase qui se terminèrent par le traité de Gulistan en 1813 avaient éveillé les Perses à un danger bien plus immédiat. Le traité avec l'Angleterre prévoyait donc une médiation dans les différends avec la Russie et la définition de la frontière perso-russe par une négociation entre les trois puissances. La Perse se vit en outre promettre l'aide d'officiers anglais pour la formation de son armée régulière naissante et accorda à l'Angleterre de vastes privilèges commerciaux.[34]

La menace russe contre l'Asie centrale semble avoir été prise plus au sérieux à Téhéran qu'à Londres, où la Quadruple Alliance et l'harmonie générale semblaient contrebalancer une menace supposée dans une région aussi éloignée. Fidèle aux obligations de l'alliance, le gouvernement anglais a offert ses bons offices dans le règlement des questions qui ont survécu au traité de Gulistan et a exhorté le gouvernement russe à faire preuve de clémence, mais lorsqu'il a été laissé

entendre que la Russie ne pouvait accepter aucune médiation dans ses relations avec les États asiatiques, l'ouverture n'a pas été insistée. Lord Cathcart rapporta les progrès des négociations, prit sous son aile l'ambassadeur de Perse récemment arrivé et lui donna des conseils, mais le dissuada, avec l'approbation de Castlereagh, de se rendre à Londres.[35]

En 1820, des dépêches de Saint-Pétersbourg faisaient état de négociations russes avec les tribus du Turkestan, transmettaient un rapport officiel sur les méthodes visant à promouvoir le commerce avec la région transcaspienne et à la délivrer ainsi du *monopole des Anglais*, et parlaient même *d'un rapprochement de la Russie avec les possessions britanniques en Inde.*[36] Plus caractéristique de la correspondance officielle concernant la Perse, cependant, était un passage de l'étude générale de Castlereagh sur les relations anglo-russes du 16 mai 1817, dans lequel il autorisait, presque après coup, Cathcart à montrer au gouvernement russe une copie du traité avec la Perse, au cas où le sujet serait abordé, mais pas à engager une telle conversation. L'attitude de Castlereagh est clairement illustrée par le récit de sa conversation sur les affaires perses avec Alexandre à Aix, dans laquelle il déclara que la Grande-Bretagne n'était tenue qu'à servir de médiateur et s'efforcerait d'assurer des relations amicales entre la Perse et la Russie.[37]

Le défi insignifiant et éphémère de Napoléon à la domination britannique à l'Est et son intrigue ultérieure et subreptice en Perse furent soulignés dans l'esprit britannique par le fait de savoir que tous les autres envahisseurs réussis étaient descendus dans les plaines du Panjab depuis les hauts plateaux de l'Asie centrale. La Compagnie des Indes orientales ne se contenta donc pas d'annuler la menace française en concluant une alliance avec la Perse ; les agents diplomatiques qui négocièrent ce traité étaient accompagnés de plusieurs militaires et civils entreprenants chargés d'explorer les recoins inconnus du Turkestan. Dirigés par des membres de deux importantes familles anglo-indiennes, Mountstuart Elphinstone et Henry Pottinger, ils entamèrent le processus d'extension de l'influence britannique parmi les tribus turkmènes. Les dirigeants de cette expédition, ainsi que de la plupart des expéditions ultérieures, ont publié des récits complets de leurs aventures et explorations. Le *récit* d'Elphinstone sur le *royaume de Caubul* et les *voyages* de Pottinger *au Ballouchistan*, ainsi que *l'histoire de la Perse* de Sir John Malcolm, constituent les premières descriptions fiables en anglais des régions fabuleuses visitées par Marco Polo au XIIIe siècle et par Jenkinson au XVIe.[38]

Le livre d'Elphinstone, le premier à paraître, a inspiré des articles dans l'*Edinburgh* et le *Quarterly*, qui faisaient allusion à l'existence en Angleterre d'un intérêt important et généralisé pour la région, et ont fait l'éloge de l'auteur. Limités en grande partie à un résumé et à une critique des nouvelles informations, les articles évoquaient brièvement les menaces, tant françaises que russes, contre la sécurité britannique à l'Est. L'*Edinburgh* remarquait qu'*il aurait semblé beaucoup moins extravagant de prédire l'entrée d'une armée russe à Delhi, ou même à Calcutta, que son entrée à Paris*, et que la Russie était la puissance dont seule on peut actuellement redouter tout danger pour l'Inde. mais il concluait que *l'inimitié de la Grande-Bretagne envers la Russie était… accidentelle - dans la plupart des États du monde, elle était contre nature…*

Le *Quarterly* traitait le danger russe avec sarcasme. *On nous présente en effet le portrait gigantesque et amusant de l'Alexandre moderne, perché un pied sur les minarets de Téhéran et l'autre sur les créneaux de Delhi ; et tandis que sa main droite saisit avec une poigne terrible le pinacle de Sainte-Sophie, de la gauche il saisit le dragon à cinq griffes au sommet du palais de Pékin.* Le critique a conclu: *Il y a peu de choses à craindre pour la sécurité de l'Inde face à l'ensemble de la puissance russe*…[39]

Le *Quarterly* a de nouveau exprimé son point de vue sur la menace russe contre l'Inde à la fin d'un article sur l'*Histoire de la Perse* de Malcolm. La Perse, pensait-elle, succomberait inévitablement à la pression russe, à moins que son système de gouvernement ne soit radicalement amélioré, car même si le tsar restait opposé à la conquête étrangère et que le shah ne faisait rien pour troubler la paix, les actes d'agents inférieurs produiraient inévitablement des hostilités. Cependant, quand la Russie subirait son premier revers, ses provinces orientales tomberaient, et des siècles devraient s'écouler avant qu'elle puisse atteindre l'océan Indien. L'opinion réfléchie du critique était que ceux qui étaient alarmés par la perspective d'un nouvel Alexandre à l'Est devraient se rappeler que la menace bien plus grande que représentait Napoléon n'avait récemment semblé justifier aucune mesure de défense très positive.[40]

L'avancée de Napoléon vers l'Inde inaugure ainsi une suite d'événements qui entraînent deux effets importants mais tout à fait imprévus. En premier lieu, cela attira l'attention des Anglais sur la Perse et l'Asie centrale, et inspira le gouvernement indien à y envoyer cette série d'agents, de jeunes hommes très actifs, imaginatifs et intelligents, dont les explorations eurent peu de résultats politiques, mais donnèrent aux lecteurs européens leur première connaissance raisonnablement exacte d'une région jusqu'alors fabuleuse.[41] Deuxièmement, le hasard de la politique internationale a ensuite provoqué un transfert de la menace contre l'Inde de la France vers la Russie, et ce qui avait été au temps de Pierre, de Catherine et même de Paul, n'est qu'une rumeur chimérique qui reçoit aujourd'hui la considération sérieuse de nombreux Anglais. Il est inconcevable qu'une déclaration de la menace russe, formulée si clairement et si hardiment par les deux grandes revues, ait pu être ignorée par les ministères indiens et étrangers. Le fait que leurs opinions n'étaient pas consignées à cette époque dans la correspondance officielle est une preuve négative suffisante que le danger ne semblait pas exiger l'attention active du corps diplomatique. Le verdict officieux était similaire. Les critiques s'accordèrent sur le fait que même si la Russie pouvait *faire de la menace, voire de la réalisation d'une invasion de l'Inde, une partie de toute querelle future avec la Grande-Bretagne*[42], elle ne présentait aucun danger immédiat pour la sécurité de l'Inde.

Dans les journaux, les affaires de la Perse ne recevaient qu'un traitement des plus insignifiants. Les conditions de l'Asie centrale ont empêché des articles plus que sporadiques et incomplets. Les nouvelles des événements survenus dans une région aussi lointaine et inaccessible n'ont obtenu qu'une référence occasionnelle dans les journaux ou dans les colonnes éditoriales.[43] Presque toute la connaissance de la Perse provenait de livres tels que ceux d'Elphinstone, qui pouvaient constituer la base de l'analyse semi-judiciaire d'un article dans une revue, mais ne se prêtaient pas aux objectifs de la presse quotidienne.

Pourtant, l'intérêt général porté à la Perse doit se refléter dans le succès littéraire de J. B. Fraser et de James Morier. Les premiers de leurs nombreux romans plus ou moins fictifs - romans et récits de voyage - furent publiés à cette époque et furent suivis par des ouvrages similaires à de courts intervalles pendant deux décennies. Il ne fait aucun doute que la première inquiétude face à une éventuelle agression russe a coïncidé avec le premier intérêt général anglais pour la Perse.

Le problème était d'une nature totalement différente, un mélange de faits et de rumeurs, centré sur l'Espagne. Bien que l'effervescence de la France révolutionnaire et napoléonienne ait perturbé l'ordre politique espagnol, les diplomates de Vienne n'avaient guère tenté d'alléger les tâches qui éprouvaient la dynastie restaurée des Bourbons. Il lui fallait non seulement reconstruire le gouvernement intérieur, mais aussi mater la révolution en Amérique du Sud, qui prenait rapidement des proportions dangereuses. Les arrangements détaillés pour la suppression de la traite négrière et l'éradication des pirates barbaresques compliquèrent les relations de Ferdinand avec ses sujets tout autant qu'avec les gouvernements étrangers. Son propre caractère et les conditions générales de sa cour incitaient au développement des intrigues et à la diffusion de la rumeur, arts dans lesquels le ministre russe Tatishchev était passé maître. Ce n'était pas un hasard si un rapport sur la situation à Madrid avait amené Castlereagh, en décembre 1815, à rédiger une dépêche déplorant la recréation dans les cercles diplomatiques européens d'une atmosphère de suspicion et d'hostilité passive entre les différents États, qu'il attribuait à la tendance des ministres à tenter *d'augmenter ce qu'on appelle l'influence de leurs cours à l'étranger*.[44]

Un an plus tard, des rumeurs commencèrent à parvenir à Londres de toutes les parties de l'Europe selon lesquelles l'Espagne aurait conclu un traité par lequel elle aurait cédé à la Russie des territoires de la Méditerranée en échange d'une aide en Amérique du Sud. Bien que les enquêtes menées à Saint-Pétersbourg aient abouti à des démentis sur la véracité de ces allégations, les informations persistèrent et, en avril, parvinrent dans la presse anglaise. D'autres rumeurs en août ont relancé le débat et ont semblé à certains observateurs fournir une preuve confirmative de la validité de l'accusation. Puis, début octobre, alors que l'excitation créée par un pamphlet incendiaire, *Une esquisse de la puissance de la Russie*,[45] était à peine apaisée, arriva la nouvelle du départ d'une escadre russe de Reval, destination et but non précisés. Il a été suggéré à plusieurs reprises que la flotte pourrait être utilisée pour soumettre les colonies espagnoles, pour supprimer les pirates ou pour contraindre la Turquie, mais un consensus l'a lié à l'Espagne. Plus tard dans le mois, on apprit que les navires avaient été vendus à l'Espagne, et une déclaration semi-officielle fut faite selon laquelle la transaction ne donnait aucune raison de s'alarmer. Mais le traitement de

l'épisode par la presse est éclairant. Même s'il y avait manifestement beaucoup d'hommes prêts à croire le pire de la Russie, l'opinion était fortement divisée et la position politique générale des différents journaux semble avoir déterminé leur attitude face à cette tempête dans une théière.[46]

Le journal ultra conservateur *Morning Post*, avec ses opinions monarchiques et presque absolutistes, s'est moqué de l'alarme et a refusé de croire aux allégations hostiles contre la Russie. Le *Times*, plus indépendant, adopta une position sceptique, pesa le pour et le contre, tenta d'examiner objectivement la situation générale en Europe et les relations de la Russie avec elle, et conclut finalement qu'elle était tout à fait dans son droit, à condition qu'elle ne reçoive pour son escadre aucun gain territorial susceptible de perturber l'équilibre des forces. Le Whig *Morning Chronicle* prétendait penser le pire de la Russie, mais ne perdit aucune occasion d'utiliser l'épisode pour attaquer le gouvernement anglais et sa politique, tant étrangère que intérieure. Son éditorial du 24 octobre montre qu'en 1817 un commentateur pas tout à fait irresponsable pouvait exprimer des idées très extravagantes sur la Russie.

Ceux qui supposent que le peuple russe ou le gouvernement russe manquent de confiance en leur propre pouvoir ne les connaissent que très peu. Les Russes sont depuis longtemps convaincus qu'ils sont destinés à diriger le monde, et cette idée a été plus d'une fois exprimée dans des publications en langue russe. Pour rendre justice aux Russes, leur agrandissement n'a jamais été perdu de vue sous les différents souverains qui, depuis un siècle, ont occupé le trône. Les souverains les plus arbitraires doivent céder aux inclinations dominantes de leur peuple, et l'inclination dominante des Russes est l'agrandissement territorial. Avec un tel sentiment, et avec la confiance que les événements récents leur ont donné, supposer qu'une puissance colossale comme la Russie se contentera de rester sans autre communication maritime que l'océan du Nord et la Baltique, tous deux accessibles seulement à certaines saisons de l'année, et qu'elle ne s'efforcera pas d'obtenir pour la partie de loin la plus précieuse de son empire, le commandement des situations qui assurent l'entrée dans la Méditerranée, ne fait pas valoir un grand degré de prévoyance politique. C'est le grand objectif que la Russie a à cœur, et nous pouvons être sûrs qu'elle saisira la première occasion favorable qui se présentera pour la réalisation de ce but.

L'article de fond du *Times* du 24 avril est probablement plus caractéristique de l'opinion britannique. Il remarque ceci:

Beaucoup de gens regardent avec une certaine inquiétude les actes de la Russie et nous pensons qu'ils y attachent plus d'importance qu'il n'est nécessaire ; et la Russie, malheureusement de sa part, fournit matière à observation par un certain degré d'activité, qui peut n'être finalement qu'une sorte d'inertie de force, d'agitation sans objet.

Il pensait que si la Russie avait accepté de soumettre les colonies espagnoles en échange de la cession de Minorque, ce serait *l'acte public le plus immoral qui ait eu lieu en Europe peut-être depuis l'invasion de l'Espagne par Bonaparte*, mais que *ni la tendance politique de l'empereur de Russie, ni les préjugés de son esprit ne le conduiraient à un tel acte*. En fait, sa possession de Minorque pourrait inquiéter l'Angleterre, mais elle ne pourrait guère produire un plus grand préjudice, et pourrait même être une bénédiction, car si la Russie était une puissance maritime, elle serait plus facilement soumise à la coercition britannique.

L'épisode a créé une impression très désagréable dans l'esprit des Britanniques. Seuls les dénégations les plus prononcées du gouvernement russe quant aux implications politiques de la transaction et son refus d'approuver la plupart des projets - à peine moins fantastiques que certaines rumeurs dans la presse - de Tatishchev, le véritable auteur du complot, ont empêché une rupture des relations cordiales entre l'Angleterre et la Russie.[47] La presse a acquis, bien qu'après un court intervalle, une connaissance étonnamment précise des faits de l'affaire et, si elle est prise dans son ensemble, elle semble avoir représenté avec une exactitude grossière l'opinion, non seulement du public, mais aussi du gouvernement anglais. Le fiasco a prouvé qu'il y avait à cette époque une forte tendance en Angleterre à se méfier de la Russie, même si le désir de préserver la solidarité de l'Alliance rendait une telle méfiance malvenue dans la plupart des milieux.

La Perse et l'Espagne ont reçu plus d'attention de la part de la presse et du ministère des Affaires étrangères que ne le justifiait l'importance intrinsèque de leurs affaires. Si le concert européen était encore bien plus qu'un concept idéaliste, les problèmes majeurs de politique internationale, ceux abordés lors des congrès intermittents, constituaient nécessairement le cœur des relations anglo-russes. Cependant, leur importance même fait qu'il est difficile d'y trouver des indications claires sur l'état des sentiments anglais à l'égard de la Russie, car les questions en discussion étaient

compliquées par un mélange de considérations étrangères. Mais si l'Espagne et la Perse présentent un tableau sans ombre, le contexte plus flou des conditions générales ne peut être ignoré.

L'histoire bien connue de la reconstruction triomphale de l'Alliance d'Aix par Castlereagh et de la réintroduction de la France dans le système international européen, de la rupture de l'harmonie et de l'isolement pratique de l'Angleterre qui en a résulté n'a pas besoin d'être récapitulée ici. Le professeur Webster et d'autres ont retracé la transformation progressive de l'Alliance en une ligue destinée à réprimer la révolution. Dans ce processus, Alexandre et son gouvernement jouèrent un rôle à peine moins décisif que celui de Metternich, et, à la mort de Castlereagh, la révolution grecque avait éloigné la Russie de la Grande-Bretagne encore plus que de l'Autriche. L'histoire diplomatique de ces années montre un conflit tragique entre des idéaux antagonistes et la lente croissance de la méfiance et de la suspicion qui en résulte. La Russie n'était pas encore devenue l'adversaire particulier de la Grande-Bretagne.[48]

Les techniques diplomatiques empêchaient les détails de ces transactions de parvenir au public. Les journaux, malgré l'emploi occasionnel d'un *envoyé spécial*, étaient contraints de se contenter de rapports non authentifiés sur le déroulement des négociations et ne connaissaient positivement que les conclusions finalement annoncées. Néanmoins, leurs spéculations étaient souvent judicieuses. La presse expliquait, par exemple, que la conférence d'Aix était presque exclusivement consacrée aux arrangements en vue de l'évacuation de la France et que les séances se terminaient dans une atmosphère d'harmonie générale. Rien n'indiquait que des divisions se formaient au sein de la concorde, et la Russie profitait de la bonne volonté omniprésente.[49]

Parmi les principaux journaux londoniens, seul le Whig *Chronicle* a exprimé une opinion dissidente. Désireux d'attaquer le gouvernement sous quelque prétexte que ce soit, il commençait déjà à faire référence sarcastiquement à la S*ainte* Alliance et avait choisi la Russie pour un opprobre particulier.

Si la Russie a la France comme amie, elle peut tenter, sans trop d'appréhension, de réaliser ses vues concernant la Turquie, vues auxquelles elle ne peut guère renoncer. Elle n'oubliera jamais que la valeur de ses provinces fertiles de la mer Noire dépend dans une large mesure de la possession des voies d'accès à la Méditerranée... Alexandre s'est donné beaucoup de mal pour persuader le monde de sa magnanimité, mais de temps en temps, des circonstances surviennent qui démontrent assez clairement qu'il a un œil constant sur son agrandissement.[50]

Les mouvements révolutionnaires de 1820 produisirent un changement dans l'ordre européen qui exigea une sérieuse réflexion sur les relations entre la Grande-Bretagne et ses voisins continentaux. Dans une atmosphère chargée de peur provoquée par l'assassinat en Allemagne de l'agent russe Kotzebue, les soulèvements espagnol et napolitain ont poussé la Russie, puis l'Autriche, à proposer des mesures internationales de répression. Le gouvernement anglais se trouva incapable d'accepter ces propositions et adopta la politique de non-intervention formulée dans le célèbre mémorandum de Castlereagh du 5 mai 1820.[51] La distinction clairement établie entre les gouvernements absolus ou despotiques, et les gouvernements représentatifs ou constitutionnels, devait devenir le critère qui divisa l'Europe en deux camps et conduisit, une décennie plus tard, à une acceptation générale de la probabilité d'une guerre des idées. La rupture entre l'Angleterre et ses alliés se faisait lentement; la transformation de la Sainte-Alliance en ligue contre la liberté commence. La division idéologique de l'Europe en deux factions opposées a détruit l'harmonie qui avait minimisé, depuis 1815, les inévitables, mineurs malentendus internationaux. Une fois ce solvant disparu, les litiges devenaient potentiellement graves.[52]

Dans la presse, la Russie fut bientôt reconnue comme une puissance despotique, une force hostile à l'Angleterre ; sa tendance apparemment irrépressible à l'agrandissement est devenue l'objet de commentaires fréquents et désobligeants. En août 1820, les journaux découvrirent une circulaire adressée au corps diplomatique russe qui témoignait de la haine véhémente du tsar pour la révolution. Il considérait la révolte espagnole comme une simple manifestation d'un complot général et diabolique visant à renverser l'ordre établi. Un tel document réclamait une discussion éditoriale, à laquelle se livrèrent tous les grands journaux londoniens. Même si leurs propos étaient plus colorés que leur traitement habituel de la Russie, ils montrent ainsi plus clairement la dérive générale de l'opinion. Le *Times* était modéré. Il était désolé de constater qu'un homme aussi illustre qu'Alexandre pouvait si mal comprendre la situation en Espagne et suggérait que sa propre vertu l'empêchait de se rendre compte de la méchanceté d'un Ferdinand, mais il concluait qu'un gouvernement

qui reposait sur la force devait inévitablement être consterné par une insurrection militaire. Le *Herald* fit allusion à l'exigence d'Alexandre que les cortès se retournent contre les révolutionnaires et ajouta qu'une telle démarche entraverait leur tâche propre d'améliorer les conditions de vie en Espagne et *transformerait une paysannerie ordonnée et améliorée en banditti et une province juste en une ‚La Vendée'*. En réponse à l'affirmation d'Alexandre selon laquelle les institutions libérales n'étaient bénéfiques que lorsqu'elles étaient établies par la grâce du souverain, il demandait quand une telle concession avait déjà été faite. Le *Chronicle* accorde peu d'attention à la Russie, mais fait l'éloge du libéralisme aux dépens des puissances absolutistes. Le *Globe* et le *Post* ont réimprimé le mémorandum *in extenso*, mais n'ont fait aucun commentaire.[53]

La volonté des journaux anglais d'exprimer leur hostilité envers les *Saints Alliés*, en particulier envers la Russie, apparaît encore plus clairement dans les principaux articles publiés fin novembre sur la nouvelle d'une petite mutinerie en Russie même. Ensuite, le *Chronicle ne croyait aucune partie du peuple russe suffisamment avancée en civilisation pour s'occuper des questions constitutionnelles… Mais c'est une époque de merveilles*. Le *Times* était sûr qu'un sujet russe n'était pas *capable... d'aspirer à la liberté politique* et que *les membres de la Sainte-Alliance n'avaient à ce sujet que peu d'appréhension*.[54]

Le refus des gouvernements anglais et français de participer pleinement au congrès de Troppau-Laibach annonçait la divergence d'opinions entre l'Est et l'Ouest et éloignait nettement l'Angleterre des Saints Alliés. Sa politique était déterminée par le principe de non-intervention ; il n'y a aucune preuve que le cabinet soupçonnait les Alliés d'entretenir des projets d'agrandissement. En général, la presse suivait le gouvernement ; il attaqua avec véhémence l'intervention à Naples et condamna le principe antilibéral sur lequel elle était basée.[55] Mais il y avait parfois des suggestions d'arrière-pensées, et le *Herald* a lancé une accusation acerbe contre la Russie.

Rien ne peut être plus flagrant que ses desseins d'agrandissement. Le projet de rétablir l'intégrité de la Pologne n'était rien d'autre qu'une tentative rapace d'élargir son territoire, en chassant devant elle vers le sud de l'Europe les puissances intervenantes dépossédées. Nous ne désavouons pas encore la conspiration maritime du Nord qui devait chasser le commerce anglais des mers du Nord. Il semblerait que cette puissance ambitieuse et gigantesque ait été quelque peu freinée par ce pays et la France. Nous espérons qu'il en est ainsi. Ce sera un bénéfice général, et en particulier pour Naples, car on peut en conclure que l'empereur Alexandre, qui a donné des conférences amateurs sur le libéralisme ainsi que sur la légitimité, ne s'intéressera pas beaucoup à la sécurité du royaume lombardo-vénitien, s'il est déjoué dans sa tentative d'obtenir sa contrepartie.[56]

Les références du *Herald* à la Ligue de neutralité armée et à la répression de la Pologne sont un excellent exemple d'une technique journalistique qui a fini par être généralement employée lorsque la Russie a été victime d'une attaque de propagande. Ses anciens péchés étaient perpétuellement ressuscités pour donner à son dernier crime un cadre plus vicieux. Avant 1830, cependant, l'appareil était rarement utilisé; en fait, l'oubli pratique de la Pologne est un témoignage tacite du mérite du règlement conclu à Vienne.

De rares nouvelles en provenance de Varsovie attiraient l'attention de la presse anglaise, et les archives du ministère des Affaires étrangères ne contiennent aucune dépêche concernant la Pologne. Lorsqu'en 1818 Alexandre réunit la première diète du nouveau régime, de brefs comptes rendus de ses travaux, notamment de son discours de dissolution, furent publiés. Leur ton était unanimement favorable. Le *Times*, par exemple, estimait que les nouveaux droits constitutionnels pouvaient *constituer un fondement solide pour la liberté et le bonheur des générations futures. Ces dons, dignes d'un prince éclairé, effaceront glorieusement du diadème russe les taches que lui ont apposées les calamités passées de la Pologne.* Le *Herald* suggéra que, si *aucun des partages de la Pologne n'est justifiable quant à leurs motifs, […] tout porte à croire que la Pologne sera récompensée par la tranquillité et une prospérité rapide pour son statut d'État indépendant et pour ses vaines prétentions à la liberté*.[57] Même la nouvelle de la mort de Kościuszko ne suscita que quelques hommages gracieux à son héroïsme,[58] et non les invectives contre les tyrans qui auraient dû fuser si la cause polonaise avait été un sujet brûlant. D'autres allusions ponctuelles à la Pologne furent tout aussi peu passionnées.[59] L'affirmation d'Alexandre selon laquelle son accession au trône d'un royaume indépendant, uni et constitutionnel satisferait les Polonais semblait fondée. Pendant une décennie, les malheurs de ce peuple infortuné n'ébranlèrent pas l'âme anglaise.

Dans la presse périodique, la Russie n'a reçu que peu d'attention. Les événements passagers n'étaient pas d'une importance suffisante et sa politique générale était trop intangible pour exciter l'intérêt d'un lecteur occasionnel. Malgré l'intérêt général que la participation de la Russie aux guerres napoléoniennes a dû susciter, il n'existait qu'un seul livre de voyage sur la Russie proprement dite qui mérite un commentaire. *Les Voyages* de Robert Johnston *à travers une partie de l'Empire russe*… étaient, de manière significative, chaleureuse dans son admiration pour la Russie et ses habitants.

D'un point de vue politique, il n'y a peut-être jamais eu de période au cours de laquelle les affaires du Nord, et en particulier de la Russie, pourraient présenter plus d'intérêt qu'aujourd'hui. Chaque Britannique doit ressentir une lueur de fierté consciente en regardant la glorieuse alliance de la Russie avec son pays ; Ils ont longtemps rejoint les rangs d'une guerre sainte et sacrée, et puissent-ils longtemps être apparentés dans un esprit de paix.[60]

L'accueil réservé au pamphlet de Sir Robert Wilson, *A Sketch of the Military and Political Power of Russia in the Year 1817*, illustre peut-être mieux l'état de l'opinion anglaise à l'égard de la Russie dans les années qui ont suivi Vienne. L'auteur impétueux, un soldat qui avait servi avec distinction dans de nombreuses campagnes contre la France, s'était déjà acquis une certaine réputation littéraire grâce à ses livres sur les campagnes d'Égypte, sur la campagne de Pologne de 1806-1807 avec une étude de l'armée russe et sur la puissance militaire relative de la Russie. La France et la Russie en 1803. Nommé commissaire militaire de l'armée russe en 1812, il réussit à gagner simultanément le respect et la confiance d'Alexandre et la méfiance de son propre gouvernement. Son *Sketch* semble avoir été provoquée par une vanité blessée autant que par un élan patriotique visant à attirer l'attention sur une menace pour la sécurité anglaise.

La thèse de la brochure, qui comprenait une description discursive de l'état général de l'Europe, avec seulement une référence particulière à la Russie, était exposée avec audace dans la préface.

L'auteur... ne propose pas de remarquer plus de l'état moral de l'Europe qu'il n'est nécessaire pour établir sa position, que la Russie, profitant des événements qui ont affligé l'Europe, a non seulement élevé son ascendant sur des sources naturelles, suffisantes pour maintenir une puissance prépondérante, mais de plus, qu'elle a été présentée par ses rivaux avec le sceptre de la domination universelle...

L'Angleterre a consacré toutes ses ressources à écarter le danger d'un rival dominateur, la France ; mais la Russie, profitant de l'occasion, monta à un sommet plus élevé que celui que son rival avait jamais atteint ; tandis que l'Amérique, nourrie par le système de guerre, devenait une puissance navale, menaçant de prendre position en haute mer et de jeter une estrade composée de ses navires de guerre à travers le canal de communication avec les Indes.[61]

Le corps du tract commençait par un extrait incendiaire d'un journal de Francfort qui avertissait l'Europe du danger de l'hégémonie russe et était suivi du commentaire désobligeant sur l'article de Francfort paru dans un journal de Londres. La méthode employée est peut-être la plus grande signification de cette partie du livre. Bien que Wilson n'ait pas lui-même approuvé positivement les sentiments de l'article de Francfort, il n'a pas non plus exprimé son incrédulité. Le lecteur était libre de tirer sa propre conclusion. L'article lui-même était un des premiers exemples d'un type qui est devenu courant au cours des deux décennies suivantes, consistant en des accusations de pratiques diplomatiques machiavéliques - dans ce cas, l'empêchement du mariage projeté entre la princesse héritière Charlotte d'Angleterre et le prince d'Orange et la consommation de diverses autres alliances matrimoniales qui promettaient de solidifier l'influence russe sur le continent. C'était une technique astucieuse, car l'échec de la négociation anglo-néerlandaise et la réussite des autres négociations étaient incontestables, tandis que les explications insinuées sur les objectifs de la diplomatie russe étaient tout à fait incapables de réfuter.

Le traitement réservé à l'épisode d'Angleterre n'est pas moins significatif que la méthode d'attaque contre la Russie. En soi, l'article allemand a dû passer pratiquement inaperçu à une époque où Coleridge et Carlyle étaient remarquables parmi les dirigeants intellectuels pour leur capacité à lire l'allemand.[62] Mais la presse écrite a été efficace pour attirer l'attention des lecteurs anglais sur l'article allemand, car il a été remarqué non seulement par Wilson et le journal londonien non identifié qu'il citait, mais également par le *Times*.[63] Bien que ce dernier ne prenne pas en compte les allégations du journal allemand, notant que l'Angleterre avait souvent été accusée d'ambition comparable, il ajoutait que certains hommes politiques faisaient écho aux vues de l'Allemand alarmiste et suggéraient que toute l'affaire était un complot jacobin, destiné à exciter troubles. La suggestion

selon laquelle il n'y avait aucune raison de s'alarmer et qu'une méfiance trop évidente à l'égard des puissances étrangères ne faisait qu'attiser les sentiments était peut-être apaisante, mais l'idée complémentaire selon laquelle une confiance totale n'était peut-être pas une politique judicieuse laissait implicitement entendre que cette allégation était peut-être valable. La discussion du *Times* n'était certainement pas incendiaire, mais l'effet de l'article ne peut avoir été que d'éveiller des soupçons, même légers, car la plupart de ses lecteurs n'auraient autrement jamais eu connaissance de l'épisode.

L'argumentation de Wilson procédait, à la manière du journaliste allemand, par un rapide aperçu de l'histoire de la Russie depuis l'avènement de Pierre. Il a souligné la croissance constante du territoire russe et a formulé des commentaires incapables de démonstration. Un exemple caractéristique est la déclaration selon laquelle *le projet de Paul de pénétrer à travers la Perse jusqu'aux Indes, rejeté à l'époque comme étant sauvage et visionnaire, a progressivement et sérieusement attiré l'attention du gouvernement et obtenu l'approbation de ceux destinés à être les exécuteurs de cette entreprise*.[64] Wilson louait les qualités personnelles d'Alexandre, mais le déroulement des événements de son règne ne pouvait laisser que l'impression qu'il suivait les traces de ses prédécesseurs. La discussion sur la colonisation viennoise était destinée à illustrer les gains que le rusé empereur russe avait gagné pour son pays. Une Pologne indépendante, semblait-il, aurait pu être recréée si le système fédératif qui avait uni la France à la Vistule n'avait pas été brisé et si s*urtout, il n'y avait pas eu de congrès à Vienne*. Mais la vanité de la Pologne était maintenant satisfaite, son existence nationale reconnue,

et la Pologne sait aussi que si elle tire l'épée contre la Russie, son propre pays, le long d'une frontière ouverte et étendue, doit être le théâtre de la guerre.

En formant l'avant-garde de la Russie, ou bien elle jouit de la tranquillité; ou, si elle marche, elle est certaine, grâce au poids de sa force d'appui et aux avantages offensifs de sa position saillante, de porter les ravages sur un territoire étranger.[65]

Mais non seulement la Russie avait acquis la Pologne; l'acquisition de la Finlande et des îles Aland l'avait amenée à soixante-dix milles de Stockholm, tandis que plus au sud, ses frontières se trouvaient à cent soixante-dix milles de Berlin, et plus au sud encore, à la même distance de Vienne.[66] Si la menace contre ces capitales importantes ne suffisait pas, elle avait atteint un point presque aussi proche de Constantinople.[67]

La distance est jusqu'à Trébisond, mais quatre-vingts milles; à la rive occidentale de l'Euphrate, pas plus de quatre-vingt-dix; à Arzroum [Erzerum], cent; à Sinope, deux cent soixante-dix; à Scutari, en face de Constantinople, un peu plus de cinq cents; à travers l'isthme d'Asie Mineure jusqu'à Alexandrette [Une note en bas de page indique que *près de cette ville Alexandre a conquis Darius à la bataille d'Issos*] (ville portuaire en face de Chypre dans la Méditerranée), et à seulement soixante milles d'Alep, soit un peu plus de quatre cents; et de là jusqu'à la mer Rouge, pas cinq cents.

Ici, elle est d'ailleurs placée avec des communications parfaites, avec une route maritime pour le transport de ses provisions et de ses magasins, n'attendant qu'un signal pour avancer et se rendre maîtresse de ces communications par lesquelles les Turcs d'Europe doivent recevoir leurs renforts asiatiques. La voici postée pour lancer le feu grégeois depuis la rive du Bosphore sur les tours du Sérail, si le sultan n'obéit pas à l'Ukase russe![68]

Wilson affirma ensuite que même cette puissance n'était pas suffisante, car la Russie avait réduit la Perse à une quasi-sujétion *sous les auspices de l'Angleterre* et se trouvait donc dans une excellente position pour dominer le monde.[69]

[Comment Alexandre] emploiera la vaste force dont il dispose est certainement une question des plus intéressantes. S'il prendra pour lui la ligne de la Vistule ou même de l'Oder; pousser la Prusse en Hollande; inciter la France à imiter l'Angleterre, et à achever et terminer sa révolution par l'élection d'un souverain issu de la famille de Nassau [que l'article allemand soutenait qu'Alexandre contrôlait]; ou s'il entamera des négociations avec l'Autriche pour un nouvel arrangement de l'Europe, susceptible de rétablir l'équilibre; sont des spéculations qui ont suscité les espoirs et les craintes de beaucoup. Qu'il profite des positions et de la supériorité actuelle de la Russie pour accomplir d'autres projets depuis longtemps assignés à son système politique, cela doit intéresser tous les gouvernements, non excepté celui des Indes orientales; dont l'attention peut aussi être plus excitée par l'information que le général Yermoloff, gouverneur de la ligne du Caucase, qui probablement en ce moment même est arrivé dans la capitale de la Perse avec une ambassade, est un officier du plus haut mérite et de la plus haute capacité comme administrateur aussi bien que comme soldat; et qu'il est allé aidé non seulement des officiers français employés par Napoléon, sous Gardanne, en Perse, et qu'Alexandre, à l'exception de trois, engageait au service russe, mais des rapports et cartes en-

voyés par cette mission à Napoléon, et qui étant transportés en Russie lors de l'invasion, ont été trouvés pendant la retraite, dans deux charrettes abandonnées.

Ces rapports et ces plans avaient convaincu Napoléon que l'expédition aux Indes était réalisable; et c'est un fait positif qu'il avait résolu d'envoyer une force russe et française unie dans cette expédition, au cas où la Russie serait obligée de faire la paix à ses conditions.[70]

La propension de la presse à cette époque à reprendre une idée et à la diffuser est bien illustrée par la réapparition de ce dernier passage sous une autre forme quelques semaines plus tard. Le 9 octobre, le *Chronicle* publiait un article résumant le récit de l'ambassade d'Ermoloff en Perse, paru dans un journal flamand.

Dans cette ambassade, il sera accompagné des officiers français qui furent autrefois envoyés par Napoléon en Perse, et qui entrèrent ensuite au service russe, et aura avec lui les rapports et les cartes qui furent envoyés par l'ambassade de France en Perse à Napoléon, et qui furent trouvés dans deux voitures abandonnées lors de sa retraite de Russie. Ces rapports et ces plans avaient convaincu Napoléon de la possibilité de faire marcher une armée vers les Indes orientales, et il est prouvé que s'il avait pu contraindre la Russie à la paix qu'il souhaitait, il avait décidé d'entreprendre cette expédition avec une armée russo-française.[71]

Wilson concluait sa diatribe en expliquant que l'Angleterre pourrait encore *éviter le naufrage* si seulement elle revenait à son ancienne politique insulaire, économisait ses ressources, créait un véritable fonds d'amortissement pour rembourser sa dette nationale, rétablissait son peuple dans la jouissance de son ancienne liberté et négociait *avec le trident à la main.*[72]

Son programme ressemblait beaucoup à celui proposé par Pitt en 1791. Mais lorsque la Russie fut ensuite traduite devant la barre des Communes, la nation avait refusé de l'inculper et n'avait pas autorisé l'usage du trident. En 1817, l'accusation fut exposée plus complètement, même si les preuves étaient de nature circonstancielle, et la presse commença immédiatement à l'examiner. Le 11 septembre, le *Times* publiait une colonne complète d'extraits, reliés par des commentaires courants, et promettait de poursuivre ses sélections. La chronique éditoriale a longuement discuté de la brochure. L'opinion générale de l'éditeur était que la Russie, une nation incontestablement puissante, ne pouvait manifester les conséquences de sa force que sur une période de temps considérable et que, dans la politique internationale, de telles possibilités ne sont pas toujours exploitées. Il a suggéré que si la Russie devenait un agresseur, elle perdrait une grande force morale, et il ne doutait pas que l'Europe la maintiendrait à sa place.[73] Plus tard, le ridicule a été ajouté à l'argument en suggérant que les trois sauts suivants après celui d'Alexandrette à la mer Rouge étaient vers le cap de Bonne-Espérance, le pôle Sud et la Lune.[74]

D'autres journaux ont également trouvé que les accusations méritaient d'être examinées; mais leurs propres prédilections politiques influençaient leurs jugements. Le Tory *Post*, par exemple, a consacré presque tout son article à une attaque contre Wilson, en tant que démagogue du parti, et a conclu: *l'auteur réputé, partant de prémisses totalement fausses, montre toute l'incohérence constante de l'école à laquelle il appartient*.[75] D'un autre côté, la *Chronicle*, qui menait déjà une croisade contre la Russie, a soutenu la position de Wilson.[76] De nombreux commentaires ont également été publiés dans d'autres journaux anglais.

Toutefois, les cours d'appel ultimes étaient les grandes revues de parti, l'*Edinburgh* et le *Quarterly*. Le fait qu'ils aient tous deux examiné longuement le pamphlet extravagant de Wilson est une preuve claire que ses accusations suscitaient l'intérêt général.[77] La teneur des deux articles était si similaire et leur position si proche de celle de nombreux journaux qu'ils devaient représenter le consensus anglais contemporain sur la Russie, sa politique et son pouvoir. Wilson était une personnalité publique si importante que chaque critique accordait une grande attention à l'auteur lui-même, à sa carrière et à sa crédibilité. Lorsqu'ils eurent enfin terminé leurs polémiques de parti, ils exprimèrent essentiellement la même opinion sur le sujet réellement abordé. Chacun admettait la grande taille et la puissance de la Russie, mais pensait qu'elle ne représentait aucune menace pour l'Angleterre.

Ne dissolvons pas, dans la simple possibilité qu'elle devienne un jour trop puissante, notre union avec un ancien allié, de la grandeur duquel nous tirons aujourd'hui et sommes susceptibles de tirer des bénéfices croissants. - Que les deux nations dont les langues (ce n'est pas une vaine vantardise) ne divisent pas un jour le monde, n'interviennent pas sans nécessité dans les récoltes de l'autre - mais que la rivalité entre elles soit celle qui gouvernera le mieux et soit l'instrument de la plus grande amélioration des beaux champs que la Providence a confiés à leurs soins.[78]

Les preuves semblent montrer de manière concluante que lorsque Wilson a amené la Russie à la barre de l'opinion anglaise en 1817, les accusations portées contre elle étaient pleinement et même habilement argumentées, mais que le verdict était, comme en 1791, un acquittement. Néanmoins, l'évolution de la russophobie en Angleterre avait progressé. Dans tous les milieux concernés, gouvernemental, journalistique et littéraire, sa conduite a été jugée comme méritant un examen attentif et méfiant.

(1) Vide infra, pp. 26-32.
(2) This survey is largely based upon E. Halevy, History of the English People, I, II (London, 1924, 1926).
(3) E. Hatevy, The Growth of Philosophic Radicalism (New York, 1928), p. 296.
(4) T. Schiemann, Geschichte Russlands (Berlin, 1904-1918) I, 416-418. There were 289 auxiliaries and branches of the Society in Russia in 1826; British and Foreign Bible Society, Twenty-third Report (London, 1827), 169; cf. Margaret J. T. Holland (Viscountess Knutsford), Life and Letters of Zachary Macaulay (London, 1900), p. 330.
(5) Retrospective Review, XIV, 32 (London, 1826).
(6) James Holman, Travels through Russia, Siberia, Poland, Austria, Saxony, Prussia, Hanover, etc., undertaken… while suffering from total blindness . (2 vols., London, 1825), dedicated by permission to H.M. George IV.
(7) Vide infra, passim.
(8) William Smart, Economic Annals of the Nineteenth Century (2 vols, London,1910, 1917), I, 407.
(9) Smart, I, pp. 217-219, 755—758; Albion, Forests, passim, particularly p. 355.
(10) Smart, I, passim.
(11) James Marshall, A Digest of all the Accounts… of Great Britain and Ireland (London, 1833), pp. 71, 62. The totals are my own computations of the official values given in the returns made to parliament. The "official" values were ones assigned to each commodity late in the seventeenth century and not subsequently adjusted.
(12) Marshall, Digest, pp. 71-75; C. W. Crawley, The Question of Greek Independence (Cambridge, 1930), p. 229.
(13) M. L. de Tegoborski, Commentaries on the Productive Forces of Russia (2 vols., London, 1855, 1856), II, 419.
(14) Cf. Quarterly Review, Jan. 1815, XII, 501.
(15) Public Record Office, Foreign Office, 95/232, no. 3, Walpole to Castlereagh, 30 Jan. 1815. Foreign Office papers in the Public Record Office will subsequently be cited by the symbol "F. 0.," followed by the class and the volume number in which the paper is to be found.
(16) F. 0. 95/232, Walpole to Castlereagh, 21 May (private), 20 Aug. (most secret) 1814.
(17) F. 0. 95/233, no. 2, Castlereagh to Walpole, 24 June 1814.
(18) E.g., Times, 14, 22 June 1816.
(19) WF. 0. 95/236, nos. 5, 9, Cathcart to Castlereagh, 25 Jan., 17 Feb. 1818,
(20) F. O. 95/236, no. 20, Cathcart to Castlereagh, 25 April 1818.
(21) F. 0. 9S/238, nos. i, 3, Casamajor to Castlereagh, 5, 19 Jan. 1820. Times, 5, 7 Jan. 1820. Cf. also 4, 12, 14 Jan., 12 Feb. 1820; Post, Globe , 5 Jan. 1820.
(22) F. O. 95/238, no. 3, Casamajor to Castlereagh, 19 Jan. 1820; nos. 14, 15, Bayley to Castlereagh, 20, 22 April 1820.
(23) F. O. 9S/237> no. 2, Castlereagh to Cathcart (consul), 18 April, 1820; no. 4, Castlereagh to Bagot, 16 June 18205/238, no. 6, Bagot to Castlereagh, 19 July 1820, nos. 2, 10, 37, 3 Jan., 14 Feb., 4 July 1821 ; /239 nos. 1, 4, 15, Castlereagh to Bagot, 12 Jan., 23 Feb., 28 Oct. 1821.
(24) Parliamentary Papers, 1820, III, 1821, VI, passim. The evidence of T. Tooke, the author of the History of Prices, gives the fullest account of Anglo-Russian trade. Tooke had long been associated with the leading English house, Samuel Thornton Bros. & Co. It was an open secret that he, the son of the author of books on Russia, wrote the petition of the merchants; Smart, I, 744.
(25) E.g., F. O. 95/233, Castlereagh to Cathcart, separate, 28 July 1816, /23s, nos. 12, 14, Castlereagh to Cathcart, 14 Aug., 16 Oct. 1818.
(26) C. K. Webster, The Foreign Policy of Castlereagh, 1815-1822 (London, 192S) > PP- SO-S9-
(27) Cf. C. K. Webster, The Foreign Policy of Castlereagh, 1812-1815 (London, 1931), pp. S3-63-
(28) Webster, Castlereagh , 1815-1822, passim.
(29) Cf. Liverpool's judgment that Britain could not accept Alexander's original proposals with regard to Poland... I am satisfied that some protest will be absolutely necessary to render the proceeding on the subject palatable in this country." C. K. Webster, British Diplomacy (London, 1921), pp. 290, 291.
(30) Webster, Castlereagh, 1815-1822, pp. 13-21; British Diplomacy, pp. xxxi-xxxv.
(31) Webster, Castlereagh, 181S-1822, pp. 7-9.
(32) Webster, Castlereagh , 1815-1822 , pp. 65-68, 509-512.
(33) Webster, Castlereagh , 1815-1822 , p. 66.
(34) P. M. Sykes, A History of Persia (London, 1915), II, 395-414.
(35) F. 0. 95/232, Walpole to Castlereagh, no. 36, 13 Aug. 1814, no. 1, 23 Jan., no. 30, 27 Oct. 1815; Cathcart to Castlereagh, nos. 27, 31, 66, 18 April, 5 May, 21 Nov. 1816; /233, Castlereagh to Cathcart, no. 2, 5 June 1815.
(36) F. O. 95/238, nos. 9, 33, Bayley, and Bagot to Castlereagh, 2 April, 30 Nov. 1820.
(37) F. O. 95/235, Private, most secret and confidential, Castlereagh to Cathcart, 16 May 1817; /237, no. 3, Secret, 2 Feb. 1819.
(38) Cf. Edinburgh, Oct. 1815, XXV, 398-437.
(39) Edinburgh , Oct. 181S1 XXV, quotations, pp. 400, 438, 401; Quarterly, Oct. 1815, XIV, 152-188, quotations, pp. 155, 156.
(40) Quarterly, April 1816, XV, 291, 292.
(41) H. W. C. Davis, The Great Game in Asia (London, 1927), passim .
(42) Edinburgh, Oct. 1815, XXV, 421.
(43) E.g., Morning Chronicle, 23 April, 12 Aug. 1817, 2, 9 Oct. 1818; Times, 3 Sept. 1817.
(44) F. 0. 95/233, no. 9, Castlereagh to Cathcart, 22 Dec. 1815; Webster, Castlereagh , 1815-1822, pp. 65, 66, 93-95. Cf. supra, p. 36.
(45) Vide infra, pp. 50-55.
(46) Times, 24 April, 14, 16, 18 Aug., 14, 16, 18, 23, 24 Oct. 1817; Chronicle , 23, 25 April, 11, 12, 13, 18 Aug., 14, 23, 24 Oct. 1817; Post , 25 April, 15 Aug., 14, 15, 17, 23, 24 Oct. 1817. Webster, Castlereagh , 1815-1822 pp. 93-95.
(47) Webster, Castlereagh, 1815-1822, pp. 93-95, 411, 412.
(48) Webster, Castlereagh, 1815-1822, passim, particularly chaps, iv-vii.
(49) Herald, 10, 28 Oct., 23, 26, 27 Nov. 1818; Post, 9 Oct. 1818; Globe, 16 Oct., 25 Nov. 1818.
(50) Chronicle, 9 Oct. 1818.
(51) Webster, Castlereagh, 1815-1822, chap, v, particularly pp. 235-242.

(52) Cf. Chronicle, 1 Jan. 1821. “Europe ... may be considered as pretty evenly divided into Constitutional States and Republics, and States without Constitutions...
(53) Times, 10, 12 Aug. 1820; other papers, 10 Aug. 1820.
(54) Chronicle, Times , 29 Nov. 1820.
(55) E.g., Times , 18 Jan., 12 Feb. 1821; Herald , 16 Jan. 1821; Chronick , 1 Jan. 1821.
(56) M Herald, 18 Jan. 1821; cf. also 2 Dec. 1820.
(57) Times, 6 May 1818; Herald, 19 May 1818.
(58) Tmg, Post, 31 Oct. 1817.
(59) E. Chronicle, 28 Oct. 1818; Times, 27 Feb. 1819; Chronicle, Post, Times, 9 July 1815.
(60) Robert Johnston, Travels through Part of the Russian Empir&totd the Country of Poland (London, 1815), passim , particularly pp. 169, vjyjfoZ, 399, quotation, p. xi.
(61) Sir Robert Wilson, A Sketch of the Military and Political Power of Russia in the Year 1817 (London, 1817), pp. vii, xi. Here and in all subsequent quotations marks are those of the original.
(62) C Wfouarterly, April 1818, XIX, 132, in review of Wilson’s book.
(63) 26 July 1817.
(64) Wilson, Sketch, p. n.
(65) Ibid., pp. 131, 133.
(66) Ibid., pp. 137-138.
(67) Ibuf., p. 140.
(68) Ibid., pp. 144, i45.
(69) Ibid*, pp. 145-152, quotation, p. 146.
(70) Ibid., pp. 152-154*
(71) Chronicle, 9 Oct. 1817.
(72) Wilson, pp. 196-198, quotation pp. 196, 197.
(73) Times, 11 Sept. 1817.
(74) Times, ia Sept. 1817. Cf. also 16, 19 Sept.
(76) Vide supra , pp. 43, 46; Chronicle , 11 Sept. 1817.
(77) The attention given the book by the newspaper press in general and the fact that it went through five editions before the end of 1818 seem by themselves to be proof that the book excited popular interest.
(78) Quarterly, April, 1818, XIX, 131-177, quotation, p. 177; Edinburgh , Nov. 1817, XXIX, 164-190.

IV. LA REVOLUTION GRECQUE

Bien que les multiples problèmes des premières années de paix aient engendré quelques dissensions entre la Russie et l'Angleterre, aucun n'avait provoqué de querelle sérieuse entre les deux pays. Le cabinet anglais, se contentant d'affirmer le principe de non-intervention, n'avait pas activement résisté à la politique de répression menée sur le continent par Alexandre et Metternich. Face à la révolte grecque, une telle passivité était impossible. L'Angleterre ne pouvait ignorer son protectorat sur les îles Ioniennes, même si l'importance commerciale et stratégique du Levant n'avait pas retenu son attention, tandis que la Russie était fortement motivée par des considérations religieuses et raciales, autant que commerciales et stratégiques. Les deux pays étaient donc étroitement liés.

L'harmonie anglo-russe aurait pu être anéantie par les circonstances qui ont accompagné le déclenchement de l'insurrection, car l'éloignement croissant entre les deux gouvernements venait d'être marqué par la promulgation à Laibach d'un principe monarchique d'intervention contre-révolutionnaire. En réalité, l'adoption de cette formule apaisa la situation, car, à la réception des nouvelles du soulèvement dans les Principautés, au moment même où le congrès se dispersait, la logique imposait à Alexandre de désavouer Ypsilanti. Les tensions anglo-russes s'en trouvèrent minimisées, même si l'insurrection qui suivit en Morée provoqua des exactions qui mirent à rude épreuve la patience de la Russie et offrirent à son ambassadeur à Constantinople, le comte Stroganov, une occasion en or de déclencher une guerre russo-turque. Castlereagh, conscient du danger et soucieux d'éviter les hostilités, entra immédiatement en contact direct avec le tsar. Jouant sur les préjugés de ce dernier, allant jusqu'à invoquer le principe monarchique de l'alliance comme argument contre toute intervention, il parvint, avec l'aide de Metternich, à convaincre Alexandre de résister aux velléités belliqueuses de sa nation.[1]

Que Castlereagh ait souhaité préserver la paix ne fait aucun doute. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure sa politique était guidée par une crainte réelle de l'expansion russe, avec ses conséquences néfastes pour les intérêts britanniques, et dans quelle mesure elle relevait du désir de préserver l'ordre politique si laborieusement élaboré à Vienne. Sans doute n'était-il pas totalement insensible aux inquiétudes générales suscitées par la puissance et les desseins de la Russie, mais son refus même d'évoquer la possibilité d'une réorganisation de l'Empire ottoman, assortie de nouvelles garanties contre l'hégémonie russe, semble révéler un objectif plus vaste. Il reconnaissait que la Turquie avait manqué à ses obligations contractuelles envers la Russie et admettait les difficultés auxquelles Alexandre était confronté, du fait tant des sentiments belliqueux de son peuple que des provocations turques. De Sir Charles Bagot, à Saint-Pétersbourg, il reçut des rapports contradictoires: certains évoquaient la ferveur martiale de la nation, d'autres les intentions pacifiques d'Alexandre.[2] Il exprima en privé l'opinion que l'influence de Catherine II ne dictait plus la politique russe et déclara à la Chambre des communes: *Quant au désir d'expansion dont on accusait l'empereur de Russie, il estimait, connaissant le caractère de ce dernier… que cet illustre personnage était trop profondément imprégné par le sentiment de sa propre gloire et de sa véritable politique pour rechercher une quelconque expansion supplémentaire aux côtés de la Turquie.*[3] La position de Castlereagh est probablement le plus clairement exposée dans une dépêche à Bagot, qui constituait essentiellement une seconde lettre personnelle à Alexandre. D'un ton général empreint de sympathie pour les difficultés de la Russie et de confiance en ses desseins, elle affirmait avec force la conviction que l'alliance devait être préservée et le *statu quo* européen maintenu. Elle niait que la politique britannique fût déterminée par la jalousie commerciale envers la Russie et soutenait que la Grande-Bretagne devait également profiter de la prospérité croissante de la Russie. Seules des considérations relatives à la stabilité générale de l'Europe empêchaient, écrivait Castlereagh, de satisfaire la demande de libération du joug de l'infidèle formulée par les descendants des hommes qui avaient posé les fondements de la culture européenne.[4]

L'attitude adoptée initialement par les journaux anglais face à la révolte grecque était plutôt tiède; on semblait peu saisir la portée considérable de ses implications. Le *Times*, par exemple, estima, au sujet de l'exploit d'Ypsilanti et de son désaveu par Alexandre, que la mauvaise gouvernance

turque expliquait amplement l'événement et s'étonna *non pas que l'entreprise ait finalement été tentée, mais qu'elle ait été si longtemps retardée...* Le rédacteur en chef concluait que

dans la mesure où l'acquisition de territoires pouvait être considérée comme profitable à ceux dont les possessions sont déjà peut-être plus qu'utilement étendues, la Russie et l'Autriche pourraient éventuellement tirer profit de la dissolution de l'empire ottoman; mais toutes deux semblaient soucieuses de faire comprendre qu'elles avaient davantage intérêt à défendre le despotisme étranger qu'à se partager son butin.[5]

Le *Morning Chronicle*, en revanche, se montrait plus méfiant, car il rappelait que la Russie avait *toujours été la plus généreuse dans ses déclarations de cette nature, précisément au moment où elle s'employait le plus activement à fomenter des troubles dans les pays qu'elle conquérait*. On estimait que les Grecs ne pourraient réussir qu'avec l'aide de la Russie, et l'on souhaitait savoir si l'agent britannique à Odessa partageait la conviction de Lord Castlereagh que la Russie n'avait aucune ambition. *L'autocrate rusé de Russie… pourrait penser… que, comme nous n'avons pu empêcher le partage de la Pologne, nous sommes désormais incapables d'empêcher le pillage de la Turquie.* Quelques jours plus tard, la *Chronicle* ridiculisait l'idée que le sultan puisse obtenir l'aide du tsar. *Lorsque la Turquie se jettera dans les bras de la Russie, nous entendrons bientôt parler d'agneaux fuyant vers des loups affamés… La conduite magnanime de la Russie et de l'Autriche… doit grandement encourager toutes les puissances se trouvant dans une situation similaire à faire appel à leur générosité.*[6]

Pourtant, en général, les journaux anglais se contentaient de publier le bilan quotidien des nouvelles d'Orient. À l'instar du Parlement, leur attention était tournée vers les affaires italiennes. Ce n'est qu'en juillet, lorsque la révolte en Morée prit des proportions alarmantes et que le différend fomenté par Stroganov fut révélé, qu'un jugement plus précis sur les aspects anglo-russes des troubles se dessina peu à peu.

L'opinion anti-russe du *Chronicle* se durcit. Le journal déclara que les Russes étaient *le peuple le plus ambitieux d'Europe; ils convoitent depuis longtemps la Turquie et ne pardonneraient sans doute jamais à l'Empereur s'il laissait passer cette occasion favorable*. Mais il s'empressa d'ajouter que *le caractère du gouvernement turc est détestable*. Il s'attaquait à la Russie uniquement parce que *les conséquences d'une ingérence russe ne seront pas l'indépendance de la Grèce, mais l'extension de la domination russe*.

Le *Morning Herald* adopta une position plus radicale. Un de ses éditoriaux retraçait l'histoire des relations russo-turques, insistant sur le projet supposé de Catherine II de placer son second petit-fils, Constantin, sur le trône de Constantinople. On y affirmait qu'Alexandre semblait avoir ravivé les ambitions de sa grand-mère, tandis que le désir bien connu de la Russie de posséder les îles Ioniennes, et ses visées encore plus gigantesques sur l'Inde, faisaient de la crise actuelle une préoccupation majeure pour l'Angleterre. Ne voulant pas voir les Grecs menacés d'extermination, elle se montra incapable de proposer une solution à ce problème complexe.[8]

D'autres journaux étaient moins pessimistes, tout en reconnaissant le désir ancien de la Russie d'obtenir un accès sans entrave à la Méditerranée. Le *Times* estimait que si la Russie contrôlait les Détroits, *elle finirait par dominer la Méditerranée grâce à ses ressources inégalées, une perspective déplorable*. Mais il ajoutait que:

Un tel danger, bien que lointain, pourrait aussitôt s'avérer pour les autres États une piste à suivre et un lien pour unir leurs desseins. Cela ne les incitera peut-être pas à empêcher l'intervention de la Russie en faveur de la Grèce, mais pourrait leur apprendre à nuancer et à limiter la portée de cette intervention. Ceci non plus ne saurait être considéré comme une objection insurmontable à l'expulsion des infidèles d'Europe; mais c'est indéniablement un argument contre le fait de laisser la Russie leur succéder.

De toutes les principales monarchies de la chrétienté, la Russie est précisément celle qui a le moins la capacité de mener des opérations d'envergure au-delà de ses frontières. Elle n'est pas aussi redoutable qu'elle en a l'air.[9]

Cette attitude non alarmiste fut renforcée dans d'autres journaux par des considérations religieuses et politiques. Le *Morning Post*, par exemple, déclara:

La fureur qui dévore les Grecs considère toute la chrétienté comme sa proie. Il est temps que toutes les puissances européennes s'unissent pour déclarer… que le sang chrétien ne saurait être versé impunément… L'apparition de quelques-uns de nos navires, rejoints par ceux de la France et des Pays-Bas, face à l'avancée d'une force austro-russe, contraindrait immédiatement à la soumission, sans aucun danger pour l'équilibre de l'Europe…

Le plaidoyer du *Post* en faveur d'une intervention conjointe s'explique en partie par sa foi en la solidarité monarchique. *Puisse le même esprit de modération qui a guidé l'occupation de Naples présider aux Conseils des Empereurs Alliés. L'expulsion de la puissance turque et de la foi turque d'Europe est assurément une tâche qui incombe particulièrement aux membres de la Sainte-Alliance.*[10]

L'influence du sentiment chrétien pro-grec, cependant, explique à elle seule la position similaire du *Globe* whig.

…Si le Croissant venait à s'effondrer dans la lutte contre la Croix, il ne réaliserait pas les projets ambitieux de Catherine II visant à unir la Turquie à l'empire russe. L'empire grec s'élèvera très probablement sur les ruines de la puissance ottomane, et un gouvernement chrétien s'établira sous la protection des autres puissances européennes…[11]

La tendance des journaux anglais à se montrer cordiaux envers la Russie était alimentée par sa politique de l'époque, car l'ultimatum qu'elle adressa à la Sublime Porte paraissait, aux yeux des Anglais, très modéré. À mesure que la probabilité d'hostilités internationales diminuait, la sympathie anglaise pour les Grecs s'accrut. Le *Chronicle*, par exemple, embrassa la cause grecque avec enthousiasme et finit par admettre qu'Alexandre n'affichait pas l'ambition qu'il lui avait auparavant attribuée. Même le *Herald*, d'ordinaire alarmiste, revint peu à peu de sa position belliqueuse et finit par reconnaître la bonne foi du tsar. L'attitude générale des journaux anglais est peut-être le mieux illustrée par un éditorial du *Times*. *Nous le répétons, et nous l'avons constaté avec suspicion: nous ne trouvons aucun acte de l'empereur de Russie qui témoigne d'une disposition à sacrifier les principes de la justice à l'espoir d'un pouvoir de pouvoir absolu.*[12]

Les fondements de la politique britannique au Proche-Orient furent posés par Castlereagh avant sa mort en août 1822. L'Angleterre et l'Autriche avaient persuadé Alexandre de ne pas attaquer le sultan, du moins jusqu'à ce que sa cause ait obtenu l'approbation d'un congrès. De fait, l'Angleterre avait ainsi dissocié la révolte grecque du conflit russo-turc, et bien que les relations diplomatiques complètes n'aient pas été rétablies, le risque d'une guerre sous ce dernier prétexte s'était amoindri. Entre-temps, le succès des rebelles et la montée du sentiment philhellénique rendaient le premier problème plus aigu.

Lorsque Canning reçut enfin les sceaux du ministère des Affaires étrangères, il dut élaborer une politique à l'égard de la Grèce, ainsi qu'une politique d'intervention et de congrès en général. L'espoir de Castlereagh que le Congrès de Vérone entreprenne un règlement de la question grecque fut cependant déçu, car son attention se porta presque exclusivement sur les affaires espagnoles. De plus, le problème grec fut grandement simplifié pour Canning lorsque Lord Strangford obtint l'approbation d'Alexandre et, après son retour à Constantinople en tant qu'ambassadeur, put s'atteler à la difficile tâche de la médiation. En réalité, les affaires grecques étaient davantage dissociées du conflit russo-turc, et l'Angleterre, comme en témoigne sa reconnaissance de facto de leur statut de belligérants en mars 1823, pouvait ainsi exprimer plus sereinement ses sentiments philhelléniques.[13]

Les relations anglo-russes demeuraient néanmoins précaires, et la finesse diplomatique de Canning était constamment mise à l'épreuve dans ses efforts constants pour coordonner les initiatives de Strangford à Constantinople et de Bagot à Saint-Pétersbourg. Il n'est pas nécessaire de retracer ici l'histoire détaillée de cette négociation complexe, qui permit à la Turquie d'accepter les quatre exigences de la Russie sans toutefois parvenir à la reprise des relations diplomatiques russo-turques. Plus significative fut la quasi-rupture des relations anglo-russes qui suivit le refus de Canning de participer à une conférence convoquée à Saint-Pétersbourg. Mais il ne se laissa pas décourager lorsqu'Alexandre annonça, selon la formule incisive de Canning, qu'*il sera maudit s'il nous parle encore en grec*.[14] Le problème s'enlisa donc pendant trois ans sans qu'une solution ne se dessine.

La politique anglaise semble avoir été guidée par le désir d'inciter la Sublime Porte à régler ses différends avec les Russes et les Grecs, avant que sa coercition ne devienne inévitable. Son objectif principal était la préservation de la paix générale et de l'ordre politique en place, tous deux menacés par une guerre russo-turque. Les instructions que Canning rédigea à l'intention de Stratford Canning, en mission spéciale à Saint-Pétersbourg, constituent peut-être l'expression la plus claire de cette politique. Le jeune homme bénéficiant de la pleine confiance et de l'amitié de son

cousin, on peut raisonnablement supposer qu'il était parfaitement au courant des intentions du ministre des Affaires étrangères. Les annotations sur le document, vraisemblablement de la main de Stratford Canning, sont aussi importantes que les instructions elles-mêmes.[15]

PRÉSERVER LA PAIX DANS LE MONDE est l'objectif principal de la politique anglaise.

À cette fin, il est nécessaire, premièrement, d'empêcher, par tous les moyens possibles, l'éclatement de nouveaux conflits; deuxièmement, de régler, lorsque cela est possible, par une médiation amicale, les différends existants; troisièmement, lorsque cela s'avère impossible, d'en limiter autant que possible la portée; quatrièmement, de maintenir une neutralité imperturbable dans tous les cas où rien ne vient porter atteinte à nos intérêts ou à notre honneur.[16]

En ce qui concerne la Russie, le nœud du problème résidait, bien sûr, dans la dernière clause: *où rien ne vient porter atteinte à nos intérêts ou à notre honneur*, car si la Russie entrait en guerre contre la Turquie, ces intérêts, et peut-être même cet honneur, pourraient être compromis. Comment Canning pouvait-il juger des intentions du tsar? Alexandre niait obstinément toute ambition d'expansion, mais pouvait-on lui faire confiance? Lors du Congrès de Vérone, Canning craignait qu'Alexandre ne soit contraint d'entrer en guerre. Si l'habileté de Strangford permit de surmonter la première crise, le fait que le tsar n'ait pas renvoyé son ambassadeur à Constantinople était suspect. Canning semble néanmoins avoir fait confiance à Alexandre; il suggéra même que, malgré cette attitude pacifique, la Turquie accordait une confiance excessive à la bonne foi de la Russie.[17] Le récit de Bagot concernant son audience d'adieu dut ravir Canning.

[Alexandre] rejeta, avec la plus grande solennité, le moindre projet d'agrandissement ou de conquête territoriale, où que ce soit… La Russie était assurément assez vaste pour satisfaire les ambitions les plus démesurées qu'un souverain puisse, en toute conscience, nourrir.

[Le tsar poursuivit:] Si j'avais été animé d'un esprit militaire indomptable, d'un esprit de vengeance, d'une soif de pouvoir, ou par la prétendue politique ancestrale de cet empire, je n'aurais certainement pas manqué d'occasions franches et irréprochables de satisfaire mes désirs. J'ai toujours eu à ma disposition des moyens puissants, et de justes motifs d'hostilité m'ont été offerts à maintes reprises. Je pense qu'une abstention de plus de trois ans, conclue par le rétablissement de mes relations amicales et diplomatiques avec la Sublime Porte, me donne le droit de croire que rien, hormis l'éventualité très improbable d'une attaque turque contre moi-même sur mon territoire, ne me conduira jamais à attaquer seul une quelconque partie de l'Empire ottoman. Et si, par la suite, une attaque conjointe ou générale devait être jugée nécessaire, quelles que soient les circonstances, je suis le premier à déclarer que je n'y ajouterai pas un iota à mes possessions actuelles.[18]

Même l'observateur le plus sceptique ne pouvait nier la force de cet argument, et la connaissance qu'avait Canning du caractère d'Alexandre l'incitait à se fier à cette promesse. De fait, il exprima à plusieurs reprises l'avis que si l'on pouvait faire confiance à Alexandre pour ne pas rechercher d'avantages particuliers pour la Russie, un successeur pourrait se montrer moins modéré. Il y avait aussi le risque que *dans l'état lubrique et agité de l'armée russe, il faille trouver un exutoire… une sphère où elle pourrait s'exprimer et où la menace qu'elle représentait pour l'ordre intérieur pourrait être écartée*. Néanmoins, en août 1825 encore, Canning croyait qu'Alexandre ne romprait pas la paix.[19]

L'opinion générale de Canning sur la Russie est difficile à cerner avec précision, car sa mainmise sur le cabinet en matière de politique étrangère lui permettait de formuler sa politique sans trop se soucier des idées de ses collaborateurs, et il n'éprouvait guère le besoin d'expliciter par écrit les motivations de chacune de ses actions. La plus grande partie de l'immense correspondance qui nous est parvenue se compose de documents officiels, trop souvent rédigés dans l'optique d'être communiqués aux diplomates étrangers. Son manque de confiance et de respect envers plusieurs de ses agents, notamment Strangford, en diminue encore la valeur pour l'historien.[20] Ainsi, rien n'indique s'il a fondé sa politique, même en partie, sur les opportunités commerciales offertes aux négociants britanniques en Russie, en Turquie ou en Grèce. Les idées exprimées L'extrait précédent des instructions que Canning donne à Stratford-upon-Avon explique de manière satisfaisante la politique menée. Face à la crise engendrée par la révolte grecque, sa principale préoccupation semble avoir été la préservation de la paix et de l'équilibre des puissances.

Les idées des autres membres du gouvernement et du corps diplomatique restent encore plus ténues. Wellington et Liverpool partageaient l'avis de Canning lors du Congrès de Vérone[21], et rien ne permet de supposer qu'une divergence d'opinions soit apparue par la suite. Même le sentiment

philhellénique croissant de la nation s'exprima peu dans les débats parlementaires; la Russie fut quasiment ignorée.[22]

Dans la presse, la cause des Grecs reçut davantage d'attention. Il y avait des comptes rendus complets des réunions publiques en leur faveur, de longues listes de membres des comités grecs et des rapports détaillés sur les événements de la guerre.[23] Mais les références à la Russie étaient rares; son lien avec le vaste problème était rarement discuté. En effet, le *Annual Register* remarquait: *En Russie, il se passe peu de choses qui méritent d'être enregistrées; et, de par la nature du gouvernement, seule une petite partie de ce peu peut être connue.*[24] Néanmoins, il ne fait guère de doute qu'il existait en Angleterre une antipathie générale à l'égard de la Russie, car elle était l'un des principaux membres de la néo-Sainte-Alliance, ce qui suscitait une forte défaveur souvent exprimée à la fois dans la presse et au Parlement. Il est significatif qu'un bref article éditorial du *Times*, destiné à attirer l'attention sur un article sur l'éducation en Russie, ait inclus la remarque hors de propos suivante: *D'un expédient pour confirmer le repos des nations, la Sainte Alliance est maintenant reconnue comme un moteur pour rendre le despotisme universel et immortel.*[25] La plupart des journaux ont fait de la publication de la circulaire de Vérone l'occasion de commentaires désobligeants sur la Sainte-Alliance, dans lesquels la Russie a reçu sa part d'abus. Même le *Post* réactionnaire était affligé par le manque de sincérité évident par lequel les Alliés identifiaient la révolte grecque aux *carbonari*.[26]

La plupart des informations qui concernaient spécifiquement la Russie étaient basées sur des événements sans rapport avec la question du Proche-Orient. The sessions of the Polish diet, a misunderstanding between Russia and Persia, maritime rights in the north Pacific, attracted the attention of the metropolitan journals.[27] There were occasional reports of unusual happenings within Russia, such as the tsar's decree that consuls must not belong to a masonic order.[28] Not infrequently a few inches of an odd column were filled with an extract from a travel book, a description of a peculiar Russian custom. Tous ces éléments étaient sans conséquence.

La naissance, en janvier 1824, d'un nouveau trimestriel, la *Westminster Review*, l'organe des radicaux benthamites, devait être un événement en soi. Le fait que ses deux premiers numéros contenaient des articles sur la Russie, avec un parti pris nettement antipathique, donne à son apparition une grande signification actuelle. L'article du premier numéro, bien que non signé, a été écrit par l'éditeur John Bowring, qui s'était déjà acquis une certaine réputation avec ses *Specimens of the Russian Poets*, une anthologie de traductions originales qui a été chaleureusement saluée par plusieurs critiques et a permis à la plupart des lecteurs anglais de se familiariser pour la première fois avec la poésie russe.[29] les œuvres des grands romanciers russes commencent à modifier la croyance commune et naturelle selon laquelle la Russie était un désert culturel.

L'article du *Westminster* s'ouvrait sur une analyse vivante de la croissance de la puissance russe au cours des cent dernières années.

Il y a un siècle, il y avait un pays qui n'excitait ni intérêt, ni jalousie, ni inquiétude; on ne la connaissait et ne la considérait que comme le pays de barbares étranges et lointains, dont les curieux pouvaient en effet recueillir de vagues notions à partir des voyages de quelques vagabonds aventureux... Mais les choses ont changé maintenant; et la Russie, encore barbare, a aspiré et a obtenu une dictature sur les États d'Europe. Elle est assise comme un immense incube sur les autres, disposant des royaumes à sa guise, dirigeant et contrôlant le sort des nations...

De l'avis de l'examinateur, il y avait des circonstances atténuantes. Aussi grande que soit la puissance de la Russie, elle n'était pas encore irrésistible et ses liens accrus avec des États plus avancés doivent être suivis par sa propre civilisation progressiste et enfin par l'adoption d'une forme de gouvernement plus libérale. La Pologne, pensait-il, pourrait se débarrasser de ses chaînes et redevenir le rempart de l'Occident. Une grande partie de l'article était consacrée à un résumé des écrits littéraires et historiques russes, dont l'auteur reconnaissait clairement l'ignorance de ses lecteurs. Selon lui, ils constituaient une certaine preuve des progrès des Lumières en Russie. Bref, le ton de l'article était fortement hostile à la Russie, mais il donnait l'impression qu'une catastrophe n'était pas imminente.[30]

En avril, l'attention du *Westminster* se porta sur la question *de la Grèce et de la Russie*. Le critique y défendait avec véhémence l'idée que le danger moscovite pouvait être mieux contré non pas en préservant l'intégrité de l'Empire ottoman, mais en érigeant à sa place un État grec indépendant et puissant. Il suggérait également un partage des autres territoires du sultan entre l'Autriche, la

France et la Grande-Bretagne. Enfin, il aborda l'ouvrage de Wilson, *Sketch of the...Power of Russia*, qu'il réfuta en arguant que la simple taille ne constituait pas la puissance, à moins de disposer de ressources économiques et humaines équivalentes.[31] Dans ces deux articles, le *Westminster* plaçait clairement les radicaux qu'il représentait à l'avant-garde de ceux qui se méfiaient de la Russie, la détestaient, mais ne la craignaient pas encore.

Plusieurs nouveaux récits de voyage consacrés à la Russie vinrent s'ajouter à la collection déjà conséquente, parmi lesquels on peut citer *The Character of the des Russians...*, de Robert Lyall, médecin et botaniste écossais qui avait réussi à se constituer une clientèle peu lucrative auprès de la noblesse de Saint-Pétersbourg et de Moscou. Dans son ouvrage, il tirait profit de sa connaissance des mœurs de la bonne société, même si son récit acerbe de ses comportements constituait un hommage peu flatteur à l'hospitalité dont il avait bénéficié. Le livre connut un vif succès, et Lyall put publier une brochure complémentaire sur les colonies militaires russes, ainsi qu'un journal de voyage dans le sud de la Russie. Son portrait était saisissant et sans concession. Il y relatait une grande réception où les invités, ivres morts, s'effondrèrent sur des lits qu'ils avaient apportés, décrivait en détail le *Club Physique de Moscou* - une maison close très fréquentée - et évoquait une baignade au *lac prolifique*. En bref, Lyall mettait l'accent sur les épisodes les plus extravagants de son expérience. Pourtant, il feignait d'être élogieux, s'efforçant de réfuter le jugement dépréciatif du Dr E. D. Clarke - auteur de nombreux récits de voyage célèbres - qu'il citait abondamment. Son histoire détaillée de Moscou et sa critique de l'incendie de 1812 méritaient davantage d'attention. Son omission de toute place accordée à la politique ou à la marine est très significative, sujets qu'un auteur en quête de sensationnalisme n'aurait certainement pas ignorés dix ans plus tard.

L'accueil réservé aux ouvrages de Lyall est révélateur. Bien que *The Character of the Russians* fût un travail bâclé - on aurait pu s'attendre à ce qu'Alexander désavoue publiquement la dédicace - il fit l'objet de nombreuses critiques, souvent élogieuses, même dans l'*Edinburgh* et le *Quarterly*. Le fait qu'il ait suscité autant d'intérêt témoigne de l'intérêt général des Anglais pour la Russie, davantage pour sa situation sociale que pour sa politique. Si les opinions à son sujet divergeaient, elle n'était pas perçue principalement comme une menace potentielle pour la prospérité anglaise. De plus, Lyall a certainement contribué de manière significative à l'émergence du stéréotype déplaisant qui se formait en Angleterre, car, dix ans plus tard, les rédacteurs de journaux utilisaient encore de courts extraits - descriptions de la vie grossière des classes supérieures - pour combler les espaces vides.[32]

La tendance anglaise à encore considérer la Russie avec tolérance est encore mieux illustrée par le traitement réservé à sa revendication extravagante de droits exclusifs dans le Pacifique Nord. Dans la presse, l'oukase, qui interdisait l'accès à ses côtes américaines et asiatiques, a fait l'objet d'une attention considérable, mais sans être traité de manière hostile. Le *Times*, déclarant que la question était très importante, a suggéré qu'il s'agissait d'un nouvel exemple des *prétentions absurdes et intolérables de la Russie*, mais a ajouté qu'Alexandre ne montrait aucun signe de sacrifier la justice à l'espoir d'expansion.[33] Les autres journaux ont adopté un point de vue comparable,[34] et l'épisode a rapidement été oublié.

Nécessairement, le ministère des Affaires étrangères a accordé une attention plus soutenue au différend. Si l'action russe était tout à fait injustifiée, elle n'en était pas moins importante. Lorsque les premières et longues négociations en vue d'un règlement échouèrent, la mission spéciale de Stratford Canning visait davantage à sortir de l'impasse qu'à tenter de résoudre le problème levantin. Il convient de souligner son succès dans l'obtention de l'abandon de la plupart des prétentions russes lors de la convention de février 1825, à un moment où les tensions concernant l'autre question étaient particulièrement vives. Il est clair que, même en 1825, le malentendu majeur n'empêcha pas l'examen satisfaisant des autres sujets. Une certaine cordialité se manifesta également par la capacité à accepter les divergences d'opinions sur la question cruciale du Proche-Orient.[35]

La nouvelle inattendue de la mort d'Alexandre en décembre 1825 suscita un tel intérêt général qu'elle témoigne explicitement de l'opinion anglaise sur la Russie, opinion qui n'avait été qu'implicite dans les écrits antérieurs. Les circonstances du décès - le manque d'informations détaillées dû aux difficultés de communication avec la Crimée, les doutes quant à la succession et, enfin, la révolte des décembristes - offraient tous les ingrédients d'un bon article de presse. Du 20 décembre

jusqu'à la fin du mois de janvier suivant, les nouvelles en provenance de Russie éclipsèrent toute autre actualité.

Le caractère d'Alexandre faisait l'objet d'un consensus général. Dans sa jeunesse, il avait fait preuve de capacités exceptionnelles et d'excellentes intentions, mais ses dernières années avaient contredit les promesses de ses débuts. On pouvait lire des commentaires typiques:

La Russie a peut-être connu un monarque plus grand; il lui sera difficile d'en espérer un meilleur.

La dernière partie de sa vie, durant laquelle il devint le membre éminent de la Confédération des Monarques, ouvertement hostile à la liberté des nations, a terni la réputation de son humanité et de sa douceur légendaires.
… qu'il ait été le bienfaiteur de sa patrie et qu'il soit à la fois honoré, aimé et déploré par son peuple et sa famille, cela ne fait aucun doute… Sa disparition semble être pleurée avec une sincérité que même les princes des États civilisés n'oseraient égaler.

Le *Times*, qui avait été plus virulent dans sa critique de la Sainte-Alliance que la plupart de ses contemporains, n'a pas changé de ton.

Mais si la mort d'Alexandre fut un événement déplorable pour la grande majorité de son peuple, pour l'Europe en général,… elle sera perçue avec des émotions bien différentes. En tant qu'auteur, maître et artisan de la Sainte-Alliance, le défunt empereur était l'ennemi déclaré des droits politiques de toutes les nations civilisées, de la cause de la liberté sur toute la terre et du progrès et du bonheur de l'homme en tant que membre de la société. Il fallut quatre longues et douloureuses luttes de la part de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Prusse pour empêcher Alexandre de descendre le Danube et d'anéantir d'un seul coup le despotisme turc et les espoirs naissants d'indépendance des Grecs.[36]

La plupart des spéculations sur l'avenir concernaient le Proche-Orient. Le *Times* s'inquiéta de la proclamation de Nicolas II selon laquelle il suivrait la politique de son frère.

…le règne précédent fut un exemple d'expansion constante et réussie aux dépens de tous les voisins de la Russie… et témoigna d'un développement de la puissance militaire plus redoutable pour les ennemis et les rivaux que tout autre règne du siècle dernier, celui de Catherine ne faisant pas exception.

D'autres journaux partageaient l'idée que la Russie pourrait remporter de nouveaux lauriers turcs, mais leurs sentiments philhelléniques les incitaient à l'accueillir avec plus de bienveillance.

Il vaudrait mieux une Grèce russe que de voir tout un peuple chrétien périr pour faire place à des hordes sanguinaires de nègres musulmans.

Mais si l'expulsion du gouvernement turc d'Europe était entreprise avec le consentement de toutes les grandes puissances, et si le territoire, au lieu d'être assimilé à l'Empire russe, était placé sous un gouvernement susceptible d'en accroître les ressources, cet événement, souhaitable en soi, serait loin d'être préjudiciable à la tranquillité future de l'Europe.

Même le Herald, qui ne partageait pas cet enthousiasme philhellénique, ne s'en alarma pas.

Il existe deux manières d'évaluer les ressources de la Russie: d'après les témoignages de ceux qui prétendent les avoir observées personnellement, et d'après l'histoire de la Russie au cours du dernier demi-siècle; et de l'une comme de l'autre, il apparaît clairement que la puissance russe a été, ces derniers temps, outrageusement surestimée… La population, à elle seule, est loin d'être une force, lorsqu'elle est dépourvue de richesse, d'industrie ou des arts de la civilisation. Les sources de la puissance d'une nation sont essentiellement morales ou intellectuelles, non numériques ou physiques.[37]

La quasi-unanimité des journaux de différentes affiliations politiques reflète sans doute avec une assez grande précision l'opinion publique générale. Une telle appréciation anglaise, tout aussi hostile à Alexandre qu'à la Russie, a probablement contribué au tournant décisif de la crise du Proche-Orient survenu durant les derniers mois de la vie du tsar. Comme Canning l'avait pressenti, le principal accomplissement de la conférence de Saint-Pétersbourg fut l'éloignement de la Russie de ses alliés continentaux. Ne souhaitant plus dialoguer en grec avec eux, Alexandre se tourna vers l'Angleterre à un moment où la montée du sentiment philhellène rendait impossible, pour elle comme pour la Russie, de rester passive face au projet d'Ibrahim Pacha de dépeupler la Morée de ses habitants chrétiens. Canning était convaincu qu'un règlement ne pouvait plus être différé, car de nombreux signes indiquaient qu'Alexandre aurait recours aux armes seul si l'Angleterre refusait de coopérer. Il accueillit donc favorablement l'ouverture faite à la fin de l'automne par la princesse Lieven, épouse talentueuse et influente de l'ambassadeur russe. Il espérait qu'en agissant de concert avec la Russie, il pourrait influencer sa politique et pensait que la Sublime Porte pourrait être amenée à accepter la médiation anglaise que les Grecs, désespérés, sollicitaient enfin.[38]

Dans un premier temps, la mort subite d'Alexandre menaça de perturber les négociations naissantes, mais la détermination de Nicolas à poursuivre la politique de son frère incita Canning à envoyer Wellington en mission à Saint-Pétersbourg, une mission de condoléances et de félicitations à visée politique. Les instructions du duc concernant la question turque et ses comptes rendus de ses conversations avec les Russes éclairent les motivations de Canning. Son objectif principal demeurait inchangé : préserver la paix par une médiation britannique en faveur des Grecs. Il refusait toujours d'admettre le droit du tsar à engager les hostilités, car Strangford avait pratiquement réglé les griefs purement russes. En conséquence, une guerre devait nécessairement être une guerre d'agression. Par ailleurs, un parlement anglais, influencé par la sympathie nationale pour les Grecs, aurait difficilement approuvé un soutien armé au sultan, seul autre moyen sûr de rétablir l'ordre au Proche-Orient. Si cela apparaissait comme la seule alternative à une guerre désastreuse avec la Russie, la Sublime Porte pourrait accepter une médiation anglaise. Les négociations anglo-russes pourraient ainsi éviter les hostilités et conférer à l'Angleterre une certaine influence sur la politique russe.[39]

À Saint-Pétersbourg, Wellington constata que le gouvernement russe souhaitait agir de concert avec l'Angleterre, bien que le tsar fût déterminé à recourir à la guerre plutôt que de laisser son honneur être terni par l'aveu de faiblesse qu'impliquerait une nouvelle acceptation des tergiversations turques. S'il ne parvint donc pas à obtenir de la Russie la promesse de ne pas recourir aux armes, le duc était alors optimiste quant au maintien de la paix et pensait avoir atteint le second objectif de Canning: la limitation du champ des hostilités. N'ayant pu obtenir un engagement unilatéral de la Russie quant à l'absence de recherche d'un avantage personnel, il obtint néanmoins de ses hommes d'État qu'ils renoncent conjointement à certains privilèges. Il soutenait qu'il s'agissait d'*un accroissement de territoire pour la Russie en Europe, susceptible de susciter jalousie et appréhension chez les autres puissances*, et, compte tenu des ambitions asiatiques avouées d'Alexandre, il s'attribuait naturellement le mérite d'avoir obtenu de Nicolas la déclaration expresse selon laquelle il *renonçait même à l'idée de posséder un village*.[40]

Canning ne se contentait pas de si peu. Ayant espéré *sauver la Grèce par la force du nom russe, en misant sur la crainte de la Turquie, sans guerre*, il ne pouvait approuver la reconnaissance tacite, inscrite dans le protocole de Saint-Pétersbourg, que la Russie pourrait être contrainte de faire pression sur la Turquie. S'il estimait qu'il y avait *peu de risques de guerre à cause de la Grèce*, il ignorait *sur quoi le député de Wageness fondait son espoir que la paix ne serait pas interrompue* et se souvenait que Wellington était revenu de Vérone avec les mêmes déclarations de confiance quant à l'absence d'invasion de l'Espagne.[41]

Si l'opinion des autres membres du cabinet reste peu documentée, l'appréhension de Canning était probablement partagée. Même Wellington ne manifestait pas toujours l'optimisme qui transparaissait dans ses dépêches officielles. Au début, il avait considéré sa mission comme une vaine entreprise et, dans sa correspondance privée, il exprimait des opinions qui rejoignaient celles de Canning. Malgré le rejet par Nicolas II de toute ambition territoriale, Wellington pensait qu'il convoitait la Turquie asiatique et se souciait peu du sort des Grecs. Lord Bathurst partageait l'avis de Canning et du duc. Convaincus de la victoire rapide et facile de la Russie, ils étaient plus préoccupés par les conséquences à long terme que par les effets immédiats de cette victoire. Les conséquences d'une rupture de l'ordre politique établi leur paraissaient plus alarmantes qu'une montée en puissance russe dans les Balkans, voire sur le littoral méditerranéen.[42]

D'après la presse, l'opinion publique anglaise était moins inquiète de la Russie que le cabinet. La mission de Wellington à Saint-Pétersbourg relança un débat, alors en perte de vitesse, sur la politique russe, débat qui se poursuivit après son retour. De manière générale, les rédacteurs estimaient qu'une guerre était improbable, que la mission du duc avait fait progresser la cause grecque et que, de toute façon, les Anglais n'avaient guère de raisons de s'inquiéter.[43] S'il existait un courant de pensée anti-russe, le *Times* en fut, en cette occasion, le plus véhément défenseur.

Si la Russie devait donc convertir ses victoires sur les armes turques en instruments d'expansion territoriale… ne serait-ce que par l'acquisition d'une seule province actuellement sous domination turque, si elle parvenait à étendre sa frontière jusqu'à Constantinople… nous ne voyons pas comment l'Autriche ou l'Angleterre pourraient rester les bras croisés tandis qu'une telle machine à futurs troubles se forgeait sous couvert d'une expulsion des Infidèles d'Europe.

Le *Globe*, cependant, reflétait plus fidèlement la position de la presse dans son ensemble lorsqu'il déclara:

il ne fait aucun doute qu'un conflit entre deux puissances, nominalement européennes, puisse moins affecter les intérêts de son pays qu'un conflit entre la Russie et la Turquie… Nous sommes persuadés que la Russie, dans l'état actuel de ses finances, ne s'engagera pas dans une guerre à moins que la provocation ne la justifie pleinement, et, dans ce cas, nous ne voyons pas pourquoi la crainte d'un quelconque avantage que pourrait en retirer la Russie… justifierait notre intervention…[44]

La guerre, une guerre dont la légitimité était universellement reconnue, fut déclarée à la Russie plus tôt, peut-être, que l'éditorialiste du Globe ne l'avait anticipé, car survint l'une de ces alternances d'hostilités russes entre le Proche et le Moyen-Orient qui persistèrent tout au long du XIXe siècle. À peine les griefs russes contre la Turquie avaient-ils été réglés lors de la Convention d'Akerman en octobre que des troubles éclatèrent à la frontière perse. L'incursion dans le Caucase d'une troupe de soldats menée par un fils insubordonné du shah fut suivie d'un outrage à la personne de l'ambassadeur russe, ce qui provoqua la déclaration de guerre immédiate du tsar. Après des succès initiaux, les Perses furent mis en déroute et se soumirent à la paix imposée par Turkmanchai. Agissant conformément aux conseils pressants des agents britanniques à Tabriz, la Perse céda deux provinces frontalières et accepta de payer une lourde indemnité; la Russie obtint ainsi une frontière plus facile à défendre.[45]

Seules des informations très sommaires parvinrent à Londres concernant les événements qui, par la suite, allaient bouleverser les positions respectives de la Russie, de l'Angleterre et de la Perse en Asie centrale. Les rapports que le *chargé d'affaires* anglais à Saint-Pétersbourg envoya à Canning reposaient nécessairement en grande partie sur des rumeurs, des articles de presse russes et des conversations informelles avec des ministres russes. Disbrowe, sachant que la suspicion de l'existence de clauses secrètes dans le traité anglo-persan de 1814 exacerbait la jalousie russe habituelle dans ses relations asiatiques, hésitait à insister auprès de Nesselrode pour obtenir confirmation des faits ou une déclaration de politique. Canning semblait partager l'avis de Disbrowe selon lequel la Perse était l'agresseur et refusait de reconnaître un casus foederis. Par égard pour la sensibilité russe, il n'offrit pas de médiation anglaise avant qu'elle n'ait été formellement sollicitée par les Perses et, lorsqu'elle fut finalement proposée conformément aux obligations du traité, ce fut dans les termes les plus conciliants. La conversation presque apologétique de Disbrowe avec Nesselrode obtint, à la grande satisfaction de Canning, un renoncement à toute ambition territoriale sérieuse aux dépens de la Perse. Rien n'indique que les événements de la guerre ou les termes du traité de Turkmanchai aient suscité l'inquiétude, dans les cercles officiels, quant à la sécurité de la Perse ou de l'Inde.[46]

Le public anglais était encore moins informé, et semblait s'en soucier moins que le cabinet. La presse n'accorda qu'une attention superficielle et sporadique au déclenchement et au déroulement de la guerre, son indifférence notable étant illustrée par le traitement serein réservé au sujet dans le *Herald*, alors le plus alarmiste des principaux journaux londoniens. Ce journal reconnaissait que *nous ignorons et ne saurons probablement jamais qui est en tort*, et ajoutait que la Perse était *très pratique pour nos possessions des Indes orientales*. Mais il concluait qu'il pourrait *s'écouler un certain temps… avant que la Russie ne fasse marcher ses Cosaques en Inde depuis la Perse* et ne pouvait suggérer aucune mesure préventive. Les termes du traité de Turkomanchai ne suscitèrent pas de débats plus véhéments que ceux qui accueillirent le déclenchement de la guerre.[47]

Mais si le quatrième pouvoir en Angleterre ne voyait pas dans cette guerre russe une menace suffisante pour détourner son attention du sujet maintes fois traité de la révolution grecque, un nouveau grief venait s'ajouter à l'accusation générale qui s'accumulait lentement. Ainsi, en juin 1827, le *Quarterly* publia une longue analyse de la situation en Asie centrale, fondée principalement sur les récits publiés des expéditions entreprises pour le compte du gouvernement par deux explorateurs russes, Meyendorff et Muraviev. L'article commençait par un aperçu de l'expansion russe au Moyen-Orient depuis l'époque de Pierre le Grand et examinait ensuite la possibilité d'une invasion de l'Inde par quelque voie que ce soit. Son jugement était sans appel.

Ces alarmes, nous l'avouons, ne sont pour nous que de vaines crainte. La seule cause susceptible d'inciter la Russie à entreprendre cette entreprise chimérique et c'est une cause qui fait frémir l'humanité, serait celle

de se débarrasser d'une certaine partie d'une armée disproportionnellement nombreuse, au sein de laquelle une oisiveté et une inactivité prolongées ont engendré un état de mécontentement et d'insubordination.

On estima que ces expéditions avaient un but purement commercial, ne pouvant nuire sensiblement au commerce britannique et ne devant susciter aucune inquiétude.[48]

L'influence de la guerre transparaît également dans un article sur la Perse, paru dans le numéro suivant. Il s'agissait principalement d'une description de l'histoire et de la situation du pays, concluant par une brève discussion des conditions probables de la paix. L'auteur y prophétisait que la Russie n'exigerait aucune cession territoriale importante, de peur que l'Angleterre ne trouve à l'avenir le moyen de faire du shah un voisin gênant. Plus tard, des publicistes ont néanmoins invoqué la guerre de 1826-1827 comme une preuve supplémentaire de la rapacité sans bornes de la nation russe.[49]

Quelle que soit la solution appropriée au problème épineux de la répartition du mérite du protocole de Saint-Pétersbourg d'avril 1826 entre Canning, les Lievens, Wellington et le tsar, il ne fait aucun doute que Canning fit de cet accord le fondement de ses tentatives ultérieures de pacification du Proche-Orient. Il a peut-être pensé qu'il était *peu raffiné*, mais il a rapidement constaté les mérites de la révolution diplomatique qu'il a engendrée. L'influence amicale de la Russie a facilité le règlement satisfaisant de plusieurs affaires sans aucun lien entre elles. Le protocole présentait toutefois une faiblesse: il présumait de l'adhésion à ses dispositions de la part des autres puissances européennes et de leur garantie, mais non de celle de l'Angleterre, de la Grèce à venir.[50]

À l'automne, après quelques mois de conversations informelles avec la France et la Russie, Canning entreprit de sérieuses négociations pour mettre en œuvre le protocole et imposer une médiation anglaise entre la Sublime Porte et les Grecs. L'aile Wellington du cabinet trouva immédiatement matière à mécontentement. Bathurst et le duc reconnurent que *le ministère des Affaires étrangères s'était depuis longtemps donné pour mission de prendre parti pour les Grecs, cause très populaire auprès d'un grand nombre de personnes de bonne volonté, ainsi que de tous les démocrates*, et estimèrent qu'il ne serait pas aisé de *contraindre le ministère des Affaires étrangères à respecter le protocole*, conçu selon eux pour faciliter une médiation volontaire et non forcée.[51] Ce désaccord en matière de politique étrangère creusa ainsi un fossé au sein du cabinet, déjà rongé par des divergences d'opinions sur les affaires intérieures, et contribua peut-être à sa dissolution après le départ de Liverpool au printemps de l'année suivante. Cette crise retarda la conclusion des négociations avec la France et la Russie, mais le retrait de Wellington et de son groupe permit à Canning, enfin Premier ministre, d'adopter la politique qu'il jugerait la plus opportune. Bien qu'aucun exposé clair de ses vues ne subsiste, il semble raisonnable de supposer que le traité de Londres, finalement conclu le 6 juillet 1827, reflétait ses idées.[52]

Ce traité prévoyait essentiellement que les alliés offriraient à la Sublime Porte la médiation sollicitée par les Grecs et qu'ils appliqueraient conjointement une suspension des hostilités. Si le sultan rejetait l'arbitrage proposé, ils s'engageaient à prendre toutes les mesures susceptibles de régler définitivement la menace persistante qui pesait sur la paix en Europe. L'article le plus important du traité était sans doute le cinquième, par lequel chaque puissance promettait de ne rechercher ni extension territoriale ni avantage exclusif. L'Angleterre semblait avoir mis le tsar dans une situation inextricable.

Le traité de juillet visait à régler la question grecque par des moyens qui permettraient d'éviter le danger d'une expansion russe et d'une guerre générale, risque fort de découler d'un conflit russo-turc. La mort inattendue de Canning laissa à ses successeurs politiques, moins compétents et plus timides, le fruit d'une politique dont seuls les fondements avaient été posés. On peut toujours s'interroger sur son jugement de la bataille de Navarin et sur la possibilité que son génie ait su déceler, dans la crise qui s'ensuivit, une voie politique permettant d'éviter tout nouveau conflit. Qu'on qualifie l'événement d'*inopportun*, comme le décrivit Wellington, ou d'*inattendu*, comme le suggéra George IV,[53] il transforma fondamentalement la situation. Incapable de succéder à son prédécesseur, Lord Goderich céda sa place en janvier 1828 à un gouvernement dominé par Wellington.

Alors que se déroulaient les négociations qui aboutirent au traité de Londres, l'Orient, du moins en ce qui concernait la Russie, n'attira guère l'attention des journaux anglais. Bien que des rumeurs d'un accord anglo-russe aient circulé lors de la mission de Wellington à Saint-Pétersbourg, nul ne prenait conscience de l'ampleur de la révolution diplomatique ni du début d'une phase entièrement

nouvelle du problème grec. Le *Times*, enclin à annoncer comme faits avérés des événements dont il ne possédait que des informations officieuses et incomplètes, félicita l'Europe dans un éditorial, en janvier 1827, *pour l'adoption d'une mesure finale et décisive en faveur de la Grèce par les trois grandes puissances que sont la Grande-Bretagne, la France et la Russie*. Plus tard, plusieurs journaux publièrent un article censé révéler les termes d'un protocole négocié par Wellington à Saint-Pétersbourg. En juin, on mentionna sporadiquement une activité diplomatique inhabituelle et, début juillet, des déclarations annonçant la conclusion d'un traité. Le Times, sans doute le plus ardemment philhellène des journaux anglais, accorda la plus grande attention au sujet, craignant qu'après la chute de l'Acropole, une intervention ne soit trop tardive et déclarant que la publication d'un traité serait un événement que *tout ami de l'humanité accueillera avec joie.*[54]

Lorsque, le 12 juillet, les termes du traité furent divulgués prématurément, ils ne suscitèrent pas un accueil unanime. Plusieurs journaux reconnurent leur incapacité à saisir, à travers le langage technique, toutes les implications de l'instrument. Sous des termes prudents, l'approbation sans réserve du *Times* était pourtant manifeste. Le journal concluait à propos du traité:

Ce traité est de nature à dissiper les craintes qui existaient quant aux intentions de la Russie. Si la Russie parvient finalement à multiplier ses relations pacifiques grâce à ce traité, nous nous en réjouirons; le commerce n'en aura été que plus prospère entre ses possessions et l'Angleterre.

Le *Globe* approuva également le traité avec enthousiasme, sans toutefois commenter spécifiquement la situation de la Russie. Le *Chronicle* y prêta encore moins attention. Le *Post* et le *Herald* ne furent pas disposés à reconnaître la valeur des travaux de Canning. Le premier estimait que le traité arrivait trop tard pour nuire sérieusement aux Turcs, qui bénéficiaient d'arguments solides en leur faveur, et craignait qu'il n'entraîne des difficultés entre l'Angleterre et la Russie. Le second soupçonnait qu'il puisse provoquer des hostilités avec la Sublime Porte, alliée naturelle de l'Angleterre contre les visées russes sur l'Inde. En bref, si le traité suscita un certain écho, il ne fit pas l'unanimité.[55]

Entre la conclusion du traité de Londres et le début des hostilités à Navarin, la presse se livra à des spéculations sporadiques et décousues sur la nouvelle politique de coopération avec la Russie. Son attitude générale était celle d'une attente attentive; en effet, les nouvelles, moins ambiguës, en provenance d'Espagne retinrent une attention plus soutenue. Concernant l'Orient, deux principaux courants de pensée s'opposaient: l'un, représenté par le *Times*, était enclin à faire confiance à l'allié russe, l'autre, incarné de la manière la plus claire par le *Herald*, affichait une méfiance extrême. La position du *Times* fut pleinement exposée dans un article paru fin septembre, que certains considéraient comme une initiative officielle.

Si la Russie sacrifiait les avantages probables d'une position militaire dominante et ces objectifs personnels, quoique gigantesques, pour lesquels elle s'était promis, au grand dam de l'Angleterre, un succès rapide et facile - si, en réalité, le résultat des longues et angoissées négociations de M. Canning avec la Russie avait été l'acceptation par cette dernière d'une alliance britannique pour une fin généreuse et universellement bénéfique, plutôt qu'un effort isolé, mais peut-être brillant, de ses propres troupes et ressources, sans soutien, pour atteindre un objectif égoïste - alors ce pays s'engage, sans aucun doute, à garantir la contrepartie qui a permis à la Russie de se détacher de ses propres projets d'expansion, aussi particuliers que notoires…[56]

Le *Herald* lança une attaque véhémente et soutenue contre la Russie. Un extrait d'un éditorial suffit à illustrer l'exagération de son propos.

Il est évident que la véritable intention de la Russie n'est pas de faire de la Grèce un État indépendant, mais de la placer sous sa domination, loin du joug turc. Par ce moyen, l'autocrate du Nord obtiendra ce que le cabinet moscovite s'efforce d'obtenir depuis longtemps: une base navale en Méditerranée… L'archipel grec offre l'un des meilleurs bassins de formation de marins au monde… Il n'est donc pas étonnant que la Russie ait longtemps convoité le territoire grec - et si elle négligeait l'occasion présente de l'annexer à ses possessions, on pourrait lui reprocher moins d'ambition, ou plus d'indolence, que celle dont elle a fait preuve depuis la bataille de Pultowa jusqu'à l'occupation de Paris. Par un tel accroissement de son pouvoir, elle pourrait, à son gré et avec une relative facilité, s'emparer de Constantinople et, étendant son influence vers l'est, ébranler le trône de notre empire asiatique.[57]

La nouvelle totalement inattendue de la bataille de Navarin déclencha, le 10 novembre, un examen approfondi et animé de la situation en Orient, transformée par la guerre. Tous s'accordaient à dire

que la marine britannique avait remporté une victoire majeure, même si certains craignaient une violation des principes du droit international. L'indépendance de la Grèce semblait assurée. Peu à peu, la discussion se concentra sur une question plus vaste: l'influence de la bataille sur les positions de la Russie et de la Turquie. L'opinion était partagée entre les deux mêmes courants de pensée qui s'étaient développés au début de l'automne. Les journaux soutenant le gouvernement - le *Times*, le *Chronicle* et le *Globe* concluaient que les intérêts anglais n'avaient pas été menacés; les journaux conservateurs le *Herald*, le *Post* et, avec moins d'assurance, le tout récent *Evening Standard* exprimaient haut et fort leurs craintes. L'opinion générale de ce dernier groupe a été clairement exposée dans l'article du *Post*, fin décembre, concernant un manifeste russe promettant de respecter ses engagements contractuels et de ne rechercher aucun avantage particulier. Le ton satirique a rendu l'attaque d'autant plus virulente.

Il serait vain, voire inconvenant, de contester les assurances solennelles et répétées de la Cour de Russie quant à ses aspirations. Celles-ci sont sans doute mieux connues d'elle-même, et nous sommes peut-être tenus de la croire sur parole, que l'expansion territoriale n'en fait pas partie. Mais si tel est le cas, nous sommes contraints de qualifier les ministres russes de plus incompétents et malheureux hommes d'État que la Terre ait jamais connus. Avec ces malheureux Moscovites, tout semble avoir mal tourné. Ils ont été déjoués et contrés de toutes parts…

Nous nous refusons donc à croire, par égard pour ceux qui encensent la vertu et l'honneur russes, que la Russie est et a toujours été mue dans ses actions politiques par des motifs des plus purs et désintéressés, qu'elle possède la Pologne par erreur d'appréciation, que son influence et ses prétentions en Valachie et en Moldavie sont le fruit du hasard, qu'elle a été piégée et dupée, bref, élevée à un piégeage lui permettant de contempler l'Asie d'un œil et l'Europe de l'autre - tout en professant notre refus de croire tout cela, nous osons néanmoins affirmer que le Traité d'intervention ne manquera pas d'ajouter un nouvel exemple à la longue série de cas où la Russie s'est vue imposer la grandeur ; qu'en cette occasion encore, le ton uniforme de son histoire sera préservé, que le désintéressement de ses Conseils manquera une fois de plus son but et qu'ils seront contraints, même à contrecœur, de porter des trophées inappropriés et de récolter les fruits indésirables de l'ambition.[58]

L'opinion non alarmiste de l'école de pensée opposée reposait sur deux éléments: la confiance en la bonne foi de la Russie[59] et le doute quant à la puissance de frappe de son armée.

Il existe une telle disproportion entre la puissance de frappe de la Russie et celle dont elle dispose pour se défendre que, malgré l'expérience récente démontrant qu'elle a peu à craindre d'une attaque étrangère, lorsque toute l'Europe continentale est unie contre elle, aucun des États supérieurs du continent n'est moins redoutable comme agresseur. Nous doutons que la Russie puisse entretenir, pour deux campagnes hors de ses frontières, une armée de 80'000 hommes; et la Turquie est une région où elle ne pourrait faire un pas sans les vivres et les provisions acheminés depuis son propre territoire.[60]

Le déroulement de la guerre que le tsar déclara finalement au sultan en avril 1828 offrit aux journalistes anglais un fondement moins hypothétique et révéla plus clairement encore les profondes divergences d'opinions entre les différents journaux. Pour étudier l'évolution de la russophobie, l'effet cumulatif de la guerre est primordial; il n'est pas nécessaire de retracer en détail le parcours sinueux de chaque journal. Il convient toutefois de s'intéresser aux influences qui ont déterminé leurs positions, car ils ne se sont pas divisés en quelques écoles de pensée. Ni l'appartenance politique ni l'orientation de la politique britannique n'expliquent à elles seules l'évolution de leurs attitudes.

Le *Times* a opéré un revirement lent mais complet durant la première année de la guerre. À l'aube des hostilités, il considérait encore la Russie comme liée par le traité de Londres et expliquait:

L'Angleterre n'a absolument rien à craindre de la puissance russe. Nous avons suffisamment vu les conséquences des tentatives les plus vigoureuses d'expansion impériale universelle pour les redouter d'où qu'elles viennent. Plus la Russie accroît superficiellement son territoire, plus elle s'affaiblit et s'expose à la certitude de se désintégrer, voire de se briser… Quant à la Russie, en tant que puissance navale capable de rivaliser avec l'Angleterre, l'idée est absurde…

Les provocations que la Russie a subies de la part de la Sublime Porte… justifient amplement le recours aux armes…
Nos relations avec la Russie sont plus amicales et cordiales qu'elles ne l'ont été depuis quelque temps.[61]

Cependant, la publication en août d'une brochure alarmiste du colonel George de Lacy Evans[62] incita le *Times* à réexaminer la situation et, semble-t-il, à adopter une position beaucoup plus sérieuse à l'égard de la Russie. L'inquiétude concernant la sécurité du commerce anglais, si important et vital, au Levant renforça la suspicion suscitée par Evans. Après la demi-défaite militaire russe de

1828, qui avait permis une période de relative complaisance durant l'automne et l'hiver, le déroulement de la campagne de 1829 incita le *Times* à publier une série de diatribes hystériques contre l'ambition russe. La chute d'Andrinople le convainquit que *les projets de Catherine ont pleinement réussi*. La publication des termes du traité d'Andrinople le conduisit à s'acharner pendant deux semaines sur le thème général de *l'amère vérité… que la Turquie en Europe n'a aucune existence indépendante, mais est désormais… pour ainsi dire l'esclave et la propriété de la Russie*.[63]

Mais nous nous demandons encore: quand, au cours des mille dernières années, un conquérant européen a-t-il réalisé des acquisitions aussi considérables en si peu de temps que celles de la Pologne et de la Turquie par le tsar de Moscovie en l'espace de quinze ans? Quand, en une seule génération, de tels territoires ont-ils été ajoutés à un empire préexistant? Quand les rapports de force entre une puissance et tous les États voisins ont-ils été bouleversés à ce point, à leur détriment? Nous ne disons rien des progrès fulgurants de la Russie entre la mer Caspienne et la mer Noire, ni de sa récente mainmise sur la Perse et la Turquie asiatique; ni de la Finlande et de son implantation quasi-urbaine. Mais si l'on se limite à la Pologne et à l'espace entre le Danube et les Dardanelles, avec la Grèce, y compris la Thessalie, ne peut-on affirmer qu'il y a vingt ans, l'empire russe n'était pas à moitié européen, et qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, l'Europe est presque à moitié russe?… Nul esprit sain en Europe ne peut se satisfaire de l'expansion immense et fulgurante de la puissance russe.[64]

Malgré ce langage virulent, le *Times* hésitait encore à suggérer que le gouvernement instaure des *mesures d'hostilité concertée*.[65] Après deux semaines de panique et d'invectives intenses, le sujet disparut de ses colonnes.

Une profonde divergence d'opinions apparut au sein de la presse conservatrice durant la guerre. À son déclenchement, tous partageaient la même appréhension quant à la conduite de la Russie. Le *Herald* maintint sa position et publia plusieurs articles tout aussi extrêmes que ceux du *Times* cités précédemment.[66] Bien qu'il s'opposât expressément au jugement alarmiste du *Times*, son commentaire sur les conditions d'Andrinople n'en était pas moins violent.

Quelle modération!... L'impératrice Catherine était aussi modérée dans son ton, aussi humble dans sa dissimulation, qu'à l'approche du partage sans scrupules de la Pologne, que Nicolas l'est aujourd'hui, alors qu'un pays plus ardemment convoité par l'ambition russe que ne l'a jamais été la Pologne, alors que des provinces plus belles que celles que la Russie a jamais possédées gisent sans défense à ses pieds. Les conditions de sa *modération*… sont connues de tous. Elles laissent à la Turquie à peu près autant d'indépendance nationale que la Rome victorieuse en laissa à son ancienne rivale, Carthage.[67]

Le choix de Wellington comme Premier ministre, qu'ils approuvaient pleinement tous deux, explique peut-être en partie la remarquable tolérance dont firent preuve le *Post* et le *Standard*, car la politique hésitante, mais passive, de Wellington ne permettait pas à ses partisans d'exprimer une opinion très positive. Ainsi, le *Post* et le *Standard* conservèrent, pratiquement inchangés durant toute la guerre, la position légèrement alarmiste qu'ils avaient adoptée avant son déclenchement.[68]

Les sections strictement whigs de la presse maintinrent une position constante. Au début de la guerre, le *Chronicle* et le *Globe* ne partageaient pas l'inquiétude de certains de leurs contemporains, le *Chronicle* pouvant ainsi déclarer en mars 1828:

Nous espérons que les ministres ne se laisseront pas abuser par une prétendue nécessité de préserver la Turquie comme État indépendant et d'exclure la Russie de la Méditerranée, et ne s'engageront pas dans une nouvelle guerre. La Turquie ne pourra se maintenir longtemps si la Russie est disposée à s'emparer de sa partie européenne, car la croissance rapide de ses ressources dans cette région lèvera bientôt tous les obstacles imaginables à la réalisation de ses ambitions… Mais cette crainte relève en grande partie de l'illusion, tandis que les avantages que toute l'Europe tirerait de la destruction du gouvernement (si tant est qu'on puisse l'appeler ainsi) de notre ancien mais barbare allié seraient considérables… Si la Russie occupe une partie de la Turquie, sa force ne sera pas proportionnelle à l'étendue de son territoire. Ses anciennes provinces bénéficieront sans doute grandement de la maîtrise de l'accès à la Méditerranée, mais, pour longtemps, la possession de Constantinople sera pour elle une source de faiblesse plutôt que de force.[69]

Bien qu'inquiète de la rumeur d'un accord franco-russe pour le partage du territoire ottoman, la Russie préféra à la guerre l'acquiescement britannique au contrôle français de l'Égypte.[70]

Plus tard, la *Chronicle* déplora la jalousie de la puissance navale russe exprimée par certains. *Quelle absurdité!… La Russie n'est pas actuellement, et ne le sera sans doute jamais, une puissance maritime de premier plan…* À propos du traité d'Andrinople, le journal jugeait:

Les conditions imposées aux Turcs par leurs adversaires victorieux sont suffisamment modérées. On ne pouvait exiger d'eux moins qu'une indemnisation pour les frais de guerre et la libre navigation du Bosphore et des Dardanelles pour les navires marchands russes ou des puissances non en guerre contre la Turquie et commerçant avec la Russie. Les cessions en Asie, si importantes soient-elles pour la Russie en vue de la consolidation de ses possessions caucasiennes, sont d'une importance relativement insignifiante.

Toute cette affaire, de l'avis du *Chronicle*, était un hommage au droit public européen; les gouvernements, plus encore que les peuples, semblaient avoir renoncé à l'expansionnisme.[71]

À l'instar du *Chronicle*, le *Globe* accorda aux événements de la guerre une attention plus soutenue que les journaux tories. De même, le journal commenta longuement, mais sans alarmisme, la brochure du colonel Evans. Il estimait que le commerce britannique avec la Russie était plus important qu'avec la Turquie. Il était même moins inquiet que le *Chronicle* quant à l'éventualité d'une attaque contre l'Inde.[72]

Les profondes divergences d'opinions concernant la Russie et la menace potentielle qu'elle représentait pour le bien-être de la Grande-Bretagne, révélées par la presse, ont également affecté le gouvernement. La difficulté d'élaborer une politique adaptée à la situation extrêmement complexe engendrée par la bataille de Navarin était accrue par l'hétérogénéité du cabinet de Wellington. Conçu pour réunir à nouveau les différents courants que Liverpool avait si longtemps dominés, ce cabinet se trouva rapidement divisé sur presque toutes les questions, tant étrangères qu'intérieures, entre les factions canningistes et les tories orthodoxes. Il n'est pas nécessaire d'examiner en détail la politique tortueuse et pusillanime qui fut adoptée en conséquence, mais une juste compréhension de la perception anglaise de la Russie exige une analyse des points de vue divergents des différents groupes politiques.

Les notes russes des 6 janvier et 26 février 1828, annonçant que le tsar estimait impossible, compte tenu de la conduite de la Sublime Porte, la prolongation des relations pacifiques et sollicitant la coopération de ses alliés, contraignirent le gouvernement du duc à prendre une mesure concrète dans une situation qu'il jugeait inédite. Si la Russie entrait en guerre, quel serait le statut du traité de Londres? Le déclenchement d'une guerre abrogeait-il automatiquement un instrument destiné à préserver la paix? La Russie pouvait-elle simultanément attaquer la Turquie sur le Danube et participer à la coercition pacifique que la France et l'Angleterre menaient en Méditerranée? Wellington et ses collègues se trouvèrent incapables de répondre à ces questions, car ils souhaitaient conserver l'influence sur la conduite de la Russie que le protocole de Saint-Pétersbourg et le traité de Londres semblaient conférer à l'Angleterre, et se refusaient à désavouer publiquement une mesure qui, élaborée par plusieurs membres du cabinet actuel, avait recueilli un large soutien populaire. Bien qu'ils s'accordassent sur le fait que la Russie ne devait pas gagner de territoire ni d'influence aux dépens de la Turquie, ils étaient profondément divisés sur les moyens d'atteindre cet objectif.

La pensée du groupe canningite fut bien résumée par Palmerston.

La Russie s'est engagée par tant d'obligations et de déclarations à ne pas rechercher l'expansion territoriale qu'il faut croire en sa sincérité; mais une guerre victorieuse offre de grandes tentations de s'écarter de la modération qui a pu prévaloir à son début; et plus vite la cause du conflit sera terminée, moins cette tentation sera probable.[73]

Disposés à faire confiance à la Russie, Palmerston et son cercle étaient prêts à accepter sa demande de coopération continue et espéraient qu'un règlement rapide de la question grecque entraînerait un apaisement du différend privé entre la Russie et la Turquie.

L'aile wellingtonienne estimait que la coercition de la Turquie, et en particulier l'invasion de ses territoires, conduirait probablement à sa désintégration complète.

Chaque homme, écrivait le duc, lèvera la main contre son voisin, et toutes les nations s'armeront pour défendre leurs intérêts. Aucune puissance que les Alliés pourraient exercer ne saurait remettre le gouvernement des possessions turques en Europe entre les mains du Grand Seigneur. Les Alliés devraient peser et considérer avec soin toutes les conséquences de cette invasion avant de s'engager dans une entreprise aussi périlleuse. Ainsi, toute série de mesures entreprises dans le but de pacifier la Grèce exposerait tous au risque, voire à la certitude, d'une guerre d'une durée indéterminée et d'une violence extrême.[74]

Que Wellington ait pu accepter la proposition russe était, compte tenu de cette appréciation de ses conséquences, impossible, même s'il avait été disposé à croire le tsar lorsqu'il avait réitéré son refus de toute ambition démesurée.[75] La déclaration russe selon laquelle, si ses alliés ne se joignai-

ent pas à elle pour contraindre la Sublime Porte, *elle ne pourra consulter… que ses intérêts et ses convenances,*[76] ou, comme l'interprétait Wellington, *elle agirait selon ses intérêts et ses convenances*,[77] alarma naturellement les hommes d'État anglais. Même Palmerston estima que cette phrase semblait annoncer une intention de violer le traité.[78] Le cabinet, divisé - les journaux de Palmerston et d'Ellenborough le confirment sans équivoque[79] s'arrêta inévitablement sur le seul point d'accord: la reconnaissance du droit du tsar de déclarer la guerre pour des motifs purement russes. Il reporta, dans l'attente d'une clarification de cette phrase controversée, l'élaboration d'une politique concrète. L'inquiétude de Wellington était d'autant plus grande qu'il pensait que l'intention russe d'exiger de la Turquie une solution satisfaisante à la question grecque impliquait de céder aux dirigeants grecs le pouvoir de décision final quant aux conditions de la paix, et qu'il craignait que la ferveur martiale russe ne contraigne Nicolas à revenir sur ses promesses. Cette situation a été judicieusement qualifiée de *dilemme du duc*.[80]

Le retrait des partisans de Canning du cabinet en mai 1828 le laissa dépourvu d'hommes approuvant pleinement la politique du traité de Londres et aurait dû entraîner la rupture des relations avec la Russie, que le duc semblait souhaiter depuis plusieurs mois. Cependant, la réponse russe à la remontrance concernant l'ambiguïté de la note du 26 février fut si conciliante qu'il n'y eut d'autre choix que la reprise des conférences aux termes du traité. Le duc fut ainsi contraint par les circonstances d'opérer l'un des nombreux changements de front qui marquèrent sa carrière politique, et il adopta la politique préconisée par les disciples de Canning. La tentative de régler au plus vite la question grecque reprit avec la France; la Russie, dans une position ambiguë d'*hostilité amicale*[81] restant un partenaire passif. Stratford Canning, alors fervent russophile, fut maintenu à son poste diplomatique au Levant et reçut pour instruction de rouvrir les négociations avec la Sublime Porte. Lord Heytesbury, bientôt réduit à l'état de simple citoyen russe[82], fut nommé ambassadeur et envoyé auprès du tsar à son quartier général, près des armées russes. Il reçut l'ordre de souligner auprès de Nicolas II l'immense opportunité *d'établir dès le début de son règne une réputation d'intégrité et de bonne foi qui pourrait s'avérer plus précieuse que bien des victoires*, mais seulement d'*adopter le ton le plus grave de la remontrance, en s'abstenant systématiquement de toute menace*, si *d'autres conseils venaient à prévaloir.*[83] Arrivé au camp russe, Heytesbury fut bientôt contraint de signaler que la Russie conserverait assurément Anapa et Poti, sur la rive orientale de la mer Noire, en violation apparente de son engagement.[84] Ses dépêches ultérieures, riches en informations sur les plans, l'armée, les finances et l'organisation de la Russie, semblèrent confirmer son jugement selon lequel, *aussi colossale que soit sa masse, et aussi redoutables que soient les obstacles qu'elle oppose à un envahisseur, [la Russie] possède des moyens d'agression moins nombreux et moins redoutables que toute autre grande puissance européenne*. Sa conversion définitive à la cause russe transparaît dans son commentaire complaisant sur les termes du traité d'Andrinople, selon lequel la Grande-Bretagne devait *se préparer, sous peu, à voir l'empereur de Russie endosser le rôle inédit d'ami, d'allié et de protecteur de l'Empire ottoman*. Convaincu que le gouvernement russe préférait, comme voisin, une Turquie impuissante, puisqu'il *préférait renoncer à toute prétention plutôt que de laisser l'Autriche participer au pillage*, il prédisait que *le sultan turc serait probablement aussi soumis aux ordres du tsar russe que n'importe quel prince indien à ceux de la Compagnie, et que le ministre russe serait aussi puissant à Constantinople que celui qu'il avait à Varsovie avant le partage*.[85]

L'attitude bienveillante de Heytesbury envers la Russie ne convainquit pas pleinement le cabinet londonien. En septembre 1828, des considérations militaires poussèrent la Russie à abandonner sa neutralité en Méditerranée et à entreprendre un blocus des Détroits, malgré son refus antérieur de cette tactique. Bien que les difficultés liées à cette décision aient été surmontées, mais seulement après que le cabinet britannique eut décidé de recourir à la force si nécessaire, la poursuite de la coopération avec la Russie devint de plus en plus ardue. L'opinion de Heytesbury, selon laquelle la possession d'Anapa et de Poti faciliterait grandement la soumission du Caucase par la Russie, ne rassura pas un cabinet qui commençait à envisager sérieusement la possibilité d'une invasion russe de l'Inde. Néanmoins, Wellington ne saisit aucune des nombreuses occasions qui lui furent données de dénoncer le traité de Londres, et les désaccords au sein du cabinet continuèrent d'entraver l'adoption d'une politique clairement définie.[86]

Le duc suivit attentivement le déroulement des manœuvres russes. Critiquant la conduite technique de la guerre, il attribua l'échec de la première campagne au refus de suivre les préceptes habituels de la stratégie militaire. Bien qu'il eût reconnu dès juillet 1828 que la difficulté et le coût ex-

cessifs de la guerre, ainsi que les piètres résultats de l'armée, irritaient Nicolas, il conclut que le tsar n'accepterait pas de médiation anglaise. Fondamentalement, il se méfiait de la Russie. Influencé par le sentiment de ne pas avoir été traité équitablement à Saint-Pétersbourg et par la conviction, fondée, que les Lieven complotaient avec le roi et Lord Grey pour le renverser, son irritation grandit, mais il se contenta de la décision de mener toutes ses affaires par l'intermédiaire de Heytesbury, afin que ses ennemis politiques ne soient pas informés de ses décisions avant même qu'elles n'aient commencé à se produire. Refusant de croire le tsar coupable de tromperie délibérée, il n'accorda pas à la Russie la pleine confiance que Nicolas réclamait à maintes reprises. Il semble avoir estimé que la politique russe entraînerait des conséquences peut-être imprévues, mais néanmoins néfastes pour l'Angleterre.[87]

Aucun document ne permet de connaître précisément l'opinion de la plupart des autres membres du cabinet. S'ils semblaient partager, en général, la méfiance du duc à l'égard de la Russie, ils n'approuvaient pas toujours les détails, même de la politique hésitante qui en résultait. Aberdeen, le ministre des Affaires étrangères, était à la fois plus prudent et plus audacieux que son chef.[88] Apparemment sûr de son jugement, il n'était pourtant pas prêt à imposer ses propres propositions et acceptait volontiers les suggestions, souvent contradictoires, de ses collègues. Son enthousiasme initial pour Athén s'était largement dissipé, mais il n'était pas devenu aussi turcophile que le duc. Ellenborough déplorait en privé la faiblesse des ministres des Affaires étrangères et du Premier ministre, et consignait parfois ses idées dans un projet de dépêche, mais il ne semble jamais avoir envisagé de mettre ses propositions à exécution par la menace de démission.[89] Même après avoir été transféré du poste prestigieux de lord du sceau privé à la présidence du Board of Control, il continua de suivre de près les affaires du ministère des Affaires étrangères et de rédiger des projets de dépêches, mais laissait par ailleurs les événements suivre leur cours.[90] Peel formulait occasionnellement ses propres idées dans une lettre ou un mémorandum adressé au duc,[91] mais, généralement, les problèmes intérieurs, notamment l'émancipation des catholiques, exigeaient toute son attention. Les témoignages négatifs apportés par les dépêches de Wellington et le journal d'Ellenborough prouvent que les autres membres du cabinet accordaient encore moins d'attention aux affaires étrangères. Même Bathhurst, qui avait collaboré avec Wellington durant les premiers mois de l'administration, cessa de manifester beaucoup d'intérêt, car le duc jugea opportun, en octobre 1829, d'insister fortement pour qu'il assiste à un cabinet qui discuterait des termes du traité d'Andrinople. L'indifférence, voire le dégoût, des ministres transparaît dans la remarque du duc selon laquelle il était souhaitable de disposer d'un cabinet au complet.[92] L'influence du duc et d'Aberdeen sur la politique étrangère du pays est amplement démontrée par le fait que, entre le 29 avril et le 13 août 1829, la Question d'Orient ne fut abordée par le cabinet qu'à une seule reprise.[93] L'effet paralysant de ce manque d'harmonie est encore illustré par le fait qu'Aberdeen et le duc eux-mêmes n'étaient pas vraiment d'accord, le premier ayant cessé de soumettre ses dépêches à l'avis du duc.[94] Finalement, même certains membres du cabinet reconnurent que la politique britannique n'avait eu pratiquement aucune influence sur le cours des événements.[95]

Les victoires russes du début de l'année 1829 laissèrent présager que sa seconde campagne serait aussi fructueuse que la première avait été infructueuse, et les conséquences devinrent une préoccupation immédiate. Wellington écrivit avec inquiétude à Aberdeen:

Nous devons nous attendre à ce que cette victoire accroisse les exigences russes, et je ne peux affirmer que la Sublime Porte dispose des moyens de s'y opposer.

Il est assurément de notre intérêt d'empêcher l'extension de la puissance russe en Asie, et en particulier de les empêcher de s'emparer d'Anapa et de Poti. Ils en sont conscients et, par conséquent, nous cachent leur intention de déroger à la lettre et à l'esprit de leurs engagements envers le monde lorsqu'ils ont entamé la guerre.

Je partage entièrement l'avis de Lord Heytesbury quant à la nature de leur puissance. Mais il convient de noter qu'ils ne sont inoffensifs que lorsqu'ils agissent seuls. Unis à la France ou à l'une des grandes puissances allemandes, ils deviennent redoutables. Ayant la volonté, non seulement en tant que nation, mais aussi en tant qu'individus, de s'immiscer comme principaux acteurs dans toutes les affaires, sans avoir d'intérêt réel dans aucune, je ne suis pas certain qu'ils ne soient pas, de toutes les puissances européennes, les plus difficiles à gérer en termes amicaux…[96]

Nous ne devons pas, nous ne pouvons pas conseiller aux Turcs de ne pas céder Anapa et Poti sans leur promettre et leur apporter notre aide; Anapa et Poti ne sont pas suffisamment connues, ni d'une importance telle pour nos intérêts, pour justifier le risque d'entraîner toute l'Europe dans une guerre, afin d'empêcher que ces villes ne tombent aux mains des Russes.[97]

Bien que le duc ait refusé de se plier à la suggestion russe d'exhorter les Turcs à accéder aux exigences de la Russie, sans en connaître lui-même la nature,[98] et ait chargé Heytesbury de rappeler au tsar sa promesse,[99] il admit, dans un moment plus calme: *Je ne peux croire que l'Empereur refusera quoi que ce soit que nous soyons en droit de demander… L'Empereur de Russie n'ose pas… trahir ce [pays]*[100] Ces propos constituaient, en effet, la suite rocambolesque d'une décision prise par le cabinet le 13 août, selon laquelle une occupation russe de Constantinople devait être combattue par la force des armes.[101]

Lorsque cette tragédie grotesque atteignit son dénouement et que les Russes imposèrent la paix aux Turcs à Andrinople, le cabinet… Toujours incapable de formuler une politique positive, la Grande-Bretagne, bien que consciente des conditions du traité, s'accordait généralement à dire, en décembre précédent, que la protestation britannique devait attendre l'étude de la convention fixant l'indemnité turque. Même alors, la protestation visait davantage le Parlement et l'opinion publique anglaise que l'influence qu'elle pouvait exercer sur la Russie. Wellington était plus indigné par la clause exemptant les navires marchands de toute visite des autorités turques dans les Détroits que par la prise en charge par la Russie de l'exécution du règlement du conflit grec en vertu du traité de Londres. Le commentaire le plus incisif d'Aberdeen sur la paix fut réservé à une dépêche adressée à son frère à Constantinople.

Les effets de la guerre ont clairement démontré, même aux plus incrédules, non seulement que la Sublime Porte était totalement incapable de rivaliser avec les armes de la Russie, mais aussi que, ne comptant que sur ses propres ressources et sans aide étrangère, l'existence de l'Empire ottoman dépendait, à l'heure actuelle, de la volonté et du bon vouloir absolus de l'empereur Nicolas. Il est incontestable que le sultan ne régnera que par la tolérance de la Russie… Il est possible que l'Autriche, pour sa propre défense, se sente contrainte, comme lors du partage de la Pologne, de participer à un acte qu'elle est incapable d'empêcher.[105]

Ainsi, malgré l'avis de plusieurs membres selon lequel l'Angleterre devait combattre plutôt que de voir la Turquie démembrée,[106] le fait accompli fut accepté et l'on tenta seulement d'obtenir un léger agrandissement du territoire très limité qui avait été attribué au nouveau royaume grec.[107]

L'attaque russe contre la Turquie ne suscita pas ailleurs l'appréhension et l'exaspération qu'elle engendra chez Wellington et son cabinet. La presse whig, par exemple, et même certains journaux tories, s'opposèrent aux articles alarmistes du *Times* et du *Herald*, et les tories partisans de Canning partageaient rarement l'avis de leurs collègues plus conservateurs. Dans certains cercles officieux, on trouvait même de fervents partisans de la Russie, notamment au sein du cercle whig dont Lord Grey était le chef de file. Depuis les profondeurs du Northumberland, Grey suivait attentivement le cours des événements, entretenait une correspondance avec les personnes les plus actives en politique, en particulier la princesse Lieven, et parvint même à exercer une certaine influence sur les négociations visant à mettre en œuvre le traité de Londres.[108] Il avait conservé le parti pris acquis de Fox et qu'il avait si clairement exprimé lors de la chasse aux sorcières contre Otchakov. L'opinion qu'il exprima à Lord Holland, peu après le début de la révolution grecque, résume parfaitement la position générale des whigs.

Ma position politique à l'égard de la Grèce et de la Turquie est identique à la vôtre, point par point ; c'est celle que j'ai apprise de votre oncle en 1791, et toute réflexion ultérieure n'a fait que la confirmer. Je partage entièrement votre avis : le danger que représente l'extension de la puissance et de l'influence russes de ce côté-ci est si lointain et si contingent qu'il ne saurait se comparer au mal certain que constitue l'existence de l'Empire ottoman.[109]

Tout au long de la controverse, il exprima, en des termes qui témoignent de sa sincérité, son ardent désir de cordialité anglo-russe.[110]

Les opinions de la plupart des autres chefs whigs ont disparu. Cependant, la princesse Lieven, témoin compétent, rapporta que les hommes de pouvoir la soutenaient. Le groupe canningite, le roi et plusieurs ducs royaux bénéficièrent de son approbation égale.[111]

Au Parlement, la question d'Orient, et en particulier son aspect russe, fut beaucoup moins évoquée que dans la presse ou lors des conversations privées. Madame Lieven avait estimé qu'au cours de la session de 1828, la Russie serait la cible d'une violente attaque des Tories, motivée en grande partie par des considérations partisanes.[112] Mais le changement de gouvernement s'accompagnait d'une responsabilité qui, de fait, les contraignait à la modération, tandis que les Whigs étaient enclins à partager les sentiments pro-russes de leurs chefs.[113] À la Chambre des

lords, la question fut débattue à trois reprises: une première fois lors de l'adresse en réponse au discours du trône, et deux fois, sur motions du comte de Carnarvon et de Lord Holland, en vue de la production de documents relatifs à la Turquie, à la Grèce et à la bataille de Navarin. À chaque fois, les orateurs whigs se firent bien plus entendre que les Tories, et leurs propos furent très favorables à la Russie. Holland, par exemple, nia que la Turquie fût un ancien allié de l'Angleterre, et Carnarvon affirma qu'il était contraire à la nature humaine que les Russes restent de simples spectateurs passifs de l'anéantissement des Grecs. Les deux pairs louèrent chaleureusement la politique du traité de Londres. À la Chambre des communes, Sir John Cam Hobhouse appuya sa propre motion parallèle dans un discours extrêmement cordial envers la Russie, et Sir James Mackintosh affirma que le traité était la pierre angulaire de la sécurité de l'Europe. Les dirigeants tories, qui avaient décidé de ne pas renier le traité, ne purent répondre que timidement à ces éloges.[114] Il est clair que tout sentiment anti-russe qui aurait pu animer les membres de la Chambre n'a guère influencé ni la politique du gouvernement ni l'opinion publique anglaise.

Au cours de la longue crise du Proche-Orient, deux événements extérieurs à la sphère strictement politique eurent une incidence sur les relations anglo-russes. Le mouvement croissant en faveur d'un commerce plus libre, notamment pour les céréales, alimenté par la détresse et l'agitation des milieux industriels, incita le gouvernement, en juin 1825, à envoyer William Jacob, membre de la Royal Society et contrôleur des déclarations de céréales, en mission d'enquête en Europe du Nord, en particulier en Prusse et en Pologne, afin de déterminer l'effet probable d'une modification des droits de douane. Son rapport, long, intéressant et pertinent, constituait un argument convaincant en faveur d'un assouplissement des restrictions imposées à l'importation de céréales. Ses investigations le convainquirent que ni la Prusse ni la Pologne ne pouvaient exporter vers les marchés anglais une quantité de céréales susceptible de nuire gravement à la prospérité des producteurs nationaux, car l'avantage de leurs coûts de production moindres était annulé par le coût du transport. Les conclusions de Jacob furent vivement critiquées par Disbrowe qui, sur l'ordre acerbe de Canning, entreprit alors des investigations complémentaires. Les nombreux et longs mémoires de Disbrowe démontraient, s'ils étaient exacts, que la Pologne, et plus particulièrement la Russie proprement dite - que Jacob n'avait pas prise en compte - pouvaient exporter des quantités quasi illimitées de blé à un prix bien inférieur à celui pratiqué en Angleterre. Disbrowe estimait également que, compte tenu des progrès considérables de l'industrie russe, son gouvernement n'abaisserait les droits de douane sur les importations que si un accord de réciprocité spécifique l'exigeait.[115]

Ces recherches laissaient entrevoir la possibilité d'adopter une politique susceptible d'accroître sensiblement les échanges commerciaux entre l'Angleterre et la Russie. Pourtant, cet aspect du problème, avec son influence potentiellement bénéfique sur leurs relations diplomatiques, ne semble pas avoir été sérieusement envisagé à Londres. De fait, les parlementaires qui débattirent avec véhémence du bien-fondé de la modification proposée, et partiellement adoptée, des lois sur les céréales, ne lui accordèrent guère d'attention. Les ministres eux-mêmes étaient préoccupés par les répercussions partisanes et intérieures de leurs mesures. Il ne fait aucun doute que les relations anglo-russes étaient alors dominées par des considérations non pas commerciales ou intérieures, mais de politique internationale.

L'autre événement, d'ordre extra-politique, découla de l'insurrection décembriste. Bien que les enquêtes approfondies menées sur les activités de toutes les organisations n'aient pas permis de prouver l'implication de la Société biblique russe dans une quelconque entreprise subversive, sa dissolution fut ordonnée en 1826. L'événement ne suscita pas l'intérêt de la presse anglaise et ne fit l'objet d'aucune protestation de la part du gouvernement. Même le rapport annuel de la Société biblique britannique et étrangère ne contenait qu'un compte rendu des plus impartiaux, confiant *la cause de la Société biblique russe entre les mains du Dieu de la Bible*. Rien n'indique que l'action russe ait été mal perçue en Angleterre, mais elle n'a certainement pas échappé aux nombreux membres de la société britannique et a rompu un lien susceptible d'atténuer l'antagonisme futur entre les deux pays.[116]

Plus importants encore que les hystéries essentiellement éphémères des journaux, et même que les discussions plus judicieuses des périodiques, étaient les pamphlets du colonel George de Lacy Evans. À l'instar de Wilson, Evans avait mené une carrière militaire qui lui avait valu une certaine notoriété et lui permettait de parler *avec autorité*. Sa première brochure, *On the designs of Russia*, publiée en août 1828, fut largement remarquée et globalement bien accueillie par les journaux lon-

doniens. Si aucun n'adhérait sans réserve à ses idées, tous s'accordaient à dire qu'il avait attiré l'attention, à point nommé, sur un sujet d'une importance capitale.[117]

À la lumière des événements ultérieurs, la brochure apparaît comme une pure fantaisie, et certains commentateurs contemporains l'ont d'ailleurs jugée ainsi.[118] Mais d'autres, et pas seulement des rédacteurs de journaux pressés, trouvaient une certaine pertinence dans les idées d'Evans. Sa méthode ressemblait beaucoup à celle de Wilson, avant lui, et à celle de l'école de David Urquhart, quelques années plus tard. On considérait que les conséquences les plus improbables de l'occupation de Constantinople par la Russie étaient la conséquence inévitable de la guerre alors en cours. Prenant pour preuve la poursuite de l'expansion russe, due à sa croissance ininterrompue depuis l'accession de Pierre le Grand, Evans admettait que la possession de la position stratégique la plus forte au monde lui permettrait, *de facto*, de dominer la Méditerranée et l'Asie centrale et, partant, de saper le commerce et la puissance de la France et de la Grande-Bretagne. Avec Constantinople comme base, la domination universelle était à portée de main pour la Russie. Ignorant de tous les obstacles susceptibles de retarder la réalisation de son objectif, Evans supposait également que la pleine puissance des territoires conquis, militaire, navale, politique et économique, reviendrait immédiatement au nouveau souverain. Non seulement le tsar ne rencontrerait aucune opposition de la part des habitants de ces régions, mais il pourrait s'emparer immédiatement de toutes leurs ressources et acheter, avec les miettes de son butin, l'alliance des quelques puissances encore hors de son orbite.

Grand était le danger évoqué par Evans, mais toute possibilité d'échappatoire n'était pas encore totalement exclue. L'Angleterre et la France pourraient encore rallier les nations libres d'Europe et, avec leur aide, entreprendre une intervention armée pour préserver l'Empire ottoman. Si la guerre avec la Russie en était la conséquence, elle offrirait l'occasion de réparer tous les crimes du siècle dernier, car malgré le destin de Charles XII et de Napoléon, la Russie n'était pas invulnérable. Si ses frontières étaient attaquées et son commerce extérieur anéanti, les Polonais se soulèveraient contre l'oppresseur et la noblesse contre le tsar. Alors ce despote semi-barbare serait repoussé dans les steppes d'Asie, l'équilibre des puissances rétabli, et l'Europe serait de nouveau libre de rechercher la liberté et le bonheur.[119]

John Murray, qui publia cet ouvrage au prix de 8 shillings et 6 pence, parvint à en vendre cinq cents exemplaires, dont le résumé ci-dessus n'est pas une exagération. Le *Quarterly* le jugea digne d'une longue citation et d'un résumé complet, tout en étant en total désaccord avec ses conclusions, et un auteur non alarmiste en rédigea une réfutation argumentée.[120] Les rares témoignages disponibles suggèrent que peu d'Anglais partageaient l'avis d'Evans, mais son livre eut une grande importance, car il exposait les arguments contre la Russie de manière exhaustive et demeura une référence fréquemment citée par les alarmistes ultérieurs. La seconde brochure d'Evans, *Sur la faisabilité d'une invasion de l'Inde britannique*, parue fin 1829 après la signature du traité d'Andrinople, visait à développer le bref appendice de son premier ouvrage qui, comme le soulignait le *Quarterly*, traitait trop superficiellement un problème d'une telle ampleur. Cette brochure se composait d'une série de longues citations décrivant la situation en Asie centrale, extraites des travaux de nombreuses autorités anglaises, françaises, allemandes et russes, parmi lesquelles on peut citer Malcolm, Elphinstone, Kinneir, Fraser, Muraviev et Meyendorff. Les opinions de ces spécialistes étaient assemblées pour démontrer la faisabilité d'une expédition militaire jusqu'à la frontière nord-ouest. On y disait peu des intentions de la Russie, mais on insistait beaucoup sur le développement récent de son commerce dans cette région. Le ton mesuré de cette brochure lui conférait une force que la précédente n'avait pas.

Evans concluait que le gouvernement devait diligenter une enquête approfondie sur ce sujet *aride, mais non sans importance*, afin d'être mieux préparé à affronter l'attaque qu'il anticipait avec confiance. Il prévoyait que *la première querelle avec l'Angleterre, quelle que soit la date à laquelle elle surviendrait, serait très probablement le signal du lancement de l'opération, ne serait-ce que pour servir d'arme contre la stabilité de la puissance britannique*.[121]

L'accueil public de cette analyse de la menace pesant sur l'Inde fut bien moins remarqué que celui qu'elle reçut dans les cercles officiels. Son ton relativement détaché explique peut-être, du moins en partie, le peu d'attention que lui accordèrent la presse écrite et les périodiques. Lord Ellenborough, sans doute conscient des implications de la possession d'Anapa et de Poti par la Russie, en envoya des exemplaires à Kinneir et à Malcolm, et discuta de l'ouvrage avec Wellington. Le duc

estimait que si la Russie parvenait à faire entrer vingt ou trente mille hommes à Kaboul, l'Angleterre pourrait remporter une bataille rangée, mais que le maintien de leur présence à la frontière engendrerait des dépenses et des difficultés considérables pour réprimer les insurrections indiennes. Il accepta d'autoriser le gouvernement indien à dépenser les fonds nécessaires s'il entendait *agir comme une puissance asiatique* et déclara à Ellenborough qu'il était *prêt à aborder la question en Europe si les Russes [devaient] se diriger vers l'Inde avec des intentions manifestement hostiles*. Les deux hommes d'État s'accordèrent sur la nécessité de favoriser les échanges commerciaux avec les khanats d'Asie centrale via l'Indus. Heytesbury reçut l'ordre de mener une enquête approfondie sur les activités russes dans la région, tant commerciales qu'autres. Le mémorandum de l'ambassadeur et une étude attentive des récits de voyage, notamment le *Tour in Bokhara* de Meyendorff, auquel Evans avait attiré son attention, convainquirent Ellenborough que la Grande-Bretagne et l'Inde pouvaient facilement pratiquer des prix inférieurs à ceux de la Russie à Boukhara. Cependant, il ne parvint pas à déterminer quels produits pourraient être importés en contrepartie. Evans réussit ainsi à obtenir l'enquête officielle qu'il souhaitait. Les responsables conclurent néanmoins que, bien que la conduite de la Russie exigeât une surveillance attentive, il n'y avait pas, en 1830, de danger immédiat d'invasion de l'Inde.[122]

Si un observateur compétent avait tenté d'analyser l'opinion anglaise sur la Russie le jour de l'An 1830, il aurait certainement conclu qu'elle avait connu une évolution considérable et significative depuis la mort de Castlereagh. La révolution grecque avait finalement engendré l'attaque russe contre la Turquie qu'il avait redoutée et qu'il s'était efforcé d'empêcher. La politique d'action concertée avec la Russie, inaugurée par Castlereagh, avait été poursuivie par intermittence par son successeur et avait été récompensée par l'engagement russe de ne pas rechercher d'avantage particulier, engagement que le tsar avait globalement respecté, malgré la conduite exaspérante du cabinet de Wellington. Le statut territorial du Proche-Orient n'avait été modifié, en conséquence, que par la naissance d'un État grec indépendant, mais l'équilibre des pouvoirs dans cette région semblait avoir été complètement bouleversé. L'Empire ottoman ne subsistait que grâce à la tolérance et aux jalousies mutuelles de ses voisins; la Russie, en particulier, semblait en mesure de s'approprier l'héritage qu'on lui prêtait généralement. Son échec lors de la campagne de 1828 avait terni sa réputation militaire, mais le succès de 1829 avait restauré son prestige, et rares étaient ceux qui connaissaient l'état désastreux de son armée lors de la signature de la paix à Andrinople. Tout porte à croire que, d'après les journaux, périodiques, documents privés et débats parlementaires anglais, la majorité de la nation n'était pas profondément alarmée par la montée en puissance de la Russie. Dans sa lutte contre les infidèles, le tsar avait bénéficié du soutien des Whigs, si l'on en croit les déclarations de leurs chefs. L'éditeur de l'*Edinburgh Review*, en effet, n'avait pas jugé bon de publier un article traitant de la Russie après juillet 1824. La *Westminster Review*, revue radicale, avait publié une première diatribe, largement inspirée par le système politique illibéral de la Russie et son importance au sein de la ligue des autocraties, mais ses discussions ultérieures avaient été bien plus modérées et elle semble avoir compris, plus que la plupart de ses contemporains, que la guerre avait révélé une faiblesse plutôt qu'une force.[123] Le groupe politique le plus hystérique était celui des Tories, bien que les factions du parti qui adhéraient aux opinions du *Quarterly*, de *Blackwood's*, du *Morning Post* ou du *Standard* ne pouvaient partager les appréhensions qui régnaient au sein du gouvernement.

Le trouble qui s'était emparé du cabinet s'expliquait sans doute par la mortification liée à son impuissance et par la conviction que sa compétence avait été compromise, car il disposait d'informations bien plus complètes et fiables que celles accessibles au public. L'ambassade à Saint-Pétersbourg produisait des rapports sur les forces armées et navales, ainsi que sur la situation financière et économique générale de la Russie, qui démontraient invariablement sa faiblesse. À mesure que la guerre paraissait imminente, ces rapports devinrent plus approfondis et plus fréquents. Heytesbury avait même pu employer un espion qui lui obtint des copies des documents russes les plus confidentiels et en fit des résumés critiques, lesquels indiquaient tous l'incapacité totale de la Russie, financièrement et militairement, à mener une guerre d'agression.[124]

Les sources d'information publiées s'étaient considérablement multipliées et le portrait général qu'elles dressaient évoluait lentement. On évoquait encore fréquemment l'ignorance des Anglais quant à la situation en Russie, mais les ouvrages eux-mêmes tendaient à combler ce manque. Les efforts déployés par plusieurs auteurs pour contredire les jugements de leurs prédécesseurs prouvent que leur connaissance de ce pays ne se fondait pas uniquement sur leur propre expérience,

et que leurs ouvrages se transformaient peu à peu en analyses de sa situation, plutôt qu'en simples descriptions de ses coutumes exotiques. Dans les articles de périodiques, les brochures et les journaux, la menace russe commençait à être prise au sérieux, bien plus qu'auparavant, même lors de la chasse aux sorcières contre Otchakov.

Les considérations économiques, religieuses, voire humanitaires, n'étaient que très rarement abordées. Bien qu'elles fussent sans doute présentes, au moins inconsciemment, dans de nombreux esprits, elles étaient pratiquement ignorées dans la presse, au Parlement et même au sein du gouvernement. La valeur et la nature du commerce anglais avec la Russie restaient remarquablement constantes - en 1829, les importations s'élevaient à 4‘180‘000£ et les exportations à 3‘154‘000£ - et semblaient aller de soi. L'explication du changement de réputation de la Russie réside donc dans la sphère politique. La guerre en Perse avait réveillé des craintes latentes quant à la sécurité de l'Inde, et la lutte turque semblait révéler son désir insatiable d'aventures militaires. Les délibérations du cabinet furent presque entièrement influencées par ces considérations, qui semblent également expliquer la politique inefficace et pusillanime adoptée.

Rares étaient les observateurs qui jugeaient la situation suffisamment alarmante pour préconiser une campagne préventive, mais rares étaient également ceux qui étaient prêts à exonérer la Russie de toute menace. Il est significatif que l'accusation outrancière d'Evans ait été bien mieux accueillie que la diatribe précédente de Wilson. Evans, et d'autres alarmistes moins véhéments, ont certainement sensibilisé la frange politiquement alerte de la nation au danger russe potentiel, et leurs écrits ont au moins préparé le terrain pour les futurs agitateurs. On peut raisonnablement supposer qu'une grande partie du pays n'avait aucune opinion positive à ce sujet; il est impossible d'estimer quantitativement l'ampleur de la russophobie. Mais si l'on recourt à nouveau à une métaphore juridique, on peut dire que si, en 1791, la Russie s'était vu accorder un verdict écossais - non prouvé - elle n'a peut-être échappé à une condamnation sur l'accusation plus grave de 1829 que parce que cette accusation n'avait pas été maintenue par le parquet.

[1] Webster, *Castlereagh, 1815-1822*, pp. 349-400, *passim*; Crawley, *Greek Independence* chap. ii.
[2] *Ibid*.t p. 373; F. 0. 65/129, nos. 45, 51, Bagot to Castlereagh, 17 Sept., 20 Oct. 1821, private letters, 20 Oct., 29 Nov.; F. 0. 65/135, private, 22 Feb., 6 May 1822.
[3] Webster, *Castlereagh, 1815-1822*, p. 361; Hansard, commons, 7 May 1821, col. 541.
[4] F. 0. 95/239, no. 13, Londonderry to Bagot, 28 Oct. 1821. This dispatch is fully summarized, with numerous quotations, in Webster, *Castlereagh, 1815-1822*, pp. 375-379
[5] *Times*, 11 April 1821.
[6] *Chronicle*, 11, 20 April 1821.
[7] *Chronicle* , 17 July 1821.
[8] *Herald* , 31 July 1821; cf. 21 June,
[9] *Times*, 30 July, 22 Aug. 1821.
[10] *Post*, 28 July, 7 Aug. 1821; cf. 31 July, 1 Aug., 13 Sept. 1821.
[11] *Globe*, 21 July 1821; cf. 18 June 1821.
[12] E.g., *Times*, 7, 28, 31 Aug. 1821, 8, 10, 12 Jan, 14 March 1822; quotation 27 May 1822; *Chronicle*, 28 May, 7 June 1822; *Herald*, 6 April, 1, 6 June 1823; cf. *Globe* 28 Aug. 1821; *Post*, Jan. 1822, *passim*.
[13] Harold Temperley, *The Foreign Policy of Canning* (London, 1925) , chap, xiv, *passim*.
[14] Public Record Office, G. D. [i.e. Gifts and Deposits] 29/8 Canning to Granville, 17 Jan. 1825.
[15] Temperley, Canning, p. 287; Stanley Lane-Poole, Life of... *Stratford Canning* (2 vols., London, 1888), I, 342.
[16] F. 0. 352/9, no. 2, 8 Dec. 1824; Lane-Poole, I, 343. The words in small capitals appeared on the original underlined in pencil by a double rule and the words now in italics were underlined by a single rule, but this underscoring does not appear in Lane-Poole.
[17] *Vide* Wellington, *Despatches, Correspondence, and Memoranda*, 2d Series (London, 1867-1880), I, 431-432, 541-542. Canning to Wellington, Wellington to Canning, 25 Oct., 18 Nov. 1822.
[18] F. O. 65/143, no. 42, Bagot to Canning, 24 Aug. 1824.
[19] Josceline Bagot, *George Canning and His Friends* (2 vols., London, 1909), II, 198, Canning to Bagot, 20 Aug. 1823; G. D. 29/8, no. 72, Canning to Granville, 13 Aug. 1825.
[20] Temperley, *Canning*, pp. 287-293. Strangford reciprocated the feeling; cf. his comment on his instructions for his mission to St. Petersburg, “a foolish sneer” F. 0. 181/65, no. 2, 14 Oct. 1825.
[21] Wellington, *Despatches*, I, 431, 432, 541, 542.
[22] Cf. *Annual Register for 1822* (London, 1823), p. 157.
[23] Cf. *Times*, 16 Jan. 1823. “It is impossible, perhaps, to make this case of extreme misery better known than it is at present throughout Europe.”
[24] *Annual Register for 1822*, p. 228.
[25] *Times*, io Jan. 1824, cf. 21 Dec. 1825.
[26] *Post*, 13 Jan. 1823.
[27] *Times, Post, Chronicle, Herald*, 25 March, 30 May 1825, Nov. 1822, May 1822, *passim*, respectively.
[28] *Times*, 10 Sept. 1823.
[29] George L. Nesbitt, Benthamite Reviewing (New York, 1934), pp. 44, 178; Eclectic Review, March 1821, XV, 284-289; Scots Magazine, June 1821, April 1823, LXXXVII, 546-551, XCI, 476-479; Times, 14 Feb. 1821; cf. Edinburgh, Jan. 1831, art. II; John Bowring, Specimens of the Russian Poets (2 vols., London, 1821, 1823).
[30] *Westminster Review*, Jan. 1824, I, 80--101, *passim*, quotation, p. 80.
[31] *Ibid*., April 1824, I, 453-471.

[32] Robert Lyall, *The Character of the Russians and a Detailed History of Moscow* (London, 1823), *passim; An Account of the Organization, Administration and Present State of the Military Colonies in Russia* (London, 1824); *Travels in Russia, the Krimea, the Caucasus and Georgia* (2 vols., London, 1825) ; Edward D. Clarke, *Travels in Various Countries of Europe, Asia, and Africa* (1st. ed., 3 pts., London, 1810-27); *Edinburgh*, July 1824, XL, 476-494; *Quarterly*, April [i.e. December] 1824, XXXI, 146-166; *Chronicle*, 3 June 1824, 23 Dec. 1825, 7 Sept. 1831; *Times*, 26, 28 Dec. 1825.
[33] *Times*, 23, 27 May, 23 Aug. 1822,
[34] *Chronicle* , 23, 24, 28 May; *Post* , 24 May; *Globe*, 23 May 1822.
[35] Temperley, *Canning*, pp. 103, 104, 491-493; Lane-Poole, I, 363; F. de Martens, *Recueil des Troitis et Conventions conclus par la Russie avec les Puissances Etrangires*, XI (St. Petersburg, 1895), 311-312.
[36] *Post, Globe*, 20 Dec. 1825, *Herald*, 13 Jan. 1826, *Times*, 21 Dec. 1825, respectively; cf. *Chronicle*, 22, 23 Dec. 1825.
[37] *Times* , 14 Jan. 1826; *Post* , 20 Dec. 1825; *Globe, Herald* , 30 Dec. 1825; cf.
Times , 11 Jan., Post , 27 Jan. 1826, *Gentleman's Magazine*, Jan. 1826, XCVI,
81-86, *Examiner* , 25 Dec. 1825.
[38] Temperley, *Canning*, chap, xv; Crawley, *Greek Independence*, chap. iv.
[39] F. 0. 65/153, no. 2, Canning to Wellington, 10 Feb. 1826; printed in Wellington, *Despatches*, III, 85-93.
[40] F. 0. 65/155, nos. 13, 14, Wellington to Canning, 4 April 1826; printed in Wellington, *Despatches*, III, 224-251.
[41] G. D. 29/8, nos. 16, 17, Canning to Granville, 4, 14 April 1826; printed in part in A. G. Stapleton, *George Canning and His Times* (London 1859), pp.472-473
[42] Wellington, *Despatches*, III, passim, particularly 113-116, 254-259, 282-283, 290-296, 302-307
[43] E.g. *Post*, 27, 30 Jan, 9, 26 May; *Chronicle*, 26 May; *Herald*, 6 April, 5 May; *Times*, 30 Jan, 10,11,15, 16 Feb, 22 March, 5, 26, 27 May 1826
[44] *Times*, 9 May 1826; *ibid*., 6, 8 April, 8 May; *Globe*, 23 May 1826
[45] Sykes, *Persia*, II 416-421; Schiemann, *Geschichte Russlands*, II, 154-178; F. M.(acalister), *Memoir of … Sir John McNeill* (London, 1910), pp. 94-105.
[46] Disbrowe to Canning, F. 0. 65/158, nos. 26, 27, Aug. 17, 23; /159, nos. 35, 36, Sept. 19, 20, 1826; /164, nos. 12, 14, March 22, April 4; /165, nos. 40, 41, July 31; /166, no. 84, Nov. 21, 1827; /172 no. 5, April 5, 1828. Canning to Disbrowe, F. O. 181/69, no. 13, Sept. 24, 1826; /72, nos. 5, 6, n, June 27, Oct. 8, 1827; particularly F. O. 65/164, nos. 12, 14; /165, nos. 40, 41; 181/72, nos. 5, 6, 11.
[47] *Herald* , 19 Oct. 1826, 31 Dec. 1827. *Ibid*., 11 July, 13, 23, 31 Oct., ir, 13, 25 Dec. 1827; *Times*, 19, 20 Sept., 16, 17 Oct., 6, 7 Nov. 1826, 24 July, 13, 23 Oct., 7, 26 Nov., 11, 12, 29 Dec. 1827, 1 Jan. 1828; *Chronicle*, 18 Oct. 1826, 29 Dec. 1827; *Post*, 19, 20, 22 Sept., 17, 18 Oct. 1826, 24 July, 26 Sept., 29 Dec. 1827; *Globe*, 19 Sept., 17 Oct. 1826, 24 July, 11 Dec. 1827, 1 Jan. 1828; *Standard*, 12, 22 Oct., 6, 26 Nov., 10, 12, 28 Dec. 1827.
[48] *Quarterly*, June 1827, XXXVI, 106-139, quotations, pp. 107, 136.
[49] *Quarterly* , Oct. 1827, XXXVI, 390-391.
[50] Temperley, *Canning*, chaps, xv, xvii, passim, quotation, p. 391; Crawley, *Greek Independence*, pp. 59-62.
[51] Wellington, *Despatches*, III, 402-406, quotations, pp. 402, 405.
[52] The fact that the negotiations took place in London, under Canning's immediate supervision, added to the fact that his new office entailed very heavy additional duties, affords an adequate explanation of the nonexistence of a written formulation of his purposes. Cf. Temperley, *Canning*, pp. 397-403; Crawley, *Greek Independence*, chap. v.
[53] Ellenborough, *A Political Diary* (2 vols., London, 1881), I, 9.
[54] *Times*, 8 Jan., 4, 19 June, 2, 10 July; *Post*, 30 April, 6 June; *Herald* 11 July; Globe, 4 June, 9 July 1837.
[55] *Times*, 12, 13 July; *Globe, Post*, 12 July; *Herald*, 14 July 1827.
[56] *Times*, 26 Sept. 1827; cf. *Standard*, 26 Sept., *Times*, 19, 25 Sept., 5, 6, 9, 25 Oct. 1827.
[57] *Herald*, 24 Oct. 1827. *Ibid*., 27 Sept., 31 Oct., 3 Nov., *Post*, 19, 23, 29, 30, Oct., 3, 7, 8, 9 Nov. 1827.
[58] *Post*, 24 Dec. 1827. *Ibid*., virtually every day 12 Nov. - 31 Dec. 1827; *Herald*, 12 Nov., 25 Dec., *Standard*, 12 Dec. 1827.
[59] E.g. *Times*, 22 Dec. 1827.
[60] *Times*, 12 Dec. 1827. *Ibid., passim.* Nov. & Dec. 1827, 1, 30 Jan. 1828, *Chronicle*, 14 Dec. 1827, *Globe*, 27 Nov., 22 Dec. 1827, 3, 12 Jan. 1828.
[61] Times, 22, 17 March, 28 April 1828.
[62] Vide infra, pp. 101, 102.
[63] *Times*, 22, 23, 26 Aug.; Oct., Nov. 1828, *passim*, quotations 11 Sept., 27 Oct. 1829.
[64] *Ibid*., 16 Oct. 1829.
[65] *Ibid*., 15 Oct. 1829.
[66] *Herald*, 1, 27 Aug. 1828.
[67] *Herald*, 19 Oct. 1829.
[68] *Post*, 17 May, 29 Aug., 1, 8, 16 Oct., 5 Nov. 1828, 7, 15, 19, 21, 22, 25 May, 9 Sept., 15, 16 Oct. 1829; *Standard*, 13 March, 12, 16, 17 May, 26, 29, 30 Sept., 3, 7, 8, 10 Oct. 1828, 1 Jan., 20, 21 July, 24 Aug., 16, 21 Sept., 5, 14, 16, 19 Oct. 1829.
[69] *Chronicle*, n March 1828; cf. 13, 14, 17, 18, 29 March.
[70] *Ibid*., 19 March 1828.
[71] *Ibid*., 19 June, 15, 16, Oct. 1829.
[72] *Globe*, 17 March, 25, 26 Aug. 1828, 19 May, 14, 17 Oct. 1829.
[73] E. L. Bulwer, *Life of ... Viscount Palmerston* (2 vols., London, 1870), I, 224, Palmerston to Temple, 25 March 1828.
[74] Wellington, *Despatches*, IV, 277-278, Wellington to La Ferronays, 26 Feb. 1828.
[75] *Ibid*., pp. 283-284.
[76] *Ibid*., p. 285.
[77] *Ibid*., pp. 303, 312.
[78] Bulwer, *Palmerston* , I, 236.
[79] *Ibid*., pp. 229-250; Ellenborough, *Diary* , I, i-m, *passim*.
[80] Crawley, *Greek Independence*, chap, viii; Wellington, *Despatches*, IV, 444- 449) S26-527.
[81] Wellington, *Despatches*, IV, 421.
[82] Ellenborough, *Diary*, II, 88.
[83] F. O. 181/74, no. 4, Aberdeen to Heytesbury, 13 June 1828. Intended for Heytesbury's eyes alone, the instructions presumably reflect accurately the views of the government.
[84] F. 0. 65/173, Heytesbury to Aberdeen, Separate and Secret, 17 Aug. 1828.
[85] Quotations, Heytesbury to Aberdeen, F. O. 65/180, Separate and Secret, 29 June 1829; /181, Separate, 30 Sept. 1829; cf. also Heytesbury to Aberdeen, F. O. 65/173, Separate and Secret, 17 Oct., no. 61, 11 Dec. 1828; /179, no. 12, separate (2), 26 Jan., 20 April, 23 May 1829.
[86] Crawley, *Greek Independence*, chap, viii; Ellenborough, *Diary* , I, 211; II, 92-93, 149-150, 153.
[87] Crawley, *Greek Independence*, chap, vii, viii, *passim*; Wellington, *Despatches* IV, V, *passim*, particularly IV, 527; V, 78, 312, 341, 417.
[88] Ellenborough, *Diary*, I, 235.

[89] *Ibid*., I, 231, II; 82, 87; Wellington, *Despatches*, V, 55-56.
[90] Ellenborough, *Diary*, I, *passim.*
[91] E.g., memorandum of 24 April 1829, Wellington, *Despatches*, V, 598-599.
[92] Wellington, *Despatches*, VI, 198.
[93] Ellenborough, *Diary*, II, 24-83, particularly 25, 49, 83.
[94] *Ibid*., II, 2.
[95] *Ibid*., II, 86; Wellington, *Despatches*, VI, 92.
[96] Wellington, *Despatches*, VI, 13-14, 14 July 1829.
[97] *Ibid*., VI, 57. 29 July 1829.
[98] *Ibid*., VI, 79-83, memorandum of 12 Aug. 1829.
[99] *Ibid*., VI, 112, 117, Wellington to Aberdeen, 27, 28 Aug. 1829.
[100] *Ibid*., 103, 99, Wellington to Aberdeen, 24, 21 Aug. 1829.
[101] Ellenborough, *Diary*, II, 86.
[102] Wellington, *Despatches*, V, 303, Polignac to Wellington, 2 Dec. 1828.
[103] Ellenborough, *Diary*, II, 147.
[104] Wellington, *Despatches*, VI, 268-271, 286, memoranda of 29 Oct., 4 Nov. 1829.
[105] Copy of Aberdeen to Gordon, io Nov. 1829, enclosed in Aberdeen to Heytesbury, 8 Dec. 1829; F. O. 181/79, no. 29, confidential.
[106] Wellington, *Despatches* , V, 213; Ellenborough, *Diary* f I, 236, II, 49, 82-87.
[107] Wellington, *Despatches* , VI, 2 12-2 19, 225-227.
[108] Crawley, *Greek Independence*, pp. 174, 176; Guy le Strange, ed., *The Correspondence of the Princess Lieven and Lord Grey* (3 vols., London, 1890), I, *passim*; G. M. Trevelyan, *Lord Grey of the Reform Bill* (2d ed., London, 1929), 228-230.
[109] Trevelyan, *Lord Grey*, p. 227.
[110] le Strange, *Lieven-Grey Correspondence*, I, 142-334, *passim*.
[111] L. G. Robinson, *Letters of Dorothea, Princess Lieven* (London, 1902), pp. 1 10-201; A. de Nesselrode, ed. *Lettres et Papier s du Chancellier comte de Nesselrode* (Paris, 1904-1912), VII, 45; cf. Spencer Walpole, *Life of Lord John Russell* (2 vols., London, 1889), L 152-153.
[112] Robinson, *Lieven Letters*, p. 114, 17 Dec. 1827.
[113] *Ibid*., pp. 122-123, 20 Feb. 1828.
[114] Hansard, lords, 29 Jan., particularly cols. 18-22, 11 Feb., particularly 266, 16 July 1828, 19 June 1829; commons, 14 Feb. 1828, particularly 373-374, 408- 409, 1 June 1829.
[115] D. G. Barnes, *A History of the English Corn Laws* (London, 1930), pp. 187-202; F. 0. 65/159, no. 56, / 165, nos. 36, 53, /166, nos. 73, 76, Disbrowe to Canning and to Dudley, 16 Nov. 1826, 10 July, 16 Sept., 27 Oct. 1827; F. O. 181/72, no. 2, Canning to Disbrowe, 7 Feb. 1827.
[116] British and Foreign Bible Society, Twenty-third Report (London, 1827), p. xl; cf. W. R. Wilson, *Travels in Russia* (2 vols., London, 1828), II, 125-129; *Quarterly*, March 1827, XXXV, 384. In March 1835, the *Eclectic Review*, a non-conformist organ, remarked in reviewing a book on Russia by Pinkerton, one of the society's agents; "Let us not delude ourselves by imagining that the triumph of Christianity can be aided by the extension of a nominally Christian empire based on the degradation and ignorance of the people, and bearing the anti-Christian mark of religious intolerance." (3d Series, XIII, 165.)
[117] *Times*, 22, 23, Aug., *Chronicle*, 23, 25 Aug., *Globe*, 25, Aug. 1828.
[118] E.g., *Examiner*, 7 Sept. 1828.
[119] George de Lacy Evans, *On the Designs of Russia* (London, 1828), *passim*.
[120] *Quarterly*, Jan. 1829, XXXIX, 30-40; *A Few Words on our Relations with Russia*, by a Non-Alarmist (London, 1829). For the sales' figure I am indebted to Lord Gorell, a present partner in John Murray.
[121] George de Lacy Evans, *On the Practicability of an Invasion of British India* (London, 1829), *passim*, particularly pp. 86-101, quotations, pp. 87, 92.
[122] Ellenborough, *Diary*, II, 92, 122-125, 137, 150, 153, 157, 206, 361; F. O. 181/79, no. 33, Aberdeen to Heytesbury, 23 Dec. 1829, en1closing a questionnaire from the India office; F. 0. 65/185, nos. 26, 33, Heytesbury to Aberdeen, 28 Feb., 11 March 1830.
[123] Cf. *Westminster*, Oct. 1830, art. IX.
[124] F. O. 65, *passim*.
[125] Crawley, *Greek Independence*, p. 229.

V. LA REVOLUTION POLONAISE

Les événements de 1830 revêtaient une importance capitale. L'accord négocié à Vienne n'était pas resté incontesté jusqu'alors, mais les soulèvements espagnols et italiens de 1820 avaient été réprimés avec succès et la Grèce ainsi que les colonies espagnoles se situaient hors de la zone protégée par les engagements viennois. L'Acte de Vienne demeurait donc intact en théorie, même si les rivalités entre les puissances en avaient ébranlé le fondement idéologique. Les révolutions française et belge, en revanche, constituaient une violation flagrante du principe de légitimité. Elles prouvaient que, même en Europe, les peuples pouvaient imposer leur volonté aux monarques en toute impunité.

Bien que l'Angleterre ait été le principal dissident de la Sainte-Alliance et qu'elle ait la première à rompre l'harmonie du concert européen, la nouvelle situation l'affecta plus profondément que les trois autocraties orientales. Celles-ci purent sortir, apparemment indemnes, de la remise en cause de leurs principes fondamentaux, remise en cause implicitement par les victoires populaires en France et en Belgique. L'Angleterre n'était cependant plus la figure de proue du système de gouvernement opposé. Les implications de la nouvelle situation internationale furent plus immédiatement apparentes et tout aussi importantes que la révolution réformiste qui, en 1832, fit de l'Autriche, à nouveau, l'un des États européens les plus libéraux. Sur les ruines de la Sainte-Alliance s'éleva à l'Ouest une entente constitutionnelle qui contrebalança la ligue des autocrates; une *guerre des idées* devint une possibilité moins lointaine.

L'influence de ce nouvel alignement se refléta rapidement dans les relations entre l'Angleterre et la Russie. Si la décennie et demie qui suivit le Congrès de Vienne peut être qualifiée à juste titre d'*Âge de Metternich*, elle mérite cette appellation car le chancelier autrichien incarna au mieux la réaction qui caractérisa le plus clairement cette période et exerça sur la politique européenne une influence apparemment plus grande que celle de tout autre homme d'État. Mais à bien des égards, les politiques de la France, de la Russie et de l'Angleterre furent en réalité plus significatives, car plus constructives, plus pleinement intégrées aux forces qui déterminaient l'évolution de la politique européenne. Par exemple, c'est la rivalité entre l'Angleterre et la Russie qui, la première, perturba sérieusement l'harmonie superficielle du concert, et ce n'est sans doute pas un hasard si la solution de la question grecque reposa sur un accord entre elles auquel la France fut admise par la suite. Il se peut fort bien que les événements de cette période aient été davantage influencés par les politiques de l'Angleterre, de la Russie et de la France que par celle de l'Autriche.

La révolution de Juillet transforma instantanément les positions relatives des trois anciens États. La France ne pouvait plus occuper la position intermédiaire qui lui permettait de tirer profit de la lutte pacifique entre l'Angleterre et la Russie. Nicolas, dont l'accession au trône avait précipité l'insurrection décembriste, nourrissait une horreur et une crainte de la révolution totalement dénuées de tout sentiment libéral. Les événements de Juillet suscitèrent donc sa profonde appréhension, bien qu'il eût pressenti des troubles en France depuis plus d'un an. Son gouvernement interdit la publication de nouvelles de Paris et ordonna aux sujets russes d'évacuer la France.[1] La nouvelle que, sur les conseils de Wellington, Guillaume IV avait promptement reconnu Louis-Philippe fut très mal accueillie par Nicolas, qui recherchait l'action conjointe des puissances et s'était déclaré contre un usurpateur.[2] Néanmoins, l'existence en France d'un régime fondé sur la révolution améliora ses relations avec l'Angleterre. Celle-ci n'était plus le foyer du virus libéral malin et s'était engagée à résister à toute croisade impérialiste d'une France à nouveau en proie à une frénésie jacobine.

La modération du nouveau gouvernement français apaisa bientôt les craintes du tsar, qui décida, par une déférence peu enthousiaste à l'égard de l'exemple anglais, de reconnaître Louis-Philippe. Bien que la propagation du désordre à Bruxelles ne semblât pas, dans un premier temps, très alarmante et que la décision de Wellington de ne pas permettre la séparation totale des deux Pays-Bas ait apporté une certaine assurance, plusieurs corps d'armée russes furent mis en état de guerre. Les dépêches de Heytesbury soulignaient le désir russe d'une coopération totale avec l'Angleterre, et la nouvelle que le ministre russe recevrait l'ordre de suivre l'Angleterre dans des circonstances imprévues par ses instructions dut être accueillie avec satisfaction à Londres. La décision personnelle de Matushevich de participer aux conférences initiées par Aberdeen pour régler pacifi-

quement la question belge fut aussitôt approuvée à Saint-Pétersbourg.[3] L'Angleterre tirait déjà profit de la nouvelle position médiane que lui conférait la révolution de Juillet. La volonté des puissances de tous bords d'obtenir son soutien facilita ses efforts pour orienter le cours des événements.

L'entente anglo-russe naissante fut brisée par deux événements, largement conséquences de la révolution de Juillet. En Angleterre, un nouveau parlement vainquit le gouvernement de Wellington et Lord Grey prit la tête d'un ministère whig réformateur. Bien que Grey fût un ami intime des Lieven et que la princesse accueillit son arrivée avec une satisfaction accrue par sa conviction, erronée en réalité, d'avoir obtenu la nomination de Palmerston au ministère des Affaires étrangères, ce changement ministériel n'était guère propice à l'amitié anglo-russe. Grey se souvenait peut-être de la tradition d'amitié foxite remontant à 1791, et Wellington n'avait certainement pas oublié sa vive désapprobation quant à la politique de la Russie en Grèce et en Turquie, mais, fondamentalement, les penchants politiques du duc étaient plus favorables à la Russie que ceux du comte whig. La méfiance de Wellington découlait d'une politique particulière, une question désormais close sa résurgence ultérieure était imprévisible - et un conflit politique est intrinsèquement plus susceptible de compromis qu'un conflit de principe. Du point de vue russe, le ministère des Réformes portait encore les stigmates du jacobinisme.

La révolution polonaise, en novembre, suivit de si près la démission de Wellington que son déclenchement fut connu à Saint-Pétersbourg avant même que la nouvelle du nouveau cabinet anglais ne parvienne aux oreilles de ce dernier. Elle rendit immédiatement impossible toute intervention armée russe dans les affaires belges et facilita ainsi les négociations que Palmerston hérita avec enthousiasme d'Aberdeen. Le désir de la Russie de s'assurer la bienveillance de l'Angleterre fut accru par ses difficultés intérieures; le tsar, en effet, ne s'opposa pas sérieusement à la déclaration d'indépendance belge, malgré sa satisfaction antérieure de constater qu'une telle mesure n'était pas envisagée à Londres. Ce n'est qu'après la répression totale du soulèvement polonais qu'il invoqua son alliance familiale avec la maison d'Orange pour justifier son désaccord avec les décisions de la conférence de Londres. La Russie, de même, accepta sans hésiter les propositions britanniques de modification de la frontière grecque. Prête à accepter tout arrangement convenant à l'Angleterre, elle craignait seulement que l'obstination turque n'empêche un règlement définitif.[5]

La question polonaise, essentiellement une question de principe, se révéla rapidement impossible à régler harmonieusement. L'opinion publique anglaise s'enflamma et seule son incapacité à faire pression sur la Russie empêcha l'escalade d'un différend qui aurait pu dégénérer en guerre. La France, animée d'une idée politique similaire, adopta une position identique, mais la Russie ne céda pas aux protestations. La question, finalement abandonnée par les gouvernements, persista dans les esprits et envenima les relations internationales ultérieures.

La France fit le premier pas en décembre, en proposant une médiation conjointe entre le tsar et ses sujets révoltés. À ce moment-là, le gouvernement anglais ne souhaitait pas aggraver les difficultés de la Russie. En mars 1831, conformément à une promesse faite à l'ambassadeur de France, Palmerston fit parvenir à Heytesbury une dépêche évoquant la probabilité d'un *changement de système important concernant le futur gouvernement de la Pologne*, prétexte à la légère remontrance qu'il chargea Heytesbury d'adresser au gouvernement russe. Expliquant que les membres du cabinet étaient *plus que jamais désireux de maintenir des relations d'amitié étroites*, il reconnaissait l'extrême délicatesse de la situation. Cette révolution était différente de la plupart des bouleversements internes, car les liens entre la Russie et la Pologne reposaient sur un accord international. La constitution polonaise, promulguée conformément à l'Acte de Vienne, stipulait expressément que seules des troupes polonaises pouvaient stationner dans le royaume. Palmerston affirmait que cette disposition visait notamment à affranchir la Prusse et l'Autriche, dont les capitales étaient très proches de la frontière polonaise, d'une trop grande dépendance envers la Russie. *Ces considérations*, ajouta-t-il, *ont pris encore plus d'importance depuis lors, du fait du renforcement de la sécurité dont la Russie a bénéficié sur ses frontières méridionales et asiatiques, grâce à ses victoires militaires sur les Turcs et les Perses...*[6]

Lorsque Heytesbury entreprit la délicate tâche d'examiner le traitement infligé par Nicolas II à ses sujets révoltés, Nesselrode contesta la plupart des arguments de Palmerston. Il soutint que le traité de Vienne n'accordait aucune constitution particulière à la Pologne et que les Polonais eux-mêmes, ayant dénoncé et abrogé la constitution existante, avaient permis au tsar de la remplacer selon son bon vouloir. L'uniforme porté par les sujets loyaux était, à ses yeux, sans importance. On

pouvait compter sur la Prusse et l'Autriche pour protester si elles découvraient que la Russie menaçait leur sécurité. En bref, Nesselrode rejeta le droit de l'Angleterre et de la France de s'immiscer dans les affaires intérieures des possessions du tsar. Sa déclaration selon laquelle Nicolas II respecterait les engagements contractuels de la Russie ne lui apporta qu'une maigre satisfaction.[7]

Heytesbury expliqua plus en détail la position russe. Même en Russie, déclara-t-il, l'opinion publique devait être prise en compte, et l'exaspération des sujets fidèles à Nicolas serait telle si les rebelles n'étaient pas punis pour les pertes humaines et financières considérables qu'une telle magnanimité ne pouvait se faire sans risque pour la vie du tsar.[8] Il semble avoir éprouvé moins de sympathie pour les Polonais que la plupart de ses contemporains à Londres et à Paris. Il était enclin à partager l'avis des représentants de l'Autriche et de la Prusse selon lequel la France, et non la Russie, constituait la principale menace à la tranquillité européenne. *Le secret de la faiblesse de la Russie en matière de guerre offensive a été en partie dévoilé par la campagne de Turquie. Il a depuis été rendu plus manifeste encore par la guerre de Pologne.* Ce jugement fut développé dans une autre dépêche.

L'effet de cette victoire polonaise a été très fortement ressenti dans les provinces conquises depuis plus longtemps, où la domination russe semblait assurée à jamais par la conviction universelle de l'inutilité de toute résistance. Tout ceci prouve la faible solidité du Colosse Empire, qui a si longtemps été la bête noire de l'Europe, et montre combien la Russie est réellement incapable de soutenir ces prétentions grandioses, qu'elles soient de menace ou de secours, qu'elle est si prompte à afficher…

Mais dans quel état se trouvera la Russie après avoir atteint son objectif? Elle aura certes rétabli sa domination sur un pays ruiné et un peuple soumis mais toujours exaspéré; mais ses moyens militaires seront gravement affaiblis et ses finances totalement épuisées.[9]

En juillet, puis en septembre, le cabinet refusa d'entreprendre une médiation conjointe avec la France, mais lorsque la révolte fut finalement réprimée, Heytesbury reçut l'ordre d'exhorter à nouveau le gouvernement russe à la modération, malgré son avis répété qu'une telle procédure compromettrait les relations anglo-russes. Rédigée peut-être par crainte des réactions qu'elle susciterait au Parlement, la dépêche de Palmerston réfutait l'interprétation russe des clauses polonaises du traité de Vienne. Heytesbury s'acquitta habilement de sa tâche ardue et peu agréable, mais n'obtint qu'une affirmation de la validité d'une interprétation austro-prussienne opposée de la partie pertinente du traité de Vienne. Lorsque, en 1832, le statut organique de la Pologne fut publié, l'Angleterre ne rouvrit pas la question.[10]

Peu de sujets auraient été mieux à même que la révolution polonaise d'attirer l'attention de la presse anglaise. Le souvenir lointain du *plus grand crime de l'histoire*, tout comme les craintes plus récentes d'une expansion russe à l'Est, la rendit attrayante aux yeux des lecteurs anglais. Si le conflit fut plus bref que la révolution grecque, sa relative proximité facilita la diffusion de l'information et, depuis les premières rumeurs vagues parvenues à Londres à la mi-décembre 1830 jusqu'à l'annonce de la chute de Varsovie en septembre suivant, il n'y eut pratiquement pas un numéro des journaux métropolitains qui ne comportât un reportage ou un éditorial plus ou moins bien authentifié. Dès le début, les Polonais bénéficièrent d'une sympathie unanime, même le *Morning Post*, journal réactionnaire, reconnaissant la noblesse de leur cause.[11] Cette quasi-uniformité, si différente du traitement réservé à la question orientale, rend inutile, pour les besoins de cette étude, l'examen détaillé de plusieurs journaux représentatifs, et reflète vraisemblablement un consensus similaire au sein de l'opinion publique britannique.

Le 14 décembre, trois jours après les premiers signes d'insurrection à Varsovie, le *Times* publia son premier éditorial sur la signification de ces événements inattendus. Le journal avait déjà trouvé une explication à l'armement russe et estimait que l'Europe occidentale était désormais libérée *de toute crainte de croisade contre-révolutionnaire*.[12] Il n'y avait plus aucun risque d'intervention en France ou en Belgique.

Mais ce n'est pas là l'aspect le plus prometteur des perspectives qui s'offrent à l'humanité. Le monde n'a pas oublié, et n'oubliera jamais, la conspiration infâme des despotes qui a renversé l'ancien système européen et qui a permis le morcellement et le partage d'un royaume ancien et indépendant entre les pillards royaux, au moyen de perfidies, de cruautés et de massacres dont les annales des barbares les plus féroces peinent à trouver un équivalent. Il n'a pas oublié les atroces oppressions infligées aux braves et malheureux Polonais par les vainqueurs. Il est donc doublement réjouissant pour tout ami de l'indépendance nationale et des libertés civiles de pouvoir nourrir l'espoir, même fugace, de voir ce peuple courageux réapparaître sur la

scène internationale, s'efforçant d'affirmer son identité nationale et de venger au moins une partie des injustices subies, sinon de recouvrer définitivement ses droits nationaux.

De cette diatribe lancée sans distinction contre les trois puissances ayant participé au partage de l'Empire - et ce n'était pas un hasard si elles formaient également l'actuelle ligue des autocraties - l'article abordait la question de l'action probable de la Russie. Nicolas, y était-il affirmé, avait trop de nations soumises à son pouvoir pour se permettre de tolérer une révolte impunie et sans restriction. L'exemple serait trop contagieux. Les Polonais devaient se préparer à résister à *toute la force de l'Empire*. Malheureusement, leurs chances de succès étaient minces.[13]

Dans les jours qui suivirent, le *Times* examina la possibilité d'une intervention étrangère, notamment française, qu'il jugeait chimérique. Il accorda une place de choix à une série de lettres de *Polonius*, dont l'une soulignait l'intérêt commercial d'une Pologne indépendante. *Polonius* soutenait que l'État ressuscité adopterait une politique de libre-échange et que, puisque les exportations de Dantzig, Königsberg et Odessa étaient déjà en grande partie d'origine polonaise, son commerce prospérerait. L'avantage économique évident pour la Grande-Bretagne ne serait rien de moins que le gain politique découlant de la séparation géographique des trois autocraties. On évoquait constamment les injustices et les cruautés insupportables infligées aux Polonais. Un manifeste polonais fut même décrit comme *la plus importante manifestation de griefs nationaux depuis la célèbre déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique du Nord.*[14]

Au printemps, le cours de la guerre alimentait les spéculations quant à son issue. Les premiers espoirs de victoire polonaise furent anéantis par le succès de la première attaque russe, mais la retraite qui suivit raviva un certain optimisme. À aucun moment, les chances des Polonais ne furent considérées comme plus qu'improbables. En mars, une rumeur selon laquelle le tsar envisageait d'intégrer directement la Pologne à ses territoires russes provoqua une discussion sur les termes du traité de Vienne remarquablement similaire à la dépêche de Palmerston, rédigée presque simultanément. Le *Times* concluait qu'une telle violation du traité justifierait une intervention britannique, si une telle mesure s'avérait opportune.[15]

Début juillet, l'enthousiasme du *Times* le poussa à critiquer l'indécision des gouvernements européens qui refusaient de reconnaître l'indépendance de la Pologne et d'engager une médiation.[16] Finalement, les éditeurs étaient prêts à recommander une intervention britannique.

Combien de temps encore la Russie pourra-t-elle, en toute impunité, faire la guerre à l'ancienne et noble nation polonaise, alliée de la France, amie de l'Angleterre, protectrice naturelle et, il y a des siècles, victorieuse de l'Europe civilisée contre les barbares turcs et moscovites?… La question polonaise, en effet, contient tout ce que les partisans de l'intervention grecque ont jamais envisagé comme argument ou fondement. La guerre de la Russie contre la Pologne entrave et perturbe considérablement le commerce. Les entreprises et occupations pacifiques de toute l'Europe sont perturbées, le sang des patriotes et des chrétiens coule à flots et, plus encore que ce qui a jamais été allégué du conflit grec, l'invasion de la Russie contre les malheureux Polonais a été le vecteur par lequel la peste [c'est-à-dire… Le choléra envahit tout le continent et menace presque entièrement ces îles cernées par la mer… Que les ministres français et britannique soient tenus de répondre à cette question d'une manière très différente [de 1791], tout ami de la réputation de M. Pitt s'accordera certainement avec nous pour affirmer le contraire. L'équilibre de l'Europe et le respect des traités plaident haut et fort en faveur de notre intervention en faveur de la Pologne… Jamais une telle occasion ne s'est présentée d'obtenir un avantage immortel pour l'Europe.[17]

La nouvelle de la démission de Czartoryski, d'abord un choc brutal pour le *Times*, fut ensuite invoquée comme un argument supplémentaire pour une intervention rapide. Même la chute de Varsovie n'en atténua pas immédiatement son ardeur. *Le courage polonais, la vengeance polonaise et la haine inextinguible des Polonais envers leurs conquérants barbares demeurent aussi puissants que jamais…* Mais la guerre était pratiquement terminée et, avec la fin des nouvelles palpitantes, le sujet disparut bientôt des colonnes du journal. Dans une dernière diatribe, les rédacteurs déplorèrent une fois de plus la passivité britannique, déclarèrent que la paix était désormais plus précaire que jamais et insinuèrent que la princesse Lieven avait grandement *contribué à alourdir les espoirs et le sort meilleur de l'humanité.*[18]

Les échos de cette lutte héroïque tardèrent à s'éteindre. Jusqu'en 1832, la moindre nouvelle concernant la Russie pouvait susciter la publication d'une nouvelle diatribe. Son soutien au roi de Hollande lors des négociations belges, par exemple, fut fréquemment attribué à un motif inavouable. Mais de tous les sujets qui suscitaient l'indignation, les récits de barbaries lors du rétablissement

de l'ordre en Pologne étaient les plus provocateurs. On a constaté que la rébellion elle-même provoquait des hostilités incessantes. La cruauté russe. Ses mesures répressives étaient encore plus choquantes. L'éditorial complet et d'une rare impartialité consacré aux mesures punitives russes, paru dans le *Times* début janvier 1832, offrait un aperçu fidèle des nombreux débats qui ont eu lieu dans la presse anglaise, les périodiques, les brochures et les récits de voyage. Il analysait les différentes politiques répressives adoptées dans le pays reconquis: la fermeture de l'Université de Varsovie, la suppression de l'enseignement scolaire en polonais et en français, la confiscation des biens immobiliers et mobiliers, entraînant la paupérisation des patriotes exilés, la torture de ceux qui n'avaient pas réussi à s'échapper et le transfert en Russie des collections des bibliothèques et musées polonais. Il était expliqué que l'armée d'occupation russe maintenait sa position par la seule force, au péril de sa vie.

Les Polonais, restés chez eux, dans leur patrie arrosée du sang de leurs compatriotes, sont impuissants face à une telle oppression militaire et à une telle injustice barbare, mais ils ne manifestent aucune inclination à une soumission servile… Les Russes sont… abhorrée en Pologne, et... [il y a] peu de chances d'une tranquillité durable sous leur tyrannie barbare.[19]

La publication du statut organique provoqua une diatribe contre la perfidie russe. Le *Times* s'interrogeait: comment les nations civilisées d'Europe pouvaient-elles encore faire confiance aux engagements d'un tel gouvernement, ou continuer à convoiter son amitié?[20]

Les légères divergences entre le traitement réservé à la révolte polonaise par le *Times* et par les autres journaux méritent d'être brièvement mentionnées. Le *Morning Chronicle* accorda une grande importance aux efforts déployés en Angleterre pour collecter des fonds en faveur des Polonais. Le journal n'a jamais explicitement préconisé l'intervention anglaise et a trouvé dans ces événements la preuve concluante que la menace russe, qu'il avait auparavant écartée, était illusoire.[21]

Le *Globe* a davantage insisté sur le caractère manifeste de la lutte entre liberté et despotisme.[22] L'*Evening Standard* a trouvé dans le silence des autorités anglaises un prétexte pour attaquer les Whigs, attribuant la défaite polonaise à la politique étrangère pernicieuse de Palmerston.[23] Le *Morning Herald*, contrairement au *Chronicle*, a trouvé des preuves de la menace russe.[24]

La seule voix véritablement dissidente dans la presse métropolitaine était celle du *Morning Post*, journal ultra-conservateur. Seul ce dernier affirmait croire que l'insurrection polonaise n'était qu'une manifestation de l'esprit révolutionnaire qui régnait en Europe. Néanmoins, elle souhaitait que la cause des Polonais soit dissociée de celle de la révolution en général, et espérait même que le tsar reçoive en Pologne un châtiment digne de son apostasie en Grèce.[25] Sa parodie du discours du trône lors de l'ouverture de la session parlementaire qui examina pour la première fois le grand projet de loi de réforme mérite d'être citée.

Le tsar de tous les chanvres et suifs
a récemment condamné à la potence,
une bande de rebelles et de scélérats appelés Polonais,
pas moins de seize millions d'âmes!
Cela me déchire le cœur,
il serait certainement juste d'exécuter quelques-uns pour servir d'exemple,
un ou deux millions par exemple,
et d'épargner les autres, confirmés dans leur devoir,
ainsi par la beauté naturelle de la compassion;
Mais si le vainqueur du Turc,
devait entreprendre cette tâche ardue,
les amis de la liberté, liés par les traités,
et par la loi de l'honneur, comme toujours,
en dédaignant de fomenter l'alarme,
en apportant leur aide par l'argent, les hommes ou les armes,
s'abstiendront encore, à voix basse,
de louer leur royal frère,
et de se dire entre eux:
‚Hélas! Hélas! Et quel bonheur!
La non-intervention est notre règle,
un Don Quichotte moderne est un fou.‘

Ici donc, en tant que rois, alliés et amis,
notre sympathie commence et finit,
et l'Angleterre laisse les Polonais au hasard,
à la D-I, à la providence ou à la France.[26]

Plus tard, le Washington Post oublia sa sympathie pour les rebelles et nia le droit de l'Angleterre à intervenir, puisque le traité de Vienne, déclara-t-il, avait été abrogé par toutes les parties. Il ajoutait: *Aucun peuple… n'a jamais pleinement joui des bienfaits d'un gouvernement bon et paternel que les Polonais égarés…*[27]

L'influence la plus durable de la révolution polonaise sur la pensée anglaise à l'égard de la Russie fut son appel humanitaire. Aux nombreux autres chefs d'accusation portés contre la Russie s'ajoutait un élément, jusque-là presque totalement absent, qui l'associait à un courant particulièrement fécond du développement social de l'Angleterre du XIXe siècle. Si la répression de la Pologne en 1795 avait horrifié les hommes de toutes classes et inspiré les poètes à exprimer les cris de la liberté, ces élans de nationalisme romantique naissant avaient offert au monde plusieurs formules immortelles, mais sans être suivis d'aucune action concrète. En 1830, les Jacobins de la Révolution française, les Hampden Clubs d'Angleterre et l'Association catholique d'Irlande avaient démontré le potentiel de l'activité politique et propagandiste de groupes bien intégrés. Les Grecs, réduits en esclavage et souffrants, devaient incontestablement leur liberté en grande partie à la… Mobilisation efficace des instincts romantiques et humanitaires de la France et de l'Angleterre. Les Polonais ne devraient-ils pas, eux aussi, bénéficier d'un appel comparable à l'opinion publique?

Le 27 décembre 1830, le *Morning Chronicle* publia une lettre de deux messieurs suggérant de lancer une souscription en faveur de la cause polonaise. Un mois plus tard, le rédacteur en chef approuva la proposition, arguant que seules d'importantes ressources financières pourraient sauver la Pologne et qu'une campagne philanthropique contribuerait également à mobiliser l'opinion publique. Le lendemain, il confirma la réception de souscriptions de dix guinées et sept shillings. L'idée fit son chemin. Quelques jours plus tard, une assemblée publique vota une adresse fervente aux Polonais et collecta 13 livres et 14 shillings. D'autres contributions arrivèrent, certaines transmises par un journal de Leicester. La somme totale ainsi recueillie fut modeste - seulement 46 livres et 11 shillings furent mentionnés dans le *Chronicle* mais un mouvement général était né.[28]

Plusieurs Des banquets très courus à Londres et dans les grandes villes de province contribuèrent à susciter l'enthousiasme. Parmi les invités à un dîner donné en l'honneur de l'envoyé polonais, le marquis Wielopolski, figuraient Bowring, Hobhouse, Hume, O'Connell, Buller et Thomas Campbell. Les libertés de la France, de la Belgique, de l'Italie et de l'Espagne furent associées à celle de la Pologne dans des discours et des toasts enflammés. La réunion fut interrompue de façon spectaculaire par le départ des membres du Parlement pour assister au débat sur le projet de loi de réforme. L'accent mis sur la cause de la liberté en général ne nécessite guère de commentaire, mais le fait que la plupart des invités de marque étaient des radicaux notoires mérite d'être souligné. Le compte rendu de la célébration remplit trois colonnes du *Times*.[9] Le gouvernement polonais s'efforça de lever un emprunt de 2 à 3 millions de livres sterling par la vente d'obligations de faible valeur, mais bien que plusieurs grandes banques aient agi comme agents, la nécessité d'offrir un taux d'intérêt extrêmement élevé et de recourir à une loterie témoigne de la faible solvabilité de la Pologne.[30] La présence de mille personnes La présence de Londoniens à une réunion déplorant la chute de Varsovie témoigne de l'influence du mouvement sur l'opinion anglaise.[31]

Cette dernière catastrophe aurait pu décourager les sympathisants anglais et mettre fin à leurs efforts pour aider la Pologne. Thomas Campbell empêcha un tel dénouement. Après avoir mûrement réfléchi au problème, il consacra l'essentiel de son temps, avec l'aide des lords Camperdown et Panmure, de Sheil, Wyse, Mackinnon, de Lacy Evans et d'autres membres de la Chambre basse, à la création, au printemps 1832, de l'Association littéraire des Amis de la Pologne.[32] Les statuts de la société proclamaient qu'elle était *instituée pour la connaissance générale de l'histoire et des événements de l'ancien royaume de Pologne et pour recueillir toutes les informations susceptibles de maintenir dans l'esprit du public britannique un vif intérêt pour la situation de ce pays*. Ses principales activités consistaient en des réunions bimensuelles, une commémoration annuelle spéciale de l'anniversaire de Kościuszko et la publication d'un magazine mensuel. Polonia, la constitution d'une bibliothèque d'ouvrages sur la Pologne et le secours aux exilés en détresse.[33]

Des sections locales furent créées à Hull, Birmingham, Nottingham, Leeds, Glasgow, Édimbourg et probablement ailleurs, grâce notamment aux efforts du comte Plater, devenu un promoteur itinérant. Leurs activités étaient similaires à celles de l'association mère, leur nature plus démocratique palliant certains des obstacles qui limitaient le nombre de membres et l'influence de cette dernière. La section de Hull publiait le *Hull Polish Record*, tandis que celle de Glasgow rendait compte intégralement des travaux de ses assemblées annuelles. Ces deux périodiques contenaient des esquisses de l'histoire polonaise, des documents diplomatiques, des descriptions extrêmement vivantes des cruautés infligées aux Polonais, des reproductions des discours pertinents prononcés au Parlement et des comptes rendus détaillés des réunions de propagande.

L'influence précise de ce mouvement pro-polonais reste sujette à interrogation. Plusieurs de ces sections connurent une longue existence, bien que *Polonia* et le *Hull Polish Record* aient cessé leurs activités prématurément. Elles constituaient un point de ralliement pour les philo-polonais et entretenaient des liens étroits avec les parlementaires sympathisants. Ils jouèrent un rôle déterminant dans la collecte de signatures pour les pétitions adressées au roi et au Parlement. Les principaux exilés, Czartoryski et Niemcewicz, furent nommés membres honoraires et devinrent rapidement des figures influentes de la société londonienne.[34] Le succès des agitateurs pro-polonais au Parlement témoigne peut-être le mieux de l'influence considérable du mouvement.

Durant la session de 1831, la révolution ne fut guère évoquée dans le discours du trône ni dans quelques débats initiés par Hunt, Hume et surtout par le colonel de Lacy Evans. Ce dernier déploya ses efforts les plus importants en août, lors d'une motion visant à publier des informations sur les activités des troupes prussiennes. Il défendit avec véhémence l'idée qu'une Pologne indépendante était un élément essentiel de l'équilibre des puissances et affirma que la Russie avait violé de manière flagrante toutes les libertés garanties par la charte constitutionnelle du traité de Vienne. Lui et ses partisans durent se rendre à l'évidence: l'apathie de la Chambre était manifeste. La motion, à laquelle s'opposait Palmerston, fut rejetée sans vote. Les deux tentatives ultérieures d'Evans pour obtenir une véritable audience sur la question furent tout aussi vaines.[35]

En 1832, la campagne fut menée par Cutlar Fergusson, alors simple député, mais qui devint après 1834 juge-avocat général et membre du Conseil privé. En avril, puis en juin, il provoqua de longs débats sur la conduite de la Russie envers la Pologne. Son discours lors de la première occasion comprenait une analyse détaillée des circonstances de 1815 qui avaient incité Castlereagh à insister sur la création d'un royaume de Pologne séparé, une dénonciation des violations par Constantin des libertés garanties aux Polonais par la Charte *il poussa ses actes de cruauté, d'oppression et de tyrannie si loin que l'endurance humaine ne pouvait plus les supporter* et une affirmation selon laquelle l'abrogation récente de la Charte offrait des motifs amplement suffisants pour une intervention franco-britannique, même si la montée en puissance alarmante de la Russie ne suffisait pas à elle seule. La situation, affirmait-il, était désormais telle qu'au lieu de s'opposer à une expansion aussi insignifiante que celle d'Otchakov, les puissances étaient gangrenées par une forme de terreur et la Russie n'avait plus qu'à menacer de guerre pour parvenir à ses fins. Enfin, il exhorta le gouvernement à tirer profit du sentiment pro-polonais qui régnait dans le pays pour limiter son pouvoir. Le discours de Fergusson, lors de la seconde séance, aborda les mêmes points, mais insista bien davantage sur les atrocités russes en Pologne. En avril, les ministres avaient eu recours au subterfuge habituel du manque d'informations officielles pour faire échouer la motion visant à soumettre à la Chambre des dépêches un rapport sur la Pologne. Néanmoins, Fergusson avait bénéficié du soutien de plusieurs députés éminents, parmi lesquels Labouchere, Lushington, Hume, Ewart, Shiel et Hunt. En juin, la motion similaire ne rencontra aucune opposition; et le nombre beaucoup plus important de députés qui prirent la parole témoigne d'un intérêt croissant pour le sujet, car l'enthousiasme est la seule explication possible d'un discours prononcé sur une motion qui ne rencontre aucune opposition. Aux radicaux s'ajoutèrent les lords Sandon, Morpeth et Ebrington, MM. Gaily Knight, Beaumont alors président de la Société des Amis de la Pologne - Wyse et Baring, Sir Robert Inglis et Sir Robert Peel. Bien que Morpeth défendît la Russie contre l'accusation d'inhumanité, le ton général du débat était bien moins modéré qu'auparavant; Peel, Baring, Inglis et Palmerston furent même contraints de désapprouver les propos tenus par certains membres. Sheil, par exemple, expliqua que:

Il refusait de qualifier Nicolas de scélérat; car il voyait un homme déléguant à son frère en qui l'esprit de Néron avait sans doute réintégré - s'il existait une métempsychose parmi les despotes, le soin de labourer le cœur de la Pologne lorsqu'il le voyait soumettre une nation de héros, puis la déporter en Sibérie, raser les

cheveux gris des nobles au sang des sauveurs de l'Europe, dégrader et asservir les femmes, sans distinction d'âge ni de sexe, et perpétrer un infanticide impitoyable, digne d'Hérode, au cœur même de l'enfance polonaise. En le voyant agir ainsi, et n'épargnant rien d'autre que la damnation, il refusait de le qualifier de scélérat, car ce mot était trop pauvre et incommensurable face à sa dépravation…

Hume ajouta que le tsar était un *monstre sous apparence humaine.*[36]

La seconde motion de Fergusson fut adoptée à l'unanimité, probablement parce qu'elle n'engageait ni la Chambre ni le gouvernement. Il semble significatif que la cause polonaise ait suscité un intérêt croissant, faisant l'unanimité au sein de l'opinion politique anglaise.

Le Parlement s'intéressait cependant davantage à un autre sujet concernant la Russie. Palmerston avait négocié avec Lieven une convention par laquelle l'Angleterre s'engageait à continuer de rembourser la moitié du capital et des intérêts du prêt russo-néerlandais, tel qu'établi en 1815. Bien que la quasi-totalité des membres des deux parlements aient reconnu que la séparation de la Belgique et des Pays-Bas ne libérait pas l'Angleterre de son obligation morale, même si elle la dégageait de la lettre de la convention initiale, plusieurs ont suggéré qu'elle pourrait fort bien refuser d'effectuer les paiements tant que la Russie n'aurait pas rempli son engagement concomitant envers la Pologne. Ces débats sont significatifs de par l'inclusion de la question, somme toute assez hors de propos, de la Pologne, une procédure qui devenait courante dès lors que la Russie était évoquée.[37]

La phase parlementaire de l'agitation pro-polonaise de 1832 semble avoir été principalement l'œuvre de quelques députés, notamment Evans, déjà connu pour ses convictions anti-russes, Cutlar Fergusson et plusieurs membres du bloc radical irlandais. Le caractère général des débats suggère que l'on s'est peu soucié de la stratégie ou de l'organisation d'une campagne, mais la mobilisation de l'opinion publique anglaise n'a pas été totalement négligée. Fergusson était en contact avec Macvey Napier, rédacteur en chef de l'Edinburgh Review, et reporta sa motion d'avril de quelques jours afin qu'elle suive la publication d'un article sur la Pologne écrit par Henry Rich. Cet article fut soigneusement examiné et approuvé par Czartoryski, Niemcewicz et, à son propre gré, par Palmerston - ce dernier le jugea *admirable*, mais insista pour que sa connaissance préliminaire de cet article reste *absolument confidentielle*.[38]

La nature de l'article de Rich explique amplement le désir de secret de Palmerston: il s'agissait d'une critique acerbe de la Russie, dont la force résidait dans la modération de son style. Bien que quelques passages - comme l'affirmation selon laquelle *le malheur de la Russie, et le châtiment de ses voisins, fut d'être devenue puissante et corrompue sans être civilisée…* ou la remarque, concernant le couronnement de Nicolas: *qu'il se rendit à l'autel précédé par les assassins de son père, suivis par ceux de son frère, et accompagné probablement par les siens* fussent moins circonspects, l'article se contentait pour l'essentiel d'exposer des faits. Il s'agissait essentiellement d'un panorama de l'histoire polonaise, qui louait les vertus, sans pour autant ignorer les vices, de ce peuple courageux et illustre, et insistait particulièrement sur la période des partages, la renaissance napoléonienne, la quatrième division qui suivit et la récente révolution. Les derniers paragraphes plaidaient avec force pour l'intervention de l'Angleterre et de la France, intervention soutenue, espérait l'auteur, par l'Autriche afin de préserver le statut établi par le traité de Vienne. Ainsi, l'article expliquait et justifiait implicitement la politique adoptée par Palmerston. Rich a catégoriquement rejeté le point de vue alarmiste *Nous ne faisons pas partie de l'école qui redoute une domination russe* mais il a soutenu que l'une des voies d'accès de la Russie au monde extérieur devait être effectivement bloquée et a conclu qu'un *éclatement de l'ancienne ligue tripartite de partage serait un avantage considérable pour l'Europe dans son ensemble…*

Il admit expressément *que deux grands principes antagonistes divisent désormais l'Europe: la liberté et le despotisme*. Le titre de l'article, *Histoire, injustices actuelles et revendications de la Pologne*, en résumait peut-être le mieux l'esprit. Compte tenu des circonstances de sa rédaction, il faut considérer cet article comme une œuvre de propagande intentionnelle, quoique secrète, émanant en partie de sources polonaises et officielles, et comme la preuve de l'hostilité extrême envers la Russie qui s'était installée dans l'esprit d'hommes pourtant sains d'esprit et respon-sables.[39]

Après l'ajournement du Parlement, une campagne plus soigneusement planifiée fut entreprise. Divers groupes, plus ou moins proches de l'Association polonaise, organisèrent des réunions publiques dans plusieurs grandes villes de province, où des efforts considérables furent déployés pour

susciter l'enthousiasme du public. Celle de Manchester, le 22 août, en fut probablement un exemple typique, bien qu'elle ait reçu une attention plus soutenue de la presse londonienne que les autres. Des sentiments tout aussi incendiaires s'exprimaient dans tout le pays. Le président de séance, un citoyen éminent, déclara qu'il ne pouvait y avoir de divergence d'opinion quant à l'humanité de l'intervention britannique en faveur des Polonais, même si son opportunité méritait un examen attentif. Le premier orateur fut Mark Philips, alors candidat, bientôt élu, au premier parlement réformé de la ville nouvellement dotée du droit de vote. Il regretta l'absence du comte Plater, occupé à organiser des réunions similaires à Leeds et Hull.

[Plater] aurait raconté comment les meilleurs et les plus braves du pays étaient dégradés et enrôlés dans l'armée russe, ou envoyés servir dans des pays lointains. Il aurait raconté comment ces hommes courageux, ces femmes et ces enfants fragiles, étaient envoyés à pied en Sibérie pour travailler dans les mines et subir un esclavage perpétuel; comment des enfants étaient arrachés à leurs parents, des maris à leurs femmes, par un gouvernement dont l'atrocité tyrannique n'avait été égalée que sous Néron. (Applaudissements)

Philips a opposé la violation par la Russie des termes du traité de Vienne imposés à la Pologne au paiement scrupuleux par la Grande-Bretagne des sommes dues en vertu de la convention sur les prêts néerlandais. *Les instigateurs du démembrement de la Pologne envisagent de nouvelles agressions, mais les yeux de l'Europe sont tournés vers l'Angleterre.*

Le deuxième orateur, Richard Potter, élu député de Wigan et cofondateur du *Manchester Guardian*, a invoqué la figure de Constantin pour justifier pleinement la rébellion en Pologne. *Ce monstre sous apparence humaine, qui, insatisfait des moyens d'exécution ordinaires, a mis à mort de ses propres mains le vénérable principal d'une université, simplement parce qu'on disait que ce dernier avait des idées libérales. (Honte à lui !)*

Les orateurs suivants ont réfuté l'idée que la Grande-Bretagne n'était pas en mesure d'entrer en guerre, le rédacteur en chef du *Manchester Times* arguant que les Polonais avaient mené un combat britannique.

C'était notre propre combat. (Applaudissements!) Nous combattions à l'étranger selon le même principe que celui que nous appliquions contre les bourgeois chez nous. La Pologne n'était qu'un de nos avant-postes. Tous les malheurs de l'Angleterre et du continent trouvaient leur origine dans le premier partage de la Pologne. Si ce peuple avait pu rester libre et affranchi, nous n'aurions jamais vu les hordes barbares de Russie ravager toute l'Europe, ni les Calmucs et les Cosaques du despote camper dans les rues et les jardins de Paris… Y avait-il un seul marin dans notre marine, un seul fusilier marin, qui ne se réjouirait pas d'être envoyé se battre pour la liberté et au secours des malheureux Polonais? (Applaudissements!) Il ne faudrait pas grand-chose pour faire sauter le château de Cronstadt aux oreilles du despote russe. (Applaudissements!) En un mois… notre marine aurait balayé tous les navires marchands russes de toutes les mers du globe. (Applaudissements.) Qu'une flotte soit envoyée en mer Baltique pour fermer les ports russes, et que deviendrait alors l'empereur de Russie ? Un Calmuc entouré de quelques tribus barbares, (Applaudissements.) un sauvage, sans plus de pouvoir sur mer, face à l'Angleterre et la France, que n'en avait l'empereur de Chine. (Applaudissements.)

Après d'autres discours du même acabit, la séance s'acheva par l'adoption de plusieurs motions extrêmement belliqueuses, et une pétition adressée au roi, lui demandant d'aider les Polonais, recueillit de nombreuses signatures. Cette séance témoigne une fois de plus de la propension des hommes responsables à exprimer publiquement les sentiments les plus violents.[40]

L'effet le plus tangible de la campagne de propagande menée par les sympathisants polonais fut une série de pétitions adressées au roi et à la Chambre des communes. Les premières n'eurent probablement guère d'effet positif, bien qu'elles aient pu renforcer les sentiments anti-russes de Guillaume. Les secondes, présentées à la Chambre, donnèrent lieu à de nombreux discours incendiaires qui, largement rapportés par la presse, contribuèrent sans doute à alimenter la haine croissante envers la Russie.

Les pétitions qui parvinrent à la Chambre des communes en 1833 provenaient de Hull, Birmingham, Dartford et Glasgow et ne comptaient au total que quatorze mille signatures environ. Au regard de ce nombre, la montagne de labeur n'avait produit qu'une souris. Les pétitions contemporaines relatives à l'abolition de l'esclavage et au respect du sabbat étaient d'une ampleur incomparable. Cependant, ce critère est trompeur, car, dans certains cas, la pétition n'était signée que par les responsables de l'association, ou par le président et le secrétaire de la réunion. Tel fut le cas de la pétition présentée le 24 mai par Thomas Attwood, chartiste et fondateur de l'Union politique

de Birmingham. Les directeurs de l'Association polonaise de Birmingham déplorèrent avec véhémence les injustices subies par la Pologne et s'étendirent longuement sur les avantages que le rétablissement d'un marché libre en Pologne apporterait au commerce britannique. Les pétitionnaires souhaitaient que l'Angleterre coopère avec la France et l'Autriche pour rétablir la situation politique de 1772. Dans son discours de soutien, Attwood affirmait que seule l'apathie britannique avait permis le renversement de la Pologne, car elle semblait alors laisser la Russie s'emparer de Constantinople, et laissait entendre que ces agressions pourraient être suivies d'actions similaires sur la Tamise.[41]

En juillet, Fergusson lança un long débat en présentant une motion de soutien aux pétitions de l'Association polonaise de Glasgow et des habitants de Birmingham, demandant que l'Angleterre ne reconnaisse pas l'expansionnisme russe. Son discours, plus fleuri, abordait les mêmes sujets que l'année précédente, et sa motion fut appuyée par Attwood en des termes encore plus virulents. Palmerston, en réponse, expliqua qu'une protestation avait été formulée contre l'incorporation de la Pologne à l'État russe. Le gouvernement, dit-il, avait décidé que la question ne justifiait pas le risque d'une guerre générale et avait été contraint de ne pas s'y attaquer. Il reconnut la réalité des atrocités. De nombreux autres orateurs examinèrent les relations russo-anglaises dans toutes leurs ramifications, n'excluant pas une possible invasion de l'Inde. O'Connell, Lord Dudley Stuart, Sheil et J. S. Buckingham insistèrent sur la nécessité de contenir la Russie avant qu'elle ne devienne encore plus puissante. La motion, à laquelle s'opposèrent le gouvernement et quelques membres mesurés de l'opposition, qui la considéraient comme une déclaration de guerre, fut finalement rejetée par 177 voix contre 95.[42]

Ce long débat marqua l'apogée de l'agitation visant à obtenir une intervention anglaise en faveur de la Pologne. La motion fut rejetée à une large majorité, mais l'importance de la minorité est significative, car elle avait rencontré une vive opposition de la part d'un cabinet qui, lors de la première session du Parlement réformé, contrôlait entièrement la Chambre. Si certains des membres qui soutenaient la motion étaient peut-être motivés par des considérations partisanes, la liste comprenait les noms de nombreuses personnalités dont plus d'un quart figurent dans le *Dictionary of National Biography* - qui semblaient sincères. La plus grande partie du groupe était composée de radicaux, notamment Attwood, Cobbett, Sir William Molesworth et leurs disciples moins connus. Les Irlandais, menés par Sheil et trois O'Connell, constituaient également un groupe important. La présence des principaux philo-polonais, Evans, Fergusson et Dudley Stuart, s'explique aisément. Cependant, le fait qu'un Whig aussi mesuré qu'Henry Lytton Bulwer qui devint par la suite un diplomate de renom et l'auteur de la biographie *officielle* de Palmerston ainsi que Sir Harry Verney, ancien diplomate, William Ewart et l'échevin Matthew Wood aient quitté leur parti suggère qu'une partie de la minorité croyait sérieusement que l'Angleterre devait adopter une politique de résistance plus affirmée face à l'expansion russe. Cette hypothèse est renforcée par la présence, au sein de la majorité, de la plupart des principaux tories, qui ne pouvaient être guidés par des intérêts partisans, et de philo-polonais aussi éminents que P. M. Stewart et le vicomte Ebrington. En résumé, la Chambre des communes a sérieusement examiné une motion équivalant à une déclaration de guerre.

Le gouvernement avait déjà abandonné la cause polonaise. À la réponse russe à leur *démarche* de soutien aux termes du traité de Vienne, il ne répliqua pas, et même la publication du statut organique en avril 1832 ne suscita aucune protestation supplémentaire. Cependant, les instructions données à Lord Durham lors de sa mission spéciale à Saint-Pétersbourg durant l'été de cette année-là comportaient une section consacrée à la Pologne. Palmerston y expliquait que le sujet était extrêmement délicat et que la Grande-Bretagne maintenait sa position, celle exposée dans la remontrance initiale et dans l'article paru dans *l'Edinburgh Review*. Le gouvernement anglais avait conclu que la situation générale en Europe et les négociations en cours concernant la Belgique, auxquelles les deux puissances étaient associées, rendaient le recours à la force inopportun. Il avait donc décidé de ne pas insister sur ce sujet de manière à aggraver les difficultés existantes sans apporter le moindre avantage à la Pologne. Néanmoins, Durham devait enquêter autant que possible sur les rapports faisant état de l'adoption d'une politique active de russification et sur l'authenticité des atrocités commises en Pologne.[43]

Durham reporta la discussion du problème polonais jusqu'à la veille de son retour à Londres. Lors de ses entretiens avec le tsar et les ministres russes, il se contenta d'exprimer la difficulté pour les

hommes d'État anglais de nier des allégations que la Russie elle-même ne contredisait pas. Nesselrode, en conséquence, rédigea un mémorandum qui fut analysé avec soin à Londres, mais qui ne semble pas avoir convaincu. En ce qui concernait la Pologne, la mission fut sans conséquence.[44]

L'agitation à la Chambre des communes anéantit la légère amélioration des tensions anglo-russes que Durham avait obtenue. Bligh, le nouveau chargé d'affaires, fut contraint de rapporter que le débat avait produit une impression très désagréable sur le tsar et Nesselrode. Les premiers avaient été particulièrement indignés par la déclaration de Palmerston selon laquelle la Russie avait violé le traité de Vienne, tandis que les seconds soutenaient que le gouvernement anglais aurait pu *modérer l'opinion publique… s'il l'avait souhaité*. Bligh rapporta plus tard qu'il y avait peu de risques que cette affaire entraîne une escalade de la répression en Pologne, ce que Durham pensait avoir peut-être évité, mais le gouvernement russe répondit aux arguments britanniques dans un article du *Journal de Saint-Pétersbourg*. Bligh pensait que Nicolas II souhaitait consolider les relations cordiales avec la Grande-Bretagne, que *le langage violent et injurieux employé sans relâche par la presse* tendait à fragiliser et *à rompre définitivement si des débats parlementaires houleux les y encourageaient*. Dans un contexte de fortes tensions avec la Belgique et la Turquie, l'agitation polonaise n'était donc pas sans exacerber les relations anglo-russes.[45]

Après l'échec de leurs objectifs politiques en 1833, les défenseurs de la cause polonaise concentrèrent leurs efforts sur son aspect philanthropique. Ils étaient déjà parvenus à collecter plusieurs milliers de livres pour secourir les exilés indigents, notamment grâce à une fête organisée à Vauxhall Gardens, sous le patronage du duc de Sussex, où neuf mille personnes payèrent un droit d'entrée de quatre shillings. Les fonds recueillis, même par de tels appels, étant insuffisants pour subvenir aux besoins des trois cents réfugiés, un appel à l'aide gouvernementale fut lancé en 1834.[46]

Lorsque la question fut abordée à la Chambre des communes en mars, les ministres refusèrent, malgré l'exemple français, d'allouer des fonds au secours d'hommes, aussi démunis et méritants fussent-ils, qui n'avaient pas servi la nation. En vain, Evans, Verney, O'Connell, Dudley Stuart et Attwood reprirent les arguments déjà si longuement exposés. Mais la presse diffusa à nouveau leurs propos et commenta favorablement leur proposition. Les associations polonaises entreprirent alors une nouvelle campagne de pétitions, présentées à la Chambre fin avril, en mai et début juin. Des interventions privées auprès des ministres les ont incités à ne pas s'opposer à une seconde proposition visant à octroyer 10'000£ aux exilés. Cette allocation, renouvelée chaque année jusqu'en 1852, a sans doute permis d'éviter toute détresse réelle, mais Dudley Stuart, qui après la mort de Campbell devint l'âme du mouvement, jugea nécessaire de compléter l'aide officielle par des dons privés.[47]

Concernant la Pologne, l'Angleterre suivit donc une voie caractéristique de compromis pragmatique. Incapable ou peu disposée à imposer son interprétation du traité de Vienne, elle dut se résigner au refus catégorique et humiliant de la Russie de prendre en considération sa protestation. Les réfugiés polonais bénéficièrent néanmoins de l'élan humanitaire qui animait les actions caritatives, tant publiques que privées. Mais ce succès partiel de l'agitation pro-polonaise ne fut en aucun cas son seul moteur. Les associations continuèrent d'organiser des réunions où résonnaient les louanges de la vertu polonaise et les dénonciations de la perfidie russe, réunions parfois publiées et régulièrement relayées par la presse. Cette propagande inspirée était complétée par des articles de périodiques indépendants et d'autres publications.

La *Westminster Review* fut le collaborateur le plus notable. Dès janvier 1831, elle publia un article extrêmement virulent sur la *Révolution européenne*, principalement consacré au soulèvement en Pologne.

Une seule question demeure: l'Europe abandonnera-t-elle la Pologne? Si elle le fait, c'est par pure charité et par pure humanité, sans mélange de sang, que de prier pour qu'elle soit soumise, pendant encore un demi-siècle, à des barbares plus vils, s'il en est, à des hypocrites plus sanguinaires, s'il en est possible, que ceux qui ont régné et semé le chaos dans toutes ses régions durant les derniers siècles… Le peuple d'Angleterre fut la véritable victime de la guerre, depuis la première alliance des ministres anglais avec les Saints Alliés en 1792 jusqu'à sa fin en 1815. C'est nous qui avons été opprimés, et c'est nous qui entendons maintenant nous relever. Rendez-nous la Pologne! Nos souffrances ont commencé avec la Pologne, et c'est avec elle qu'elles prendront fin. Le mendiant dans les rues, l'homme condamné à la pendaison pour incendie de meu-

les de bois, sont les héritiers de la spoliation de la Pologne. Si les Russes sont repoussés au-delà du Niémen, nous aurons le droit de vote; s'ils franchissent le Dniepr, nous serons débarrassés des Corn Laws. Et si les Polonais parviennent à s'emparer de Smolensko, nous aussi, en matière d'impôts, retrouverons le niveau de 1686… La Pologne est le grenier de Dieu Tout-Puissant; c'est là que devraient pousser des millions de quartiers de blé et des milliards de quarts de pain, qui devraient tomber dans la bouche des enfants affamés… La Pologne doit gagner sa liberté, et nous aussi. Nous sommes tous deux tombés entre les mains de brigands; et nous ne pouvons faire mieux que de poursuivre le combat ensemble.[48]

Des articles ultérieurs ont rappelé la Pologne et la Russie à l'attention des lecteurs de *Westminster*.[49]

Même les périodiques tories ont contribué à maintenir la Pologne dans l'esprit du public en faisant de l'inefficacité de la politique menée à l'égard de la révolution un élément de leur réquisitoire contre le cabinet whig.[50] Seul le très conservateur *Blackwood's Edinburgh Magazine*, à l'instar du *Morning Post*, ne s'est pas joint à la lamentation générale sur la nouvelle soumission des Polonais. Son rédacteur en chef ne pouvait même pas approuver cette révolution, mais il reconnaissait que la Russie constituait le plus grand danger pour le bien-être de l'Europe.[51]

Les pamphlets traitant de la Pologne étaient quasiment unanimes à affirmer que la Russie ne possédait la Pologne qu'en vertu du traité de Vienne, qui l'obligeait à respecter la constitution promulguée par Alexandre. Plusieurs d'entre eux affirmaient que les violations de cette charte, antérieures à la révolution, constituaient une infraction au Traité, lequel recouvrait la liberté d'action des autres signataires et leur permettait, par leur intervention, de rétablir légitimement un État polonais indépendant.[52] Le pamphlet le plus intéressant était sans doute celui de Disraeli, anonyme, intitulé *L'Angleterre et la France, ou un remède à la gallomanie ministérielle*, qui s'attaquait à l'entente whig avec la France et soutenait que l'Angleterre aurait dû exiger de Nicolas II le respect scrupuleux du Traité de Vienne pour la restitution de la Belgique à son beau-frère néerlandais.[53] Plusieurs pamphlets étrangers furent également mentionnés dans la presse.[54]

D'autres ouvrages, peut-être moins éphémères, parus à la même époque, témoignent probablement de l'intérêt général porté au sujet. Samuel A. Dunham, collaborateur régulier, publia dans la revue à bas prix *Lardner's Cyclopaedia* une *Histoire de la Pologne*. Mme Gore, romancière et dramaturge de renom, publia ses *Contes polonais*. La traduction de *Iuri Miloslavski* de Zagoskin, récit extrêmement romantique des luttes de la Russie pour son indépendance face à la Pologne durant le Temps des Troubles, fut enfin achevée. Diverses œuvres poétiques célébraient les vertus et le destin de la Pologne.[55]

L'influence la plus durable et la plus efficace du mouvement polonais semble avoir résidé dans la sphère intellectuelle, dans le biais qu'il a contribué à instaurer dans la stéréotype anglaise de la Russie. Dans les années précédant la révolution polonaise, la presse avait souvent recours à de brefs extraits d'ouvrages sur la Russie pour combler le vide laissé par l'absence de véritables informations. Ces courts paragraphes décrivaient généralement les coutumes étranges d'un pays étranger, mais sur un ton empreint d'une curiosité bienveillante.

Après la révolution, la nature des brèves journalistiques s'est considérablement modifiée. Au début, on trouvait de nombreux extraits de *Polonia* ou du *Hull Polish Record*. Lorsque ces sources d'inspiration furent épuisées, la presse continentale et les récits de voyage en Russie et en Pologne furent mis à contribution pour trouver des documents comparables, qui relataient presque invariablement les atrocités des Russes et les souffrances des Polonais.

Tout aussi significatif fut le changement survenu dans le traitement réservé au tsar. L'accession de Nicolas au trône avait été accueillie avec un intérêt bienveillant par la presse anglaise, dont l'opinion sur sa personnalité restait encore assez floue. La confiance anglaise fut sensiblement ébranlée par les guerres perses et turques, car Nicolas semblait nourrir un vif désir d'étendre son empire là où les intérêts anglais étaient menacés. L'ambition russe devint ainsi un sujet de spéculation inquiète. Mais après la révolution, le tsar était également perçu comme l'oppresseur de la Pologne, le maître d'esclaves nobles, le violeur de femmes, le briseur de ménages, l'assassin d'enfants, bref, un monstre sous apparence humaine.

Ce nouveau stéréotype s'imposa dans l'imaginaire collectif. Presque toutes les références à la Russie et à son tsar, que ce soit au Parlement, dans la presse ou dans la correspondance privée, témoignaient de ce changement. L'appréciation de Nicolas et de ses ambitions devint un élément

incontournable des récits de voyage sur la Russie. Même les morts ne furent pas à l'abri de l'influence de la révolution polonaise. La réputation ambiguë de Catherine et d'Alexandre fut quelque peu réinterprétée: les agissements les moins reluisants de la première firent l'objet de commentaires malveillants, tandis que les premières années libérales du second furent oubliées. Même les actions russes les plus innocentes furent perçues avec suspicion, et toute initiative semblant révéler des ambitions démesurées suscita un tollé d'indignation et d'injures.[56] Il est inutile de multiplier les exemples de ce changement de perspective à l'égard de la Russie; ils apparaissent inextricablement liés à d'autres contextes. La Pologne avait apporté l'élément essentiel de la figure de la victime innocente et noble d'une tyrannie barbare, contribuant ainsi à la cristallisation rapide de la haine anglaise envers la Russie.

[1] F. O. 65/186, nos. 117, 118, Heytesbury to Aberdeen, 17 Aug. 1830.
[2] *Ibid*., nos. 121, 129, 20 Aug., 14 Sept. 1830.
[3] F. O. 65/186, no. 137; /187, nos. 164, 165, 166, 179, Heytesbury to Aberdeen, 2 Oct., 6, 8, 29 Nov. 1830.
[4] Harold Temperley, *The Unpublished Diary and Political Sketches of Princess Lieven* (London, 1925), pp. 162-168; Herbert C. F. Bell, *Lord Palmerston* (2 vols., London, 1936), I, 94.
[5] John Hall, *England and the Orleans Monarchy* (London, 1912), chap, iii, *passim;* Bell, *Palmerston*, I, 112-120; Crawley, *Greek Independence*, pp. 202- 205.
[6] Hall, *Orleans Monarchy*, p. 87; F. O. 65/191, no. 39, Heytesbury to Palmerston, 25 Feb. 1831, received 16 March; F. O. 181/84, no. 11, Palmerston to Heytesbury, 21 March 1831; cf. Wilson, *Sketch, supra*, p. 50.
[7] F. O. 65/191, no. 71, Heytesbury to Palmerston, 13 April 1831.
[8] *Ibid*.; cf. F. O. 65/193, no. 217, Heytesbury to Palmerston, 18 Nov. 1831.
[9] F. O. 65/191, Separate and Secret, no. 84, Heytesbury to Palmerston, 30, 29 April 1831; cf. Hall, *Orleans Monarchy*, p. 88.
[10] F. O. 181/86, no. 40, Palmerston to Heytesbury, 26 Aug. 1831, enclosing Talleyrand to Palmerston and vice versa, 20, 22 July; /87, no. 52, Palmerston to Heytesbury, 23 Nov. 1831; *Hall, Orleans Monarchy*, p. 88; F. O. 65/193, separate and secret, nos. 194, 202, 230; /199, nos. 1, 36, Heytesbury to Palmerston, 1, 8, 18 Oct., 18 Dec. 1831, 2 Jan., 6 April 1832.
[11] *Post*, 1 Jan. 1831.
[12] *Times*, 11 Dec. 1830.
[13] *Times*, 14 Dec. 1830.
[14] *Times*, Dec. 1830, Jan. 1831, *passim*, particularly 23 Dec., 25 Jan.
[15] *Times*, 24 March 1831; cf. *supra*, pp. no, in.
[16] E.g., *Times*, 1 July 1831.
[17] *Times*, 20 July 1831; 29 July, 11 Aug.
[18] *Times*, 17, 20 Sept. 1831.
[19] *Times* , 7 Jan. 1832.
[20] *Times*, 9, 10 April 1832.
[21] E.g., *Chronicle*, 21, 23 Oct. 1830, 18 May, 4, 15 June 1831.
[22] E.g., *Globe*, 13 Dec. 1830, 17 Feb. 1831.
[23] E.g., *Standard*, 13 Aug., 2, 17 Sept. 1831.
[24] *Herald*, 20 April 1832.
[25] E.g., *Post*, 14 Dec. 1830, 17 Feb., 30 Aug. 1831.
[26] *Post*, 3 Feb. 1831.
[27] *Post*, 20, 9 April 1832.
[28] *Chronicle*, 27 Dec. 1830, 22, 23 Jan., 1, 11 Feb. 1831. There is a cursory account of the pro-Polish agitation - Tadeusz Grzebieniowski, “The Polish Cause in England a Century Ago” - in *Slavonic Review*, XI, 81-87.
[29] *Times, Chronicle*, 10 March 1831.
[30] *Times*, 1 July, 20 Aug.; *Chronicle*, 2 Aug. 1831.
[31] *Chronicle*, 22 Sept. 1831.
[32] William Beattie, *Life and Letters of Thomas Campbell* (3 vols., London, 1849), III, 101-140.
[33] *Polonia*, no. 1 and subsequent issues, *passim*. There appears to have been subscribed at least £230.
[34] Cf. *Times*, 30 Dec. 1833; le Strange, *Lieven-Grey Correspondence*, II, 305-332, III, 176; Broughton, *Recollections of a Long Life* (6 vols., London, 1909-11), IV, 210, 214; Adam Guilgud, ed., *Memoirs of Prince Adam Czartoryski* (2 vols., London, 1888), II, chap. xxv.
[35] Hansard, commons, 16 Aug. 1831, cols. 101-108; *ibid.*, 21 June, 8 Aug., 7 Sept., 13 Oct.
[36] Hansard, commons, 18 April, 28 June, 1832, *passim*, quotations cols. 642, 1146-1147, 1143.
[37] E.g., the speeches of Hume, Fane, and Evans in Hansard, commons, 16 July, 7 Aug. 1832, cols. 438, 463, 1209-1214.
[38] British Museum, Additional Manuscript 36,615, fos. 273b, 274, 301, 303, 303b, 307, Rich to Napier, 16 Feb., 26 March, 5, 7 April 1832.
[39] *Edinburgh*, April 1832, LV, 220-270, *passim*, quotations, pp. 234, 248, 261, 269, 264.
[40] *Times*, 25 Aug. 1832 ; cf. D. N. B. on Philips and Potter.
[41] *Parliamentary Papers*, 1833, XLIV, 48, 906, 1347; Hansard, commons, 24 May 1833.
[42] Hansard, commons, 9 July 1833.
[43] F. O. 65/200, no. 2, Palmerston to Durham, 3 July 1832.
[44] *Ibid*., nos. 14, 20, Durham to Palmerston, 22 Aug., 12 Sept. 1832; cf. Chester W. New, Lord Durham (Oxford, 1929), pp. 209-212.
[45] F. O. 65/208, nos. 72, 75, 77, Bligh to Palmerston, 31 July, 8, 17 Aug. 1833.
[46] *Times*, 21 Feb., 4, 7 March, 30 May, 9 July, 14, 20 Aug. 1833, 20 Feb. 1834.
[47] Hansard, commons, 25 March, 3, 9, June 1834; *Parliamentary Papers*, 1834, “Public Petitions,” 122, 198, 226, 264, 289. 303, 383, 418 and appendices nos. 578, 934, 1688; *D. N. B*., “Dudley Stuart.”
[48] *Westminster*, Jan. 1831, XIV, 246, 250-252.
[49] *Ibid*., April 1831, art. XVII, July 1835, art. VIII particularly; cf. July, Oct. 1833, April 1834.
[50] E.g., *Quarterly* , July 1833, XLIX, 527-528; *Fraser’s Magazine* , XIV, 512.
[51] *Blackwood’s March*, April 1832, XXXI, 448-464, 569-591, Oct. 1832, XXXII, 635-638.
[52] “An Englishman“, *The Polish Question Shortly Stated* (London, 1831); *Thoughts on the Present Aspect of Foreign Affairs* (London, 1831); *The Constitutional Charter for the Kingdom of Poland in the Year 1815* (London, 1831); Montagu Gore, *A Letter to the Rt. Hon. Visc. Palmerston on the Affairs of Poland* (London, 1831); *Remarks on the Conduct and Probable Designs of Russia* (London, 1832).

[53] [Benjamin Disraeli] *England and France...* (London, 1832), particularly p. 240.
[54] E.g., Chodzko, *Esquisses polonaises...* (Paris, 1831); Michael Oginski, *Memoires sur la Pologne* (1832).
[55] Samuel A. Dunham, History of Poland (London, 1832); Catherine G. F. Gore, *Polish Tales* (London, 1833); Michael Zagoskin, *The Young Muscovite*, trans. by Frederick Chamier (3 vols., London, 1834) ; W. E. Aytoun, *Poland, Homer, and Other Poems* (London, 1832); *Blackwood's*, Oct. 1832, XXXII, 612-613.
[56] E.g., Robert Bell, *History of Russia* (3 vols., London, 1836-1838), II, III, *passim.*

VI. LA CRISE DE 1933

L'influence néfaste des événements de la révolution polonaise sur le jugement anglais de la Russie et de sa politique apparut immédiatement lors de la crise du Proche-Orient de 1833. Si le succès fulgurant des armées égyptiennes en 1832, l'avancée consécutive des forces militaires et navales russes vers le Bosphore et la conclusion d'une alliance russo-turque à Unkiar Skelessi constituèrent un tournant majeur dans les affaires du Proche-Orient,[1] les débats contemporains autour de ces événements montrent que leur importance fut très peu perçue dans l'immédiat. Leur nature et leur localisation expliquent en partie le peu d'attention que la presse leur accorda. Les efforts de la Sublime Porte pour obtenir l'aide de ses alliés étaient nécessairement secrets, les journalistes n'ayant accès qu'à des rumeurs non fondées. Quant aux événements militaires en Syrie et en Asie Mineure, ils étaient encore plus éloignés des circuits habituels de l'information que ne l'avaient été ceux de la guerre russo-turque. Ainsi, bien que l'arrivée d'un corps expéditionnaire russe ne pût rester secrète, sa présence sur le Bosphore était encore mise en doute à Londres fin avril.[2] Le caractère complaisant des commentaires éditoriaux sur les rares rapports qui parvenaient à Londres et la tendance des articles à conclure par une digression sur les maux de la Pologne témoignent d'une incapacité générale à saisir toute la portée des événements.

Le traitement réservé à ce sujet par le *Times* illustre celui de la presse dans son ensemble et, compte tenu notamment de leur taille et de leur diffusion plus modestes, seules les divergences des autres journaux méritent d'être soulignées. Bien que l'offre d'aide russe à la Turquie ait été officiellement connue à Londres en décembre 1832 et publiquement en février 1833, le premier éditorial du *Times* consacré à cette question parut à la mi-mars.[3] À cette époque, l'offre d'assistance franco-britannique, rapportée par la presse, fut saluée car elle permettrait d'éviter le désastre d'un secours russe et de priver les armées qui, en 1829, avaient atteint Andrinople de la possibilité de camper dans les jardins du Sérail. *Combien de temps encore*, s'interrogeait le rédacteur en chef, *l'Europe va-t-elle être exposée aux ambitions de cette puissance barbare? Chaque jour qui passe… ne peut que nous faire regretter davantage le sort de la Pologne, qui aurait pu faire barrage à l'agression russe, et nous inspirer un désir plus ardent de voir renaître un peuple noble capable de repousser le Moscovite dans ses contrées reculées d'Asie.* La première analyse éditoriale véritablement exhaustive de la situation critique parut début mai, suite à la certitude que 50‘000 soldats russes étaient arrivés à Constantinople.

La Sublime Porte est plus que conquise, elle est protégée…

Nous ne sommes pas alarmistes quant au destin politique du monde et ne souhaitons pas être perçus comme des champions chimériques de l’honneur national contre quelque puissance que ce soit. Cependant, l’avancée irrésistible de la barbarie russe vers l’ouest et le mépris affiché pour nos interventions et nos remontrances, chaque fois que nous avons tenté de freiner ses prétentions arrogantes à l’est, auraient dû nous inciter à adopter une position plus ferme face aux troubles actuels en Turquie.

Comme en mars, l’article comportait une complainte sur le sort de la Pologne.[4]

Quelques articles mineurs parurent les jours suivants, mais ce n’est qu’à la fin du mois que la présence continue de troupes russes à Constantinople, après le règlement officiel du différend entre le sultan et le pacha rebelle, laissa penser au *Times* que la Russie préparait lentement l’opinion européenne à une occupation permanente des Détroits. Même dans ces circonstances, l’affirmation selon laquelle *on ne saurait exercer trop de vigilance, ni faire preuve de trop de vigueur de la part des Puissances qui souhaitent (à juste titre ou non, c’est une autre question) préserver l’équilibre politique actuel de l’Europe* constituait la conclusion timide d’un article dont la modération contrastait fortement avec les remarques formulées au sujet de la guerre de 1829 et des atrocités commises en Pologne.[5]

En juillet, le *Times* déplorait les déclarations incessantes des membres de la Chambre des communes selon lesquelles il ne fallait pas risquer la guerre, car *ces inepties* confortaient Nicolas II dans l’idée qu’il pouvait nuire impunément à la Grande-Bretagne, tout en annonçant qu’il ne souhaitait pas la guerre. La nouvelle du départ des troupes russes fut publiée sans commentaire, et l’épisode fut finalement clos par une remarque concernant les termes du traité d’Unkiar Skelessi:

De telles prétentions impudentes et flagrantes… doivent être accueillies avec mépris, ou combattues avec vigueur, ou faire l'objet d'une annulation formelle.[6]

La suffisance du *Times* était partagée par le *Morning Chronicle* et le *Globe*, les autres grands journaux fidèles au gouvernement whig. Deux articles caractéristiques du premier parurent en janvier et en avril.

Nous nous enorgueillissons d'avoir été parmi les premiers… à réfuter l'idée que la Russie soit une puissance redoutable. Elle ne l'est pas.

L'intervention de la Russie dans les affaires turques jette désormais les bases d'une intervention russe permanente. Si la Russie réussit, nous aurons une seconde Pologne… Nul ne sait comment tout cela finira.

Pourtant, le *Chronicle* n'avait aucune suggestion concrète à proposer pour éviter la catastrophe et jugea apparemment que les termes du traité d'Unkiar Skelessi ne méritaient pas de commentaire éditorial.[7]

Le *Globe*, plus belliqueux, annonça que les puissances ne permettraient pas une nouvelle erreur comme celle de la Pologne, tout en défendant la passivité du gouvernement et en suggérant que les intérêts britanniques en Turquie étaient moins importants que ceux de l'Autriche, voire de la France. Il exprima néanmoins sa consternation face aux conditions du traité d'Unkiar Skelessi. *Il semble probable que la Turquie suivra les mêmes étapes et connaîtra le même sort qu'une nation plus digne, la Pologne… Les progrès de la Russie deviendront sans aucun doute bientôt le principal objet d'attention de ceux qui s'intéressent à la politique étrangère.* L'article concluait cependant que l'espoir de l'Europe résidait dans la coopération cordiale de la France et de l'Angleterre contre le despotisme, sans formuler de critiques à l'encontre de la politique anglaise ni proposer de remède concret aux maux de l'Orient.[8]

Bien que les journaux conservateurs ne fussent pas entravés par une loyauté partisane les empêchant de critiquer la politique anglaise, ils n'accordèrent guère plus d'attention à la crise orientale. La discussion la plus approfondie sur le sujet, parue dans le *Herald* par exemple, établissait la comparaison classique entre le sort de la Pologne et celui de la Turquie, estimait que *cette dernière peut être considérée comme déjà prise dans les griffes de l'ours russe*, et concluait par l'affirmation banale que *les affaires de l'Orient méritent qu'on s'y intéresse*. Lorsque la nouvelle du traité d'Unkiar Skelessi parvint enfin au journal, ce dernier lança une campagne éditoriale incendiaire, mais les Whigs furent aussi sévèrement critiqués que la Russie, car ils lui avaient permis d'acquérir une influence prépondérante aux Pays-Bas, en Espagne, en Allemagne, en Grèce, ainsi qu'en Turquie et en Pologne.[9]

Au Parlement, le sort du sultan suscita encore moins d'attention que dans la presse. À la Chambre des communes, des questions furent adressées aux ministres à cinq reprises, et le sujet fut évoqué de façon sporadique au cours du grand débat sur la Pologne, mais la Chambre ne fut invitée à se prononcer officiellement qu'une seule fois, le 9 juillet. Même alors, après que Cutlar Fergusson et Evans eurent lancé les plus fermes mises en garde contre toute confiance envers la Russie, Bulwer retira sa motion exigeant la production de la correspondance officielle.[10]

La politique que le cabinet adopta lors de la crise de 1833 ne s'inscrivait pas dans la tradition britannique. L'intérêt actif des Anglais pour les affaires turques avait germé durant les guerres napoléoniennes, s'était accru lors des premières phases de la révolution grecque et avait abouti au traité de Londres et à la bataille de Navarin. La passivité qui suivit l'arrivée au pouvoir de Wellington était l'inaction forcée de l'impuissance, car les accès de colère qui ponctuaient la correspondance du duc montrent que ce sont les circonstances, et non la volonté, qui provoquèrent l'abnégation de 1828 et 1829. Le cabinet de Grey s'efforça promptement et avec succès d'acquérir une influence décisive dans les négociations qui permirent finalement à la Grèce de devenir pleinement indépendante du sultan et du tsar. Ainsi, l'incapacité apparente du gouvernement à adopter la moindre politique, incapacité qui contraste si fortement avec le passé et avec l'attitude ultérieure de l'Angleterre, constitue un problème historique resté insoluble. Malgré l'avis de Temperley selon lequel une explication définitive devait attendre la conclusion de l'étude des documents Palmerston par le professeur Webster, certains aspects de la question peuvent être utilement examinés ici.[11]

La passivité anglaise ne saurait être excusée par l'argument selon lequel la crise s'est développée si rapidement que le ministère des Affaires étrangères n'aurait pas disposé des informations nécessaires à l'élaboration d'une politique. Les premières secousses du tremblement de terre égypti-

en atteignirent Londres en mars 1832.[12] Début août, Durham transmit de Saint-Pétersbourg un rapport indiquant que la Russie se préparait à aider le sultan contre son vassal rebelle. Son activité ultérieure, notamment la mission de Muraviev en novembre, incita Bligh, alors chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg, à discuter longuement de la possibilité que la Russie ait offert son aide à la Sublime Porte. Il écrivit:

Une telle procédure serait parfaitement conforme à la politique que, me semble-t-il, ce pays mènera à l'avenir à l'égard de la Sublime Porte: non seulement saisir toutes les occasions d'apaiser les craintes et les jalousies tenaces de son voisin en montrant, en premier lieu, son désir de préserver l'Empire ottoman, en retirant ses agents commerciaux des zones de révolte et en envoyant des missions amicales pour lui apporter un soutien moral dans l'adversité, mais aussi être prêt à saisir la première occasion où ses autres alliés pourraient refuser une aide matérielle, pour l'offrir spontanément au Sultan et, en sauvant l'Empire ottoman de la destruction, assurer au moins l'existence d'un voisin impuissant (dont le seul objectif, pendant un certain temps, serait de maintenir ses propres sujets sous un contrôle direct grâce à l'aide russe) et empêcher le triomphe de celui qui pourrait inciter les sujets musulmans de Russie à la révolte, ce qui, comme l'ont démontré les événements de Géorgie, ne serait pas difficile.

Bligh prédit également que la Russie pourrait, en guise de récompense, accorder à ses navires le libre passage des Détroits et, éventuellement, la cession d'une île de l'Adriatique pour y établir une base navale.[13]

La dépêche prophétique de Bligh n'arriva à Londres qu'après le refus de la demande d'aide turque, mais son analyse remarquablement perspicace des intentions de la Russie et sa prévision exacte de son action ne furent pas trop tardives pour induire un changement de politique à Londres. Un mois plus tard encore, réitérant son évaluation de la situation, il pouvait encore faire état de préparatifs, non pas encore de leur réalisation. À cette époque, il écrivit que, bien que la magnanimité de Nicolas II, qui avait sauvé la Turquie sans chercher son propre avantage, fût souvent évoquée, il était peu probable que *le souverain actuel s'écarte du système invariablement suivi par ses prédécesseurs, consistant à obtenir de grands avantages pour son empire grâce à des concessions commerciales des Turcs, et à renforcer sa puissance maritime, auquel il est si assidu…*. La portée de cet avertissement fut atténuée par le récit d'une conversation avec Nesselrode sur la situation générale en Europe. Le vice-chancelier avait exposé le regret de la Russie face à la disparition - selon l'expression du tsar alors en vogue à la cour de *l'ancienne Angleterre*. L'étroite coopération de l'Angleterre avec la France rendait difficile *de cultiver avec autant d'assiduité, comme par le passé, une bonne entente entre l'Angleterre et la Russie…*. Bligh répliqua que la conduite de la Russie à l'égard de l'Allemagne, de l'Italie et de la Belgique renforçait inévitablement l'alliance franco-britannique. L'analyse finale de Bligh sur la position de la Russie en Europe a peut-être influencé la politique anglaise.

Je crois pouvoir assurer Votre Seigneurie, après avoir observé avec la plus grande attention la situation et l'état d'esprit qui règnent dans ce pays, que… ce gouvernement ne cherchera pas la guerre, ni même ne sera disposé à y participer, tant que l'Angleterre et la France, en restant cordialement unies, garantiront… le maintien de la paix… Le comte Nesselrode m'assure qu'une guerre non provoquée est hors de leur portée. Je suis pleinement convaincu qu'il exprime ici le sentiment du cabinet russe, ainsi que celui de l'Empereur dans ses moments de réflexion la plus profonde… La Russie ne peut en aucun cas tirer profit d'une guerre. Je considère qu'une querelle sérieuse avec l'Angleterre est tout à fait inenvisageable. Elle y a été contrainte à deux reprises, une fois par un souverain intérieur, une autre fois par un tyran étranger. Le résultat de ces expériences ne risque guère d'inciter ses souverains à les répéter, et ils ne se priveront pas non plus, à la légère, de ce marché pour leurs produits qui soutient la fortune chancelante de leur noblesse et contribue si considérablement à remplir les caisses de l'État… Dans l'éventualité où l'Empereur prendrait la décision chevaleresque de soutenir ses alliés néerlandais par une démonstration de force isolée, il pourrait éventuellement embarquer (si, au printemps, les négociations n'étaient toujours pas terminées) quelques milliers de ses gardes à bord de sa flotte de Cronstadt afin de les envoyer dans l'Helder; mais même alors, je ne peux m'empêcher de penser que l'ajout de quelques navires supplémentaires à la flotte de Sa Majesté en mer du Nord le ferait hésiter à confier sa marine à l'extérieur du détroit.[14]

L'allusion de Bligh à une possible escarmouche anglo-russe en mer du Nord reflétait le désaccord persistant concernant la Belgique, que Durham n'avait pu résoudre entièrement. Mais elle revêt également un intérêt insoupçonné, car elle corrobore en partie l'explication extraordinairement naïve avancée par Palmerston huit mois plus tard pour justifier le refus des Anglais de porter secours au sultan: le maintien des blocus au large des côtes de Hollande et du Portugal exigeait la pleine puissance de la marine de Sa Majesté.[15] Plus significatif encore est le fait que son analyse des

sources de tension anglo-russes en janvier 1833 ait quasiment ignoré la crise turque. Il ne fait guère de doute que Palmerston et son cabinet étaient tellement préoccupés par plusieurs problèmes cruciaux en Europe occidentale qu'ils n'ont pas saisi la véritable importance des événements au Proche-Orient.

Le refus courtois des Britanniques d'accorder l'aide demandée par le sultan s'accompagnait de l'espoir exprimé que les ressources turques seraient suffisantes et fut formulé avant même que ne parvienne la nouvelle de la bataille de Konieh, qui ouvrait la voie à Constantinople pour l'armée égyptienne. Le fait que la décision du cabinet ne fût communiquée officiellement à l'ambassade de Saint-Pétersbourg qu'en mars 1833 semble toutefois indiquer que Londres n'avait pas saisi immédiatement toute la portée de la victoire d'Ibrahim. De plus, même en avril, Palmerston minimisait le danger égyptien car, contrairement à la plupart de ses contemporains, sceptique quant à la puissance égyptienne, il pensait que Mehemet Ali n'oserait pas *s'opposer à l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne et la Russie, dont chacune aurait pu l'écraser d'un simple claquement de doigts*.[16]

La politique britannique fut par ailleurs compliquée par le hasard: les représentants à Saint-Pétersbourg et à Constantinople étaient tous deux *chargés d'affaires par intérim*. Stratford Canning avait certes été nommé ambassadeur en Russie, mais il était si *persona non grata* que le tsar refusa de le recevoir. Les longues négociations qui s'ensuivirent exacerbèrent l'amertume déjà engendrée de part et d'autre par les différends belges, ibériques, polonais et autres, et Nicolas II persista dans son refus.[17] Le fait qu'à aucun moment avant le *dénouement de l'affaire* Unkiar Skelessi, son agent à Saint-Pétersbourg n'ait reçu d'instructions concernant la Turquie témoigne de cette tension et de la conviction apparente de Palmerston que le problème oriental se réglerait de manière satisfaisante sans participation active des Britanniques. Cette volonté de minimiser l'importance de l'affaire se reflète également dans son accord pour permettre à Lord Ponsonby, le nouvel ambassadeur auprès de la Porte, de séjourner à Naples pendant plusieurs semaines.Sa volonté de minimiser cet incident se reflète également dans son accord pour permettre à Lord Ponsonby, le nouvel ambassadeur auprès de la Porte, de s'attarder à Naples pendant plusieurs semaines, même en admettant la véracité de l'excuse du navire pris dans les vents, qui paraissait spécieuse à ses détracteurs à la Chambre des communes.[18]

À ces diverses explications de la passivité britannique s'ajoutent plusieurs autres considérations. La politique française en Méditerranée, notamment lorsque Méhémet Ali était impliqué, n'était pas exempte de soupçons. Après l'échec de Wellington et d'Aberdeen à obtenir de Polignac l'engagement d'évacuer Alger, Palmerston devait se prémunir contre un partage franco-égyptien des portions du littoral nord-africain encore plus ou moins sous contrôle ottoman. Ainsi, bien que la France ait finalement aidé la Russie à obtenir un règlement entre Mahmoud et Méhémet Ali - l'accord de Koutaïa étant bien plus le fruit d'une médiation française que d'une intervention militaire russe - elle était probablement tout aussi soucieuse de protéger le pacha que le sultan.[19] Incapable de faire entièrement confiance aux Français, mais, en raison du problème belge plus crucial auquel la coopération franco-britannique apportait lentement une solution satisfaisante, et ne voulant pas risquer une querelle avec eux, Palmerston a dû être fort perplexe quant à l'élaboration d'une politique à l'égard du Proche-Orient. La tâche n'était certainement pas facilitée par l'absence d'un agent véritablement responsable à Constantinople et par le délai habituel d'un mois pour recevoir des nouvelles. Ne pouvait-on pas compter sur l'antagonisme notoire entre la France et la Russie pour aboutir à une solution de compromis qui corresponde au mieux aux intérêts britanniques? La France pouvait difficilement installer Méhémet Ali sur le trône de Constantinople alors que Mahmoud était protégé par une armée russe. Ses efforts de médiation semblaient, en revanche, priver le tsar de toute raison de ne pas rappeler ses troupes. Palmerston écrivait en mars: *Roussin [l'amiral et ambassadeur français] a réglé de façon magistrale le différend turc… et a bien fait de renvoyer l'amiral russe la queue entre les jambes. Le Russe sera sans doute furieux, mais cela n'aura aucune importance.*[20] La France inspirait moins d'inquiétude, car sa position en Europe, notamment vis-à-vis de la Belgique, dépendait de l'entente avec l'Angleterre.

Contre le danger russe, il existait encore une autre garantie. Les intérêts de l'Autriche au Proche-Orient semblaient bien plus importants que ceux de l'Angleterre, mais identiques. De Vienne, Palmerston reçut plusieurs assurances répétées que la Russie, elle aussi, ne désirait que la préservation de l'intégrité turque. L'envoi de l'expédition russe à Constantinople apparut à Metternich com-

me une preuve supplémentaire des bonnes intentions de Nicolas II, mais on ignore dans quelle mesure Palmerston a cru aux confirmations viennoises de l'opinion de Bligh. S'il ne les a pas totalement écartées, il leur a accordé une importance disproportionnée, car même après que la conclusion de l'alliance russo-turque se soit répandue dans plusieurs capitales européennes, Metternich n'y a pas prêté attention. Le chancelier s'exprima avec force, *si franchement et sans réserve qu'il inspirait… une confiance totale* à Sir Frederick Lamb. De plus, Metternich admit que:

L'empereur de Russie… considère la succession aux possessions ottomanes comme son droit, mais bien qu'il la juge inévitable à terme, il ne voudrait pas la compromettre en affirmant prématurément ses droits. Il sait qu'en Europe, il ne pourrait s'approprier aucune partie des possessions turques sans une guerre contre l'Autriche. Il ne peut entreprendre d'opérations d'envergure en Asie sans sacrifier son influence en Europe…

Plus tard, Metternich informa Lamb que Tatishchev, l'ambassadeur de Russie, avait reçu pour instruction de dire à l'empereur d'Autriche que Nicolas, ayant beaucoup entendu parler du système de Catherine II, avait entrepris des recherches infructueuses dans les archives pour en trouver la formulation. Nicolas souhaitait *assurer à l'empereur d'Autriche que ce système n'est pas le sien, [et] qu'il prend l'engagement solennel, si l'Empire ottoman venait à s'effondrer, de ne s'en approprier aucun village.*[21] Du point de vue anglais, le serment ressemblait étrangement aux serments de 1826-1829.

La conduite du gouvernement russe était toutefois conforme aux protestations du tsar. Bligh fut rapidement informé par Nesselrode que la nouvelle demande d'assistance de la Sublime Porte avait été acceptée et que les forces nécessaires étaient sur le point de partir pour Constantinople; il fut tenu au courant des développements ultérieurs. Malgré ces confidences, l'inquiétude de Palmerston quant aux conséquences probablement subversives d'une quasi-occupation russe de Constantinople fut communiquée aux ministres turcs, et non aux ministres russes. Bien que le ton des conversations de Bligh avec Nesselrode fût en accord avec la conduite de son collègue à Constantinople, il s'agissait d'une décision de sa propre initiative, et non d'une action suivant les ordres de Londres. L'attitude réservée de Palmerston envers la Russie fut encore illustrée par ses instructions: si le consul à Alexandrie devait communiquer librement et confidentiellement avec ses collègues autrichiens et français, il devait se contenter d'accepter, sans solliciter, la confiance de l'agent russe.[22] La seule action concrète de l'Angleterre eut lieu au Proche-Orient. Ponsonby reçut pour instruction d'insister fortement auprès de la Sublime Porte sur l'importance d'obtenir le départ des forces russes au plus vite; l'escadre méditerranéenne fut envoyée aux Dardanelles, bien après qu'une telle manœuvre aurait pu influencer le comportement des Égyptiens, et même alors, elle ne fut pas autorisée à pénétrer dans le détroit. Palmerston pensait que les Russes se retireraient sans persuasion énergique.[23]

Bien qu'une explication définitive de la politique britannique durant les phases critiques de la crise du Proche-Orient de 1833 doive attendre les conclusions d'une étude approfondie des documents Palmerston, les éléments contenus dans les documents officiels semblent justifier la conclusion que Palmerston souhaitait faire confiance à la Russie en cette occasion, mais ne pouvait dissiper toute suspicion. Dans un contexte où l'Angleterre, entravée par d'autres engagements, était incapable d'exercer une influence décisive, il espérait que les jalousies et les intérêts particuliers de l'Autriche, de la France et de la Russie aboutiraient à un compromis acceptable pour l'Angleterre.

L'arrivée à Londres, fin juillet, de la nouvelle incontestable de la conclusion du traité d'Unkiar Skelessi mit fin brutalement aux incertitudes britanniques concernant la Russie et à l'ambiguïté de sa politique levantine. Le premier réflexe de Palmerston fut d'empêcher la ratification du traité par le sultan et, à cette fin, il accepta sans tarder une proposition française de *démarche conjointe* à Constantinople. Cette procédure s'avérant tardive, les deux gouvernements, après avoir protesté de manière concertée à Constantinople et à Saint-Pétersbourg, estimèrent que le traité violait les obligations de la Turquie envers les autres puissances et entraînait une modification intolérable de l'équilibre des puissances en Europe. La Russie et la Turquie défendirent fermement leur droit, en tant qu'États indépendants, de conclure une telle alliance. Bien que la France et l'Angleterre aient reconnu ce point de vue, elles informèrent les deux alliés que, si le *casus foederis* se présentait, leur décision serait prise sans tenir compte du traité. La déclaration anglaise suscita de la Russie une réfutation hautaine, suivie d'un échange de notes plus mesuré, où chaque gouvernement exposa sa position sans équivoque et reconnut son désaccord.[24] Si la conclusion du traité d'Unkiar Skelessi marqua un tournant dans la politique anglaise envers la Russie et la Turquie, ce fut un

tournant non pas tant parce qu'à l'époque de sa signature la Russie jouissait d'une influence sans précédent à Constantinople, mais parce que les implications du traité convainquirent le Foreign Office que la Russie poursuivait une politique soigneusement élaborée pour s'assurer la possession définitive de la partie européenne de l'Empire ottoman. Pour ceux qui avaient été enclins à accorder un crédit mitigé aux assurances de désintérêt russe, les termes du traité ne pouvaient être qu'un choc brutal. De plus, on soupçonnait fortement l'existence de clauses secrètes supplémentaires. Certes, la Russie n'avait obtenu aucun avantage tangible, mais elle semblait avoir établi un protectorat sur la Sublime Porte qui équivalait à un contrôle effectif de l'Empire. Au vu de sa conduite récente envers la Perse, la révolution grecque et la Pologne - actions dans lesquelles, tout en violant l'esprit, elle avait peut-être respecté la lettre de ses engagements plus ou moins formels - qui pourrait douter que, derrière ses dénégations répétées d'ambition, elle était déterminée sans scrupules à atteindre le but supposément envisagé par tous les souverains russes depuis Pierre le Grand? Palmerston et ses associés, piqués au vif par la tromperie dont ils pensaient avoir été victimes, n'en doutaient certainement pas.

Leur méfiance s'aggrava à l'automne du secret qui régnait lors des conférences des souverains et des ministres des Affaires étrangères des trois autocraties à Schwedt et Münchengrätz. Metternich, qui avait persisté, malgré les rapports les plus crédibles, à nier l'existence du traité d'Unkiar Skelessi, dut certainement être acheté par le tsar; un accord pour le partage de la Turquie dut être conclu.[25]

Palmerston invoqua ces circonstances pour expliquer et justifier la politique à l'égard de la Turquie qu'il exposa dans une dépêche extrêmement belliqueuse adressée à Ponsonby début décembre. Il exprima également son opinion sur la Russie et sa politique en des termes sans équivoque.

Il ne fait aucun doute que le gouvernement russe s'emploie activement à mettre en œuvre les projets d'expansion vers le Sud qui, depuis le règne de Catherine II, constituent un élément central de la politique russe. Le Cabinet de Saint-Pétersbourg, lorsqu'on aborde sa politique étrangère, se contente généralement de déclarations d'indifférence absolues; il proclame que, satisfait des vastes limites de l'empire, il ne souhaite aucun accroissement territorial et a renoncé à tous les projets d'agrandissement imputés à la Russie sous les anciens souverains, tout en avouant douter qu'ils aient jamais été envisagés.

Malgré ces déclarations, force est de constater que les empiètements de la Russie ont continué de progresser de toutes parts avec une constance et une détermination sans faille, et que presque toutes les opérations d'importance auxquelles la Russie a participé ces dernières années ont, d'une manière ou d'une autre, contribué à modifier son influence ou son territoire. Les récents événements au Levant lui ont, en effet, permis, par un concours de circonstances malheureux, de faire un pas de géant vers la réalisation de ses desseins envers la Turquie. Il devient donc primordial, pour les intérêts de la Grande-Bretagne, d'examiner comment empêcher la Russie d'accroître l'avantage et s'il est possible de la priver de celui qu'elle a déjà acquis.

Palmerston expliqua ensuite que la fâcheuse tendance de l'Autriche à flatter la Russie avait entravé toute politique franco-britannique de riposte et rendu impossible toute confiance future en elle. Ponsonby reçut l'ordre de faire comprendre à la Sublime Porte la folie d'une alliance avec son plus grand ennemi et la valeur de l'amitié anglaise, car sa puissance navale lui permettait d'exercer un contrôle efficace sur les activités égyptiennes. Derrière ce conseil franc se cachait une menace. *Mais si le gouvernement britannique devait se trouver contraint de choisir entre l'établissement à Constantinople du pouvoir de Méhémet Ali et la soumission de cette capitale au pouvoir russe, il nous serait impossible de ne pas préférer la première option.*[26]

Palmerston s'attendait à ce que la Russie ne tarde pas à réagir et jugeait la guerre probable. L'ampleur de l'inquiétude ressentie par le cabinet transparaît dans sa décision, prise au printemps, lorsque les conditions météorologiques rendirent à nouveau les mouvements de troupes aisés, d'autoriser le commandant de l'escadre méditerranéenne à franchir les détroits pour défendre Constantinople contre une attaque russe, sans attendre d'instructions supplémentaires de Londres. Que Ponsonby, farouchement russophobe, ait eu le pouvoir discrétionnaire d'entreprendre une démarche équivalente à une déclaration de guerre ne s'explique que par la suspicion que la Russie puisse agir si rapidement qu'il faille prendre des mesures de représailles avant même que des instructions ne parviennent de Londres.[27]

Il serait superflu d'apporter d'autres preuves de la consternation du cabinet face au traité d'Unkiar Skelessi, mais un article paru dans l'*Edinburgh Review* d'octobre 1833 mérite d'être mentionné comme une prise de position quasi officielle en faveur de la politique whig. Cet article était signé Henry Rich, auteur de l'article sur la Pologne paru en 1832, qui informa Napier qu'il avait accès

aux documents nécessaires. Ainsi, bien qu'aucune preuve ne subsiste, il est fort probable que l'article bénéficiait au moins de l'approbation tacite du ministre des Affaires étrangères. Présenté comme une critique de l'ouvrage de Urquhart, *Turkey and Its Resources*, il s'agissait en réalité d'une analyse approfondie de la question du Proche-Orient au lendemain du traité d'Unkiar Skelessi.[28]

Rich introduisit son article par une analyse de la situation de la Turquie, s'appuyant largement sur les travaux d'Urquhart, dont les conclusions furent reprises presque sans réserve. Il présenta ensuite un panorama de l'expansion russe depuis le traité de Karlowitz, insistant sur ses relations avec la Pologne, dont le sort était perçu comme un avant-goût de celui qui attendait la Turquie. Une attention particulière fut portée aux atrocités russes commises dans les Balkans durant la récente guerre, atrocités qui, selon lui, étaient du même ordre que celles, trop notoires, pour avoir été perpétrées en Pologne. La Sublime Porte fut avertie avec insistance que les dangers de l'amitié russe n'étaient pas moindres que ceux de son hostilité.

Nous le répétons, la Turquie a tout à craindre de la Russie et tout à gagner de ce pays… Notre objectif, autant que notre intérêt, est de lui conférer les avantages mutuels des échanges commerciaux, de l'aider à recouvrer sa puissance et à réformer son gouvernement corrompu et oppressif; bref, d'empêcher son absorption par la Russie. Si elle accepte ces avantages et cette aide, tant mieux. Mais à défaut, il est de notre devoir de rechercher d'autres alliés et d'ériger d'autres remparts contre les rêves de cinquième monarchie de l'empereur Nicolas et de ses nobles semi-barbares.

Un tel rempart contre la Russie, pensait Rich, pourrait être créé par le rétablissement de l'État arménien et l'agrandissement de la Grèce, de la Perse et de l'Égypte. La politique pacifique menée par l'Angleterre depuis 1815 avait permis à la Russie, notait-il, de prendre la tête de la *Sainte* alliance, laquelle avait étouffé tout élan libéral en Europe centrale et avait dupé l'Autriche et la Prusse, les entraînant dans son jeu. L'Angleterre avait préféré ne pas risquer une rupture de la paix générale, mais sa tolérance envers les prétentions russes avait ses limites.

Pour l'intégrité de ses propres possessions, elle ne nourrit aucune crainte; elle n'a pas non plus la vaine et insensée idée d'acheter la paix au prix de la soumission, qui ne l'a jamais garantie. Par conséquent, chaque fois que la Russie donnera l'impression que la fidélité aux traités, ou l'honneur et l'indépendance de ce pays, sont compromis par une acceptation de ses prétentions arrogantes, elle ressentira dès cet instant la puissance de la Grande-Bretagne jusqu'au cœur même de son immense empire.

Ce sont là de nobles paroles; mais nul n'est mieux placé que les dirigeants actuels de la Russie pour en apprécier la vérité et la portée. Ils sont pleinement conscients de la faiblesse de leur propre État et de la dignité dont ce pays a fait preuve. Ils savent que leur empire est une masse ingérable, totalement inapte aux guerres longues et lointaines… La Russie se trouve aujourd'hui, et ce depuis l'accession au trône de l'empereur Nicolas, dans une situation critique et précaire. Elle est cernée par la vengeance latente de ses provinces polonaises dévastées, dont le traitement suscite l'exécration de l'humanité par ses barbaries… Mais si la Russie persiste dans son orgueil et s'obstine à défendre Constantinople, un usage vigoureux de la force pourrait éviter une guerre prolongée et générale… Nous ne doutons guère que le barrage de la mer Baltique et de la mer Noire par nos flottes, la destruction de sa marine et l'anéantissement de son commerce, qui seraient le résultat facile et peu coûteux d'une seule campagne, la ramèneraient à la raison; et d'autant plus que le premier coup de feu tiré dans ce conflit signifierait la restauration du royaume de Pologne.[29]

Le contraste entre le ton de l'article de l'*Edinburgh* et la tonalité généralement apaisée de la presse est accentué par le traitement réservé à la question orientale par les autres grands périodiques. Pour le *Quarterly*, les événements de Constantinople ne faisaient qu'ajouter un élément de plus à son réquisitoire général contre la politique étrangère et intérieure des Whigs. *L'occupation de Constantinople par une armée russe!* réalisait certes les ambitions de Catherine, mais n'avait guère plus d'importance que les erreurs de Palmerston au Portugal et en Grèce. En juillet, le *Westminster* reformulait ses analyses précédentes sur la montée en puissance insidieuse et les ambitions de la Russie, mais suggérait que si la Russie était sur le point de concrétiser ses projets iniques, le gigantesque empire qui en résulterait se scinderait inévitablement en deux parties dont les relations seraient probablement conflictuelles. L'ensemble du problème, pensait-on, faisait partie intégrante du conflit général plus vital qui opposait *les principes antagonistes de la lumière ou du libéralisme d'une part, et les ténèbres et la Russie d'autre part*…. En octobre, la *Westminster*, à l'instar de *l'Edinburgh*, publia une recension de l'ouvrage d'Urquhart, *Turkey and Its Resources*, mais son principal intérêt résidait dans l'éclairage qu'il apportait sur le jeune royaume de Grèce et sur les îles Ioniennes. Elle nota avec satisfaction que l'impôt direct et la décentralisation gouvernementale étaient l'espoir de l'Orient autant que de l'Occident, et ajouta que l'Autriche, et non la Turquie, constituait le rempart adéquat contre la Russie, si l'on ne pouvait confier les Détroits à un Danemark

oriental. La *Foreign Quarterly Review*, elle aussi, nourrissait une aversion pour la Turquie et la Russie. Tout en louant l'ouvrage d'Urquhart sur la Turquie, elle rendit hommage aux réalisations de Méhémet Ali. Elle conclut que l'*entente* franco-britannique pouvait faire face aux ambitions russes. Le *Blackwood's Magazine* publia plusieurs articles abordant l'expansionnisme russe, mais, à l'instar du *Quarterly*, il n'y voyait que des preuves supplémentaires de l'incapacité du cabinet whig jacobin à défendre les intérêts de la nation.[30]

L'article paru dans l'*Edinburgh* était en parfaite adéquation avec les idées de Palmerston, qu'il ait été ou non directement inspiré par le Foreign Office. Si l'expression de sentiments aussi belliqueux par un organe si étroitement lié au ministère - plusieurs dirigeants whigs, notamment le Lord Chancelier Brougham, y contribuaient régulièrement - mérite une attention particulière, sa caractéristique la plus significative résidait dans l'exposé complet de la politique que l'Angleterre allait mener envers la Russie et la Turquie durant le reste de la décennie. Constatant que les forces russes ne retournaient pas immédiatement à Constantinople, Palmerston s'attacha à obtenir l'annulation effective du traité d'Unkiar Skelessi par la conclusion d'une garantie générale de l'intégrité de la Turquie et à encourager sa régénération. Aucun effort ne fut épargné pour inciter le sultan à adopter le programme que Rich avait tiré d'Urquhart: une politique de confiance amicale envers la Grande-Bretagne en matière de politique étrangère et de réformes politiques et économiques profondes en Angleterre.[31]

L'article de Rich constituant la première indication, même semi-officielle, que l'Angleterre pourrait tenter de faire d'une Turquie rajeunie un rempart contre l'avancée russe au Proche-Orient, ses sources d'inspiration sont d'un grand intérêt. L'influence des idées d'Urquhart ne peut être déduite que des éloges reçus par son ouvrage, du fait que la plupart de ses idées furent adoptées et de la remarque de Rich: *Le livre de M. Urquhart est l'œuvre d'un homme de bon sens et d'observation, quoique teintée de certains préjugés et partiaux.*[32] Il n'existe aucune preuve permettant d'affirmer que Palmerston et les Whigs devaient leur politique future à David Urquhart. L'idée générale a forcément dû effleurer l'esprit de quiconque a examiné avec objectivité les méthodes possibles pour contenir la Russie. En revanche, il convient de s'interroger sur le revirement de Palmerston quant à l'opportunité, et notamment à la possibilité, d'une régénération turque.[33] L'ouvrage d'Urquhart se distinguait par sa nature même de toutes les études antérieures sur l'Empire ottoman. Ses informations étaient tellement plus complètes, et nombre de ses conclusions si bien étayées, qu'il a non seulement suscité un vif intérêt dans la presse, mais a également valu à son auteur la réputation d'expert des affaires orientales.[34]

David Urquhart, né en 1805, devint, à peine âgé de vingt-cinq ans, le chef titulaire d'un clan des Highlands, mais son éducation et toute son expérience furent continentales. D'un tempérament passionné et mystique, il était animé d'un zèle impérieux dans la poursuite de ce qui, à ses yeux, était juste. Il eut la chance de s'attirer, auprès de nombre de ses contemporains, une estime et une influence qui, du fait de l'extravagance de ses idées et de sa conduite, ont déconcerté ceux qui n'étaient pas sensibles à son charisme. Conscients, non sans une certaine gêne, qu'il pouvait inspirer confiance et enthousiasme à bien des âmes habituellement impassibles, ces derniers furent incapables de comprendre comment ses idées, en apparence absurdes, pouvaient résister à un examen sain et critique. Avec son enthousiasme débordant, son énergie prodigieuse et sa foi inébranlable en sa mission, il aurait pu, dans d'autres circonstances, devenir le messie d'un renouveau religieux.[35]

La première rencontre d'Urquhart avec l'Orient suivit son engagement dans le groupe de zélotes qui luttaient pour l'indépendance des Grecs. Après la victoire des rebelles grâce à l'intervention de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, il explora peu à peu plusieurs régions de l'Empire ottoman et, comme beaucoup d'autres, découvrit chez les Turcs des qualités insoupçonnées. Plusieurs années de voyage et de séjour lui permirent d'acquérir une connaissance de la région peut-être supérieure à celle de n'importe lequel de ses contemporains, ainsi qu'une compréhension si profonde de la vie turque que, malgré sa foi chrétienne, il fut accueilli dans les cercles musulmans dont les Francs étaient généralement exclus. À son retour en Angleterre, fin 1832, il tira profit d'une amitié familiale avec Sir Herbert Taylor, secrétaire particulier de Guillaume IV, pour accéder aux plus hautes sphères du pouvoir. Taylor avait été très impressionné par les récits d'Urquhart sur la situation en Orient et constata que le roi, à qui ses lettres avaient été présentées, souhaitait faire la connaissance de l'auteur. Encouragé par ces puissants protecteurs, Urquhart entre-

prit de se préparer à la carrière diplomatique qu'il avait déjà entamée par une brève mission secrète confiée par Stratford Canning. Il fut convenu que la meilleure façon d'acquérir la réputation requise serait de publier une étude sur la Turquie qui démontrerait la connaissance et la compréhension uniques qu'avait l'auteur de la situation en Orient. Après six semaines de travail acharné, récompensées par l'accueil enthousiaste du public réservé à *La Turquie et ses ressources*, Taylor et le roi, désormais sous le charme de la personnalité magnétique d'Urquhart, furent en mesure d'insister fortement auprès de Palmerston pour qu'il soit chargé d'entreprendre une enquête plus approfondie sur les opportunités commerciales du Proche et du Moyen-Orient. Que le livre ait fait forte impression sur Guillaume, cela ne fait aucun doute. Il *s'y intéressa tellement qu'il le lut en entier, un honneur… qu'il n'avait accordé à aucun livre depuis longtemps, [et] un exemplaire fut envoyé sous son sceau à chacun des ministres…*[36]

L'ouvrage *La Turquie et ses ressources* se prétendait une analyse des systèmes administratif et commercial de l'Empire ottoman, mais il s'agissait en réalité d'une longue *apologie* de la liberté du commerce, de l'impôt direct et de l'indépendance administrative locale. Urquhart attribuait à ces éléments de l'organisation politique ottomane la force intrinsèque qui avait permis à la Sublime Porte de survivre à ses catastrophes récurrentes et qui promettait encore sa régénération. Il ne cachait pas sa conviction que d'autres nations, et l'Angleterre en particulier, tireraient d'énormes bénéfices de l'adoption de ces principes turcs. Son étude de la situation économique des possessions du sultan le convainquit qu'elles offraient de riches opportunités commerciales aux marchands britanniques. L'Angleterre pouvait fournir des produits manufacturés à des prix bien inférieurs à ceux pratiqués au Levant et importer en retour de nombreuses matières premières, notamment la soie. Un commerce tout aussi lucratif pouvait se développer dans l'arrière-pays, desservi par le Danube, voie potentiellement très fructueuse. Urquhart justifia la publication de son étude par la crise internationale actuelle et n'hésita pas à examiner la situation politique de la Turquie. Sa thèse générale devait sans doute sa crédibilité à son interprétation perspicace des desseins de la Russie. Il n'était pas nécessaire d'être particulièrement clairvoyant pour comprendre qu'elle constituait la plus grande menace pour le bien-être de la Turquie, mais son affirmation précise selon laquelle la tentative de Mehemet Ali de *supprimer le sultan conduirait inévitablement à placer ce dernier sous la tutelle russe, d'où découleraient toutes les conséquences, désastreuses pour la Turquie, Mehemet Ali et nos intérêts commerciaux et politiques*, s'ajoutait à celles selon lesquelles: *L'agression ouverte a été poussée aussi loin que possible*… et que: *Nicolas exercerait, en tant que protecteur, une autorité dont il ne pourrait jamais jouir en tant que conquérant…*, témoignant, à la veille d'Unkiar Skelessi, d'une extraordinaire compréhension des affaires levantines. Leur appréciation identique des desseins de la France en Afrique du Nord et de ses intrigues en Égypte n'a certainement pas nui à la crédibilité d'Urquhart aux yeux de Palmerston.[37]

L'ouvrage a peut-être perdu, comme le pensait Urquhart, en popularité en s'éloignant du récit de voyage alors si prisé, mais son accueil par la critique et par *la partie la plus sérieuse du public* a pu, comme il l'espérait, s'en trouver renforcé. On ignore l'impression qu'il fit sur les ministres, mais sa parution était opportune. La crainte que le serpent ne dévore l'homme en train de se noyer venait de les inciter à ordonner à l'escadre méditerranéenne de se rendre à l'embouchure des Dardanelles, et ils connaissaient peut-être déjà en partie la thèse d'Urquhart grâce à plusieurs de ses mémoires qui leur avaient été soumis. Des recherches plus approfondies ne pouvaient empêcher l'élaboration d'une politique à long terme en Orient, et Palmerston, de fait, agit par la suite en accord avec les principes généraux d'Urquhart. Il fut convenu qu'Urquhart devait approfondir l'étude du problème, et Palmerston passa plusieurs heures avec le roi à tracer sur la carte l'itinéraire du voyage d'exploration.[38]

C'est ainsi qu'à la fin de l'année 1833, après avoir reçu oralement de Taylor des instructions assez vagues, Urquhart quitta l'Angleterre muni d'échantillons de marchandises anglaises. Ce voyage lui donnait l'apparence d'un voyageur de commerce et lui évitait, ainsi qu'au gouvernement, l'embarras d'une mission officielle. Il coûta 1'200£ au Trésor public, et parmi ses marchandises figuraient des mousquets d'une valeur de 200£, qu'il livra apparemment au prince Milosch en Serbie. Jusqu'à son arrivée à Constantinople, en passant par le Rhin, les foires allemandes et les principautés danubiennes, sa conduite fut conforme aux instructions reçues. Mais sur le Bosphore, il trouva en Lord Ponsonby un homme qui partageait pleinement sa profonde méfiance envers la Russie. Avec l'approbation de l'ambassadeur, ratifiée plus tard par Downing Street, il commença à se consacrer exclusivement à la politique, et ses rapports au ministère des Affaires étrangères portaient bien

plus sur les moyens de contenir la Russie que sur le développement du commerce anglais. Après une année passée à intriguer à Constantinople et en Circassie caucasienne, qu'il considérait désormais comme la clé de la puissance russe en Turquie et en Asie centrale, il rentra chez lui, car lui et Ponsonby étaient convaincus que *la cause* devait être défendue à Londres.[39]

Des signes indiquaient déjà que Palmerston se remettait de la quasi-hystérie provoquée par le traité d'Unkiar Skelessi. Il n'avait certainement pas manifesté d'approbation enthousiaste des manœuvres politiques d'Urquhart. Le duc de Wellington, nommé au ministère des Affaires étrangères, haïssait peut-être les Russes, comme le pensait Palmerston, encore plus que lui, mais il avait compris qu'il n'y avait pas de danger de guerre immédiat et avait révoqué le pouvoir discrétionnaire de Ponsonby d'appeler la flotte à Constantinople. Le duc bénéficiant de la confiance de son souverain, confiance que Palmerston n'a jamais obtenue, le changement de gouvernement n'avait pas nécessairement compromis les perspectives d'Urquhart. Mais le duc avait conclu qu'Urquhart ne possédait pas les qualités requises pour un fonctionnaire et obtint, malgré l'intérêt persistant de Guillaume, l'annulation de sa nomination comme consul à Constantinople, l'un des derniers actes officiels de Palmerston. Privé ainsi de statut officiel, Urquhart était libre d'entreprendre la campagne de propagande anti-russe qu'il avait planifiée avec Ponsonby.[40]

L'état des relations anglo-russes qu'Urquhart trouva à son retour de Constantinople ne différait guère, dans son essence, de celui qu'il avait laissé un an auparavant. L'interprétation que Palmerston avait faite du *rapprochement* russo-turc s'était révélée d'une remarquable perspicacité, à une exception aisément explicable près: jugeant les intentions de la Russie à ses actes plutôt qu'à ses déclarations, il ne comprit absolument pas qu'elle était, pour des raisons différentes, tout aussi soucieuse que l'Angleterre de préserver l'intégrité de l'Empire ottoman. Malgré le caractère alarmiste de ses instructions à Ponsonby en décembre 1833 - peut-être rédigées dans le but d'influencer la Sublime Porte, et compte tenu de la possibilité que leur transmission secrète aux Russes puisse inciter à la prudence au sein des conseils de Saint-Pétersbourg - il exprima officieusement ses doutes quant à une nouvelle crise imminente déclenchée par la Russie. Il porta ainsi rapidement un jugement juste sur les conférences des autocrates de l'automne 1833, qui avaient principalement porté sur la situation en Europe et l'avancement général de l'activité révolutionnaire. L'entente entre l'Autriche et la Russie prévoyait la préservation de l'Empire ottoman et la mise en œuvre d'une politique concertée en cas de décès du dirigeant en difficulté, plutôt qu'un accord sur un partage éventuel, comme Palmerston l'avait initialement envisagé. Puisqu'il estimait que le plus grand danger résidait dans la probabilité d'une révolution en Turquie, les marines anglaise et française pouvant aisément prévenir une nouvelle attaque égyptienne en coupant la voie maritime indispensable entre l'Égypte et la Syrie, il ne s'inquiétait guère de la décision russe de maintenir la flotte de la mer Noire en état d'alerte. L'escadre anglaise, disposant du pouvoir discrétionnaire de franchir les détroits, serait, selon lui, en mesure de défendre le Bosphore contre une attaque russe. Il était possible qu'en l'absence de révolution, le temps améliore la situation en Turquie et que le *casus foederis* d'Unkiar Skelessi ne se produise jamais. Ainsi, les relations officielles entre l'Angleterre et la Russie en 1834 restèrent, en termes de Palmerston, *sur un terrain de froide courtoisie*.[41]

Les archives du ministère des Affaires étrangères regorgent de preuves corroborant la méfiance de Palmerston envers la Russie et de nombreux signes manifestes de l'influence néfaste qu'elle exerçait sur les relations entre les deux gouvernements. On notera en particulier une critique exhaustive de la politique et de la position de la Russie, rédigée par Bligh en janvier 1834, ainsi que les observations de Palmerston à ce sujet. Bligh réaffirma, de manière très convaincante, l'argument déjà esquissé par Heytesbury en septembre 1829: loin d'envisager une conquête de la Turquie en Europe, la Russie souhaitait seulement que les Détroits restent sous le contrôle de la Sublime Porte, trop faible pour lui refuser l'accès direct à la Méditerranée, indispensable à la prospérité de ses provinces méridionales. Elle préférait entrer en guerre plutôt que de voir une puissance forte et potentiellement hostile s'établir sur cette voie commerciale, mais elle était consciente de son incapacité à soutenir la guerre contre l'Autriche, l'Angleterre et la France, qui devait nécessairement suivre sa propre tentative de conquête de cette région. De plus, selon Bligh, tous les Russes sensés craignaient qu'une situation aussi attrayante puisse détourner le gouvernement de la Neva et ainsi parvenir à sa dénationalisation, voire à la désintégration de l'empire. Bligh fit finalement allusion aux ambitions asiatiques de la Russie et suggéra qu'il était possible qu'elle parvienne à un accord avec Méhémet Ali, ce qui lui donnerait accès au golfe Persique et lui permettrait, à terme, de menacer la puissance britannique en Inde.[42]

L'influence de la russophobie anglaise transparaît dans le refus persistant des hommes d'État londoniens de prêter crédit aux estimations répétées de la puissance et des intentions de la Russie, présentées par leurs représentants successifs à Saint-Pétersbourg. Ces estimations correspondaient remarquablement bien aux principes fondamentaux de la politique russe envers la Turquie, principes désormais connus pour avoir été formulés par le *conciliabule* de septembre 1829 et formellement approuvés et adoptés par Nicolas I.[43] Palmerston loua en cela la prudence dont fit preuve Bligh face aux critiques acerbes d'autres commentateurs, mais sa véritable réponse, qui montre que l'argument de Bligh fut presque totalement écarté, figurait dans une dépêche qui, elle aussi, passait en revue l'ensemble de la politique russe.

En décembre 1833, Palmerston avait entamé des négociations afin d'éviter un malentendu concernant les plans navals. Il avait expliqué que les estimations anglaises, qui devaient être prochainement soumises au Parlement, dépendaient en partie de l'état des autres marines et que l'activité russe rapportée en mer Baltique et en mer Noire semblait au cabinet excéder les exigences d'une politique purement défensive. Tout en reconnaissant le droit incontestable de la Russie de maintenir la flotte qu'elle jugeait appropriée, il exprima, avec la plus grande bienveillance, l'espoir que le gouvernement russe serait en mesure de réduire sa flotte de la Baltique, alors composée de vingt-sept vaisseaux de ligne, de sorte qu'aucun renforcement de la marine anglaise ne soit nécessaire. Il ajouta que, que ce renforcement de nos forces de défense soit proposé au Parlement, imposé par celui-ci ou par l'opinion publique, il susciterait inévitablement des discussions qui ne pourraient qu'envenimer les relations entre les deux gouvernements. Bien que la réponse russe à cette ouverture n'ait pas été entièrement satisfaisante, Palmerston expliqua que le cabinet avait décidé de *se fier au démenti du comte Nesselrode quant à toute intention agressive de la part de la Russie… et à son rejet catégorique de toute hostilité envers la Grande-Bretagne…*. Il développa ensuite son explication précédente concernant le mécontentement anglais face à la conduite de la Russie à Unkiar Skelessi, et déclara qu'elle préférait Mehemet Ali à un sultan entièrement dépendant de la Russie. Il exprima enfin sa satisfaction de constater que la Russie souhaitait également préserver l'Empire ottoman.[44]

Sous le vernis politique de cette dépêche, dont Bligh reçut l'ordre de remettre une copie à Nesselrode, Palmerston semble avoir cherché à transformer la déclaration d'intentions russe en un quasi-engagement, laissant ainsi entendre que le gouvernement anglais soupçonnait les desseins des hommes d'État russes. Cette interprétation du document est corroborée par l'échange de reproches gratuits qui suivit une convention russo-turque visant à modifier les termes du traité d'Andrinople. À l'argument selon lequel la volonté de réduire l'indemnité et d'évacuer les principautés témoignait de bonnes intentions, Palmerston objecta que, compte tenu du renoncement de la Russie à toute ambition territoriale, la réduction d'une dette en échange de la cession d'une portion supplémentaire de la côte caucasienne faisait preuve de peu de générosité et que le maintien de l'occupation de la Silistrie rendait l'évacuation vaine.[45] Lorsque Bligh rapporta les observations de Palmerston, Nesselrode rejeta catégoriquement le droit de l'Angleterre de critiquer l'action de deux États indépendants. Des critiques quasi identiques découlèrent d'une modification similaire et contemporaine du traité de Turkmanchai.[46] Les différends mineurs relatifs aux tarifs douaniers et aux revendications personnelles des sujets britanniques n'ont certainement pas contribué à harmoniser les relations entre les deux gouvernements, et la tension générale fut illustrée par le refus de Palmerston d'exhorter la Russie à reconnaître la jeune reine du Portugal. Il écrivit à Bligh: *Si cette reconnaissance est demandée comme une concession amicale au gouvernement britannique, l'état actuel des relations entre la Grande-Bretagne et la Russie ne justifie pas une telle requête, et si elle est fondée sur d'autres motifs, il y a déjà suffisamment de sujets de discussion sans en aborder de nouveaux*.[47] Finalement, en mai, Palmerston apprit que le tsar, piqué au vif par son refus catégorique de nommer un autre ambassadeur à la place de Stratford Canning, dont la nomination avait été rejetée, avait rappelé les Lievens. La conduite de toutes les affaires diplomatiques fut confiée aux chargés d'affaires, mais l'antipathie était devenue si forte que même la princesse comprit que cette mesure pourrait faciliter l'établissement de relations plus cordiales.[48] La méfiance de Palmerston envers la Russie était si vive que la succession à son poste du duc de Wellington, qui avait envisagé la guerre en 1829, contribua à apaiser les tensions anglo-russes.

Durant la période relativement calme qui suivit la crise de 1833, les diplomates s'employèrent à redéfinir leurs positions et à élaborer les plans des campagnes futures, qu'elles soient purement diplomatiques ou en partie militaires. Leurs activités, en règle générale, ne suscitaient ni n'autorisai-

ent la publicité, et seules quelques rares transactions retenaient l'attention de la presse. La Russie attira beaucoup moins l'attention des journaux anglais après 1833 qu'elle ne l'avait été durant les années d'activité qui suivirent l'avènement de Nicolas I.[49] Que son accroissement considérable de puissance menaçait la prospérité britannique était une opinion quasi incontestée, mais rares étaient les commentateurs suffisamment alarmés pour préconiser une entreprise de représailles immédiate. Même le débat libre à la Chambre des communes sur les événements de Constantinople, le seul événement manifestement pertinent en Angleterre en 1834, ne reçut qu'une attention superficielle dans les journaux.

Le 17 mars, Sheil lança un examen approfondi des relations entre la Russie et la Turquie en demandant la production de documents traitant de ce sujet. La situation fut examinée en profondeur, une attention particulière étant portée à l'expansionnisme de la Russie et à sa conduite scandaleuse en Pologne, mais on ne doutait guère de la capacité de la Grande-Bretagne à se défendre. Parmi les autres orateurs figuraient plusieurs philo-polonais de renom, Bulwer, Evans et Fergusson, mais le discours le plus percutant fut celui de Peel. L'absence d'un véritable sentiment d'inquiétude transparaît dans le fait qu'il n'a pas été question de mesures correctives concrètes, que la motion a été rejetée sans vote et que le sujet a été traité davantage comme un prétexte pour accuser le cabinet whig que comme l'examen d'une question vitale.[50]

Toujours en 1834, deux récits de voyages en Asie centrale, qui suscitèrent un vif intérêt, furent présentés au public. Le lieutenant Arthur Connolly y relata son *périple au nord de l'Inde, à travers la Russie, la Perse et l'Afghanistan*. Ce récit, principalement bien écrit, contenait de nombreuses informations sur des régions encore peu connues, notamment une analyse des possibilités commerciales de l'Afghanistan. Connolly était convaincu que les marchands anglais pourraient considérablement développer leurs activités dans ce pays et évincer presque totalement leurs rivaux russes de ce marché lucratif. L'analyse, en annexe, de la possibilité d'une invasion terrestre de l'Inde était particulièrement intéressante. L'étude des différents itinéraires possibles pour la Russie le mena à la conclusion qu'avec l'aide des Perses et des Afghans, une attaque pourrait être lancée contre la frontière nord-ouest à la fin de la seconde campagne. Puisque tous les itinéraires traversaient l'Afghanistan, Connolly préconisait pour la Grande-Bretagne d'adopter une politique d'amitié avec les tribus afghanes, car leur opposition, s'ajoutant aux obstacles naturels, certes non insurmontables, rendrait l'entreprise impossible. Il espérait qu'un des chefs rivaux parviendrait à unifier le pays et ainsi à conjurer le danger le plus immédiat: l'extension de la souveraineté perse jusqu'à Hérat. L'étude de Connolly sur ce problème épineux aboutit à une conclusion sereine, et ses suggestions, si elles avaient été adoptées, auraient probablement épargné à l'Angleterre bien des tourments durant la décennie suivante.

Les Voyages à Boukhara du lieutenant Alexander Burnes contenaient, outre un récit passionnant de son périple, une description systématique d'une partie de l'Asie centrale, une esquisse historique de la région et un aperçu de son commerce. Il partageait l'avis de Connolly selon lequel les intérêts anglais pourraient largement supplanter leurs rivaux russes dans la fabuleuse Boukhara. John Murray vendit 3‘300 exemplaires de son livre et en publia une seconde édition l'année suivante.

Ces deux ouvrages firent l'objet de critiques approfondies dans l'Edinburgh et le Quarterly, et plus brèves dans d'autres périodiques. Tous les articles étaient extrêmement élogieux et les critiques souscrivaient aux conclusions des auteurs: l'Inde n'était pas menacée et l'Asie centrale semblait offrir un marché très prometteur pour les produits manufacturés britanniques. Le caractère des critiques et le succès des ouvrages semblent justifier l'idée qu'en Angleterre, l'activité militaire et commerciale de la Russie continuait d'attirer sur le Moyen-Orient une attention générale et intéressée, quoique moins anxieuse, que celle accordée au Levant.[51]

[1] Temperley, *Near East*, pp. 63-74.
[2] *Times*, 30 April 1833.
[3] F. O. 65/201, no. 24, Bligh to Palmerston, 23 Nov. 1832; *Times*, 8 Feb. 1833.
[4] *Times*, 19 March, 2 May 1833.
[5] *Ibid*., 31 May 1833.
[6] *Ibid*., 12 July, 2 Aug., 16 Oct. 1833.
[7] *Chronicle*, 26 Jan., 10 April 1833.
[8] *Globe*, 16, 19 March, 5, 10 April, 6 Aug. 1833.
[9] *Herald*, 16 March, 19, 21, 22, 23 Aug. 1833.

[10] Hansard, commons, 22 April, 10 May, 11 July, 24, 28 Aug. 1833.
[11] Temperley, *Near East*, p. 64.
[12] F. O. 181/93, no. 39, Palmerston to Heytesbury, 15 March 1832, enclosing a copy of Canning to Palmerston, no. 7, 13 Feb. 1832.
[13] F. 0. 65/200, no. 7, Durham to Palmerston, 2 Aug. 1832, rec'd 13 Aug. (N. B. Palmerston's penciled annotation asking whether a later report had been received from Odessa); /201, no. 32, Bligh to Palmerston, 20 Dec. 1832, received 10 Jan. 1833.
[14] F. 0. 181/97, no. 30, Palmerston to Bligh, 7 Dec. 1832, enclosing a copy of Palmerston to Mandeville, 5 Dec. 1832; F. 0. 65/207, nos. 4, 3, Bligh to Palmerston, 9 Jan. 1833.
[15] Hansard, commons, 28 Aug. 1833, col. 900.
[16] F. O. 181/101, no. 25, Palmerston to Bligh, 5 March 1833, enclosing a copy of Palmerston to Mandeville, no. 8, 5 Dec. 1832; Bulwer, Palmerston, II, 154, Palmerston to Temple, 19 April 1833.
[17] F. O. 65/207, extracts of private letters from Bligh to Palmerston, 9 Jan., 3 March, 19 June 1833; Bell, Palmerston, I, 174-177; Lane-Poole, Stratford Canning, II, 18-22.
[18] Hansard, commons, io May 1833, col. 1102; cf. Peel's ridicule, *ibid*., 17 March 1834, col. 338.
[19] Temperley, *Near East*, pp. 65, 66, 412, n. 101.
[20] Bulwer, Palmerston, II, 144, Palmerston to Temple, 21 March 1833; cf. F. 0. 65/207, no. 23, Bligh to Palmerston, 2 March 1833, for another argument that Russian intervention was no longer necessary.
[21] F. O. 181/102, nos. 25, 31, /108, no. 63, Palmerston to Bligh, 5, 29 March, 19 July 1833, enclosing copies of Lamb to Palmerston, nos. 18, 25, 117, 14 Feb., 8 March, 5 July 1833.
[22] F. O. 65/207, nos. 23, 27, 28, 41, 47, 57, 62, Bligh to Palmerston, 2, 13, 16 March, 24 April, 22 May, 19 June, 3 July 1833; 181/101 no. 25, Palmerston to Bligh, 5 March, enclosing a copy of Palmerston to Campbell, 4 Feb. 1833.
[23] F. O. 181/105, no. 47, Palmerston to Bligh, 21 May, enclosing copies of Palmerston to Ponsonby, no. 2, and to the admiralty, 10 May 1833.
[24] Temperley, *Near East* , pp. 70-74; Hall, *Orleans Monarchy* , pp. 163-166; F. S. Rodkey, *The Turco-Egyptian Question* (Urbana, 1924), pp. 30, 31; F. 0. 181/112, no. 93, /114, no. 101, Palmerston to Bligh, 13 Oct., 6 Dec. 1833; F. 0. 65/208, nos. 113, 119, 134, 138, 143, Bligh to Palmerston, 2, 6 Nov., 21, 28 Dec.
[25] Temperley, *Near East*, pp. 70-74; Bulwer, *Palmerston*, II, 169, 170, Palmerston to Temple, 8 Oct. 1833.
[26] Palmerston to Ponsonby, 6 Dec. 1833, enclosed in Palmerston to Bligh, 16 Dec. 1833, F. O. 181/114, no. 103. This dispatch is printed, *in extenso*, by R. L. Baker in *English Historical Review* , Jan. 1928, XLIII, 86-89.
[27] Temperley, *Near East*, pp. 74-76; Bulwer, *Palmerston*, II, 170-171, 176, Palmerston to Temple, 8 Oct., 3 Dec. 1833. Ponsonby 's Russophobe hysteria is well shown by G. H. Bolsover, "Lord Ponsonby and the Eastern Question 1833-1839" in *Slavonic Review*, XIII, 98-118. That Palmerston's opinion was unchanged in Oct. 1834 is clear from his refusal to accept Metternich's assurance of Russia's good intentions with regard to Turkey. F. S. Rodkey, "Palmerston and Metternich on the Eastern Question in 1834"; G. H. Bolsover, "Palmerston and Metternich on the Eastern Question in 1834", in *English Historical Review*, Oct. 1930, April 1936, XLV, 627-640, LI, 237-256.
[28] Add. Ms. 34,616, fo. 105, Rich to Napier, 20 July 1833.
[29] *Edinburgh*, Oct. 1833, LVIII, 114-143, quotations 136, 140-142, 143.
[30] *Quarterly*, July 1833, LXIX, art. X, particularly 526-528; *Westminster*, XIX, July 1833, art. XI, particularly 178, Oct. 1833, art. XV, particularly 502-510; *Foreign Quarterly*, Feb. 1834, XIII, 161-228; *Blackwood's*, 1832-1834, *passim*, particularly June 1833, Oct. 1834, XX-XIII, 931-948, XXXVI, 507-523.
[31] Cf. F. S. Rodkey, "Lord Palmerston and the Rejuvenation of Turkey,
1830-41" in *Journal of Modern History*, I, II, Dec., 1929, Jan., 1930. Temperley,
Near East, chap. i, *passim*.
[32] Add. Ms. 34,616, fo. 105b, Rich to Napier, 20 July 1833.
[33] Rodkey, "Palmerston and the Rejuvenation of Turkey," I, 570-572; C. W. Crawley, "Anglo-Russian Relations, 1815-40," in *Cambridge Historical Journal*, HI, 55-56.
[34] Gertrude Robinson, *David Urquhart* (Oxford, 1920), p. 46.
[35] *Ibid*., particularly introduction and chap, i; Sir Charles Webster, "Urquhart, Ponsonby, and Palmerston," in *English Historical Review*, July 1947, LXII, 327-351. Miss Robinson's biography unfortunately fails to integrate Urquhart's activity with the political developments of the period but she was able to portray his extraordinary personality. Sir Charles Webster's article, based on the Broadlands papers, provides much detail which amplifies the more general statements made herein.
[36] Urquhart Mss. in the Balliol College Library, letters from Urquhart to his mother, 3 Jan., June or July 1833; Urquhart to his uncle, 13 June (from the F. O.), 7 Aug. 1833 (the quotation above is from this letter); Stratford Canning to Urquhart, 26 Aug. 1832; G. H. Bolsover, "David Urquhart and the Eastern Question, 1833-37: A Study in Publicity and Diplomacy," in *Journal of Modem History*, VIII, 444-446.
[37] David Urquhart, *Turkey and Its Resources* (London, 1833), *passim*, particularly chap. xi, quotations, pp. 235, 220, 218.
[38] Ernest Taylor, ed., *The Taylor Papers* (London, 1913), pp. 294-300; Urquhart Mss., Urquhart to his uncle, 7 Aug. 1833.
[39] Urquhart Mss., Backhouse to Urquhart, 24 Aug. 1833, Urquhart to Palmerston, 21 Dec. 1833, 20 Feb., 2 Sept. 1834.
[40] Bulwer, *Palmerston*, II, 214; Temperley, *Near East*, 76-77; Bolsover, "Urquhart and the Eastern Question," pp. 448-454.
[41] Temperley, *Near East*, 78-82 ; Serge Gorianov, *Le Bosphore et les Dardanelles* (Paris, 1910), 51-52; Schiemann, *Geschichte Russlands*, III, 238-240; Bulwer, *Palmerston*, II, 169-172, 176, 179, 182-183, Palmerston to Temple, 8 Oct., 3 Dec. 1833, 3 March, 21 April 1834.
[42] F. O. 65/213, no. 6, Bligh to Palmerston, 7 Jan. 1834; cf. F. O. 65/181, separate, Heytesbury to Aberdeen, 30 Sept. 1829, and *supra*, p. 92.
[43] Temperley, *Near East*, pp. 57-58, Gorianov, *Bosphore et Dardanelles*, pp. 25-28; Schiemann, *Geschichte Russlands*, II, 367-369.
[44] F. O. 65/212, no. 5, Palmerston to Bligh, 28 Feb. 1834 ("Highly approved, William R."); cf. *Times*, Jan. 1834 *passim*.
[45] F. O. 65/213, no. 8, /214, no. 71, Bligh to Palmerston, 11 Jan., 2 July 1834; F. O. 181/117, no. 26, Palmerston to Bligh, 16 June 1834. The same argument was made by the *Times* , 5 May 1834.
[46] F. O. 181/117, nos. 26, 37, Palmerston to Bligh, 16 June, 5 Aug. 1834; F. O. 63/214, no. 70, Bligh to Palmerston, 2 July 1834.
[47] F. O. 181/115, no. 3, Palmerston to Bligh, 11 Feb. 1834.
[48] le Strange, *Lieven-Grey Correspondence*, III, 13-33, *passim*.
[49] The German papers indeed noted the complete cessation of English attacks upon the Treaty of Unkiar Skelessi; *Times*, 1 April 1834.
[50] Hansard, commons, 17 March 1834.
[51] Arthur Connolly, *Journey to the North of India* (2 vols., London, 1834), particularly II, 264-276, 301-339; Alexander Burnes, *Travels into Bokhara* (3 vols., London, 1834), particularly II, 422-444; *Edinburgh* , Oct. 1834, art. IV, Jan. 1835, art. VIII; *Quarterly*, Aug. 1834, art. II, Nov. 1834, art. IV; *Foreign Quarterly*, Aug. 1834, XIV, 58-92; *British and Foreign Review*, I, 459-491. For the sales figure I am again indebted to Lord Gorell.

VII. DAVID URQUHART - LE *VIXEN*

Bien que le gouvernement tory, qui succéda à la chute soudaine des Whigs en novembre 1834, fût éphémère et, à bien des égards, sans grande incidence, il apporta deux changements importants aux relations anglo-russes. Le duc de Wellington apporta au ministère des Affaires étrangères un esprit affranchi des passions et des préjugés que les querelles et le désarroi suscités par les affaires polonaises et turques avaient provoqués chez Palmerston. Le duc ne chercha nulle part à réorienter la politique du pays. Il ne transmit à Saint-Pétersbourg que trois dépêches mineures, et Ponsonby, à Constantinople, se plaignit de n'avoir reçu aucune instruction pendant des mois. Cette interruption prit fin, au grand dam de ce dernier, par la révocation du pouvoir discrétionnaire de convoquer la flotte dans les détroits. Bien qu'il soit probable, comme le pensait Palmerston, que le duc, s'il était resté en fonction, n'aurait pu modifier sensiblement la politique britannique, son bon sens et sa prudence naturelle le convainquirent que les probabilités de la situation au Proche-Orient ne justifiaient pas qu'un ambassadeur possède l'autorité potentielle de déclencher une guerre. Le fait que Palmerston n'ait pas renouvelé l'ordre immédiatement après son retour au pouvoir reflète peut-être l'effet apaisant de la brève absence du duc sur les tensions anglo-russes.[1]

Un résultat plus positif fut la résolution de *l'impasse* concernant Stratford Canning. Pour Wellington et Peel, il n'était pas question d'orgueil ni de prestige, et un autre candidat, le marquis de Londonderry, fut rapidement choisi pour le poste. Lorsque la nomination fut annoncée tardivement en mars, le mécontentement public immédiat confirma les doutes quant à sa compétence, doutes que certains observateurs avaient ressentis dès le début. Sheil porta la question devant la Chambre des communes dans un discours qui souligna les sentiments anti-polonais de Londonderry. Les Tories ne firent guère d'efforts pour contrer l'argument des Whigs et des radicaux selon lequel un homme ayant manifesté de la sympathie pour les autocrates et qualifié les Polonais de sujets rebelles était *de facto* disqualifié pour l'ambassade à Saint-Pétersbourg. Un tel homme, affirmait-on, succomberait inévitablement aux flatteries du tsar et ne lutterait pas vaillamment dans la bataille entre les deux formes de gouvernement rivales. Cette attaque fut menée, de façon significative, principalement par des hommes qui s'étaient déjà forgé une réputation pro-polonaise et anti-russe: Fergusson, Hume, Bulwer et Ewart. Le discours de Lord Dudley Stuart était notamment empreint de diffamation à l'encontre du despote.[2]

Inévitablement, les journaux commentèrent ce débat exceptionnel. Si les membres les plus véhéments de la Chambre firent preuve de peu de retenue, la presse se montra remarquablement modérée. Le Morning Post, fidèle à son habitude, défendit la nomination, soulignant que le principal reproche fait à Londonderry était son manque de compassion envers les Polonais, et suggéra que, puisque les tentatives de susciter la sympathie étaient restées vaines, l'attitude plus réaliste de Londonderry était la preuve de sa compétence. Les autres journaux, en revanche, notamment le Times et le Morning Herald, tous deux fervents partisans du ministère, s'accordaient à dire que le candidat était totalement inapte à la fonction, tant en raison de son *manque de sympathie pour les sentiments connus des Anglais en faveur des libertés opprimées et des droits bafoués de la Pologne*, que de son incapacité manifeste à rivaliser d'intelligence avec les intrigants les plus subtils et insidieux d'Europe.[3]

La démission de Londonderry mit fin à l'épisode avant que l'indignation de la presse et de la Chambre des communes ne s'enflamme, et son principal effet fut d'affaiblir la position déjà précaire de Peel. Néanmoins, cette tempête politique mérite un examen attentif. La nomination présentait de nombreux atouts. Après une carrière militaire prometteuse, Londonderry avait été nommé à l'ambassade de Vienne, où il avait étroitement collaboré avec Castlereagh et Wellington. Sa démission suivit l'accession de Canning au ministère des Affaires étrangères, mais à son retour en Angleterre, il démontra à la Chambre des lords qu'il portait une attention constante et critique aux affaires étrangères. Si ses discours enflammés et son parti pris extrême aliénèrent certains sympathisants tories et suscitèrent des doutes quant à sa capacité à exercer cette fonction, Wellington eut une occasion exceptionnelle d'évaluer ses compétences. Au Parlement et dans la presse, son manque de sympathie pour la Pologne fut le prétexte d'attaques plus virulentes que ses opinions notoirement antidémocratiques, et la conduite menaçante de la Russie en Turquie et en Perse fut

quasiment passée sous silence. L'attaque fut principalement menée par les plus éminents amis de la Pologne, et leur organisation informelle orienta sans doute la mobilisation de la propagande anti-russe. Mais le fait que les aspects turcs et indiens de la politique russe ne se soient pas imposés, plus ou moins automatiquement, témoigne qu'ils ne faisaient pas encore partie intégrante de l'accusation stéréotypée portée contre la Russie. Qu'une provocation si minime ait pu si rapidement déclencher une telle tempête ne peut signifier qu'une chose: tant l'opinion publique que la presse nourrissaient alors une hostilité très forte, quoique encore latente, envers la Russie.[4]

À son retour au ministère des Affaires étrangères en avril, Palmerston constata que la situation était restée sensiblement la même. Wellington n'avait même pas rappelé Ponsonby des rives du Bosphore. Le choix de Lord Durham pour le poste vacant à Saint-Pétersbourg témoigne peut-être du fait que ses vacances avaient favorisé la réflexion et permis à Palmerston de porter un jugement moins inquiet sur la Russie. Cette nomination était assurément susceptible d'apaiser le tsar et Nesselrode, car, par sa gestion habile de plusieurs problèmes épineux, notamment le différend polonais, autant que par son charisme personnel, Durham était devenu, en 1832, une *persona gratissima*. L'occasion pour Nicolas II d'effectuer une tournée d'inspection estivale dans le sud de la Russie fut mise à profit pour renforcer l'influence anglaise à Constantinople et examiner les installations militaires et navales russes en mer Noire. Durham pouvait rejoindre le tsar à Kiev au plus vite, et son voyage pouvait vraisemblablement se faire à bord d'un navire de guerre, ce qui lui permettrait légitimement de revendiquer le droit de franchir les Dardanelles et ainsi de contester les implications de l'arrêt Unkiar Skelessi.[5]

Durham entreprit sa mission en pleine conscience des difficultés qu'elle impliquait. Il en comprenait aussi bien que Palmerston et les plus violents. Les russophobes redoutaient les conséquences désastreuses qu'aurait pu avoir pour l'Angleterre la prise de contrôle des détroits par la Russie, mais il était enclin à minimiser ce danger, non pas parce qu'il doutait du désir de la Russie d'étendre son influence dans cette région, mais parce qu'il estimait qu'un tel coup d'État était hors de sa portée. De sa première mission, il avait acquis une connaissance approfondie de la situation en Russie, une compréhension de ses faiblesses comme de ses forces, ce qui le convainquait que, bien qu'invulnérable aux attaques étrangères, la Russie n'était pas préparée à affronter à l'étranger les forces d'une puissance de premier plan. Il considérait les intérêts de l'Angleterre et de la Russie comme complémentaires et souhaitait ardemment établir des relations d'harmonie et de confiance entre les deux gouvernements.[6]

Le succès considérable que Durham obtint est admirablement relaté dans la biographie du professeur New et seuls certains détails méritent d'être examinés ici. Le fait qu'il ait pu apaiser les soupçons, non seulement des ministres en général, mais aussi de Palmerston et, dans une certaine mesure, du roi, fut d'autant plus remarquable compte tenu des obstacles inattendus que le cours des événements et la conduite de Ponsonby, Urquhart et… Le tsar se superposait aux nombreuses sources d'hostilité plus anciennes. En contrepartie, il bénéficiait de la faveur du gouvernement russe et de sa réputation bien méritée de talent politique. Les opinions d'un ancien collègue du cabinet inspiraient naturellement plus confiance que celles d'un chargé d'affaires, même si leurs idées ne différaient pas fondamentalement. Ses analyses de la politique russe étaient étayées par des études de sa puissance militaire, navale et économique incomparablement plus approfondies et complètes que toutes celles transmises auparavant à Londres.

Les opinions de Durham furent étayées, jusqu'à son retour en Angleterre, par de fréquents résumés factuels, souvent basés sur les archives secrètes du gouvernement russe. Une analyse de sa situation économique montra que, malgré une population bien plus importante, le budget annuel était légèrement inférieur à la moitié de celui du Royaume-Uni, et qu'en 1835, des dépenses d'environ 24‘735‘000£ avaient engendré un déficit de près de 2‘500‘000£.7 Il est significatif que ses rapports sur l'activité commerciale russe fussent superficiels; Des coupures de presse, des relevés de la valeur totale des importations et des exportations, de la part du commerce effectué à Saint-Pétersbourg et du nombre de navires entrant et sortant de ce port.[8]

L'absence d'analyses plus approfondies du commerce russe par Durham est moins regrettable compte tenu des rapports des consuls, résumés en 1838 et publiés dans un document parlementaire sur le commerce du Royaume-Uni.[9] Il en ressort que, sur les cinq années comprises entre 1831 et 1835, les exportations russes moyennes s'élevaient à 9‘290‘847£, dont près de la moitié (4‘626‘446£) revenait à la Grande-Bretagne, et ses importations à 7‘813‘347£, la part britannique

représentant environ les trois huitièmes (2‘956‘370£). La majeure partie du commerce transitait par les ports de la Baltique. L'influence persistante de l'Angleterre sur le commerce russe est encore illustrée par le fait qu'environ 40% du total était assuré par des sujets britanniques résidant en Russie (exportations: 3‘614‘150£; importations: 2‘794‘915£), et qu'une proportion équivalente du tonnage marchand était britannique. La remarquable stabilité des échanges commerciaux anglo-russes au cours des deux dernières décennies transparaît dans leurs détails. En 1834, année moyenne, le lin (858‘370£), le chanvre (515‘429£) et le suif (1‘949‘699£) représentaient 3‘323‘498£, soit 70% du total des exportations russes vers la Grande-Bretagne. La plus grande évolution concernait les importations en provenance de Grande-Bretagne. La valeur du coton retordu avait légèrement augmenté pour atteindre en moyenne 1‘036‘896£, mais celle des autres produits de base avait chuté: les produits manufacturés en coton ne représentaient plus que 117‘614£, le sucre 103‘649£ et les articles en laine 118‘360£. Les hausses compensatoires avaient concerné principalement les produits des colonies britanniques.

Les chiffres provenant de sources britanniques correspondent assez fidèlement aux rapports établis par les consuls en Russie. L’évaluation *officielle*[10] du commerce extérieur anglais, par exemple, corrobore les données russes selon lesquelles les échanges anglo-russes n’avaient pas suivi le rythme de la croissance générale du commerce britannique. Le commerce extérieur total du Royaume-Uni, qui, selon les chiffres *officiels*, avait culminé à un peu plus de 100 millions de £ dans les années qui suivirent immédiatement 1815, s'élevait à 154‘852‘516£ en 1836, soit une augmentation d'environ 50%. La baisse des principaux produits d'importation russes en provenance de Grande-Bretagne témoigne clairement du succès des droits de douane protectionnistes russes. Si la Russie semble ainsi avoir perdu de son importance dans l'économie britannique, il convient de préciser qu'elle conservait son quasi-monopole sur les approvisionnements britanniques en suif, lin, chanvre, graines de lin et peaux. La Grande-Bretagne demeurait par ailleurs le principal consommateur de ces produits. Mais d'autres pays commençaient à opposer à la Russie une concurrence sérieuse. Son importance relativement moindre dans le commerce anglais est soulignée par le fait qu'en 1836, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie, la Turquie, l'Inde, l'Amérique du Nord britannique, les Antilles britanniques, les États-Unis et le Brésil absorbaient tous une valeur déclarée de produits manufacturés britanniques supérieure à celle de la Russie.[11]

À une époque où les considérations commerciales recevaient une attention croissante, tant dans les milieux officiels qu'officieux, le commerce anglo-russe perdait progressivement de son importance pour la Grande-Bretagne. Des traités commerciaux furent négociés avec la Turquie et l'Autriche ; des négociations infructueuses furent menées en vue d'un accord réciproque avec la France. En Angleterre, plusieurs analyses du commerce de la mer Noire furent publiées, mais même dans cette région, les producteurs russes étaient confrontés à la concurrence de la Turquie, des Principautés et de la région danubienne. La mission commerciale d'Urquhart n'était qu'une des nombreuses enquêtes menées par le gouvernement sur les opportunités commerciales du Proche-Orient au cours de cette décennie. En Asie centrale, une concurrence directe s'installa entre les intérêts anglais et russes. Il est assez clair que l'évolution du commerce transformait lentement les relations économiques entre la Russie et la Grande-Bretagne, passant d'une relation de complémentarité susceptible de favoriser l'amitié à une relation antagoniste pouvant avoir une influence négative sur leurs relations générales.[12]

L'auteur a d'abord esquissé la croissance alarmante de la puissance politique de la Russie, puis analysé ses relations commerciales avec la Grande-Bretagne. Il a conclu que le commerce britannique avec la Turquie, bien que d'une valeur moindre, était beaucoup plus profitable qu'avec la Russie.

De notre exposé, deux faits ressortent: premièrement, combien, dans l'ensemble, bien que plus limités en valeur brute, nos relations commerciales avec la Turquie sont plus lucratives qu'avec la Russie; deuxièmement, à quel point la Russie est dépendante de ce pays. Sans prétendre, pour l'instant, définir la proportion exacte, on peut affirmer sans trop se tromper que la moitié des exportations russes sont destinées à l'Angleterre, tandis qu'en retour, elle n'absorbe qu'un vingtième des nôtres. Commercialement comme politiquement, elle est donc sous notre contrôle. Comment riposter à la prohibition par des restrictions? Et comment le noble pourra-t-il payer la capitation pour ses serfs si le suif, le chanvre ou les peaux ne sont plus commercialisables? L’autocrate parviendra-t-il à calmer la tempête qui gronde en lançant une ukassade contre les filatures de coton et en condamnant des milliers de paysans à la famine? Qu’il le fasse![13]

Le rapport de Durham sur l'armée russe en 1836 révélait que celle-ci comptait 818'000 hommes, dont seulement 180'000 pouvaient être employés à l'étranger. Son enquête le convainquit que le système des colonies militaires était un échec.[14] Bien que le gouvernement anglais ait sans doute trouvé ces informations intéressantes, la taille de l'armée russe était bien moins importante que celle de sa marine. En effet, si les hostilités éclataient, l'Angleterre ne pourrait être directement menacée par l'armée russe tant que sa propre flotte dominait les mers. Les rapports concernant la marine russe étaient d'ailleurs beaucoup plus fréquents.

Peu après son arrivée à Saint-Pétersbourg, Durham transmit une analyse de la flotte russe de la Mer Noire, réalisée par son attaché naval. Cette analyse semblait indiquer que cette flotte, forte de soixante-et-onze navires de divers types, aurait pu venir à bout des défenses turques de Constantinople.[15] L'escadre de la Baltique était, de surcroît, si puissante qu'en 1836, le cabinet fut contraint d'accroître la force navale anglaise. En réponse à une question russe, Palmerston déclara que cette augmentation était motivée par la situation politique générale et n'impliquait aucune hostilité envers la Russie, mais les discussions entre les deux gouvernements au sujet des questions navales se poursuivirent pendant plusieurs mois. Durham s'efforça vaillamment de minimiser la méfiance de part et d'autre et, lorsque les marchands britanniques de Saint-Pétersbourg, alarmés, hésitaient à entreprendre des opérations commerciales, il suggéra qu'une partie de la flotte britannique rejoigne l'escadre russe pour sa croisière annuelle. Cette suggestion fut rejetée à Londres,[16] mais sa proposition ultérieure de limiter les manœuvres aux environs de Cronstadt fut approuvée par les autorités russes. Durham et un jeune officier de marine anglais furent cordialement invités à y participer.[17] Cette expérience servit de base à un long rapport sur la taille et l'état de la flotte russe, qui soulignait les défauts de l'équipement et de la navigation russes. Le gréement était rudimentaire et les tirs d'artillerie lents et irréguliers. Le ton général du document n'était certainement pas de nature à alarmer l'Amirauté.[18] L'aveu de Nesselrode, selon lequel en cas de guerre, la marine britannique anéantirait rapidement la flotte russe, et la déclaration de Durham, selon laquelle, de l'avis de la plupart des Russes, l'argent dépensé pour la flotte était gaspillé, durent être des nouvelles tout aussi rassurantes.[19]

La plus importante de toutes les dépêches de Durham depuis Saint-Pétersbourg fut l'évaluation minutieuse de la puissance et de la politique russes qu'il fit en mars 1836.

Je déconseille toute confiance aveugle dans la modération russe ou dans l'abnégation russe. Je ne préconise aucune politique telle que celle qui, autrefois, lui permit de déverser ses armées en Turquie sans protestation ni opposition, puis, lorsque la guerre et la maladie eurent presque anéanti son armée et quasiment paralysé sa capacité d'avancée (faits qui m'ont été personnellement confirmés par les plus éminents généraux russes), de conclure un traité à Andrinople avec tous les honneurs et les avantages d'un triomphe, triomphe qui non seulement n'existait pas en réalité, mais dont la diplomatie de l'époque aurait dû savoir qu'il aurait facilement pu se transformer en une défaite désastreuse… Je ne vois pas pourquoi, parce que nous nous reprochons à juste titre notre aveuglement pour ne pas avoir perçu, ou notre soumission à avoir soutenu ses projets en 1829… nous devrions nourrir les mêmes craintes, maintenant qu'elle se replie sur ses frontières, lorsqu'aucune démonstration militaire d'une tendance agressive n'est visible, lorsque toutes ses déclarations (appuyées également par l'acte précis du retrait volontaire de son armée du Bosphore) nient toute intention de guerre et professent le désir de paix…

La puissance de la Russie a été grandement exagérée… Ses progrès en matière de civilisation et d'organisation intérieure ont été si rapides - accomplis presque du vivant même - que, pour les Russes eux-mêmes, son état actuel paraît comparativement gigantesque… Rares sont les occasions de vérifier cette réalité par l'observation et l'analyse des Européens… Les difficultés de communication, l'immensité du territoire et la rigueur du climat empêchent, sauf cas isolés, toute inspection et toute connaissance de l'état intérieur de la Russie… Il n'est pas un seul élément de force qui ne soit directement contrebalancé par une faiblesse correspondante… En réalité, sa puissance est exclusivement défensive. S'appuyant sur la forteresse imprenable dont la nature l'a dotée - son climat et ses déserts - elle est invincible, comme Napoléon l'a appris à ses dépens. Lorsqu'elle s'aventure en plaine, elle devient vulnérable aux attaques de face, de dos et de flanc, d'autant plus exposée que sa masse gigantesque et ses proportions disgracieuses la rendent vulnérable, et elle présente, comme en Pologne et en Turquie, l'absence totale de cette énergie concentrée et de cette organisation efficace qui animent et rendent invincibles des corps plus petits mais plus civilisés.[20]

Les conclusions tirées de l'analyse de Durham sur le potentiel de la Russie semblent avoir reçu l'approbation du cabinet - Palmerston la considérait comme l'un des documents les plus pertinents et les plus clairs jamais reçus au ministère des Affaires étrangères[21] - mais, de par leur nature nécessairement confidentielle, elles n'ont pu avoir que peu d'influence en dehors des cercles officiels.

L'arrivée de tels conseils de modération, si convaincants, dans le contexte de la brouille anglo-russe fut une heureuse coïncidence, car les ministres et le public anglais étaient simultanément soumis à un déferlement de sentiments contradictoires. Urquhart lui avait fait parvenir de Constantinople le manuscrit de son ouvrage intitulé *Angleterre, France, Russie et Turquie*, qui, publié fin 1834, constituait le coup d'envoi de la campagne de propagande qu'il avait conçue avec Ponsonby.

Cette brochure développait en partie la thèse de *La Turquie et ses ressources*, mais accordait une importance bien plus grande aux implications internationales de la crise turque. Les théories d'Urquhart étaient résumées de façon saisissante dans l'introduction. Partant de l'hypothèse non prouvée que l'objectif principal de la Russie était l'acquisition de Constantinople et des Détroits, il avançait la preuve qu'en 1829 et 1833, elle n'avait pu atteindre cet objectif. Mais en 1835, elle n'avait pas renoncé à ses intentions.

L'occupation aura lieu afin d'enrayer les troubles et l'effusion de sang. Seuls les actes du gouvernement turc lui-même peuvent instaurer cet état de fait. La Russie, intervenant pour rétablir la tranquillité, a le pouvoir de le faire et se trouve contrainte de modifier sa politique intérieure, responsable des troubles. Si, avant même que les troubles n'éclatent, elle pouvait ostensiblement s'arroger le protectorat de la Turquie, elle s'assurerait la bienveillance de toutes les classes sociales en mettant fin aux abus qu'elle a elle-même incités ou encouragés par le gouvernement turc. L'occupation, par conséquent, de par les causes qui y mènent, anéantit tout intérêt de la Turquie en Angleterre, prive l'Angleterre de tout soutien en Turquie et de tout moyen d'agir sur le peuple ou sur le gouvernement (s'il est autorisé à subsister), et, de ce fait, soumet la population turque (les autres populations lui appartenant corps et âme) à la domination russe. L'Empire ottoman tout entier passe ainsi de nous à elle, qui devient alors notre ennemi déclaré. La force, les armes, les frontières, les forteresses, les trésors et les navires turcs, aujourd'hui déployés contre la Russie, seront également déployés contre nous - disciplinés, unis et dirigés par elle… La Russie choisit son moment; elle prépare les événements, elle les maîtrise tous. Elle voit tout d'un seul coup ; elle ne peut se permettre une erreur de calcul en un instant pareil. Toute son attention, son énergie et ses ressources y sont concentrées. Elle sera absolument certaine de la victoire avant même d'agir; et rien ne justifie qu'elle agisse avant d'en être certaine. Comparez son savoir, sa détermination, sa discrétion, sa rapidité et sa proximité à notre ignorance, notre incertitude, notre inconstance, notre manque de forces disponibles et notre éloignement, et dites alors si la Russie a quoi que ce soit à craindre de l'éveil des intérêts ou de l'indignation de l'Angleterre - du moins jusqu'à ce qu'elle ait eu le temps de se fortifier dans les Dardanelles et de concentrer ses armées et sa flotte au point d'attaque?

Mais venons-en à un autre sujet: l'effet de l'occupation de Constantinople sur l'Angleterre elle-même… Jusqu'ici, nous avons considéré la Perse comme un simple territoire qu'il fallait placer entre nos possessions indiennes et la Russie, un espace de deux mille milles traversé au cours duquel son influence (nous ne parlons pas d'armées) s'était affaiblie et perdue. Que deviendra cette influence après la conquête du centre de l'islamisme, de la capitale de l'Orient, de la voie maritime essentielle reliant tous les pays qui bordent ou communiquent avec la Mer Noire? Quel sera l'effet, non pas de la subjugation de la Perse, mais du transfert instantané de la puissance et des capacités perses entre les mains de la Russie? Cet espace neutre disparaît de la carte. Il se transforme en une source de force imposante et agressive; il abrite un peuple nombreux, patient et belliqueux, que la Russie pourra discipliner et déplacer sans difficulté ni dépense. Parmi ce peuple, une expédition en Inde est également populaire en raison de ses attraits immédiats, de ses traditions et de son expérience. Si un camp de 50'000 hommes était rassemblé à Hérat, que ceux qui connaissent l'Inde en jugent les conséquences!

Ce passage illustre parfaitement le style d'Urquhart. Son imagination était débordante et, à l'instar de ses prédécesseurs Wilson et Evans, il passait d'une idée à son implication la plus improbable, ignorant toutes les difficultés intermédiaires. Il ne s'est guère efforcé, par exemple, d'expliquer comment les ressources de la Turquie et de la Perse pourraient tomber instantanément et sans frais dans les mains de la Russie.

Le corps du pamphlet ne faisait qu'amplifier les idées exprimées dans la préface. La Pologne y était présentée comme un exemple terrible du sort qui attendait l'Empire ottoman si ses alliés ne lui venaient pas en aide, et l'accent était mis en particulier sur l'association historique entre la Pologne et la Turquie contre l'agression russe. Le propos se déplaçait ensuite vers la Grèce. Urquhart affirmait que la Russie avait fomenté la révolution, incité l'Angleterre et la France à détruire à Navarin le seul moyen de défense de la Turquie, puis, en déclarant la guerre, profité de la faiblesse de la Sublime Porte pour obtenir le traité d'Andrinople. À l'instar de celui de la Pologne, l'histoire de la Grèce laissait présager le sort réservé aux Turcs. Urquhart décrivit ensuite les réformes en Turquie, passées et à venir, et évoqua sa puissance potentielle, qui avait empêché une conquête directe en 1828-1829 et pouvait encore le faire. Par conséquent, la Russie devait s'engager comme

protectrice, comme en 1833. À cette époque, l'influence de l'Angleterre et de la France avait stoppé Ibrahim et contraint la Russie à se retirer sans autre avantage que le traité d'Unkiar Skelessi. Le plaidoyer final d'Urquhart était celui d'une véritable alliance pour remplacer la fausse entente franco-britannique que la Russie avait encouragée. L'Autriche, déclara-t-il, se joindrait bientôt à l'alliance, la Turquie serait en sécurité et la Russie déconcertée.[22]

Après *L'Angleterre, la France, la Russie et la Turquie*, parut, quelques mois plus tard, *Le Sultan Mahmoud et Méhémet Alt Pacha*. Ce second pamphlet reprenait les théories du précédent, mais s'attardait davantage sur l'impasse turco-égyptienne. Urquhart soutenait qu'un soutien ouvert et enthousiaste au pacha serait une politique bien plus judicieuse que la tentative actuelle de préserver un statut qui ne profitait qu'à la Russie. À ses yeux, le sultan était de loin préférable au pacha.

Mais si nous choisissons de nous attaquer au mal et de l'endiguer à sa source - si nous choisissons d'affronter la Russie en Mer Noire; si nous décidons qu'elle ne doit plus s'immiscer dans les affaires de la Turquie ou de l'Europe, alors, en effet, il ne sera plus nécessaire de choisir entre le Sultan et le Pacha; nous leur imposerons alors nos conditions, ainsi qu'à la Russie.[23]

Le retour de Palmerston au ministère des Affaires étrangères améliora les perspectives d'Urquhart. Il refusa le poste consulaire auquel Palmerston l'avait proposé, mais obtint finalement en septembre, apparemment après de fortes pressions du roi et de Taylor sur Palmerston, celui de secrétaire d'ambassade à Constantinople. Il pensait du moins qu'on lui confierait la négociation d'un traité commercial qui reprendrait les théories exposées dans *Turquie et ses ressources* et qui permettrait de tirer pleinement profit de la levée des restrictions sur le commerce anglo-turc. Durant son séjour à Constantinople, Urquhart avait approfondi la question avec plusieurs hommes d'État turcs et avait même obtenu un entretien avec le sultan. Ces négociations officieuses lui permirent d'affirmer que la Sublime Porte avait déjà approuvé son projet de traité. Si sa nomination diplomatique parut par la suite d'une indiscrétion extraordinaire, elle présentait néanmoins de nombreux avantages à l'époque. Urquhart bénéficiait de la faveur sans réserve de Ponsonby, de Taylor et du roi, et possédait manifestement une connaissance inégalée de la situation en Turquie et une influence considérable au sein de ses instances dirigeantes. La convention qu'il proposait était pleinement conforme aux principes de liberté commerciale qui commençaient à influencer la politique whig. De Palmerston, il ne différait, concernant la Russie, que par la plus grande véhémence de sa méfiance. Ces qualités étaient contrebalancées par son manque d'expérience et sa haine obsessionnelle de la Russie.[24]

La nécessité pour le ministère des Affaires étrangères et le Board of Trade d'étudier attentivement l'accord proposé empêcha Urquhart de partir immédiatement pour Constantinople et lui permit de poursuivre l'autre phase de sa campagne. Encouragé par le succès de ses pamphlets, largement commentés et ayant suscité d'autres brochures polémiques, il entreprit la publication du *Portfolio* et établit un lien entre sa cause et celle de la Pologne. De Czartoryski et de son neveu, Zamoyski, il obtint des copies de documents diplomatiques russes extraits des archives de Varsovie pendant la révolution. Ces documents constituaient la partie la plus importante et la plus sensationnelle de la série de documents officiels et semi-officiels qui parurent pendant dix-huit mois dans cette revue extraordinaire.[25]

La publication par Urquhart d'une philipicure hebdomadaire contre la Russie fut l'un des épisodes les plus marquants de son étonnante carrière. La nature de son contenu - Nesselrode reconnut en privé l'authenticité des documents - lui assura une grande attention, notamment dans les milieux diplomatiques. L'annulation de la nomination d'Urquhart n'ayant pas suivi immédiatement la protestation de l'ambassadeur russe, certains ont douté que le ministère des Affaires étrangères ait eu connaissance directe de son rôle dans cette publication. Les archives d'Urquhart prouvent cependant qu'il bénéficia, dès le départ, des conseils constants de Fox Strangways, sous-secrétaire d'État politique de Palmerston, et de Sir Herbert Taylor. L'enthousiasme du premier était tel qu'Urquhart crut non seulement que son journal bénéficiait de l'approbation de Palmerston, mais aussi que ses frais seraient pris en charge par le ministère des Affaires étrangères. On ignore précisément dans quelle mesure Palmerston était au courant du projet. Il déclara à la Chambre des communes n'avoir eu aucun contrôle sur le portefeuille ministériel. Mais le rôle joué par Strangways, et le fait qu'Urquhart n'ait exigé de rupture avec cette société qu'après la parution du sixième numéro et la réception de la protestation russe, laissent penser que la déclaration de Palmerston, si elle était techniquement exacte, était pour le moins quelque peu fallacieuse.[26]

Le premier numéro du *Portfolio*, paru fin novembre 1835, ne contenait qu'un mémorandum soumis par le comte Bernstorff au roi de Prusse, en janvier 1831, sur les relations de la Prusse avec les autres membres de la confédération germanique. Seul un lecteur partageant l'intuition mystique d'Urquhart quant aux implications d'une phrase ambiguë aurait pu y déceler la moindre preuve d'intrigue russe, bien que certaines expressions fussent susceptibles d'offenser un libéral convaincu. Dans la presse, le nouveau périodique fut accueilli avec enthousiasme. Le *Post*, par exemple, suggéra que la publication de documents d'État constituait un service public des plus utiles.[27]

Dans le deuxième numéro, Urquhart exploita une erreur commise par son principal détracteur. Le tsar s'était rendu à Varsovie en octobre 1835 pour la première fois depuis la révolution et avait adressé aux officiers municipaux suppliants une tirade d'une violence inexplicable. Les commentaires incendiaires de la presse française trouvèrent rapidement un écho en Angleterre, et en novembre, les colonnes de tous les journaux, à l'exception des plus conservateurs, regorgeaient d'invectives contre la Russie. À la lumière de l'éloquence politique de l'Europe d'Hitler et de Mussolini, ce discours ne paraît pas si extrême. Les propos les plus menaçants étaient l'avertissement du tsar quant aux conséquences fatales d'une nouvelle insurrection: *Je ferai tonner le canon sur la ville. Varsovie sera détruite et ne sera certainement jamais reconstruite de mon vivant.* Mais pour une génération imprégnée de l'atmosphère romantique du nationalisme libéral, sa prédiction: *Si vous persistez dans vos rêves d'une nationalité distincte, d'indépendance de la Pologne et de toutes ces chimères, vous ne vous attirerez que des malheurs encore plus grands*, semblait surpassée en perversité seulement par la violation flagrante du traité de Vienne qu'elle confessait.[28] L'horreur que suscita ce discours est pleinement illustrée par le refus des rédacteurs du *Times* d'en reconnaître l'authenticité. Lorsqu'il fut finalement publié intégralement après plusieurs jours, un éditorial commença par qualifier le tsar de *féroce Tartare* et avança que la folie, ou peut-être l'expérience maligne du pouvoir tyrannique, étaient les seules explications plausibles de ses propos. Une phrase caractéristique de la paraphrase du discours illustre son extrême hostilité. *N'osez pas me dire que je ne suis pas exécré au fond de votre cœur - moi qui ai perfidement violé tous ces engagements envers la Pologne et l'Europe, en vertu desquels votre pays m'a été confié - moi qui ai couvert la Pologne des tombes de ses meilleurs et plus braves patriotes…*[29] Durant les dernières semaines de l'année, toute la presse anglaise, à l'exception quasi-totale du *Post*, a résonné d'invectives comparables, qui se sont progressivement étendues à tous les aspects de la Russie et de sa politique.[30]

Le *Portfolio* était d'une violence inouïe: son deuxième numéro contenait des passages censurés du discours, le troisième, trois versions différentes, chacune plus virulente que la précédente, les quatrième et cinquième numéros dénonçant en grande partie la menace que représentait la Russie pour la sécurité de l'Europe et les libertés individuelles. Reconnaissant peut-être que l'opinion publique commençait à se lasser de l'affaire de Varsovie, Urquhart reporta ses attaques sur la campagne russe dans le Caucase. Il avait rapporté de sa mission d'enquête un document présenté comme un appel adressé aux peuples d'Europe par les vaillantes tribus circassiennes. Cette *Déclaration d'indépendance* était probablement de la plume d'Urquhart lui-même, bien qu'elle ait sans doute reçu l'aval de certains chefs guerriers. Les numéros suivants du Portfolio développèrent avec véhémence la thèse selon laquelle la Russie n'avait aucun droit dans la région, que la barrière infranchissable du Caucase était le rempart qui préservait l'indépendance de la Perse et le précieux commerce entre l'Asie centrale et l'Europe occidentale. Si la Russie parvenait à s'emparer de cette position stratégique, la Turquie, la Perse et l'Inde succomberaient inévitablement à son attaque. Ainsi, à la thèse initiale selon laquelle la sécurité de l'Angleterre et de l'Europe dépendait du sort de la Turquie, s'ajoutait le corollaire que les nobles Circassiens détenaient la clé du bonheur de l'humanité. L'Angleterre devait assurément saisir cette occasion de réaliser un immense profit commercial tout en préservant les libertés de l'Europe. En reconnaissant l'indépendance des Circassiens, elle offrirait à ses sujets une source de matières premières qui les affranchirait des monopoles russes.[31]

L'attaque contre la Russie étant ainsi lancée sur plusieurs fronts, Urquhart put, conformément aux exigences de Palmerston et Taylor, se retirer de toute fonction active au sein du portefeuille. Plusieurs de ses disciples, le capitaine G. E. Westmacott, H. H. Parish, ancien secrétaire peu compétent de Stratford Canning, et un certain David Ross de Bladensburg, tous de vieux amis d'Urquhart, furent chargés de sa conduite. La mère d'Urquhart, James (plus tard Sir James) Hudson, Strangways et Taylor semblent avoir joué un rôle de conseillers, tandis que H. H. Wilson, pro-

fesseur de sanskrit à Oxford, et Sir John McNeill entretenaient des liens plus ténus avec la revue. Henry Bulwer et peut-être Stratford Canning figuraient parmi les contributeurs. La revue continua de paraître jusqu'en juin 1837, son contenu allant des documents russes dérobés à des articles de propagande virulente non signés. Le ton demeura constamment anti-russe, mais dans les derniers numéros, les rédacteurs se lancèrent, au grand dam d'Urquhart, dans une attaque virulente contre la politique whig. L'étendue de son influence reste sujette à caution. Sa diffusion, bien qu'inférieure à celle des grands quotidiens ou revues, était considérable, environ 800 exemplaires, et la reproduction de ses articles et de ses idées dans les journaux métropolitains a certainement étendu son influence bien au-delà du cercle de ses lecteurs, surtout durant les premiers mois.[32]

L'activité de propagande d'Urquhart ne se limitait pas à ses propres écrits. Aidé d'autres spécialistes anglais de l'Orient, il lança une campagne active dans la presse anglaise, notamment auprès de John McNeill, futur ministre britannique à Téhéran, qu'il avait rencontré à Constantinople, et de J. B. Fraser, qui furent ses principaux collaborateurs. McNeill publia dans le *Quarterly*, en février 1835, un article intitulé *Angleterre, France, Russie et Turquie* qui résumait et analysait la brochure d'Urquhart portant le même titre. Le ton et la pensée de cet article sont si proches des écrits d'Urquhart qu'il suffit de mentionner ici la conversion complète du *Quarterly* à la thèse urquhartienne.[33]

Plus remarquable encore, car plus révélateur de l'opinion britannique et de l'influence de l'école d'Urquhart, est un article paru dans la *Foreign Quarterly Review* en mars. Le critique y justifiait, non sans une certaine appréhension, sa mention d'un ouvrage initialement écrit en anglais, par l'importance du sujet. Cet article adoptait intégralement la thèse urquhartienne sur la force insidieuse de la diplomatie russe et la nécessité pour la Grande-Bretagne d'aider la Turquie en envoyant une flotte en Mer Noire. Il fut suivi d'articles allant dans ce sens en juillet 1835, puis dans presque tous les numéros suivants pendant plusieurs années. Il est significatif que le *Portfolio* et les autres écrits d'Urquhart aient été particulièrement salués. Bien que le *Foreign Quarterly* ait accordé une attention considérable à la Russie par le passé, ce n'est qu'en 1835 qu'il commença à manifester une tendance alarmiste.[34]

L’influence d’Urquhart sur une nouvelle revue, *The British and Foreign Review*, parue pour la première fois en juillet 1835, est encore plus manifeste. Fondée par Thomas Wentworth Beaumont, président de l’Association polonaise et cofondateur de la *Westminster Review*, elle mena dès ses débuts une campagne en faveur de la Pologne et contre la Russie, comme son nom l’indiquait. Le premier numéro contenait une analyse virulente de la diplomatie russe; le second, plusieurs articles similaires sur *La Russie, la Perse et l’Inde; les desseins de la Russie*, *Cracovie, La Grèce et le Levant - Unkiar Skelessi* et *Burnes à Boukhara*. Rien dans ses archives ne prouve qu’Urquhart ait participé à la gestion de la revue, mais lui et McNeill y ont contribué, et son parti pris anti-russe était à peine moins marqué que celui du *Portfolio*.[35]

L’influence d’Urquhart sur d’autres journaux est moins certaine. Il était convaincu d'avoir rallié à sa cause les journaux *Blackwood's, Tait's* et *Chambers' Journal,* et d'avoir exercé une certaine influence sur le Westminster, en plus des périodiques déjà mentionnés. Le Westminster publia d'ailleurs un article sur les atrocités russes en Pologne en juillet 1835, et en octobre une critique du *Voyage à vapeur de Quin sur le Danube,* qui contenait une allusion indirecte à la question du Proche-Orient. *Blackwood's*, comme le *Westminster*, avait déjà exprimé son aversion pour la Russie sans ambages, mais à partir du numéro d'août 1835, ses articles devinrent sensiblement plus passionnés et plus fréquents. On a déjà noté qu'en février 1836, il adopta sa thèse sur l'interrelation entre *politique étrangère et commerce extérieur*.[36]

Le cercle d'Urquhart consacra également son énergie à la production de brochures. David Ross compila une série d'extraits de journaux britanniques et continentaux, notamment du Moniteur Ottoman, qui consistait en fait en un recueil de critiques élogieuses sur la Turquie et ses ressources. Urquhart lui-même fit publier une réponse plutôt modérée à l’ouvrage de Cobden, *England, Ireland and America*, intitulée *Turquie et Russie*, qui insistait fortement sur l’importance du commerce turc.[37] Plus significative encore fut l’étude de McNeill sur les progrès et la situation actuelle de la Russie en Orient, soumise à la critique de Palmerston et publiée anonymement à sa demande. Les conclusions auxquelles McNeill parvint après avoir examiné l’expansion russe depuis l’époque de Catherine II constituent la partie la plus intéressante de cette brochure.

Il existe cependant un stade, dans le processus de subjugation, où la résistance cesse et où la protection commence ; un stade au-delà duquel la force et la violence ne sont plus nécessaires, et où l’absence de

conflit ne justifie aucune intervention de tiers. Pour une puissance qui doit craindre l'opposition dans sa quête de conquête, l'étape qui lui permet de franchir ce point est la plus importante de toute la série, et la Russie, forte de sa longue expérience, en connaissait parfaitement la valeur… Tel était le résultat que la Russie cherchait à obtenir du traité d'Unkiar Skellessee…

L'intérêt que la Grande-Bretagne porte à la préservation de la Perse se rapporte plus directement à son empire indien, et son intérêt pour la Turquie est plus directement lié à l'état de l'Europe; mais l'influence de l'un sur l'autre est telle que le sacrifice de l'un entraînerait presque nécessairement la chute des deux. Les ressources de la Perse entre les mains de la Russie suffiraient à neutraliser toute la puissance restante du sultan en Asie; et le contrôle des ressources de la Turquie par la Russie mettrait la Perse à genoux sans un seul coup. L'intérêt que nous avons pour les deux est donc, en fin de compte, en jeu dans chacune d'elles, et ce double intérêt, considéré dans toutes ses dimensions, politiques et commerciales, en Europe et en Asie, est peut-être aussi important que tout autre intérêt que nous ayons à défendre au-delà des limites de ces îles.[38]

La campagne de propagande d'Urquhart dans la presse périodique fut importante car elle maintint l'expression des sentiments anti-russes en Angleterre à un moment où l'absence d'événements avait interrompu les diatribes des journaux. Il est impossible de mesurer précisément son influence, mais son rôle moteur explique en grande partie l'augmentation, autrement inexplicable, des attaques contre la Russie. De fait, l'importance de la voix unique qui s'éleva dans la protestation publique tend à confirmer l'idée qu'en réponse à l'appel d'Urquhart, la quasi-totalité de la presse britannique s'est emparée de l'opinion publique hostile. Dans les cercles officiels, la perspicacité de Durham lui permit de percer le brouillard des préjugés et de percevoir la véritable faiblesse de la Russie, mais un jugement tout aussi lucide semble n'avoir été porté ailleurs que par Richard Cobden. Encore un obscur *industriel de Manchester*, Cobden s'était converti avec ferveur à la théorie du libre-échange et était convaincu de la folie de toute guerre autre que strictement défensive. Sachant qu'Urquhart était l'auteur de l'ouvrage *Angleterre, France, Russie et Turquie*, il déduisit de la nomination de ce dernier à un poste diplomatique que le ministère des Affaires étrangères nourrissait lui aussi des intentions hostiles envers la Russie et, pour contrer ce mal, publia sous pseudonyme les pamphlets *Angleterre, Irlande et Amérique* et *Russie*, en 1836. Cobden était convaincu que le commerce était la source de toute richesse et de toute puissance, et que le territoire n'avait que peu de valeur. L'expérience de l'Angleterre avec l'Irlande et celle de la Russie avec la Pologne étaient pour lui la preuve irréfutable de cette illusion. Il ne craignait pas la Russie, car ses vastes territoires et sa population nombreuse produisaient moins de revenus et moins de richesse réelle que les ressources, certes plus modestes, mais mieux exploitées, de la Grande-Bretagne. Ni l'Inde, ni le commerce britannique ne lui semblaient menacés, car la Russie n'avait eu de difficultés à se défendre contre Napoléon et ses flottes pouvaient facilement être bloquées en mer Noire et en mer Baltique. Urquhart exhorta à une croisade en faveur de la Pologne et de la Turquie, mais Cobden rétorqua que la possession de la première par la Russie avait rétabli l'ordre et marqué l'aube d'une ère nouvelle et plus prospère pour les Polonais. Il déclara qu'une transformation similaire suivrait la conquête de la seconde par le tsar. La Grande-Bretagne, affirmait Cobden, ne pouvait légitimement protester contre l'expansion russe, car, outre ses succès antérieurs en Inde et à Gibraltar, elle avait elle-même réalisé, depuis 1800, des acquisitions trois fois plus importantes. Il concluait sa brochure par un vibrant appel à une politique anglaise de paix et de non-intervention qui permettrait de réduire la dette publique et d'améliorer la position concurrentielle de la nation face à l'Amérique, son seul véritable rival. Un paragraphe illustre parfaitement son mépris total pour la Russie.

Les seules régions industrielles - ne serait-ce que les quatre comtés anglais du Lancashire, du Yorkshire, du Cheshire et du Staffordshire - pourraient, à tout moment, grâce à la richesse tirée par le savoir-faire et l'industrie de leur population des ressources naturelles de ce minuscule territoire, vaincre l'empire russe tout entier! Liverpool et Hull, avec leurs flottes et Manchester, Leeds et Birmingham, avec leurs capitales, pourraient bloquer, dans les eaux de Cronstadt, toute la marine russe et anéantir le commerce de Saint-Pétersbourg. De plus, si l'on suppose que, durant les trente années suivantes, la Russie, poursuivant sa politique d'expansion territoriale, devait annexer successivement ses voisins, la Perse et la Turquie, tandis que l'Angleterre, que nous avons imaginée réduite à la superficie de ces quatre comtés, continuerait sur sa lancée en matière d'ingéniosité mécanique, le rapport de forces pencherait, au terme de cette période, bien plus largement en faveur de l'empire pacifique et industrieux. Ce simple point sur l'océan - sans colonies, qui ne sont qu'un appendice coûteux d'un gouvernement aristocratique - sans guerres, qui n'ont été qu'une autre manière aristocratique de piller et d'opprimer le commerce - serait, avec seulement quelques centaines de lieues carrées de surface, grâce à la richesse qu'elle aurait accumulée par ses arts et son industrie, l'arbitre du destin de la Russie, avec ses millions de kilomètres carrés de territoire. Liverpool et Hull, avec leurs milliers

de navires, seraient en mesure de dicter leurs lois au possesseur d'un quart de la surface du globe: elles pourraient alors bloquer la Russie en mer de Marmore, comme elles le font déjà dans le golfe de Finlande - lui refuser la liberté des mers - priver ses fiers nobles de tout produit étranger et de tout luxe, et les réduire, au milieu de leurs milliers de serfs, à l'état barbare de leurs ancêtres, des anciens Rousniaques - et enfermer son tsar dans sa splendide prison de Constantinople.[39]

Le bon sens et la renommée ultérieure de Cobden ne doivent pas surestimer l'importance de ces pamphlets. À l'époque, ils suscitèrent beaucoup moins d'intérêt que les publications plus sensa-tionnelles de l'école de pensée adverse. Seuls quelques périodiques leur accordèrent une atten-tion favorable. Cobden lui-même était convaincu de défendre une thèse qui, autrement, aurait pu tomber dans l'oubli.[40]

L'ampleur de l'antipathie anglaise envers la Russie fut succinctement décrite par Aaron Vail, *chargé d'affaires* américain à Londres depuis 1832 et observateur avisé, compétent et impartial. En novembre 1835, il transmit à Washington une analyse critique approfondie du sentiment britannique à l'égard de la Russie. Au sujet du discours de Nicolas II à Varsovie, il écrivit:

[Il a] ravivé une grande partie de la sympathie envers les valeureux Polonais, sympathie que le temps avait considérablement affaiblie… La presse, à une exception près, a tordu de malédictions le tyran et la politique cruelle qui semble l'animer; Les peuples de toute l'Europe ont répondu à l'appel, et il n'est pas déraisonnable de croire que des gouvernements autrefois alliés à la Russie ont subi son influence, tandis que d'autres, qui la considéraient avec envie, se réjouissent de voir leurs rangs s'accroître et leur position se renforcer… L'Angleterre reste ferme dans son rôle de régulateur de la politique européenne… Elle ne peut rester indifférente face à la proclamation de principes tels que ceux récemment énoncés par le tsar. Tories ou Whigs, la presse les a condamnés sans réserve, et, sur ces sujets, elle exprime clairement l'opinion publique. Sous un gouvernement tory, des efforts auraient peut-être été déployés pour freiner la propagation de l'hostilité en-vers un allié tel que le tsar, mais les conseils qui gouvernent actuellement la Grande-Bretagne ne partagent pas de telles sympathies; et la partie de l'organe public qui interprète habituellement les sentiments du Ca-binet dénonce avec véhémence la politique russe et commence à évaluer les risques d'une guerre qui aurait pour but d'empêcher les empiètements russes. Parmi les moyens employés quotidiennement pour populari-ser ce sentiment, les prétendues opinions de la Russie sur l'Inde britannique ont été, aussi absurdement que cela puisse paraître, brandies pour attiser les craintes ignorantes du peuple. Un différend territorial entre su-jets britanniques et autorités russes sur la côte nord-ouest de l'Amérique est survenu à un moment opportun pour influencer l'opinion publique. La présence dans le pays du prince Czartoryski et d'autres exilés polonais de renom, qui suscitent chez la population des marques d'intérêt et d'admiration spontanées, offre quotidien-nement des occasions d'exprimer des sentiments anti-russes; tandis que dans les milieux plus influents et mieux informés, la soumission de la Turquie et le contrôle du Bosphore, pratiquement cédés à la Russie par les traités d'Andrinople et d'Unkiar Skelessi, ont suscité - sinon la crainte de la puissance grandissante de l'autocrate, du moins l'impression qu'il est temps de mettre un frein ef-ficace à sa politique d'expansion. Je ne crois pas que la Grande-Bretagne souhaite recourir à la guerre à cette fin. Mais, en même temps, je ne doute pas que les ministres se réjouissent de l'impopularité récente de la Russie, espérant soit que la prise de conscience de ce fait l'incitera à modifier sa conduite et à faciliter les efforts de l'Angleterre pour annuler le récent traité relatif aux Dardanelles; soit que, si le recours aux armes devait finalement s'avérer néces-saire, il recevrait l'aval, voire l'aide, d'autres États européens, y compris ceux qui, avec elle, ont formé la Sainte-Alliance contre les principes révolutionnaires.[41]

L'incident auquel Vail faisait allusion était un accrochage mineur entre des agents de la Compagnie de la Baie d'Hudson et des fonctionnaires des territoires russes d'Amérique du Nord. Il attira brièvement l'attention de la presse et fut cité par Sir Herbert Taylor, dans une lettre de conseil à Urquhart concernant le *Portfolio*, comme un exemple de problème susceptible d'être dramatisé au point d'inciter la nation à adopter une position intransigeante contre la Russie. En l'absence de propagande incendiaire pertinente, les négociations en vue d'un règlement du différend s'éternisèrent sans affecter sensiblement les relations entre les deux pays.[42]

L'effet exacerbateur de l'activité propagandiste fut, au contraire, manifeste lors des débats à la Chambre des communes que Lord Dudley Stuart, Stratford Canning et P. M. Stewart provoquèrent au printemps 1836. Stuart lança sa campagne lors du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, affirmant que l'inquiétude grandissait parmi les hommes de tous partis et de toutes classes sociales face à la montée en puissance de la Russie et qu'ils savaient que le commerce anglais, sa position politique en Europe et l'Inde étaient menacés. Mais la véritable attaque de Stuart porta sur une motion exigeant la production de documents relatifs au traité d'Unkiar Skelessi. Le 19 février, il rejeta expressément toute sympathie pour la Pologne et déclara que la question était *russe, turque, indienne, anglaise et européenne*. Son discours couvrait l'ensemble de la thèse

d'Urquhart, soulignant l'essor considérable de la Russie depuis l'époque de Pierre le Grand. Il évoqua notamment sa proximité avec Stockholm, Dresde, Paris et l'Inde. L'augmentation rapide de sa puissance navale, la menace qu'elle faisait peser sur le commerce croissant de l'Angleterre au Levant et avec la Perse via Trébizonde, ainsi que la puissance écrasante que lui conférerait la possession des Détroits furent autant de sujets abordés. Stuart estimait que le danger direct pour l'Inde était encore lointain, mais que la possession de la Turquie et de la Perse par la Russie aggraverait considérablement le handicap de l'Angleterre lorsque la guerre éclaterait. Il fit directement référence à des articles du *Quarterly*, de la *British and Foreign Review* et du *Portfolio*.

Thomas Attwood appuya la motion de Stuart dans un discours encore plus virulent, interprété par d'autres membres comme une demande explicite de guerre préventive immédiate. Palmerston et plusieurs autres membres du cabinet minimisèrent le danger si fortement exposé, mais plaidèrent davantage pour la confiance dans la politique du gouvernement que contre la réalité d'une menace russe. Un seul député, un tory, contesta sérieusement l'hypothèse générale de Stuart.[43]

L'influence néfaste de la Pologne se manifesta en mars, lorsque la décision de la Russie et de l'Autriche d'intervenir à Cracovie pour réprimer les intrigues polonaises subversives incita Stratford Canning à porter la question à l'attention de la Chambre des communes. Dans deux discours, il défendit la nécessité de préserver le traité d'Europe établi à Vienne face aux empiètements de la Russie et de ses alliés despotiques. Les propos de Canning étaient plus mesurés que ceux de Dudley Stuart, mais la modération de Palmerston ne put contrer les invectives d'O'Connell et de Hume.[44] Le 30 mars, P. M. Stewart revint sur l'occupation de Cracovie, puis s'enquit du droit de la Russie d'établir une station de quarantaine sur le Danube. Les réponses conciliantes de Palmerston ne dissuadèrent pas Stewart de remettre la question de la menace russe au cœur des débats d'une session parlementaire qui l'avait déjà examinée plus en profondeur que jamais auparavant. Le 20 avril, il adressa une requête au roi pour l'établissement d'un consulat à Cracovie et l'adop-tion d'une politique mieux adaptée à la protection et au développement des intérêts commerciaux britanniques en Turquie et en mer Noire. La première partie, plus brève, de son discours traitait des crimes russes en Pologne et comprenait une citation du discours de Nicolas II à Varsovie. Fort de ce constat, il aborda la question du commerce britannique avec la Russie et la Turquie, notamment en mer Noire. Un impressionnant ensemble de statistiques relatives aux tonnages et aux marchandises fut présenté pour démontrer le déclin du commerce avec la Russie et la croissance de celui avec la Turquie. Le potentiel de la Turquie était jugé bien plus important, d'autant plus que la politique établie de la Russie était celle de l'indépendance économique. Des droits de douane prohibitifs, affirma-t-il, avaient été imposés par le passé et seraient rétablis à l'avenir sur toutes les marchandises que la Russie serait capable de produire elle-même. Elle cherchait à anéantir le commerce britannique dans la région danubienne et, par le biais de la Circassie, en Perse. Stewart n'a fait aucune référence explicite aux écrits de l'école d'Urquhart, mais son argumentation était si profondément urquhartienne dans son esprit qu'il est inconcevable qu'elle n'ait pas reflété l'influence de ce dernier.

En réponse, Palmerston accepta la thèse de Stewart, mais soutint que sa démonstration statistique de la croissance du commerce britannique, malgré la situation troublée en Orient, justifiait, et non dénonçait, la politique whig. Le débat dégénéra alors en une discussion partisane sur la politique anglaise depuis 1825, les Whigs et les Tories défendant chacun, sans grande conviction, leur propre conduite des affaires. Roebuck, un radical, introduisit un élément nouveau en suggérant que le despotisme russe était préférable à l'anarchie oligarchique en Pologne, ce qui provoqua une réplique horrifiée de Cutlar Fergusson.[45]

L'influence de ces débats à la Chambre des communes se fit sentir dans les relations diplomatiques entre la Russie et l'Angleterre. Ils suscitèrent une inquiétude chez Nicolas II et Nesselrode, que Durham, grâce à sa longue critique du pouvoir russe citée plus haut, dut apaiser. Ils n'ont certainement pas facilité le règlement des troubles de Cracovie que Palmerston imposa au gouvernement russe.[46]

Leur inspiration et leur influence en Angleterre sont moins certaines. La presse les a largement couverts et commentés, souvent en des termes très hostiles. L'existence d'un lien direct entre le groupe d'Urquhart et les russophobes parlementaires n'est pas établie, mais Stratford Canning connaissait personnellement Urquhart et Parish, et probablement McNeill, et leurs idées étaient manifestement présentes à l'esprit de plusieurs orateurs de la Chambre. L'importance du commer-

ce anglais en Turquie et à travers celle-ci bénéficia d'une reconnaissance générale qu'elle n'avait pas reçue avant la publication des ouvrages d'Urquhart. Il est donc raisonnable de supposer que l'attention sans précédent portée par la Chambre des communes en 1836 aux problèmes liés aux ambitions russes était en grande partie le fruit de sa campagne de propagande.[47]

Au printemps 1836, la campagne en Angleterre avait considérablement progressé et, ayant confié la direction active du portefeuille à d'autres, Urquhart se consacra à la préparation du traité commercial avec la Turquie. Il rédigea plusieurs notes et discuta du problème avec Palmerston et avec Poulett Thompson, président du Board of Trade; mais, comme toujours, il constata que les autres ne suivaient pas son rythme effréné. Une intrigue avec l'envoyé turc à Paris provoqua naturellement une sévère réprimande de Palmerston et un avertissement: s'il ne limitait pas son activité aux affaires qui lui avaient été officiellement confiées, sa nomination serait révoquée. Finalement, en juin, il partit pour Constantinople en compagnie de McNeill, récemment nommé ministre à Téhéran. Deux séjours à Munich et à Vienne, où il servit le roi de Bavière et Metternich, ne durent guère plaire à Palmerston. Son ardeur militante s'exacerba lors d'une visite en Serbie à son vieil ami, le prince Milosch. À peine avait-il pris ses fonctions qu'il se querella violemment avec Ponsonby, son ancien complice, au point que l'ambassadeur lui refusa l'accès aux archives et ne communiqua avec lui que par l'intermédiaire d'un drogman. Cette rupture semble avoir été provoquée par la conception exagérée qu'Urquhart avait de son autorité et, par conséquent, par son refus d'agir comme il sied à un secrétaire de légation. Cela l'empêcha d'être employé pour des affaires officielles, et la conclusion du traité commercial fut l'œuvre d'Henry Bulwer en août 1838. Déchargé de toutes fonctions, il prouva rapidement qu'il pouvait constituer une menace sérieuse pour la paix en Europe.[48]

Avant de quitter Londres, Urquhart avait initié une manœuvre visant à obtenir l'aide concrète de l'Angleterre pour les Circassiens. Durant l'été 1836, un conspirateur du nom de Stewart se rendit en Circassie, y distribua des exemplaires du *Portfolio* et, dans le but d'encourager la résistance circassienne, mena des intrigues si efficaces que sa conduite fit l'objet d'une conversation entre Durham et le tsar et fut l'occasion pour le premier de plaider avec ferveur que si l'Angleterre devait s'opposer à la Russie dans le Caucase, elle le ferait au moins ouvertement.[49] S'inspirant peut-être de l'opinion de Sir Herbert Taylor selon laquelle seule une violation des droits britanniques susciterait une demande nationale de mesures coercitives, l'étape suivante de la vendetta d'Urquhart fut de créer un incident qui exigerait une définition du statut de la Circassie.

Le complot était bien conçu. Urquhart savait sans doute que la région était suivie de près par le ministère des Affaires étrangères depuis la guerre russo-turque; l'intérêt officiel avait même été reconnu par Palmerston à la Chambre des communes. Une technique prometteuse avait été mise en évidence lorsque, en mai 1835, la marine russe avait arraisonné un navire anglais, le *Lord Charles Spencer*, alors qu'il croisait au large des côtes caucasiennes. Cette action russe s'appuyait sur un blocus de la côte, non respecté, imposé en 1831 afin de faciliter la soumission de la région récemment acquise aux termes du traité d'Andrinople. Les gouvernements anglais et russe étaient toujours engagés dans une discussion tendue sur les droits de leurs propriétaires respectifs. Quelques semaines seulement avant que ce nouvel incident ne soit connu, le différend précédent avait été réglé par la reconnaissance, par la Russie, de la revendication anglaise concernant la saisie du *Lord Charles Spencer* en haute mer et par l'octroi d'une indemnisation à ses propriétaires. La question fondamentale de la possession russe de la Circassie, que Palmerston ne souhaitait pas reconnaître mais à laquelle il n'était pas prêt à s'opposer par la force, restait donc en suspens, bien que Metternich ait perçu que la controverse autour de la limite des trois milles sous-entendait les droits souverains *de jure* de la Russie.[50]

Urquhart décida d'envoyer un navire chargé de sel, marchandise prohibée par la réglementation russe, dans un port où tout commerce extérieur était interdit. Si le navire était saisi, la question fondamentale ne pourrait plus être éludée. Il espérait que Palmerston nierait catégoriquement les droits de la Russie dans la région et se préparerait à accorder une protection navale aux navires marchands anglais. Même en l'absence de guerre, la flotte anglaise devait être autorisée à traverser les détroits et le traité d'Unkiar Skelessi annulé. Si la Russie renonçait à son droit de blocus, l'indépendance des Circassiens serait reconnue. Le projet semblait donc promettre une certaine réduction de la puissance russe en Mer Noire.[51]

Urquhart s'arrangea avec ses amis, George et James Bell, de Glasgow et de Londres, pour l'envoi du *Vixen*. George Bell et ses associés étaient déjà connus au ministère des Affaires étrangères pour avoir protesté, l'année précédente, contre les obstacles que les réglementations russes en matière de quarantaine imposaient au commerce du Danube. À cette occasion, le désir de Durham d'éviter un échange de correspondance acerbe l'avait incité à aborder la question de la quarantaine du Danube en des termes plus généraux que ceux invoqués par les Bell. Vorontsov, gouverneur de la Russie méridionale, rédigea un rapport justifiant la quarantaine et niant que son application ait indûment entravé le commerce.[52] Bien que l'épisode se soit terminé à l'amiable, cette affaire antérieure du Vixen fut probablement à l'origine de l'attaque lancée par P. M. Stewart contre la Russie à la Chambre des communes en avril.[53]

Avant le départ du *Vixen* pour la Circassie, George Bell tenta d'obtenir du ministère des Affaires étrangères une déclaration selon laquelle le blocus des côtes circassiennes était illégal, mais Palmerston refusa scrupuleusement de s'engager personnellement et rejeta le droit de Bell d'exiger une décision. Des demandes similaires, menées à Constantinople par James Bell, trouvèrent Ponsonby tout aussi discret, et l'expédition aurait probablement été abandonnée si Urquhart n'avait insisté pour qu'elle soit menée à terme. Il ne fait guère de doute qu'Urquhart croyait sincèrement servir ainsi les intérêts du ministère des Affaires étrangères.[54] Lorsque le commandant russe de l'*Ajax* s'empara du *Vixen* à Soujouk Kalé fin novembre pour violation du blocus, le complot d'Urquhart sembla avoir réussi. Le public anglais fut aussitôt informé de l'affaire par les amis d'Urquhart, les correspondants de la presse britannique à Constantinople. Les journaux londoniens dénoncèrent avec véhémence ce nouvel exemple de la perfidie russe.[55]

Urquhart n'avait pas tenu compte d'un seul détail. Palmerston et le cabinet n'avaient pas plus l'intention que Durham de faire de cet incident un *casus belli*. Dans une série de dépêches habilement rédigées de sorte que certaines, mais pas toutes, puissent être soumises ultérieurement au Parlement, Palmerston expliqua que si l'Angleterre ne pouvait admettre le droit de la Russie sur l'ensemble du littoral oriental de la mer Noire, le gouvernement était disposé à concéder sa possession *de facto* de Soujouk Kale et, par conséquent, son droit d'y établir des réglementations *municipales*, ou de quarantaine, que la Russie avait enfreintes. Cette solution de contournement fut esquissée à Durham dans une dépêche prétendument strictement confidentielle, mais qui fut montrée confidentiellement à Pozzo di Borgo, alors ambassadeur de Russie à Londres. Le gouvernement russe, tout aussi disposé à clore l'affaire sans en explorer les implications ultimes, fonda sa position entièrement sur les arguments de Palmerston. Il ne fut nullement question d'un blocus de toute la côte. Le complot d'Urquhart échoua complètement et aucun de ses objectifs ne fut atteint[56]

La saisie de la *Vixen* fit néanmoins grand bruit dans les cercles officiels et officieux. Les répercussions de l'arrestation d'un contrebandier hors du commun ne pouvaient guère attirer l'attention vigilante de Metternich. Pourtant, malgré son importance indéniable, l'affaire du *Vixen* exerça sur les relations diplomatiques anglo-russes une influence difficilement quantifiable. Le désir manifeste de Palmerston de parvenir à un compromis semble indiquer qu'en 1837, il ne percevait plus en Russie le grand danger imminent qu'il avait imaginé en 1833. Si le ton de ses dépêches de 1833 révèle une inquiétude à peine moindre que celle d'Urquhart, il est clair qu'il n'était plus disposé à s'engager à la légère sur une voie susceptible de mener à la guerre.

L'épisode en lui-même dut être rassurant, car la volonté de compromis de la Russie était un acte, et non une simple déclaration, prouvant qu'elle pouvait être guidée par des conseils de modéra-tion. Sa provocation avait été grande, car le rôle d'Urquhart dans cette affaire était fortement soupçonné. En effet, on pouvait légitimement penser que l'affaire avait été orchestrée par les autorités, puisqu'Urquhart avait été nommé diplomate peu après la publication de ses pamphlets anti-russes et n'avait été affecté à son poste qu'après le lancement effectif du *Portfolio*. Il semble peu probable que Nesselrode ait été totalement ignorant de ses intrigues anti-russes à Munich et à Vienne. Si les intentions de l'Angleterre avaient alors été jugées selon le critère établi par Palmerston pour la Russie, à savoir par ses actes plutôt que par ses dénégations officielles quant à sa connaissance des activités d'Urquhart, le verdict n'aurait pu faire aucun doute. De plus, les journaux *Globe* et *Chronicle*, dont on pensait généralement qu'ils bénéficiaient de la confiance de Palmerston, étaient extrêmement critiques envers la Russie. Malgré de graves provocations et une déclaration confidentielle selon laquelle l'Angleterre ne reconnaissait pas les droits de la Russie sur la Circassie,

cette dernière n'insista pas. Même si sa modération pouvait être imputée à la faiblesse que Durham soulignait avec tant d'insistance, le règlement rapide d'une question aussi explosive était sans doute de bon augure pour l'avenir, car il aurait été difficilement envisageable si les deux gouvernements s'étaient encore livrés à une guerre intestine. Peut-être cette modération dont chaque pays fit preuve à cette époque permit-elle l'émergence de cette confiance mutuelle, quoique limitée, qui s'épanouit en 1840.

L'affaire du *Vixen* témoigne bien de l'état d'esprit de l'opinion publique, tant au sein du gouvernement que dans les sphères officielles. La Russie semblait avoir commis l'acte d'injustice envers des commerçants anglais innocents qui, comme le pensait Sir Herbert Taylor, susciterait l'indignation nationale la plus vive. Pourtant, malgré l'impulsion donnée par la propagande d'Urquhart, la réaction de la presse ne fut ni immédiate ni virulente. Bien que les déplacements du *Vixen* aient été scrupuleusement relatés dans le *Times*[57] dès son départ pour la Circassie - les liens étroits d'Urquhart avec les correspondants à Constantinople en sont une explication plausible - l'annonce de sa saisie ne provoqua aucun débat éditorial. La publication de la correspondance entre Bell et le ministère des Affaires étrangères fut tout aussi vaine. Si l'objectif principal de Bell était d'obtenir des réparations, la réalisation de son but dépendait de sa capacité à attiser l'indignation publique. Lorsque Roebuck attira l'attention de la Chambre des communes sur l'affaire en mars 1837, le débat porta davantage sur la conduite de Palmerston que sur celle des courtisans du tsar. Roebuck lui-même déclara: Quelle que soit la folie de l'empereur de Russie, il céderait aussitôt aux pres-si-ons du gouvernement anglais et n'oserait affronter le ressentiment d'une puissance capable de l'écraser en un mois. Il exhorta la nation à se libérer des entraves que la Russie imposait à son commerce, mais peu de membres de la Chambre répondirent à son appel. Parmi ceux qui prirent la parole, un seul sembla comprendre que l'ambiguïté de Palmerston était motivée par le désir de ne ni concéder ni nier les revendications russes sur la Circassie,[58] et le discours d'O'Connell fut le plus véhément en faveur de mesures énergiques. Lord Dudley Stuart prononça le discours le plus long et le plus significatif, dans lequel il se rallia pleinement au groupe d'Urquhart. Il annonça qu'il était autorisé à dire que le Vixen ne contenait pas les munitions qui avaient été suggérées, mais seulement du sel et des échantillons de marchandises. Après avoir lu une partie du manifeste circassien, il en certifia l'authenticité et déclara bien connaître *un homme [c'est-à-dire Urquhart] de la plus haute moralité, présent lors de la signature du document...* Mais la Chambre des communes resta de marbre, et la motion demandant la production des documents en question fut rejetée sans vote. Même les allusions à la violation par la Russie de la clause d'abstention du traité de Londres suscitèrent peu d'indignation. L'atmosphère était bien différente de la ferveur de l'année précédente.[59]

Le silence de la presse londonienne laisse présager un manque d'intérêt public similaire pour la menace russe pesant sur les intérêts britanniques en Circassie. Aucun des grands quotidiens métropolitains n'ignora le débat, mais les éditoriaux restèrent modérés et les conclusions largement conformes aux positions du parti. Si le *Times*, le *Herald* et le *Standard*, tous trois opposants indépendants au cabinet, ne dissimulaient pas leur animosité envers la Russie, la majeure partie de leurs articles constituait une attaque virulente contre Palmerston et ses collègues. Le *Globe* et le *Chronicle* défendaient le ministre, ce dernier reflétant si fidèlement les arguments de Palmerston lui-même, tant dans son discours à la Chambre que dans ses dépêches à Durham, que son article était probablement d'inspiration officielle. *L'Examiner*, journal radical, partageait l'avis du Chronicle selon lequel la guerre ne devait pas être entreprise à la légère, mais il lança contre Palmerston une attaque tout aussi acerbe que celle des radicaux de la Chambre. Seul le *Post* adopta une position non conventionnelle en reconnaissant la possession de jure de la Circassie par la Russie.[60] Le manque de connaissances sur la Circassie et son importance stratégique, malgré la propagande de la clique d'Urquhart, est l'explication la plus plausible du manque d'inquiétude manifestée par la presse et le Parlement face à la saisie du *Vixen*.

L'annonce triomphale d'Urquhart à Fox Strangways concernant la saisie du *Vixen* finit par parvenir aux oreilles de Palmerston. Si son comportement indiscret et excentrique n'avait pas déjà semé le doute chez le ministre des Affaires étrangères quant à sa véritable nature - fripon ou simple imbécile - la lettre elle-même justifiait amplement son rappel, décision déjà prise par Palmerston. Soupçonnant Palmerston d'avoir retourné Ponsonby contre lui, et peut-être incapable de comprendre le désaveu officiel du portefeuille, Urquhart chercha alors à comprendre l'échec du *Vixen* à atteindre les objectifs qu'il s'était fixés. Pour un homme doté d'une imagination aussi extraordinaire et d'une

telle détermination, une seule explication pouvait justifier le refus persistant de Palmerston de saisir les nombreuses occasions de mettre la Russie en échec: Palmerston aurait-il été corrompu par l'or russe? Si les intrigues du tsar avaient infiltré le cabinet, la campagne visant à éveiller l'opinion publique anglaise devait être menée avec plus de vigueur. Ainsi, si la modération de Palmerston et de Durham a pu leur paraître, ainsi qu'à d'autres, avoir déjoué le complot ingénieux d'Urquhart, l'avenir montra que son imagination débordante ne se laissait pas si facilement freiner.[61]

De retour à Londres en juillet 1837, Urquhart reconsidéra sa stratégie de lutte contre la Russie. Il croyait sincèrement - ses papiers privés en témoignent sans aucun doute - que sa conduite dans l'affaire Vixen bénéficiait de l'approbation tacite du gouvernement. Aussi, sa déception face à l'échec de son plan fut-elle aussi vive que le désarroi causé par la ruine de sa carrière diplomatique et la mort de son protecteur, Guillaume IV. Deux entretiens houleux avec Palmerston le convainquirent du bien-fondé de ses soupçons: Palmerston était un traître, probablement à la solde du gouvernement russe. Les lords Anglesey et Richmond, à qui il confia cette grave accusation, lui donnèrent l'impression d'en être convaincus, mais la réflexion les rendit réticents à entreprendre la procédure de destitution du ministre des Affaires étrangères qu'il préconisait. Déjoué une fois de plus, Urquhart se tourna vers son véritable point fort, la publicité, et rédigea pour le *Times* une série d'articles sur la politique étrangère.[62]

Les sujets pertinents étaient rares. Une fois l'affaire explosive du Vixen réglée au prix de grands désagréments personnels, Durham et Nesselrode avaient aplani tous les désaccords majeurs entre les deux gouvernements.[63] L'apaisement des tensions anglo-russes fut si complet que Durham quitta son ambassade à Saint-Pétersbourg, ne laissant à son successeur qu'un seul problème sérieux en Europe occidentale: la guerre civile espagnole, un conflit périphérique. Au Proche-Orient, malgré les tensions réciproques entre le sultan et le pacha, le fragile équilibre de Koutaïa ne semblait pas menacé.

Urquhart tira néanmoins d'une source des éléments pour sa propagande anti-russe. Avant son départ de Constantinople, il avait encouragé James Bell, désormais sans emploi suite à la faillite de son entreprise, et J. A. Longworth, correspondant de presse anglais à Constantinople, à se rendre en Circassie. Le récit de leurs aventures et le détail de leurs efforts pour renforcer la résistance circassienne furent largement rapportés à Londres, notamment dans le *Times*, offrant ainsi un moyen bienvenu de maintenir ce combat sous les feux de la rampe.[64]

Les contributions d'Urquhart au *Times* ne peuvent être formellement identifiées, mais la ligne éditoriale du journal était si en parfaite adéquation avec ses idées que l'attribution des articles importe peu. En 1836, le *Times* s'en était pris particulièrement à Palmerston, parmi les ministres, et avait déjà largement adopté la thèse d'Urquhart. Ainsi, pour s'ajouter à l'inquiétude déjà bien connue concernant le grand danger que représentait pour les intérêts britanniques la montée en puissance de la Russie au Proche et au Moyen-Orient, l'idée que Palmerston puisse être coupable de trahison constituait une extension non incohérente de la croyance antérieure en son incompétence.

La Circassie, rempart de l'Inde, de la Turquie et de la Perse, n'a-t-elle pas, par une coïncidence dont l'influence est rarement égalée, étendu ses armes vers l'Angleterre pour sa propre protection et pour les intérêts de l'humanité? L'Angleterre ne lui a-t-elle pas prouvé la fécondité de son affection en conspirant avec la Russie pour couper ses communications avec le monde, tandis que notre ambassadeur à Constantinople se livrait à d'abominables intrigues pour gagner leur confiance et ainsi mieux orchestrer leur ruine? La Russie et la France n'ont-elles pas déployé leur puissance, étendu leurs frontières, fortifié leurs conquêtes, et conspiré pour un projet de partage universel? Ne se moquent-elles pas de la pusillanimité de l'Angleterre, ou ne se réjouissent-elles pas de la servilité, voire de la trahison, de son ministre?

La ligne éditoriale sensationnaliste du *Times* se reflétait dans les autres journaux. Le *Herald* et le *Standard*, journaux tory, trouvèrent dans les affaires étrangères un instrument commode pour leurs attaques habituelles contre les Whigs. Cependant, probablement stimulés par les diatribes du *Times*, leurs critiques acerbes du tsar et de toutes ses œuvres s'intensifièrent sensiblement. Les journaux whigs prirent la défense du cabinet et, par conséquent, s'efforcèrent de minimiser la menace russe. Mais les exigences de la bataille de paragraphes qui opposa le *Times* et le *Chronicle* en décembre contraignirent ce dernier à diffuser largement, avec toutefois un contrepoids, le point de vue urquhartiste du premier.[66]

Le flot de propagande anti-russe, auquel Urquhart contribua si largement, fut alors amplifié par une contribution extérieure. L'inquiétude que le cabinet avait ressentie en 1835 face à la montée en

puissance de la marine russe ne fut apaisée que par les assurances de Durham et de Nesselrode. Le capitaine Craufurd, reconnaissant de l'hospitalité dont il avait bénéficié de la part de Nicolas II lors des manœuvres annuelles de 1836, publia une explication concise mais saisissante du danger extrême que représentait l'état affaibli de la marine britannique. Tout en exprimant son scepticisme quant à l'hostilité systématique de la Russie si souvent évoquée, il affirmait que si une guerre devait éclater à la suite d'un nouvel incident comme celui du *Vixen*, la marine serait incapable de protéger le commerce anglais et aurait bien du mal à exercer des représailles contre une marine marchande russe inexistante. La brochure suscita aussitôt une réfutation anonyme et fit l'objet de nombreuses critiques. À la Chambre des communes, elle servit d'appui à la diatribe de Thomas Attwood contre le *Vixen* et les affaires de Circassie. Si les commentaires des critiques et les rires de la salle à la suggestion d'Attwood selon laquelle la flotte russe pourrait facilement réitérer le célèbre exploit de van Tromp dans l'estuaire de la Tamise montrent que les pressentiments de Craufurd furent écartés par beaucoup, un autre chef d'accusation, qui toucha les Anglais sur un point particulièrement sensible, s'ajouta à l'accusation portée contre la Russie.[67]

En 1838, l'affaire du *Vixen* fit de nouveau la une de l'opinion publique anglaise. Au printemps, Urquhart visita plusieurs grandes villes commerçantes et y exposa ses théories sur le manque d'intérêt des Britanniques pour les opportunités économiques au Proche-Orient. À Glasgow, par exemple, il fut reçu en grande pompe par la chambre de commerce qui, dans une lettre à la reine, dénonça la conduite de la politique britannique par Palmerston. D'autres documents du ministère des Affaires étrangères concernant le *Vixen* furent publiés officiellement en mai et suscitèrent de nombreuses réactions, les passages les plus sensationnels de la guerre épistolaire entre Urquhart et Palmerston étant publiés dans le *Times* du 21 juin. Le soir même, Stratford Canning proposa à la Chambre des communes la création d'une commission d'enquête spéciale. Canning exposa les faits, tels qu'il les connaissait et tels qu'ils étaient connus du public, puis s'étendit longuement sur la question des droits de la Russie sur la Circassie. Il adopta sans réserve l'appréciation d'Urquhart quant à l'importance stratégique et commerciale de la région pour la Grande-Bretagne. Le débat qui suivit porta sur les aspects juridiques de la question et sur la rectitude de la conduite de Palmerston, Ponsonby, Bell et Urquhart. En général, les interventions suivirent scrupuleusement les lignes partisanes et la discussion finit par se concentrer sur la légitimité constitutionnelle de la nomination d'un comité chargé d'examiner la politique étrangère du gouvernement. Sur une question essentiellement indépendante de la conduite de la Russie, la motion fut rejetée par seulement seize voix dans une assemblée de près de quatre cents membres. Outre son effet de médiatisation d'un sujet déjà bien connu, le grand intérêt de ce débat réside dans la preuve qu'il apporte qu'Urquhart - la motion visant en réalité à le disculper - pouvait alors obtenir le soutien actif de nombreuses personnalités publiques distinguées et sensées, parmi lesquelles Stratford Canning, Peel et Stanley. Les journaux antiministériels, notamment le *Times*, diffusèrent dans tout le pays les sentiments des membres de la Chambre, enjolivés de leurs propres commentaires outranciers.[68]

Les éditoriaux des quotidiens métropolitains ne reflétaient pas fidèlement l'opinion publique sur la Russie, car leurs rédacteurs semblaient largement influencés par des motivations partisanes. Les journaux whigs étaient contraints de minimiser la menace russe par la nécessité de défendre la politique de passivité du gouvernement, tandis que les organes antiministériels tendaient à l'amplifier. Seul le *Times* était atteint de l'obsession d'Urquhart. Au milieu de ce flot de déclarations contradictoires, le jugement du *Post*, qui s'opposait au gouvernement sans pour autant recourir aux tactiques de ses contemporains moins intègres, incarnait sans doute le mieux l'opinion générale de la nation. Ses sentiments anti-russes étaient d'autant plus significatifs que, jusqu'alors, il était le seul à avoir adopté une position résolument non alarmiste. Son attitude face à cette question épineuse s’est exprimée le plus pleinement dans son analyse du discours d’Attwood à la Chambre des communes en décembre 1837.

La position relative de la Grande-Bretagne et de la Russie constitue actuellement la question la plus intéressante qui puisse être posée à un homme d'État. Nous ne partageons pas l'inquiétude récemment exprimée quant à l'immensité de la puissance russe; mais, pour autant, nous ne sommes pas enclins à sous-estimer les ressources de ce puissant empire. Quant aux desseins ultimes du tsar, il n'y a qu'une seule opinion qui puisse être partagée, et quiconque examine l'avenir avec sérénité verra la Circassie, l'Asie Mineure et la Tur-quie, en Europe, tomber progressivement sous son contrôle. Ce n'est pas vers l'ouest que la Russie cherche à conquérir. Elle se contente de la Pologne comme frontière protectrice, et ses préparatifs en mer Baltique n'atteindront probablement jamais plus qu'une respectabilité défensive. C'est vers le sud et le sud-est que se dirige sa vaste ambition, et nous craignons que tous les efforts de l'Angleterre soient vains pour

freiner l'a-vancée de ce géant. En Europe, la Russie a des rivaux dont elle n'ose s'attirer l'hostilité. Toute tentative d'extension de ses frontières se heurterait à la résistance de la Prusse, de l'Autriche et de la France. Les deux anciens royaumes sont unis au tsar davantage par principe de conservatisme que par attachement ou sympathie. Tant qu'il maintiendra les limites fixées par le dernier pacte général, leur neutralité sera assurée; mais, au-delà de cette ligne de démarcation, les forces autrichiennes et prussiennes s'uniraient et la Polo-gne s'agiterait, espérant conquérir son indépendance dans le conflit. L'Empereur n'a aucune intention sus-ceptible d'offenser ses voisins jaloux, et toute sa politique est tournée vers l'Orient, où son esprit est depuis longtemps discrètement à l'œuvre et où son ambition est sans bornes. Si l'Angleterre devait à l'avenir souf-frir de ces empiètements - si son commerce florissant avec l'Orient était anéanti - si les vastes marchés avi-des de ses produits étaient fermés - elle n'aurait qu'à s'en prendre à la stupidité du gouvernement whig qui, au lieu de résister, a, par son indolence, favorisé les desseins de la Russie.[69]

L'efficacité des efforts d'Urquhart pour sensibiliser l'opinion anglaise à la menace russe fut attestée par la presse périodique. Pendant près d'un an et demi après le premier examen au Parlement de la saisie du *Vixen*, les principaux périodiques regorgeaient de discussions sur l'importance stratégique et commerciale de la région de la Mer Noire. Dans bien des cas, les articles prétendaient rendre compte des ouvrages d'Edmund Spencer, qui visita la Circassie en 1836 en compagnie du consul général James Yeames d'Odessa et du comte Vorontsov, mais l'aventure du *Vixen* occupait invariablement le devant de la scène. Quelques brefs extraits illustrent la réussite d'Urquhart à in-tégrer la dimension circassienne au tableau général de l'expansion russe. *L'Edinburgh*, par exem-ple, concluait, au cours d'une discussion sur *La Russie, la Turquie et la Circassie*:

Une fois les Circassiens soumis, le Caucase s'ouvre et la Perse est à sa merci… Ainsi, nous verrons la frontière de la Russie progresser d'un seul pas de 1'900 kilomètres vers notre frontière indienne.

Le *Quarterly* s'interrogeait, au sujet de la saisie du *Vixen*:

Quel autre objectif peut bien avoir la Russie que celui de s'enfermer progressivement dans le bassin de la Rivière Noire, où elle pourra poursuivre ses projets d'expansion à l'abri des regards et de l'anonymat? Mais le monde civilisé se soumettra-t-il à cela? Ne sera-t-on pas rapidement sommé de le faire à cet autocrate du Nord? Quousque tandem? ('pour combien de temps encore?')

Le *Fraser's Magazine* était encore plus belliqueux.

La prise du Vixen nous apporte une preuve supplémentaire, s'il en fallait une, de l'intention de la Russie d'étendre son empire jusqu'à la Méditerranée. Mais telle est la politique prudente de cette nation, telle est sa démarche furtive vers l'agrandissement, sans jamais perdre de vue son objectif ni renoncer à ce qu'elle a conquis. Ainsi, tout en proclamant sa grandeur, elle étend ses frontières et, en temps de paix, se prépare activement à la guerre… Avons-nous donc peur d'entrer en guerre contre la Russie? Il semblerait bien. Qu' elle le pense seulement, et nous verrons ses flottes sillonner la Méditerranée plus nombreuses que les nôtres; nous verrons les troupes russes aider à soumettre Méhémet Ali et son royaume égyptien, puis s'accaparer la part du lion du butin, s'emparant peut-être même de la Crète, jusqu'à accomplir l'impossible. La Pologne, la Finlande et le nord de la Turquie appartiennent à l'autocrate, et pourquoi pas un territoire aussi infime que cette petite île?… La Russie peut occuper Constantinople à son gré, grâce à la vaste portion de Turquie déjà sous son emprise; tôt ou tard, sa puissance écrasante soumettra probablement la Circassie, et l'Angleterre, dépassée en puissance navale, sombrera dans le statut de nation de second ordre.[70]

Que la Circassie ait suscité un vif intérêt et une grande attention, cela ne fait aucun doute. Les discussions britanniques ultérieures sur la politique russe ont souvent associé son attaque odieuse contre la liberté de ces vaillants héros à la répression antérieure de la liberté polonaise. Urquhart remporta ainsi un second triomphe qui compensa en partie l'échec de tous ses objectifs principaux. Il était à peine nécessaire que James Bell et Longworth publient en 1840 le récit de leur aventureuse entreprise visant à renforcer la résistance circassienne, car la croyance erronée, largement répandue, en la proximité du Caucase et de l'Inde suffisait amplement à alimenter le débat.[71] Que la russophobie fût un élément majeur de l'opinion publique anglaise dès la fin de 1837 ne fait aucun doute. L'affirmation du *Post* selon laquelle *la position relative de la Grande-Bretagne et de la Russie est… la question la plus intéressante qui puisse être posée à un homme d'État* ne fait que résumer les éléments disponibles, toutes sources confondues. Il est tout aussi évident qu'-Urquhart et ses collaborateurs étaient en grande partie responsables de cette situation.

[1] Bulwer, *Palmerston*, II, 214; Temperley, *Near East*, pp. 76-77; F. 0. 181/117-118, *passim*.
[2] Lytton Strachey and Roger Fulford, eds., *The Greville Memoirs 1814-1860* (8 vols., London, 1938)1 HI, 130, 131; Hansard, commons, 13 March 1835.
[3] *Post*, 14, 16, *Times*, 16 (quotation above), 17, *Herald*, 14, 17, *Chronicle*, 14, 16, 17, 18 March 1835.

[4] The affair was widely noticed in all quarters; cf. *The Greville Memoirs* , III, 1 71, 173, 175, 177, Thomas Raikes, *A Portion of the Journal kept by Thomas Raikes, Esq*. (4 vols., London, 1856), II, 72.
[5] Bell, *Palmerston*, I, 270; Temperley, *Near East*, p. 413; New, *Durham*, p. 279; cf. *Times*, 26 June 1835, where it was suggested that there were "fresh indications of an increasing eagerness on the part of Russia to pursue her favorite plan of territorial aggrandizement at the expense of Turkey."
[6] New, *Durham*, chaps. xi, xiv.
[7] F. O. 65/234, no. 54, *Secret and Confidential*, Durham to Palmerston, 13 March 1837. The actual figures were, receipts, R. 502,031,384, expenditures, R. 550,415,603; cf. Crawley, "Anglo-Russian Relations," in *Cambridge Historical Journal*, III, 72-73.
[8] E.g., F. O. 65/225, no. 130, /233, no. 19, Durham to Palmerston, 14 Aug. 1836, 26 Jan. 1837.
[9] The following analysis of Anglo-Russian commercial relations is derived, except where otherwise noted, from *Parliamentary Papers*, 1838, XL VII, 182-223.
[10] "Official" valuation is explained, *supra*, p. 27, note 11.
[11] *Parliamentary Papers*, 1838, XLVII, 12, 101; Tegoborski, *Productive Forces of Russia*, II, 293-434, *passim*.
[12] Durham transmitted many secret reports of Russian commercial activity in the Caucasian and trans-Caspian regions; F, 0. 65/233, no. 30, /234, nos. 63, 64, 89, 90, 99, Durham to Palmerston, 14 Feb., 8 April, 17 May, 6 June 1837; V. J. Puryear, I*nternational Economics and Diplomacy in the Near East* (Stanford University Press, 1935), p. 23; Jules Hagemeister, *Report on the Commerce of the Ports of New Russia*, trans. by T. F. Triebner (London, 1836); *Geographical Report of the Ports of the Black Sea* (London, 1837).
[13] *Blackwood's*, Feb. 1836, XXXIX, 145-155, quotation, p. 154. The article contains many statistics, most of them derived from Marshall, *Digest*.
[14] F. O. 65/225, no. 113, *Confidential* , Durham to Palmerston, 8 July 1836; /218, no. 16, Durham to Palmerston, 23 Nov. 1835.
[15] F. O. 65/218, no. 15, Durham to Palmerston, 23 Nov. 1835.
[16] F. O. 65/223, nos. 13, 17, 40, /224, no. 80, Durham to Palmerston, 26 Jan., 6 Feb., 20 March, 3 June; F. O. 181/121, no. 8, /122, no. 59, Palmerston to Durham, 12 Feb., 21 May 1836; Hansard, commons, 4 March 1836.
[17] F. O. 65/224, no. 66, /225, nos. 117, 118, Durham to Palmerston, 16 May, 18, 21 July 1836.
[18] F. O. 65/225, no. 120, Durham to Palmerston, 23 July 1836, enclosing Capt. Craufurd's report.
[19] F. O. 65/223, nos. 17, 27, Durham to Palmerston, 6, 23 Feb. 1836.
[20] F. O. 65/223, no. 30, Durham to Palmerston, 3 March 1836; New, Durham, pp. 287-288.
[21] New, *Durham*, p. 286.
[22] [David Urquhart], England and Russia; being a fifth edition of England, France, Russia, and Turkey (London, 1835); quotations, pp. vii-xii.
[23] [David Urquhart], *The Sultan Mahmoud and Mehemet Alt Pasha* (London, 1835), *passim*, quotation, p. 15.
[24] Bolsover, "Urquhart and the Eastern Question", in *Journal of Modern History*, VIII, *passim*; Bell, *Palmerston*, I, 281 ; Urquhart Mss.
[25] Bolsover, "Urquhart and the Eastern Question", p. 457.
[26] Urquhart Mss.; Bell, *Palmerston*, I, 281-282; Hansard, commons, 21 June 1838, col. 946; F. 0. 65/223, no. 8, Durham to Palmerston, 21 Jan. 1836; Bolsover, "Urquhart and the Eastern Question," pp. 457-459 ; Webster, "Urquhart", pp. 333-336.
[27] *Portfolio*, no. 1; *Post*, 2 Dec. 1835; *Chronicle*, 4, 11 Jan. 1836; *Herald*, 11 Dec. 1835; *Examiner*, 3 Jan. 1836; *Globe*, 29, 31 Dec. 1835, 4 Jan. 1836; *Standard*, 28, 29 Dec. 1835; *Times*, 1, 7, 29 Jan. 1836.
28 *Times*, 16 Nov. 1835; cf. Lord Dudley Stuart's speech in the commons, 4 Feb. 1836, Hansard, col. 75.
29 *Times*, 17 Nov. 1835.
30 *Times, Chronicle, Globe, Herald, Standard, Examiner, Post,* Nov., Dec. 1835, *passim*.
[31] *Portfolio* , I, II, *passim.*
[32] *Portfolio, passim*; Urquhart Mss.; Lane-Poole, *Stratford Canning*, I, 319.
[33] Sir Henry Rawlinson, *England and Russia in the East* (London, 1875), p. 52; Macalister, *McNeill*, p. 182.
[34] *Foreign Quarterly*, XV, 183-194; and succeeding numbers.
[35] J. K. Laughton, *Memoirs of Henry Reeve* (2 vols., London, 1898), I, 30, 50, 53; Macalister, *McNeill*, p. 182; David Urquhart, *Reminiscences of William IV*, p. 67; Urquhart Mss.
[36] *Vide supra*, p. 170.
[37] David Ross, *Opinions of the European Press on the Eastern Question* (London, 1836); Urquhart Mss.; *Turkey and Russia* (London, 1835).
[38] Macalister, *McNeill* , p. 183; [John McNeill], *The Progress and Present Position of Russia in the East* (London, 1836), pp. 112, 113, 124.
[39] A Manchester Manufacturer, *England, Ireland , and America ; Russia, 1836* (London, 1835, 1836), reprinted in *The Political Writings of Richard Cobden* (2 vols., London, 1867), *passim*, quotation, I, 194-196; John Morley, *The Life of Richard Cobden* (2 vols., London, 1881), I, 101.
[40] Morley, *Cobden*, I, 76, letter dated 5 Feb. 1837; *Chambers' Edinburgh Journal* , 24 Sept. 1836; *Spectator*, 2 May 1835, p. 424.
[41] U. S. Dept, of State Archives, Vail to Forsyth, no. 214, 28 Nov. 1835.
[42] Urquhart Mss., Taylor to Urquhart, 14 Nov. 1835; F. O. 181/119, no. 12, /130, no. 16, Palmerston to Durham, 13 Nov. 1835, 21 Jan. 1837.
[43] Hansard, commons, 4, 19 Feb. 1836.
[44] *Ibid*., 1, 18 March 1836.
[45] Hansard, commons, 30 March, 20 April 1836.
[46] F. O. 181/121, nos. 8, 12, 32; /123, no. 51, Palmerston to Durham, 12, 16 Feb., 15 April, 9 May 1836; F. 0. 65/223, nos. 30, 34, Durham to Palmerston, 3, 5 March 1836.
[47] Cf. *Times*, 21 April 1836; *Herald*, 21, 22 April 1836; *Chronicle*, 21 April 1836; *Post*, 21 April 1836; *Globe*, 21 April 1836; *Standard*, 19 March, 21 April 1836.
[48] Urquhart Mss.; Bolsover, "Urquhart and the Eastern Question", pp. 461-466; Temperley, *Near East*, pp. 34-35, 39, note 68; Robinson, *Urquhart*, pp. 49-54; Bulwer, *Palmerston*, II, 259-264; Webster, "Urquhart", pp. 340-348.
[49] F. O. 65/225, nos. 131, 133, /226, nos. 151, 184, Durham to Palmerston, 14, 19 Aug., 21 Sept., 4 Nov. 1836.
[50] Puryear, *International Economics*, pp. 49-53; F. O. 181/121, no. 13, /129, no. 210, /133, nos. 83, 84, 108, Palmerston to Durham, 29 Feb., 15 Dec. 1836, 22 April, 9 May 1837.
[51] Urquhart Mss., *passim*.
[52] F. 0. 181/119, no. 14, Palmerston to Durham, 11 Dec. 1835, enclosing a copy of Bell and Co. to Palmerston, 8 Dec. 1835; F. 0. 65/223, nos. 15, 28, 38, /224, no. 68, Durham to Palmerston, 2 Feb., 3, 19 March, 20 May 1836.
[53] *Vide supra*, pp. 188, 189; cf. letters of Bell in *Times*, 3 Feb. 1837.
[54] Urquhart Mss., copies of letters, Urquhart to McNeill, 9 Oct. 1836, 31 Jan. 1837, to Strangways, 7 Dec. 1836, to Palmerston, 20 July 1837; original letter Palmerston to Urquhart, 10 March 1837; *Times* , 21 June 1838; Webster, "Urquhart," pp. 341-348.

[55] E.g., *Times*, Jan., Feb. 1837, *passim*.
[56] F. O. 181/132, nos. 81, 82, /133, nos. 120, 121, Palmerston to Durham, 19 April, 23 May 1837; F. O. 65/234, no. 85, Durham to Palmerston, 13 May 1837. There are many other dispatches about the affair in the F. O. archives, including several from Lamb in Vienna, telling of Metternich's opinions on the subject; F. O. 181/131, nos. 43, 62, /133, no. 94, Palmerston to Durham, 6 March, 4 April, 2 May 1837, enclosing copies of Lamb to Palmerston, 3, 25 Feb., 21 April.
[57] *Times*, 6, 20 Dec. 1836, 27 Jan., 2, 7, 15 Feb. 1837.
[58] George R. Robinson, M.P. for Worcester.
[59] Hansard, commons, 17 March 1837, Roebuck cols. 621-628, Ewart 628, Palmerston 630-636, Hume 641-643, O'Connell 646, Dudley Stuart 647-653.
[60] *Times*, 20 March; *Standard*, 18, 20 March; *Herald*, 18, 22 March; *Chronicle*, 18, 21 March; *Globe*, 18 March; *Examiner*, 19, 26 March; *Post*, 20, 23 March 1837.
[61] Urquhart Mss., Urquhart to Strangways, 7 Dec. 1836, Palmerston to Urquhart, 10 March 1837; Bolsover, "Urquhart and the Eastern Question," p. 465; Urquhart, *Reminiscences of William IV*, pp. 1-29, *passim*; Webster, "Urquhart," p. 345.
[62] Urquhart Mss., various letters, particularly a copy of Urquhart to Palmerston, 20 July 1837, and an autobiographical account of the years 1836-1840; Urquhart, *Reminiscences of William IV*, pp. 6-8; History of the Times (London 1935), I, 379.
[63] F. O. 65/234, no. 105, Durham to Palmerston, 3 June 1837.
[64] E.g., *Times*, 8, 15 June, 7, 8 July, 3 Aug., 5 Oct., 3 Nov. 1837.
[65] *Times*, Sept. 1837 - April 1838, *passim*, quotation, 7 Dec. 1837; *History of the Times*, pp. 378-379.
[66] *Times*, 19, 25, 27, 29 Dec. 1837, 1 Jan. 1838; *Chronicle*, 15, 20, 26, 28 Dec. 1837.
[67] H. W. Craufurd, *The Russian Fleet in the Baltic in 1836* (London, 1837), *passim* ; Hansard, commons, 14 Dec. 1837; *Chronicle*, 11 Oct. 1837, *Asiatic Journal*, Aug. 1837, Edinburgh, April 1838.
[68] *Times*, 31 May, 5, 20, 21, 22, 23 June, 18 July, 25 Aug.; *Post*, 23 June; *Herald*, 22, 23 June; *Standard*, 21, 22, 23, 25 June; *Chronicle*, 22, 23, 23 June 1838; Hansard, commons, 21 June 1838.
[69] *Post*, 21 Dec. 1837; cf. *Herald*, 16, 19 Sept.; *Standard*, 16 Dec.; *Chronicle*, 11 Oct., 20 Dec. 1837.
[70] Edmund Spencer, *Travels in Circassia*. (2 vols., London, 1837, 3d ed., 1839); *Edinburgh*, April 1838, LXVII, 123-146, quotation, 141; *Quarterly*, Oct. 1837, LIX, 362-395, quotation, 395; *Fraser's*, Oct. 1838, XVIII, 413-424, quotation, 421-424; cf. *Westminster*, April 1837, *Tait's*, Oct. 1837, Feb. 1838, *Dublin Review,* April, July 1837, *Blackwood's*, Nov., Dec. 1837, Jan., Dec. 1838, *British and Foreign Review*, July, Oct. 1838, *Asiatic Journal*, Aug. 1837. Spencer made a very unfavorable impression on Yeames; F. 0. 65/225, no. 146, Durham to Palmerston, 12 Sept. 1836, enclosing an abstract of Yeames to Durham, 2 Sept. 1836.
[71] James S. Bell, *A Journal of a Residence in Circassia during the Years 1837, 1838, and 1839* (2 vols., London, 1840); J. A. Longworth, *A Year among the Circassians* (2 vols., London, 1840).

VIII. LA MARINE – AFGHANISTAN

Les nouvelles qui commencèrent à parvenir d'Asie centrale à l'automne 1837 fournirent un terreau fertile aux russophobes. La théorie selon laquelle la Russie cherchait en réalité à établir un point d'appui pour une invasion de l'Inde semblait se confirmer avec l'attaque lancée par la Perse contre Hérat. À Londres, on soupçonnait d'abord que la décision du shah de soumettre une région sur laquelle il revendiquait une suzeraineté non reconnue avait été prise sous l'influence de l'envoyé russe, malgré les conseils, voire les menaces, de Sir John McNeill.

Mais d'autres signes de rupture de la coopération anglo-russe, qui avait permis en 1834 l'acces-si-on pacifique de Muhammad Mirza au trône de son grand-père, étaient déjà apparus. L'importan-ce stratégique de l'Asie centrale et l'activité russe inquiétante qui s'y déroulait avaient été soulig-nées dans plusieurs ouvrages de l'école d'Urquhart. McNeill, auteur de l'analyse la plus complète de l'expansion russe dans la région, avait accepté sa nomination diplomatique persuadé que le gou-vernement était déterminé à stopper l'avancée russe. Le potentiel commercial de la région avait fait l'objet d'études officielles et officieuses. Ce nouveau cours des événements suscita inévi-table-ment une vive inquiétude à Londres.[1]

À son arrivée à Téhéran, McNeill constata que l'émissaire russe, le comte Simonitch, avait pris le contrôle effectif de la politique perse. Toute la détermination et la finesse dont il avait fait preuve dans la lutte d'influence initiée par son prédécesseur moins habile n'avaient pas dissuadé le jeune shah de rechercher la gloire sur le champ de bataille. Bien que l'encouragement de Simonitch fût contraire aux instructions officielles - la protestation de Durham obtint de Nesselrode la promesse de son rappel - l'expédition partit pour Hérat. La rupture consécutive des relations diplomatiques par la Grande-Bretagne n'intimida pas les Perses; le cabinet anglais et le gouvernement indien dé-cidèrent tous deux d'entreprendre des mesures coercitives plus directes. En juin 1838, un petit dé-tachement de l'armée indienne occupa l'île de Karrak, dans le golfe Persique, précipitant probable-ment ainsi l'abandon d'une attaque qui, malgré l'aide de membres de la suite russe, n'avait pas permis de prendre Hérat d'assaut. L'intervention armée de l'Angleterre inquiéta manifestement les hommes d'État russes; à elle seule, elle aurait pu suffire à rééquilibrer les forces entre les deux puissances dans ce qui devenait rapidement une guerre non déclarée, si la rivalité ne s'était pas déjà étendue à l'Afghanistan.[2]

En septembre 1836, le gouvernement indien avait dépêché Alexander Burnes en mission au-delà de la frontière nord-ouest. Ses instructions le limitaient à des activités géographiques et commer-ciales ; il avait pour mission d'organiser la réouverture au commerce de l'Indus, désormais possible grâce à la récente pacification du Sind et du Pendjab. Après la conclusion de ses négociations avec Ranjit Singh, il devait se rendre à Kaboul et Kandahar et œuvrer, dans la mesure du possible, à la reprise des échanges commerciaux entre le nord de l'Inde et l'Afghanistan. Malgré l'esprit gé-néral de ses instructions, sa mission ne semble pas avoir été conçue comme une riposte délibérée aux efforts russes pour concurrencer les Britanniques sur les marchés d'Asie centrale. Bien que le gouvernement londonien ait reçu pendant plusieurs années de l'ambassade à Saint-Pétersbourg et des consulats de la mer Noire de fréquents rapports sur cette activité russe, la suggestion faite au gouverneur général, Lord Auckland, d'envoyer un agent à Kaboul se justifiait par la montée en puissance, dans cette ville, de l'influence politique perse et russe, et non économique. Le projet perse de s'emparer d'Hérat, mûri durant les longues négociations de Burnes pour le rétablisse-ment du commerce sur l'Indus, semblait naturellement renforcer la nécessité *d'ériger rapidement un rempart contre les empiètements de l'influence russe.*[3]

Lorsque Burnes se mit enfin en route pour Kaboul après un an d'attente, il était muni d'instructions complémentaires conférant à sa mission un caractère essentiellement politique et lui enjoignant de tout mettre en œuvre pour préserver la suprématie de l'influence britannique en Afghanistan. À peine avait-il entamé ses négociations avec l'émir Dost Mohammad qu'il se trouva confronté à un rival. Malgré sa promesse à Durham, Simonich avait été autorisé à superviser les opérations de siège perses à Hérat et, adoptant une technique anglaise, avait envoyé un jeune soldat astucieux en mission secrète à Kaboul. Le capitaine Vitkevich était porteur d'une lettre anonyme adressée à Dost Mohammad, prétendument envoyée par le tsar. Son statut d'émissaire russe, aussi irrégulier

fût-il, fut immédiatement reconnu tant par les Afghans que par Burnes lui-même. Avec ce dernier, il engagea une lutte d'influence et, après cinq mois d'efforts acharnés, vainquit son adversaire anglais. Burnes envoya à Auckland un compte rendu continu et détaillé de la bataille d'esprit et d'intrigues, et le supplia de le soutenir en lui promettant que le gouvernement indien exigerait de Ranjit Singh la restitution de Peshawar au contrôle de Dost Mohammad. L'amitié avec le chef sikh étant la pierre angulaire de la politique d'Auckland, ce dernier ne put accéder au plan de Burnes. Recourant plutôt à une combinaison de raison et de menace, il chargea Burnes de faire valoir que l'amitié du puissant État anglo-indien voisin était bien plus importante que celle de la Russie lointaine et de la Perse affaiblie, et de suggérer que la soumission de Dost Mohammad aux flatteries russes pourrait contraindre le gouvernement indien à installer un rival sur son trône.[4]

L'issue du conflit dépendait du succès des Perses devant Hérat, et le moral de Burnes et d'Auckland était étroitement lié aux rapports qu'ils recevaient de la ville assiégée. Finalement, en avril 1838, la victoire perse semblait assurée, malgré les efforts héroïques d'un autre soldat-diplomate anglo-indien, le colonel Eldred Pottinger, qui, à Hérat, par hasard, mit ses compétences techniques au service du Shah Kamran. Dost Mohammad et sa bande d'aventuriers finirent par répondre à un ultimatum anglais exigeant l'expulsion de l'un des émissaires rivaux en congédiant Burnes. Un rapport non authentifié, mais non non réfuté, selon lequel Vitkevich avait établi une communication directe avec les Sikhs, a peut-être conforté Auckland dans l'idée que l'influence russe s'était trop étendue aux territoires de la Compagnie des Indes orientales. Il prit aussitôt des dispositions avec Ranjit Singh pour la restauration du Shah Shujah déchu sur le trône de Kaboul par une armée anglo-sikhe.

Durant les mois où sa nouvelle politique prenait forme, Auckland savait que le gouvernement londonien considérait l'activité russe en Perse avec la plus grande méfiance et souhaitait que son influence en Afghanistan soit entièrement subordonnée à la sienne. Mais sa décision devait être prise de sa propre initiative, car la lenteur des communications l'empêcha de connaître leur opinion sur ce nouvel exemple de duplicité russe avant qu'il n'ait entamé des négociations d'alliance avec Ranjit Singh. Malgré ses aveux de doutes et de craintes à Hobhouse, président du conseil de contrôle, les mesures préliminaires furent prises avant même que la question d'Hérat ne soit réglée, et la décision d'intervenir en Afghanistan avait été annoncée aux autorités londoniennes avant l'abandon totalement inattendu du siège par la Perse. Ainsi, tout le mérite de cette expédition funeste, fondée sur la prémisse erronée du triomphe des plans russo-persans, doit être attribué aux autorités indiennes.[5]

Tous les faits et les théories sur lesquels reposait la décision d'Auckland furent exposés dans ses dépêches au conseil de contrôle. Ces récits, corroborés par les comptes rendus non moins alarmants envoyés par McNeill de Perse et renforcés par des rapports faisant état d'intrigues russes à Khiva, dans la région caspienne, en Serbie et dans les Principautés, ne purent que raviver chez les membres du cabinet la méfiance envers la Russie et l'inquiétude face à l'influence grandissante de cette dernière, que Durham avait en partie apaisées.[6] Finalement, en septembre, après avoir examiné tous ces documents, le cabinet décida que la décision finale concernant la politique à adopter serait prise en Inde et autorisa Auckland à poursuivre, si les informations dont il disposait le justifiaient, la voie qu'il avait déjà empruntée.[7] Lord Clanricarde, le nouvel ambassadeur à Saint-Pétersbourg, reçut pour instruction de protester auprès du gouvernement russe contre les activités persistantes de Simonitch et Vitkevitch, et de s'enquérir de la véracité de la politique russe: était-elle celle annoncée par Nesselrode ou celle mise en œuvre par ses autres agents?[8]

Entre-temps, les hommes d'État russes s'inquiétaient également des événements du Moyen-Orient. L'occupation de Karrak témoignait sans équivoque de la détermination anglaise à contrer l'influence grandissante de la Russie. Pozzo di Borgo rapporta l'indignation croissante de Palmerston et finit par l'avertir que l'opinion publique était en émoi. Clanricarde, écrivit-il, pourrait être porteur d'un ultimatum. L'éventualité d'une guerre ne semblait plus à exclure. Aussi, Nesselrode, espérant éviter cette éventualité et obtenir l'évacuation de Karrak, transmit à Pozzo, pour Palmerston, une analyse extrêmement conciliante de la situation, et exposa très clairement sa politique dans une lettre privée jointe: *Nous devons convaincre le ministère anglais que nous ne voulons pas la guerre, mais que nous ne la craignons pas; croyez-moi, cher comte, ce sera le meilleur moyen de l'éviter.* Dans la dépêche que Pozzo lut à Palmerston, Nesselrode reconnut que Simonich avait outrepassé ses instructions, déclara que Nicolas, tout en défendant le droit perse de se défendre contre

une agression d'Hérat, avait répudié la garantie de son agent concernant un traité entre la Perse et Kandahar, et insista sur la nécessité d'une coopération future entre l'Angleterre et la Russie pour garantir la tranquillité de l'Asie centrale. Il déplora la croyance populaire selon laquelle la Russie menaçait la sécurité de l'Inde, qualifiant d'absurde l'idée d'une invasion, et affirma que l'intérêt de la Russie dans la région était purement commercial. Il préconisa l'évacuation de Karrak et proposa un statut au Moyen-Orient semblable à celui établi bien plus tard par l'Entente de 1907. Bien que cette note ait largement contribué à apaiser les craintes du cabinet, elle ne convainquit pas les ministres anglais que les actes de la Russie seraient désormais conformes à ses paroles.[9]

Pour le cabinet, la situation paraissait grave et Pozzo fit état d'un climat alarmant de bellicisme. Pourtant, le Parlement n'aborda ces développements importants en Asie centrale qu'à deux reprises. En mars, Palmerston fut interrogé sur la rupture des relations avec la Perse et parvint à éluder la question sans mentionner la Russie. Fin juillet, Stratford Canning, non découragé par l'échec de sa récente motion concernant le Vixen, demanda à Palmerston si l'expédition dépêchée de Bombay à Bushire ne risquait pas de compromettre les relations amicales de la Grande-Bretagne avec la Perse. La question lui paraissait capitale.

Il était notoire qu'une relation existait actuellement entre la Russie et la Perse, et qu'elle était même de nature offensive et défensive. Or, la nature de l'expédition récemment envoyée de Bombay semblait compromettre nos relations pacifiques avec la Perse, et par conséquent avec la Russie.

Lorsque Palmerston répondit qu'il n'avait aucune connaissance d'un tel traité, la discussion s'arrêta là.[10] La presse, alors absorbée par les répercussions de l'affaire *Vixen* et par les implications d'une brochure fantaisiste, *La Confédération des Gaules*, qui exposait un prétendu complot russe pour le partage de la France, prêta relativement peu d'attention aux affaires perses.[11] Ainsi, l'opinion britannique, pourtant éloquente, était fortement anti-russe, mais cette hostilité puisait son inspiration dans des événements passés et relativement insignifiants, dans le stéréotype forgé par Urquhart et les autres russophobes, plutôt que dans la rivalité qui menaçait de déclencher une guerre.

Lorsque la nouvelle de la décision du gouvernement indien d'intervenir par la force en Afghanistan parvint à Londres fin octobre 1838, la presse et le public ne s'attendaient pas à un changement aussi radical de la politique britannique. Le *Times*, le *Herald* et le *Standard*, qui s'efforçaient depuis longtemps de sensibiliser le pays à la menace russe, accueillirent la nouvelle avec enthousiasme. Le commentaire du *Times* sur le manifeste d'Auckland, expliquant sa politique, était sans concession.

Mais qu'un traité [entre la Perse et la Russie pour la conquête de l'Inde] existe ou non, les mesures énergiques adoptées par le gouvernement britannique doivent être perçues par l'Europe comme par l'Asie comme un défi direct et audacieux lancé à l'empereur Nicolas. Il est sommé d'avouer et de justifier les manœuvres perses secrètes dont il a fait preuve contre ce pays dans le cas d'Hérat, de protéger par ses armes les instruments de ses propres actes, ou de reconnaître publiquement qu'il craint de partager les dangers dans lesquels il plonge ses malheureux protégés.

Le *Herald* exprima un avis similaire.

Nous sommes enclins à croire que le gouvernement whig a enfin pris conscience des desseins néfastes de la Russie ; nous espérons qu'il n'est pas trop tard pour y remédier. Depuis plusieurs années, nous nous efforçons de lui faire comprendre que les ambitions de la Russie s'étendaient bien au-delà de la Turquie, de la Circassie et de la Perse, jusqu'à nos dépendances des Indes orientales, que la Russie n'a pas perdues de vue depuis que Catherine a menacé d'y envoyer ses armées et de rallier les princes indiens sous l'étendard du Grand Moghol.

Le *Standard* déclarait :

Il est vain de surveiller la Russie si nos efforts se limitent à cet exercice de vigilance. Nous la surveillons depuis huit ans, et durant cette période, elle a étendu ses conquêtes et ses bases militaires sur près de 3'200 kilomètres en direction des Indes.[12]

Cependant, c'est dans la presse whig que parurent les articles les plus significatifs, car le changement soudain de la politique britannique permit d'abandonner l'attitude négative que la passivité officielle les avait contraints à adopter. Ainsi, le 10 octobre encore, le *Chronicle* laissait entendre que la Russie aurait *fort à faire pour nettoyer et reconquérir chaque territoire acquis de manière barbare* et ne pouvait *faire autrement que de considérer qu'elle possédait déjà autant de territoire*

qu'elle pouvait en gérer. Après avoir reçu des renseignements en provenance d'Inde, le journal décida néanmoins que:

La voie adoptée par le gouvernement indien, visant à faire de l'Afghanistan un rempart pour notre empire oriental, est celle dictée par la politique la plus judicieuse et sera couronnée par un succès total.

Surveillons la Russie et, si elle se montre hostile envers nous, ripostons, mais ne laissons pas une grande nation se ridiculiser par une russophobie insensée.[13]

Juste avant l'annonce de l'expédition en Afghanistan, la publication d'une seconde édition de *The Progress and Present Position of Russia in the East* et d'une brochure modérée, mais incisive, intitulée *India, Great Britain, and Russia*, alimenta davantage la propagande anti-russe auprès des journalistes. Rien ne prouve que cette réédition opportune de l'analyse incisive de McNeill sur les dangers inhérents à l'expansion insidieuse de la Russie en Asie - qui constituait en réalité une excellente justification de la politique de riposte d'Auckland - ait été officiellement inspirée ou même expressément approuvée par le gouvernement. Cependant, comme il est peu probable que Murray ait publié une nouvelle édition sans le consentement de l'auteur, on peut raisonnablement supposer que la publication bénéficiait d'une approbation officielle, au moins tacite. La notoriété bien plus importante de la seconde édition confirme l'opinion, unanimement partagée par les critiques, selon laquelle les événements des deux années écoulées avaient démontré la perspicacité des craintes de McNeill.[14]

L'ouvrage anonyme *L'Inde, la Grande-Bretagne et la Russie* présentait une argumentation extrêmement claire et concise contre la Russie. Témoignage précieux de l'état de l'opinion publique britannique éclairée, il est particulièrement significatif car ses conclusions, immédiatement et largement saluées par la presse écrite et périodique, rejoignaient essentiellement celles de l'école d'Urquhart, bien qu'elles fussent… Exprimé en des termes moins hystériques. Puisque, du moins dans ses écrits, son jugement était rarement contesté, il ne fait guère de doute qu'il exprimait des idées très largement répandues parmi les Anglais qui suivaient l'actualité politique internationale.[15]

La préface contenait un admirable résumé des opinions de l'auteur.

Le présent aperçu de la situation relative de l'Inde, de la Grande-Bretagne et de la Russie est présenté dans l'espoir de susciter chez la nation britannique l'inquiétude que, de l'avis de l'auteur, les circonstances exigent. Les agressions sans précédent de la Russie dans toutes les directions doivent anéantir toute confiance en ses déclarations pacifiques et devraient convaincre tout observateur raisonnable que la seule limite de ses conquêtes réside dans la limitation de sa puissance. À l'ouest, la Pologne a été réduite au statut de province vassale. Au sud, le souverain ottoman a été spolié d'une partie de ses possessions et tient le reste à la merci de son conquérant. La mer Noire n'est navigable qu'avec l'autorisation du Moscovite. Le drapeau anglais, qui flottait fièrement sur toutes les mers du monde, est insulté et l'activité commerciale de ses marchands est paralysée et anéantie. À l'Est, la Russie poursuit systématiquement la même stratégie: la Circassie doit être anéantie, la Perse transformée d'abord en partisan, puis en province dépendante, et enfin intégrée à l'empire russe. Au-delà de la Perse s'étend l'Afghanistan, un pays préparé par de nombreux facteurs à offrir un passage facile à l'envahisseur. L'Indus franchi, qui peut résister au vol de l'aigle russe vers le cœur de l'Inde britannique ? C'est là que les yeux de la Russie sont tournés. Que l'Angleterre prenne garde.

Le corps de la brochure s'ouvrait sur une analyse des relations entre l'Inde et la Grande-Bretagne. Il s'agissait d'une relation mutuellement avantageuse, car l'Inde ne coûtait rien et ne rapportait que de modestes revenus. Elle constituait un marché des plus importants et offrait des opportunités exceptionnelles d'investissement. En retour, la Grande-Bretagne avait doté l'Inde d'un gouvernement stable et ordonné, maintenu une paix sans précédent et favorisé le développement économique. De l'avis de l'auteur, l'honneur anglais serait gravement bafoué si l'Inde était abandonnée sans un combat acharné.

Ce serait la plus grande folie de continuer à croire que tout est sûr, alors que les Russes délibèrent sur le point d'entrée de leur incursion dans les territoires britanniques; ce serait le comble de la perversité autant que de la folie que de tenter de faire croire à l'opinion publique une telle illusion. Il ne faut pas cacher que les nations britannique et russe sont rivales pour la possession de l'Inde; que l'une convoite ardemment ce que l'autre détient et œuvre depuis longtemps, par la sève et la mine, à déloger son ennemi et à s'emparer du siège vacant… L'Angleterre est peut-être passive, mais la Russie, elle, sera assurément active et infatigable dans sa vigilance et ses efforts. Elle se réjouira en silence de la torpeur de l'Angleterre et subira avec une parfaite résignation le bref délai nécessaire avant que son objectif ne soit révélé… Elle s'attachera à toute cour qui s'approche des possessions britanniques et leur tendra ainsi un filet dont toute fuite sera impossible… La Russie ne frappe jamais sans être certaine d'être sûre de son sort. Et lorsqu'elle aura acquis suffi-

samment de confiance pour abandonner la dissimulation, sa victime pourra être considérée comme perdue. La Russie poursuivra-t-elle alors ses desseins contre nos possessions indiennes jusqu'à ce point, ou arrêtera-t-elle son offensive tant qu'il est encore possible de l'empêcher? Abandonnerons-nous l'Inde aux mains du pillard polonais?... Renoncerons-nous à tous les avantages du commerce indien et laisserons-nous son vaste territoire hermétiquement fermé à nos marchands et à nos manufactures? Les espoirs des hommes de bien pour le progrès de l'Inde seront-ils déçus? La flamme du savoir à peine allumée s'éteindra-t-elle? La lumière de la vraie religion, qui commence à peine à poindre, s'obscurcira-t-elle? Ceux qui s'élèvent progressivement mais sûrement vers l'égalité avec les peuples les plus favorisés d'Europe seront-ils réduits en esclavage par un gouvernement qui, tout en se prétendant civilisé, est en réalité barbare et qui est l'objet de haine et de terreur dans ses propres territoires, tout autant que de jalousie et d'appréhension dans le reste du monde?... L'action doit suivre immédiatement la décision; et l'Inde pourrait encore rester britannique, et le progrès humain pourrait être épargné du coup qui lui serait porté si une si grande partie du monde était submergée par la mer morte du despotisme russe.[16]

Aux prémices de la russophobie anglaise, l'appréhension suscitée par l'activité russe dans une région fut amplifiée par son comportement dans une autre: les guerres perses et turques, la ré-pression de la révolution polonaise et la signature du traité d'Unkiar Skelessi se succédèrent ra-pidement. Après plusieurs années d'inquiétude dans les cercles officiels quant à la puissance de la marine russe, la brochure de Craufurd[17] attira brièvement le débat public sur le sujet en 1837. Son importance ne fut cependant pas pleinement comprise, car la seule critique formulée à l'encontre des estimations navales de 1838 était celle de Hume, qui suggérait que la quiétude de l'Europe permettait une réduction des effectifs britanniques. Lorsque Charles Wood, de l'Amirauté, invoqua la taille de la marine russe pour justifier la proposition budgétaire, Attwood demanda aussitôt si les flottes britanniques étaient suffisamment puissantes pour repousser une attaque venant de la Baltique, ou, le cas échéant, pour forcer le passage des détroits. Après que Wood eut confirmé leur suffisance, la Chambre vota le crédit proposé sans autre débat. La presse ignora pratiquement le signal pour lancer des polémiques anti-russes.[18]

Si, en public, les ministres se montraient complaisants et semblaient partager l'apathie de la chambre des communes et de la presse, en Conseil, ils commencèrent à exprimer des doutes qui s'accentuèrent à mesure que les affaires d'Asie centrale approchaient d'une crise. L'ambassade à Saint-Pétersbourg reçut de nouveau l'ordre de mener une enquête approfondie sur l'état de la marine russe.[19] Les conclusions de cette enquête, conjuguées à la guerre en Afghanistan et à certains signes indiquant que Méhémet Ali pourrait déclencher une nouvelle crise au Proche-Orient, convainquirent Palmerston et Melbourne de la nécessité de renforcer les forces anglaises. Lorsque le problème fut examiné par le Cabinet fin novembre, Melbourne fit valoir que:

Nous ne serions pas justifiés d'exposer nos côtes et nos arsenaux aux outrages et aux exactions d'une flotte russe. Une telle attaque pourrait paraître un projet insensé; Mais il n'était jamais prudent de supposer que des hommes étaient incapables de projets insensés, et même la simple présence d'une flotte russe sans opposition dans les mers étroites aurait nui à l'image de l'Angleterre à nos yeux et aux yeux du monde entier.[20]

Le cabinet adopta néanmoins la suggestion de Palmerston selon laquelle, avant d'exercer une pression supplémentaire sur le budget, il convenait de demander à la Russie de renoncer à la nécessité d'accroître la marine anglaise en acceptant de ne pas équiper l'intégralité de sa flotte.[21]

La tension qui régnait dans les relations anglo-russes transparaît dans le sort réservé à cette *démarche*. En chargeant Clanricarde de fonder sa proposition sur le sentiment anglais, Palmerston fit valoir que, puisque la période était caractérisée par le règlement pacifique des différends, *des opinions hostiles à la Grande-Bretagne* constituaient la seule explication raisonnable du maintien du statut inchangé de la marine russe. Le gouvernement, ajouta-t-il sans trop se soucier de la véracité, ne partageait pas l'opinion publique, mais espérait que la Russie lui permettrait d'assurer au Parlement que seule une partie de sa flotte serait équipée, *car des discussions irritantes surgiront inévitablement… lorsque les estimations navales seront présentées au Parlement*. Une dépêche confidentielle accompagnant le document informait Clanricarde que le cabinet considérait la flotte de la Baltique comme une menace qui minait les relations cordiales, et l'escadre de la Mer Noire comme une grave atteinte à l'intégrité turque. Lorsque Clanricarde exécuta ses instructions, Nesselrode accueillit la proposition avec une extrême irritation. Loin d'y consentir, il se lança dans une diatribe contre l'activité de propagande, la presse, le public, et même les ministères anglais et français.[22] Une fois de plus, l'opinion publique, enflammée, influença la décision politique.

En réalité, le souhait de Palmerston d'éviter l'exacerbation de l'opinion publique et l'augmentation conséquente des dépenses navales était illusoire. Avant même l'échec des négociations avec la Russie, un officier général - en fait le capitaine (futur amiral) Sir Charles Napier - avait publié sa brochure, *Lettre adressée à Son Altesse, le duc de Wellington, sur la crise actuelle du pays concernant l'état de la marine*, qui déclencha l'une des plus vives polémiques propagandistes de toute l'histoire de la russophobie. Les officiers de marine, expliquait Napier, ne partageaient pas la suffisance de la nation et désapprouvaient la satisfaction que Lord Durham avait tirée de son inspec-tion des manœuvres russes en mer Baltique.

Qui pourrait imaginer un seul instant que l'immense flotte russe en mer Baltique, fidèlement décrite par le capitaine Craufurd, qui n'a cessé de s'agrandir et de s'entraîner depuis des années, ait un autre but que de contraindre ou d'envahir ce pays?

…Paisible Russie ! Après avoir presque anéanti la Turquie, mené une guerre meurtrière contre les braves Circassiens et marché droit vers l'Inde, sans commerce ni colonie, et se croyant presque invulnérable pour la défense de son propre empire, mais disposant d'une flotte puissante et coûteuse, dont la force et l'efficacité augmentaient chaque année, prête au combat à tout moment…*

** Les braves Circassiens réduits à l'état Polonais ! Les Anglais voudraient-ils se retrouver dans la même situation, à supplier l'autocrate de Russie de les épargner? Les Circassiens ont les armes à la main, l'Angleterre non. L'ennemi est en force et l'Angleterre dort encore!*

Napier conclut par une analyse des forces relatives des marines française, russe et américaine, destinée à démontrer que les remparts de bois tant vantés de l'Angleterre n'offraient plus une protection suffisante.[23]

Le *Morning Chronicle* prit immédiatement la défense du ministère, mais son argumentation ne put empêcher un torrent de polémiques. La controverse fit rage avec une intensité particulière dans les colonnes du *Times*, mais d'autres journaux lui accordèrent une place presque aussi importante. En janvier, février et surtout en mars, lorsque les estimations navales furent présentées au Parlement, un flot incessant d'éditoriaux et de lettres de contributeurs de tous horizons afflua, nombre d'entre eux dissimulant leur identité derrière des pseudonymes tels que *Un officier de marine*, *Anglicus* ou *Un citoyen lambda*. Les avis divergeaient quant à la puissance respective des marines russe et anglaise, mais tous s'accordaient sur les ambitions de la Russie. Une lettre d'un *officier d'état-major* au rédacteur en chef du *Times* illustre les sombres perspectives fréquemment évoquées.

Je conclurai ces spéculations en réaffirmant ma conviction que la destruction de notre marine, et non la conquête de l'Inde, est le véritable objectif de la Russie. Un homme qui veut tuer son ennemi le poignarderait-il à un membre alors que sa poitrine est exposée? Non; l'Inde n'est qu'une diversion, et c'est contre nos navires que l'ennemi dirige ses véritables desseins.

Les affiliations politiques des différents journaux se reflétaient inévitablement dans leur traitement du sujet. Les journaux whigs défendaient le cabinet contre les attaques des tories, mais manifestaient rarement une quelconque sympathie pour la Russie.[24]

Les pamphlets, qui abordaient la question plus en détail que ne le permettait la presse et qui fournissaient une grande partie des arguments en faveur de cette dernière, étaient tout aussi enthousiastes. On s'interrogeait sur la capacité de la marine britannique, mais pas sur les intentions hostiles de la Russie. L'opinion d'un officier de marine était caractéristique:

Les goûts de Sa Majesté Impériale sont variés; tantôt il a, en violation des traités, un penchant pour la subjugation de la Pologne; tantôt il a le goût de nous supplanter en Inde; tantôt il a le goût de posséder la Turquie, un désir qui n'a pas encore été assouvi. Il a un faible pour les montagnes de Circassie et mène ses hordes de barbares pour chasser ses braves montagnards de leurs terres natales. L'été prochain, il s'adonnera de nouveau à son goût innocent pour la navigation en mer Baltique et, peut-être, en reviendra-t-il avec la plus grande flotte, parfaitement entraînée pour la guerre (quoi qu'on puisse en dire), qu'aucune puissance n'ait jamais maintenue en temps de paix! [25]

L'ampleur de l'hystérie suscitée par la flotte de la Baltique à cette époque est parfaitement illustrée par l'action du duc de Wellington, d'ordinaire si raisonnable. En mars 1839, son sens du devoir le poussa à communiquer à Melbourne une rumeur selon laquelle la Russie s'apprêtait à envoyer une armada contre l'Inde. Bien que le duc pensât la Méditerranée comme une destination plus probable, il n'écartait pas totalement cette autre possibilité.[26]

L'agitation atteignit son paroxysme lors des débats à la Chambre des communes sur les crédits de la marine. La proposition du cabinet d'augmenter les effectifs de 5'000 hommes ne rencontra prati-

quement aucune opposition, et l'âpreté des discussions prolongées résultait en réalité de la volonté de chaque camp de rejeter sur l'autre la responsabilité de la faiblesse qui avait tant alarmé les publicistes. Palmerston déclara qu'*il n'y avait rien dans les relations entre ce pays et la Russie qui justifiât de nourrir l'opinion qu'une rupture était susceptible de se produire*, mais le silence qui s'abattit sur le danger russe fut remarquablement peu d'attention. On faisait constamment référence à la presse et aux pamphlets de Napier et d'autres auteurs. Seul Attwood, qui tenta en vain d'obtenir un renforcement naval encore plus important, jugea nécessaire de s'attarder sur les flottes de la Baltique et de la Mer Noire.[27] À la Chambre des lords, la question fit l'objet d'un examen comparable, bien que Melbourne exprimât sa confiance dans *les intentions pacifiques de la Russie*.[28]

L'attention encore plus limitée portée au Parlement aux événements critiques en Perse et en Afghanistan montre que les débats parlementaires ne reflètent pas fidèlement l'opinion britannique sur la Russie. Le gouvernement ayant déjà entrepris une politique visant à ériger des barrières adéquates contre son ambition, le problème ne nécessitait pas un examen approfondi de la part des parlementaires. De fait, au fil de la session, l'attention se porta davantage sur les rapports inquiétants en provenance du Proche-Orient.[29]

Que la guerre en Afghanistan ait suscité un vif intérêt en Angleterre ne fait aucun doute. Sir Harford Jones Brydges, qui avait publié en 1834 des excuses pour sa conduite durant son mandat d'ambassadeur en Perse entre 1807 et 1811, fit son retour sur la scène médiatique fin 1838 avec une longue lettre ouverte à Lord Wellesley. Il y formula une critique sans équivoque de la politique britannique en Perse depuis sa propre mission, insistant particulièrement sur les hésitations qui avaient permis l'essor de la puissance et de l'influence russes pendant et après la guerre de 1826-1827. L'essentiel de sa brochure se résumait en une phrase. *Hérat, aux mains des Perses, ne peut jamais être considéré autrement que comme un point d'appui avancé pour les Russes en route vers l'Inde.*[30] De nouvelles éditions de *Bokhara* de Burnes, du *Voyage terrestre* de Connolly et du *Caubul* d'Elphinstone furent publiées. Après le succès apparent de l'expédition, plusieurs participants présentèrent au public le récit de leurs exploits.[31]

Plus significatifs encore furent les articles parus dans la presse périodique, car la quasi-totalité des principaux magazines, mensuels et trimestriels, analysèrent en détail ces nouveaux développements au cours du premier semestre 1839. Deux écoles de pensée s'opposaient nettement: l'une condamnait la politique en vigueur, l'autre la louait. La première thèse était défendue par *Foreign Quarterly Review* et *Tait's Edinburgh Magazine*, qui refusaient tous deux d'admettre la possibilité d'une invasion russe de l'Inde. Tout en critiquant la politique de passivité qui avait permis aux Russes d'asseoir leur influence prédominante en Perse, ils soutenaient que la Grande-Bretagne devait consolider sa position en Inde par la bienveillance de son administration intérieure et non par l'adoption d'une politique au moins aussi expansionniste que celle de la Russie.[32]

La théorie alarmiste fut ouvertement défendue par la *British and Foreign Review*, *Blackwood's* et, fait significatif, par l'*Asiatic Journal*, jusque-là non alarmiste. Plus intéressantes encore sont les justifications, plus ou moins officielles, de la politique britannique qui parurent dans l'*Edinburgh Magazine* et la *Quarterly Review*. L'article du numéro de janvier 1839 de la première était une longue analyse des affaires étrangères, totalement indépendante de toute prétention à être une recension d'autres publications. Analyse semi-officielle de la position de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la Russie, rédigée par Lord Brougham en juin 1838 et probablement approuvée en épreuves par McNeill et Hobhouse (bien qu'elle n'ait pas été révisée à la lumière des événements ultérieurs en Asie centrale), elle mérite une attention particulière. Elle préconisait une politique aussi ferme que celle récemment adoptée.

À ces considérations relatives aux dangers que représente la Russie, de nombreux observateurs ajoutent un autre argument, fondé sur l'observation de ses progrès en Orient. Il ne fait aucun doute qu'elle n'a cessé d'avancer dans cette région; et l'on peut dire que la Perse n'est soumise qu'à son bon vouloir. Mais quant à une opération d'une telle ampleur qu'une marche vers les provinces septentrionales de l'Inde, où, indépendamment de la distance et du caractère aride et difficile du terrain à traverser, on trouverait une armée puissante, aguerrie au climat, admirablement commandée, rigoureusement disciplinée et parfaitement pourvue en per-sonnel, nous ne pouvons nourrir aucune crainte sérieuse… De plus, bien avant que l'Angleterre n'ait à dé-fendre ses possessions orientales à Delhi, Kaboul ou Lahore, la Russie devrait affronter nos flottes à Cron-stadt et défendre Saint-Pétersbourg elle-même. Notre gouvernement devait être terriblement mal informé des mouvements à l'est de la mer Caspienne pour pouvoir progresser vers l'Inde avant qu'une puissance de feu écrasante ne réduise Saint-Pétersbourg en cendres.[33]

L'article du *Quarterly* était signé McNeill lui-même et, bien que moins alarmiste que celui de l'*Edinburgh*, il justifiait sans réserve la politique de Lord Auckland. McNeill commençait par observer que la nature particulière de la domination britannique sur l'Inde - une domination morale plutôt que militaire - la rendait particulièrement jalouse des intrigues hostiles de ses voisins. L'histoire passée de la Russie et sa position géographique, plus encore que son comportement récent, prouvaient qu'elle représentait un grave danger pour l'Inde.

Cependant, la distance qui séparait sa frontière de la nôtre était considérable; la difficulté de mobiliser une armée suffisamment nombreuse pour menacer notre possession de l'Inde paraissait immense; les assurances d'amitié envers l'Angleterre que la Russie renouvelait régulièrement étaient si fortes; Les protestations d'absence de toute ambition - de tout désir d'expansion territoriale, voire d'influence exclusive en Orient - étaient si solennelles, et Lord Durham si convaincu de la sincérité absolue de toutes ses déclarations, que le pays fut bercé par un faux sentiment de sécurité…

Des publications alarmistes parurent et des discours furent prononcés au Parlement; pourtant, toute tentative d'accroître la marine rencontra une résistance vigoureuse. La Russie conclut qu'elle n'avait guère à craindre, mais attendit même qu'une insurrection au Canada lui ouvre la perspec-tive d'une action libre en Asie centrale. McNeill déclara finalement que l'hostilité ouverte de la Russie avait contraint l'Angleterre à adopter une politique énergique, et que la Russie avait alors nié toute velléité de conquête de l'Inde. Les intrigues sans aucun doute hostiles de ses agents depuis plusieurs années rendaient difficile de se fier à cette déclaration, car soit Nicolas mentait de façon déshonorante au gouvernement britannique, soit il n'avait que peu de contrôle sur les agissements de ses agents.

Faut-il alors supposer qu'il existe en Russie un parti opposé à la volonté de l'Empereur, suffisamment puissant pour la contrôler et protéger ceux qui bravent son courroux et s'opposent à ses vues?… Il nous est impossible d'échapper à ce dilemme. Si nous affirmons la bonne foi de l'Empereur et de son Cabinet, nous devons nier son autorité, voire son influence, au sein même de son empire, et considérer ses opinions et les déclarations de son Cabinet comme insignifiantes; et si nous lui attribuons une autorité, nous devons mettre en doute sa bonne foi. Mais quelle que soit l'alternative embarrassante que nous choisissions d'adopter, une conclusion s'impose: les déclarations du gouvernement russe ne nous offrent aucune garantie pour l'avenir[34]

Une grande partie des informations nécessaires à la résolution du problème exposé par McNeill a été présentée au public anglais par les auteurs de trois récits de voyage en Russie parus à cette époque. Déçu d'une mission officielle à Saint-Pétersbourg, Lord Londonderry s'y rendit à titre privé durant l'hiver 1837. Il fut reçu avec beaucoup de grâce par le tsar et somptueusement reçu par la noblesse russe. À son retour, il rédigea l'un des récits les plus favorables de la société russe parus à cette époque. Bien que ses expériences l'aient naturellement conduit à privilégier les affaires des classes supérieures, il s'intéressa également à d'autres aspects de la vie russe et y inclua de nombreuses données statistiques intéressantes. Son portrait de Nicolas II, qu'il croyait avoir constamment à cœur les intérêts supérieurs du peuple russe, fut particulièrement significatif. Lui-même ancien soldat, il fut très impressionné par l'habileté avec laquelle l'autocrate menait les troupes impériales et apprit que le tsar maîtrisait tout aussi bien les détails des autres départements de l'État. Le tableau flatteur que Londonderry dressa de la Russie dut convaincre ceux qui avaient bloqué sa nomination comme ambassadeur que leur décision était judicieuse.[35]

Thomas Raikes, auteur du célèbre Journal, visita la Russie en 1830, mais son ouvrage ne parut qu'en 1838. Tory, mais apparemment observateur plus perspicace que Londonderry et moins influencé par les convenances officielles, il livra un récit plus complet et plus captivant. Son impression de Nicolas II était similaire à celle de Londonderry: *Si Napoléon choisissait de dire en France: 'Le trône, c'est moi', l'empereur Nicolas II pouvait tout aussi bien dire: 'La Russie, c'est moi'.* Il brossa un tableau très favorable de la vie des paysans.

Si l'on comparait la situation respective de ces classes dans les deux pays, c'est-à-dire en termes de besoins et de satisfactions matériels, dans quelle mesure la balance pencherait-elle du côté de cette population d'esclaves illettrés? L'Anglais peut se vanter de sa liberté, mais lui assurera-t-elle un repas? - de quoi vêtir sa famille? - lui procurera-t-elle un emploi lorsqu'il sera en bonne santé? - et, lorsqu'il sera malade, l'empêchera-t-elle de finir à l'hospice ou à la paroisse? Le Russe s'accroche à son esclavage; il rejette le cadeau illusoire de la liberté et se complaît dans des biens plus concrets. Il vit en effet sans se soucier du présent ni de l'avenir. L'entière responsabilité de son existence repose sur son seigneur… Il en résulte que, tandis que les mendiants pullulent dans d'autres pays, on n'en voit aucun ici ; chaque mougik a un maître et, par conséquent, un foyer.

Raïkes était moins enthousiaste à l'égard de la noblesse, qu'il jugeait victime d'une tyrannie intolérable et sujette à de nombreuses vices.

La partie la plus intéressante et la plus significative de l'ouvrage est celle qui traite des affaires étrangères. En 1830, Raïkes estimait que la Russie était déjà surpeuplée et que son gouvernement ne souhaitait que la paix, condition nécessaire aux réformes économiques et sociales. Un chapitre supplémentaire, rédigé en 1837, constatait les changements inattendus survenus durant cette période. L'armée et la marine russes avaient été considérablement renforcées et modernisées. Leur objectif était clairement de mener à bien la conquête de Constantinople, entreprise amorcée à Unkiar Skelessi. Raikes conclut que le danger qui menaçait l'Inde était illusoire, mais il prédit une guerre anglo-russe dans un avenir proche.[36]

Robert Bremner, l'observateur le plus perspicace de la vie russe de l'époque, exprima une opinion moins alarmiste. Il dressa le tableau habituel d'une administration corrompue et d'un régime tyrannique. Il déclara que Nicolas nourrissait des ambitions qui visaient ni plus ni moins que la *conquête universelle*, mais son analyse des ressources de la Russie le convainquit qu'une telle entreprise dépassait les capacités du pays à ce moment-là.

Nous avons donc exposé, de manière succincte et imparfaite, quelques-unes des raisons qui nous portent à croire que, plutôt que d'agrandir ses possessions, l'empereur aura fort à faire, ces prochaines années, à maintenir l'unité de celles qu'il possède déjà. Quelle que soit son ambition de se distinguer comme guerrier, il ne cherchera pas, pour l'instant, à troubler la paix en Europe. Qu'il le fera finalement lorsque la Pologne sera plus sûre, la Circassie conquise et les factions internes apaisées, cela ne fait guère de doute; c'est pourquoi nous insistons auprès de l'Angleterre sur la nécessité de se préparer à la lutte.[37]

De ces trois ouvrages, deux conclusions se dégagent. Il est clair que la Russie n'était plus la *terra incognita* qu'elle avait été en 1815. Si Bremner déplorait la rareté des visites anglaises, un guide de voyage sur Saint-Pétersbourg et Moscou avait été publié à Londres en 1836.[38] Le contenu de ces récits de voyage témoigne également d'une connaissance accrue du pays. Plus significatif encore est le fait qu'ils s'intéressent tout particulièrement à l'armée, à la marine et à la politique étrangère russes. Cette importance accordée à ces sujets révèle l'intérêt vif des lecteurs comme des auteurs et constitue un témoignage éloquent de l'inquiétude qui régnait dans l'opinion publique anglaise. Le fait que l'alarme ait été provoquée par les publicistes anglais, autant que par l'action de la Russie, est la seule explication possible des références récurrentes à la Pologne ou à la Cir-cassie, telles que celles que l'on trouve dans la brochure du capitaine Napier. La plupart des éléments du stéréotype généralement admis peuvent être attribués aux amis de la Pologne, à l'école d'Urquhart, ou aux deux.

[1] *Cambridge History of India* (Cambridge, 1929), V, 490; *Correspondence Relating to Persia and Afghanistan in Parliamentary Papers*, 1839, XL, *passim*; Macalister, *McNeill*, p. 199; Urquhart Mss.
[2] F. O. 181/130, no. 14, Palmerston to Durham, 16 Jan. 1837; F. O. 65/233, nos. 33, 38, /234, no. 73, Durham to Palmerston, 24, 28 Feb., 2 May 1837; P. E. Mosely, "Russia's Asiatic Policy in 1838" in *Essays in the History of Modern Europe*, ed. by D. C. McKay (New York, 1936), pp. 52-60.
[3] *Cambridge History of British Foreign Policy*, II, 203, quoting Auckland Colvin, *Life of John Russell Colvin*, pp. 86-88.
[4] *Cambridge History of India*, V, 483-496; *Parliamentary Papers*, 1859, 2d session, XXV, *passim*.
[5] *Parl. Papers*, 1859, 2d session, XXV, 281-298, Auckland to the secret committee of the court of directors, 27 April, 22 May, 13 Aug. 1839; Add. Ms. 36,473, fos. 243-258, 262-266, 281-282, 304-305, 308-318, 319-326, 331-352, Auckland to Hobhouse, 3 May, 3, 17 June, 10, 12 July, 23 Aug., 19 Sept., 13 Oct., 15 Nov. 1838.
[6] Correspondence Relating to Persia and Afghanistan, *Parl. Papers*, 1839, XL, *passim* ; F. O. 65/232, no. 34, /241, nos. 38, 47, 55, 57, Palmerston to Milbanke, 7 Sept. 1837, 20, 24 April, 22 May 1838, enclosing copies of reports from various consular agents.
[7] Laughton, *Memoirs… of Henry Reeve*, I, 106; W. M. Torrens, *Memoirs of Lord Melbourne* (2 vols., London, 1878), II, 270-274; L. C. Sanders, *Lord Melbourne's Papers* (London, 1889), pp. 452-455; Rollo Russell, *The Early Correspondence of Lord John Russell* (2 vols., London, 1913), II, 222-226; Broughton, *Recollections*, V, 159.
[8] F. O. 65/243, no. 18, Palmerston to Clanricarde, 26 Oct. 1838.
[9] Mosely, "Russia's Asiatic Policy," pp. 54-60, quotation, p. 60, quoting Nesselrode to Pozzo (private), 20 Oct. 1838; F. 0. 65/247, copy of Nesselrode to Pozzo, 20 Oct. 1838 ; Sanders, *Melbourne's Papers*, pp. 455-456.
[10] Hansard, commons, 16 March, 27 July 1838, quotation, col. 721.
[11] L. L. Sawaszkiewicz, *The Confederation of Gaul* (London, 1838).
[12] *Times*, 24 Dec.; *Herald*, 27 Oct.; *Standard*, 2 Nov. 1838.
[13] *Chronicle*, 10, 29 Oct., 2 Nov. 1838; cf. *Globe*, 1 Nov. 1838.
[14] E.g., *Globe*, 24 Nov.; *Chronicle*, 2 Nov.; *Times*, 1 Nov. 1838. Cf. *supra*, pp. 182-183.
[15] E.g., *British and Foreign Review*, *Foreign Quarterly*, April 1839; *Times*, 27 Oct., 1 Nov. 1838; *Chronicle*, *Herald*, 30 Oct. 1838.
[16] *India, Great Britain, and Russia* (London, 1838), pp. 1-45, quotations, pp. iii, iv, 46-48.
[17] Cf. *supra*, pp. 199-200.
[18] Hansard, commons, 5 March 1838.
[19] F. O. 65/241, No. 77, Palmerston to Milbanke, 9 July 1838; separate, Backhouse to Milbanke, 16 Aug. 1838; /242, nos. 50, 54, Milbanke to Palmerston, 29 Aug., 15 Sept. 1838.

[20] Broughton, *Recollections*, V, 168.
[21] *Ibid*., pp. 168-169; Sanders, *Melbourne's Papers*, p. 385; Russell, *Early Correspondence*, II, 235. This episode is outlined in P. E. Mosely, "Englisch-Russische Flottenrivalität" in *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* (Berlin, 1936), I, 549-568.
[22] F. O. 65/243, nos. 45, 47, Palmerston to Clanricarde, 29 Dec. 1838; /251, no. 10, Clanricarde to Palmerston, 21 Jan. 1839; all are printed in Mosely, loc. cit.
[23] *A Letter to... the Duke of Wellington...*, by a "Flag Officer" (London, 1838), *passim*, quotations, pp. 9, 12.
[24] *Times*, 28 Dec. 1838, 3, 9, 12, 17, 18, 19, 23, 24, 25, 28 Jan., 4, 16, 18, 19, 25, 28 Feb., 2, 8, 11, 21 March 1839, quotation 3 Jan.; *Herald*, 7, 20, 25 Feb. 1839; *Chronicle*, 6 Dec. 1838, 19, 21, 24 Jan., 13 March 1839.
[25] *Observations upon "A Letter Addressed to the Earl of Minto, First Lord of the Admiralty, By One of the People"* by a Naval Officer (London, 1839), p. 13; Sir John Barrow, *Life of George, Lord Anson* (London, 1839), pp. 421-444; The Navy: *A Letter to the Earl of Minto*, by "One of the People" (London, 1839).
[26] Torrens, *Memoirs of Melbourne*, II, 282-284.
[27] Hansard, commons, 4, 6, 11, 18, 25 March 1839, quotation 11 March, col. 299.
[28] Hansard, lords, 22 Feb. 1839, quotation col. 809.
[29] Persia and Afghanistan: Hansard, lords, 19 March, 11 April, commons, 5 Feb., 18 March, 21 June; Levant: lords, 12 March, 25 April, 14 June, 20 Aug., commons, n March, 9 July, 22 Aug. 1839.
[30] Harford Jones Brydges, *An Account of the Transactions of His Majesty's Mission to the Court of Persia in the Years 1807-11* (2 vols., London, 1834); *A Letter on the Present State of British Interests and Affairs in Persia*... (London, 1838), *passim*, quotation, p. 43.
[31] *Vide infra*, p. 268.
[32] *Foreign Quarterly*, April 1839, XXIII, 161-212; *ibid*., Oct. 1838, July 1839; *Tait's*, Feb., Aug. 1839, VI, 82-86, 518-521.
[33] *British and Foreign Review*, Jan., April 1839; *Blackwood's*, Jan. 1839; *Asiatic Journal*, March 1839; Macvey Napier, ed., *Selections from the Correspondence of the late Macvey Napier* (London, 1879), p. 285; Add. Ms. 36,469, fo. 392, McNeill to Hobhouse, undated (1838) ; *Edinburgh*, Jan. 1839, LXVIII, 527.
[34] Rawlinson, *England and Russia*, p. 4; *Quarterly*, June 1839, LXIV, 145-188, quotations, pp. 146, 188.
[35] Londonderry, *Recollections of a Tour in the North of Europe in 1836-37* (2 vols., London, 1838), *passim*.
[38] Thomas Raikes, *A Visit to St. Petersburg in the Winter of 1829-30* (London, 1838), *passim*, quotations, pp. 157, 116-17, 122.
[37] Robert Bremner, *Excursions in the Interior of Russia* (2 vols., London, 1839), *passim*. quotation, I, 471, 472.
[38] *Ibid*., p. viii; Francis Coghlan, *Guide to St, Petersburg and Moscow* (London, 1836).

IX. LA CRISE EN PROCHE-ORIENT, 1839-1841

Derrière la rivalité navale entre la Russie et l'Angleterre, et sans aucun doute en partie responsable de l'appréhension de Palmerston quant aux flottes russes, notamment celle de la Mer Noire, se cachait le problème turco-égyptien. En mai 1838, la déclaration de Méhémet Ali, affirmant son intention d'obtenir son indépendance de la Sublime Porte, raviva les tensions qui s'étaient apaisées depuis l'échange d'amabilités franco-britannique au sujet du traité d'Unkiar Skelessi. Palmerston chargea aussitôt son agent à Alexandrie d'exposer clairement la détermination de l'Angleterre à empêcher le démembrement de l'Empire ottoman. Les autres grandes puissances ayant formulé des déclarations similaires, Méhémet Ali, qui avait sondé la situation internationale, n'osa pas afficher ouvertement son ambition face à une telle opposition unie. Néanmoins, son initiative mit en branle la machine diplomatique. Propositions et contre-propositions, conversations et intrigues occupèrent les ministères des Affaires étrangères et les ambassades des puissances pendant les douze mois suivants. Palmerston tenta sans succès d'établir à Londres un centre de discussions susceptible de permettre l'élaboration d'une politique concertée. Lorsque, finalement, au printemps 1839, l'invasion turque de la Syrie déclencha la crise, Metternich sembla être parvenu à faire de Vienne, plutôt que de Londres, le centre des négociations. Cette union éphémère des puissances permit à leurs ambassadeurs à Constantinople de remettre à la Sublime Porte, le 27 juillet, une note collective qui inaugurait une nouvelle phase de la question d'Orient.[1]

Bien que les transactions diplomatiques de l'année précédant la bataille de Nezib en mai 1839 aient été extrêmement complexes, les objectifs et les conceptions qui déterminaient la politique britannique étaient simples. Au Levant, Palmerston poursuivait *deux objectifs: premièrement, soutenir le sultan; deuxièmement, empêcher une action séparée de la Russie en Turquie*. En 1833, il avait averti la Sublime Porte que si la Grande-Bretagne devait choisir entre une occupation russe et une occupation égyptienne des Détroits, elle opterait sans aucun doute pour la seconde option. Cependant, sa politique ultérieure visait à revitaliser la Turquie afin qu'un tel choix ne soit jamais nécessaire. Il en était également venu à douter de la croyance répandue selon laquelle un État malade était voué à mourir. Il était *enclin à penser que ceux qui affirment que l'empire turc se dégrade rapidement devraient plutôt dire que les autres pays d'Europe prennent conscience, année après année, des défauts manifestes et multiples de l'organisation de la Turquie*. Il pensait que *l'in-tensification quotidienne des échanges entre la Turquie et les autres pays d'Europe ne pouvait que mettre en lumière les défauts et les faiblesses du système turc et conduire à diverses améliora-tions*. C'est cette conviction qui avait inspiré ses efforts inlassables pour stimuler les réformes de l'organisation économique et militaire ottomane.[2]

La convention commerciale anglo-turque, conclue à Balta Liman en août 1838, visait à favoriser ces réformes autant qu'à faciliter et à développer le commerce anglais dans l'Empire ottoman. Palmerston partageait pleinement l'avis d'Urquhart sur ces objectifs, même s'il divergeait sur les modalités précises de leur mise en œuvre. Il importe peu que le mérite principal de la convention revienne à Urquhart, qui en fut l'initiateur, ou à Bulwer et Ponsonby, qui en menèrent les négocia-tions. Pour les gouvernements turc et anglais, l'accord présentait le grand mérite d'inclure l'Égypte dans son champ d'application. Mahmud espérait qu'il provoquerait une querelle anglo-égyptienne et la chute consécutive du pacha, tandis que Palmerston s'attendait à ce qu'il anéantisse les monopoles officiels, élément essentiel du système égyptien. Entre 1834 et 1838, Palmerston reçut de plusieurs agents, notamment du général polonais Chrzanovski et de John Bowring, des rapports qui le convainquirent, contrairement à la plupart des observateurs européens, de la faiblesse fondamentale des systèmes militaire et économique du pacha.[3]

À la conviction de Palmerston quant à l'instabilité intrinsèque du régime égyptien s'ajoutaient plusieurs considérations politiques qui l'incitèrent à adopter une politique pro-turque. L'Angleterre étudiait encore la faisabilité des différentes voies de communication avec l'Inde. L'accroissement de l'influence de Méhémet Ali menaçait de lui permettre de contrôler la route de l'Euphrate, récemment explorée par le colonel Chesney, en plus de celle de l'isthme de Suez, déjà sous son autorité. L'ex-tension du pouvoir du pacha en Asie du Sud-Ouest aurait rapproché les territoires égyptiens de ceux de la Russie et de la Perse, à un moment où le shah apparaissait comme un quasi-vassal

du tsar. Les récents événements en Afghanistan ont naturellement accru l'appréhension anglaise quant à la possibilité que la Russie et l'Égypte s'entendent sur un partage de l'Empire ottoman, leur assurant ainsi le contrôle total du Levant et de toutes les voies d'accès directes à l'Inde.[4]

L'opinion de Palmerston sur Méhémet Ali fut exprimée succinctement en juin 1839 dans une lettre adressée à Lord Granville, ambassadeur britannique à Paris.

Je hais Méhémet Ali, que je considère comme un simple barbare ignorant qui, par sa ruse, son audace et son intelligence mal placée, a réussi dans la rébellion et a détourné à son profit un pouvoir qui lui avait été confié à d'autres fins. Je vois sa prétendue civilisation de l'Égypte comme la plus flagrante imposture; et je crois qu'il est le plus grand tyran et oppresseur qui ait jamais rendu un peuple misérable.

L'attitude de Palmerston face à la question russo-turco-égyptienne fut parfaitement résumée dans une dépêche officielle qu'il ordonna à Granville de transmettre au gouvernement français. Il a alors produit une copie d'une dépêche de Nesselrode à Pozzo di Borgo comme 'preuve convaincante que le véritable objectif de la Russie n'est pas de soutenir mais d'affaiblir la Turquie'.

Il serait impossible pour la Russie de s'allier ouvertement et immédiatement avec Méhémet Ali contre le Sultan; mais elle se réjouirait de voir les ressources de l'Empire ottoman continuer à être gaspillées dans une guerre civile, pourvu que celle-ci reste circonscrite et n'implique pas les puissances européennes… La Russie se féliciterait que les empiètements progressifs de Méhémet Ali affaiblissent davantage le gouvernement turc et le rendent de moins en moins capable de résister à la dictature de la Russie, qu'elle soit amie ou ennemie. L'existence d'une entente secrète entre la Russie et Méhémet Ali est soupçonnée depuis longtemps; et un simple coup d'œil à la carte suffit à montrer que ces deux parties ont un intérêt commun à dépouiller la Turquie, située entre elles… Nombreux sont ceux qui ont été amenés à penser que la Russie, quel que soit le discours qu'elle ait pu tenir ouvertement à Constantinople et à Alexandrie, a secrètement encouragé et incité le Sultan et le Pacha dans leurs projets belliqueux. Que ce soupçon soit fondé ou non, il est manifeste que la situation récente et actuelle en Syrie a été avantageuse pour les intérêts de la Russie et préjudiciable à ceux de toutes les autres parties concernées. L'empiètement sur la Turquie est sans aucun doute un objectif que la Russie poursuit sans relâche: empiètement par une influence prédominante sur le Sultan en temps de paix, empiètement par l'acquisition de territoires en temps de guerre. Tout ce qui tend à affaiblir la Turquie sert les intérêts de la Russie à cet égard; et ces intérêts demeurent inchangés, même si la Russie peut, selon les circonstances, adapter ses moyens pour les atteindre.

Jusqu'à récemment, la Russie envisageait d'étendre son influence sur la Turquie en accordant au Sultan sa protection militaire. D'où l'expédition du Bosphore en 1833; d'où le traité d'Unkiar Skelessi. D'où les importants préparatifs militaires et navals entrepris à plusieurs reprises ces deux dernières années dans les provinces méridionales de la Russie, en vue de faire marcher des troupes à travers les principautés jusqu'en Bulgarie et d'envoyer une expédition de Sébastopol jusqu'au Bosphore. La Russie semble désormais avoir quelque peu modifié ses plans; constatant qu'une occupation militaire de la Turquie l'exposerait soit à une guerre avec les autres puissances européennes, soit, du fait de l'ingérence de ces dernières, ne lui apporterait que peu ou pas d'avantage durable, elle paraît disposée à laisser le pacha agir à sa place. Il est fort improbable que les trois puissances [France, Autriche, Angleterre] ne s'accordent pas sur une ligne de conduite commune pour la défense de leurs intérêts communs; et si la Prusse se joignait à elles, la Russie serait incapable de s'y opposer ouvertement, et leur force unie serait amplement suffisante pour déjouer toute intrigue secrète par laquelle elle pourrait tenter de les contrecarrer. Il semble toutefois au gouvernement de Sa Majesté que les grands intérêts des Quatre Puissances ne pourront jamais être considérés comme assurés tant que Méhémet Ali n'aura pas évacué la Syrie et retiré ses troupes en Égypte.[5]

Palmerston énonce ici les principes qui ont déterminé la politique britannique dans la question d'Orient durant les deux années suivantes, même si, face à l'opposition française, ils furent mis en œuvre avec la coopération de la Russie. Un autre point s'ajoutait à ce programme: l'abrogation du traité d'Unkiar Skelessi. *Il serait primordial pour les intérêts et l'indépendance de la Sublime Porte de se débarrasser de ce traité; mais la question est de savoir comment s'en débarrasser avant son expiration. La seule solution semblait être de l'intégrer à un accord plus général de même nature, ce qui placerait la Sublime Porte dans un état d'indépendance relative.* C'est dans cet objectif que Palmerston s'était efforcé d'établir une conférence des grandes puissances afin de trouver une solution concertée au problème, selon les principes qu'il avait lui-même définis. Dans ce jeu diplomatique complexe, son principal adversaire était la Russie, tout aussi déterminée à empêcher la mise en place d'une politique concertée qui limiterait son action et la priverait probablement du statut particulier acquis en 1833. Palmerston estimait le moment propice.

La Russie a été mise en échec et exposée par l'Angleterre à l'Est (c'est-à-dire en Afghanistan) et a constaté, par l'expérience personnelle de l'Empereur, qu'elle a perdu son influence à l'Ouest. Elle est embarrassée par sa guerre contre les Circassiens et par le mécontentement qui règne dans nombre de ses provinces. Son

trésor est pauvre et elle aurait du mal à trouver les moyens, en hommes, en navires ou en argent, de faire la guerre, sauf en cas de légitime défense. D'ici un an ou deux, elle aura pris ses aises, adoptera une attitude plus ferme et sera moins facile à gérer. Il faut toujours traiter avec un tyran lorsqu'il vient de se faire tirer le nez.[6]

Il est parfaitement clair qu'avant septembre 1839, Palmerston nourrissait une profonde méfiance et une aversion sincère pour la Russie. Son espoir que la Grande-Bretagne n'ait pas besoin de renforcer son escadre méditerranéenne et puisse garder ses navires *à proximité, au cas où il faudrait affronter la flotte russe de la Baltique*. D'autres membres du cabinet, cependant, étaient moins inquiets. Leurs opinions précises n'ont pas été consignées dans les archives, mais Lord Holland semblait caractéristique du groupe non alarmiste. Il estimait que la réponse russe à la remontrance britannique concernant sa marine était *non seulement habile, mais aussi, pour l'essentiel, juste et, en réalité, irréfutable*, qu'il régnait *une crainte excessive des intentions et de la puissance russes*, et qu'à la condamnation britannique de sa conduite en Asie centrale, la Russie pouvait bien pointer du doigt Karrak, Kaboul et Aden et demander *tu quoque*. Il ne put s'empêcher de sourire face à la politique *peu ambitieuse* de la Grande-Bretagne et jugea fantaisiste la crainte de Wellington d'une armada russe contre l'Inde.[7]

L'attention portée aux affaires étrangères par la presse anglaise durant la seconde moitié de 1838 et les 5 premiers mois de 1839 se concentra sur la guerre d'Afghanistan et l'agitation navale, mais quelques allusions aux hostilités imminentes au Levant montraient que l'animosité générale contre la Russie s'étendait à sa politique dans cette région. L'analyse la plus significative de ce problème fut sans doute celle de Lord Brougham dans l'article paru dans l'*Edinburgh* en janvier, déjà mentionné. Les opinions qui y étaient exprimées concordaient parfaitement avec celles de Palmerston.

La question de savoir si la politique d'empiètement de la Russie doit être tolérée jusqu'en Turquie est incontestablement une question que les autres puissances européennes doivent examiner sérieusement. La Russie est à la tête du Parti absolu et son influence s'exerce habituellement, voire domine, les cours d'Autriche et de Prusse. Sa puissance gigantesque, du moins ses ressources humaines, lui ont conféré ces dernières années un poids sur la scène européenne bien différent de celui qu'elle a pu avoir, même sous le règne de l'ambitieuse Catherine. Jusqu'ici, la seule chose qui ait permis à cet empire colossal de rester un membre relativement stable de la communauté européenne a été sa position éloignée, qui, paradoxalement, la rend presque irresponsable en lui assurant une certaine sécurité. Mais il en sera tout autrement si elle étend son influence vers le sud et annexe Constantinople à ses vastes possessions. Elle aura alors pied en Méditerranée, son objectif de prédilection depuis toujours, et deviendra véritablement ce qu'elle n'a fait jusqu'ici qu'effleurer: une puissance navale. Avec les ressources du Levant ajoutées à celles du nord, nul ne doute qu'elle deviendra une puissance navale de premier plan. L'indépendance de l'Égypte, question de la plus haute importance pour tous les États commerçants d'Europe et d'Amérique, sera, bien entendu, tout simplement impossible; et tous les progrès amorcés en Orient seront anéantis. L'idée, partagée par certains, qu'elle tirerait un avantage sur la Russie du fait de son intégration au cercle des autres puissances européennes et de son exposition à des attaques dans ses nouveaux territoires, paraît une rhétorique trop absurde pour nécessiter une réfutation sérieuse. Elle dispose encore de son vaste empire, difficilement accessible, sur lequel se replier; et, même en admettant toute la pertinence de l'argument que nous venons d'exposer, il s'ensuivrait inévitablement qu'elle risquerait toujours de perdre ses nouvelles acquisitions en tentant d'étendre encore davantage son emprise; jouant ainsi la carte de la sécurité, soit en instaurant une monarchie universelle, soit en restant où elle en était avant de s'emparer des Dardanelles.[8]

L’opinion anti-russe et pro-turque du journal *The Edinburgh* était partagée par certains de ses contemporains dans la presse périodique[9], mais plusieurs autres courants de pensée existaient également. Un groupe, dont Thomas Waghorn était le membre le plus véhément, défendait avec véhémence l’opportunité d’une alliance avec Méhémet Ali. Waghorn, ancien officier de la marine indienne, souhaitait accélérer les communications avec l’Inde et s’était installé au Caire comme agent pour l’expédition, à travers l’isthme, du courrier et des passagers des services de navigation à vapeur récemment établis en Méditerranée et en mer Rouge. Nombre de ses innombrables lettres sur l’Égypte furent publiées par les rédacteurs de la plupart des journaux londoniens, et dans ses deux brochures, *Égypte en 1837* et *Égypte en 1838*, il s’efforçait de démontrer que la Turquie était vouée à la soumission à la Russie. Une fois son indépendance reconnue, Mehemet Ali, populaire auprès des musulmans et administrateur avisé de l'Égypte, serait désireux, pensait Waghorn, de

conclure une alliance avec la Grande-Bretagne afin de compenser la montée en puissance de la Russie. Le pacha pourrait même fournir des troupes pour la défense de l'Inde, et l'épouvantail russe serait ainsi banni.[10] La même théorie générale avait depuis longtemps été défendue auprès du gouvernement, de manière moins démagogique mais plus convaincante, par la maison de commerce Briggs and Company. Bien que leurs efforts en faveur de Méhémet Ali aient connu un certain succès, Palmerston se montra moins favorable que ses prédécesseurs, et l'évolution de la politique britannique rendit vaine leur tentative d'influencer le pays après 1841.[11] La presse évoqua quelques mérites d'une politique pro-égyptienne, mais, de manière générale, les opposants à la Russie préconisaient un soutien britannique actif au sultan.[12]

Plus significatif encore, car apparemment beaucoup plus répandu, était le point de vue, déjà avancé par Cobden, qui minimisait la menace russe et condamnait la russophobie qui s'était emparée de l'opinion publique britannique. L'une des expressions les plus claires de cette attitude non alarmiste figurait dans une série d'articles publiés entre octobre 1838 et janvier 1840 par la *Foreign Quarterly Review*, qui s'était remise de l'hystérie suscitée par Urquhart en 1835. Ces articles analysaient la taille, la situation, l'histoire et les intentions de la Russie, en particulier en Asie centrale et au Levant. Sa grande force apparente était toujours reconnue, mais ses moyens de communication limités et sa relative pauvreté étaient désormais considérés comme des freins importants à son ambition. On pensait que sa conduite récente en Perse était motivée par des considérations commerciales et non politiques, et l'on affirmait que les commerçants britanniques supplantaient leurs concurrents russes. En Turquie, Nicolas, bien moins avide que ses prédécesseurs, était perçu comme désirant simplement une influence prépondérante. L'argument principal pouvait se résumer en une phrase: *Nous ne craignons ni sa puissance ni ses projets, même sans avoir besoin de prendre les armes.*[13] D'autres déclarations exprimaient ce point de vue essentiellement cobdenien.

À la fin du printemps 1839, cependant, le ton général de la presse, et notamment des journaux, était empreint d'une réelle hostilité envers la Russie. Le *Times*, comme auparavant, menait la charge, soutenant que le sultan avait été incité à attaquer son vassal et, par conséquent, à commettre un quasi-suicide politique sous la forme d'une seconde expédition de protection russe. *La Russie a resserré son emprise sur la Turquie, désormais en proie aux affres de la dissolution, et peut imposer précisément les conditions que son esprit ambitieux et avide lui dictera.*[15] Le journal déplorait la politique britannique qui avait permis une telle aboutissement fatal des plans russes, mais, bien qu'il eût prédit une telle catastrophe dès les premières rumeurs d'hostilités imminentes à l'Est, il n'avait jamais proposé de solution de rechange. Tout aussi hostile à Palmerston et à la Russie, il avait trouvé dans la politique britannique un prétexte infaillible à la calomnie impartiale, à laquelle le *Standard* et le *Morning Herald*, partageant les mêmes idées, se joignaient volontiers.[16]

Le Morning Chronicle et le Globe, forts de leurs liens officiels, préconisaient la politique de soutien indéfectible au sultan que Palmerston avait résolu de suivre. Le premier, par exemple, déclara:

Si les autres puissances européennes n'interviennent pas immédiatement pour sauver le Sultan de son pacha rebelle, il sera trop tard pour le sauver de l'allié plus dangereux sur lequel le traité d'Unkiar Skelessi l'a jeté…

La Russie n'est pas préparée à un coup de maître aussi audacieux [la prise de Constantinople] ; et même si elle l'était, jamais les autres puissances ne furent mieux préparées ni plus déterminées à empêcher la Russie de s'emparer de cette conquête.[17]

De nombreux éléments attestent qu'en Angleterre, on prit immédiatement conscience que le déclenchement de la guerre en Syrie avait engendré une crise internationale majeure. Dans la presse comme au sein du gouvernement, la nouvelle de la bataille de Nezib suscita une attention sans commune mesure avec celle accordée aux conséquences de la bataille de Konieh en 1832. Il n'est pas nécessaire de revenir ici sur les détails de la réorientation progressive de la politique britannique, ni sur la révolution diplomatique qui aboutit au traité d'alliance signé à Londres le 15 juillet 1840, mais l'évolution lente de l'opinion officielle britannique présente une pertinence actuelle. La situation créée par le déclenchement probable des hostilités paraissait si menaçante que des instructions furent envoyées à l'amiral Stopford afin qu'il se tienne pleinement prêt à soutenir le sultan de concert avec la flotte française, et ainsi lui éviter d'avoir à solliciter l'aide russe.[18] Si la reddition de la marine turque aux Égyptiens semblait à Palmerston exiger l'envoi d'instructions supplémentaires et plus strictes aux amiraux britannique et français, il fut néanmoins grandement encouragé par la nouvelle de la note conjointe - conseillant de s'en remettre à leurs avis communs dans

la crise actuelle - remise à la Sublime Porte par les ambassadeurs des cinq grandes puissances.[19] La conférence embryonnaire de Vienne, à la création de laquelle il avait consenti à contrecœur, semblait déjà avoir fait ses preuves. La Russie était associée à une politique commune et son action indépendante, en vertu du traité d'Unkiar Skelessi, était limitée.[20] Sans doute encouragé par les rapports continus de Lord Clanricarde selon lesquels le gouvernement russe serait extrêmement réticent à reconnaître un *casus foederis* et que ni l'état de l'armée ni les ressources du trésor ne permettaient la guerre, Palmerston profita de cette occasion pour remodeler l'ordre politique du Levant à son avantage.[21] Ses agents diplomatiques à Saint-Pétersbourg, Paris, Vienne et Berlin reçurent tous pour instruction d'insister auprès des gouvernements respectifs sur l'urgence plus que jamais d'expulser les Égyptiens de Syrie.[22]

Les récits de Clanricarde concernant la position du gouvernement russe étaient tout aussi rassurants. À la mi-juillet, une dépêche faisait état de la satisfaction de Nesselrode face à la convergence des politiques britannique et russe, et de son accord avec l'avis de Palmerston selon lequel la Syrie devait être restituée au contrôle direct de la Sublime Porte, malgré sa crainte que le caractère héréditaire du pouvoir en Égypte ne suffise pas à obtenir le retrait volontaire du pacha. En août, Clanricarde exprima l'opinion que la Russie serait *toujours guidée par des considérations égoïstes et… influencée par ses craintes*, mais il ajouta que *la Russie pourrait se ranger de son côté si l'Angleterre se séparait de la France et de l'Autriche, ou de la France seule*. Il déclara: *La Russie craint l'Angleterre… et par conséquent, elle la respecte… et est… encline à la courtiser.* Plus tard dans le mois, il rapporta que Nicolas II était si satisfait de la convergence des politiques britannique et russe qu'il avait décidé d'envoyer le baron Brunnow à Londres afin d'accélérer un règlement sans s'abaisser davantage à faire des concessions à la France et à ses chambres.[23] Palmerston n'était donc pas pris au dépourvu par les suggestions de Brunnow, arrivé à Londres fin septembre. Bien qu'en juillet il eût pensé que la crise constituait un *triomphe de l'intrigue russe*, il avait probablement fini par comprendre, comme les ministres de Nicolas II, que l'intervention isolée de la Russie ne compenserait pas la guerre générale qui en résulterait vraisemblablement.[24] Les propositions de Brunnow étaient tout à fait satisfaisantes: l'expulsion des Égyptiens de Syrie par la force, si la coercition s'avérait nécessaire, le non-renouvellement du traité d'Unkiar Skelessi et la conclusion d'une convention générale garantissant la neutralité des détroits. Les hommes d'État anglais n'exigeaient qu'une seule modification des termes de l'ouverture russe. Par principe et par égard pour l'opinion publique, ils souhaitaient, si une expédition russe vers le Bosphore s'avérait nécessaire, qu'une escadre anglaise franchisse simultanément les Dardanelles.[25] Palmerston, dans un premier temps, refusa même cette légère concession, estimant, comme il l'écrivit à Bulwer:

Si les rôles attribués à chaque Puissance étaient… déterminés par une convention antérieure, chacune agirait non pour elle-même, mais pour l'ensemble, et l'influence exclusive disparaîtrait… Il n'y avait pas de juste milieu entre confiance et méfiance; et si nous associons la Russie par traité, nous pouvons lui faire confiance, et, en lui faisant confiance, nous devons nous garder de tout soupçon.[26]

L'idée d'envoyer quelques navires des autres puissances dans les Dardanelles fut initialement proposée par l'ambassadeur de France, Sebastiani, et jugée *puérile* par Palmerston. La divergence des politiques française et anglaise, qui avait commencé à se manifester dès le mois d'août, devint si importante que le cabinet décida d'agir sans la France si nécessaire, et les propositions russes furent approuvées sans réelle objection.[27] Ainsi, le désir britannique de maintenir l'alliance française explique le voyage de Brunnow à Saint-Pétersbourg pour obtenir des instructions concernant le passage des Dardanelles par une flotte alliée. Peut-être le souhait notoire du tsar d'isoler la France conférait-il une importance accrue à ce principe. Nicolas II, cependant, saisit l'occasion de rompre l'entente franco-britannique; Brunnow rentra à Londres fin décembre et l'accord anglo-russe fut finalisé au début de l'année suivante. Même l'annonce du départ d'une expédition pour libérer les sujets russes réduits en esclavage à Khiva - généralement considérée comme la *riposte* russe à la conquête britannique de Kaboul et perçue par Palmerston, Hobhouse et Clanricarde comme le premier pas vers l'établissement d'un protectorat - ne parvint pas à ébranler l'alliance naissante.[28]

La négociation finale de la convention visant à contraindre Méhémet Ali fut longtemps retardée par le désir persistant des Anglais d'y inclure la France. Tout au long de ces longues discussions, Palmerston demeura ferme dans sa détermination à imposer, de concert avec la Russie, l'évacuation égyptienne de Syrie. Les hésitations que l'expédition de Khiva avait pu susciter durent être dissipées par la nouvelle de son échec et de son abandon.[29] Face à l'absence de preuves flagrantes de la duplicité française et au refus des membres francophiles du cabinet d'agir sans la France, Pal-

merston, incapable de faire accepter sa politique par la seule force de la persuasion, imposa son adoption en juillet sous la menace de démission.[30] Le groupe mécontent, mené par Holland et Clarendon, prit la décision exceptionnelle de consigner son désaccord dans un mémorandum adressé à la reine. Il est clair, cependant, qu'il s'opposait à la rupture de l'entente avec la France, et non à l'établissement d'une entente avec la Russie.[31]

Ainsi, le gouvernement anglais, sous l'impulsion du ministre des Affaires étrangères, procéda, au cours du second semestre 1839, à une réorientation complète de sa politique envers la Russie. Un état de quasi-guerre en Asie centrale, marqué par des accusations mutuelles concernant les intentions navales et les projets d'agression, laissa place à une entente née de la plus grave des crises et aboutissant à une alliance formelle. Parmi les Anglais, Palmerston mérite sans conteste le plus grand mérite pour ce changement de situation. Son objectif demeura inchangé; seule sa méthode de renforcement de la Sublime Porte se transforma. Mais cette nouvelle situation impliquait une révolution dans les relations entre les deux gouvernements. Si l'alliance était un arrangement ponctuel pour régler un problème conjoncturel et si la méfiance britannique envers les desseins futurs de la Russie ne fut pas totalement dissipée, la coopération active du moment permit, et même exigea, une cordialité officielle en net contraste avec les maladresses diplomatiques du passé récent. Qu'en fut-il cependant de l'opinion publique anglaise? A-t-elle connu une révolution comparable? La propagande anti-russe qui imprégnait depuis longtemps la presse a-t-elle faibli?

Au Parlement, il semblait évident que le gouvernement envisageait un changement de politique significatif. Lors des débats sur l'armement naval et des fréquentes et brèves discussions sur les affaires étrangères, on exprima de vifs regrets quant à l'éloignement croissant avec la France. Le ministère fut la cible d'attaques de la part des Tories, auxquels se joignirent certains radicaux, qui lui reprochaient de ne pas avoir maintenu une flotte adéquate. Comme en 1839, la Russie était généralement considérée comme la principale menace, mais Palmerston, contrairement à ses propos antérieurs, put affirmer qu'*il serait parfaitement absurde de demander au pays de déployer rapidement une flotte contre une puissance [c'est-à-dire la Russie] à laquelle on ne saurait imputer aucune intention hostile*.[32] Concernant le Levant, le poids de l'attaque retomba sur Hume - Attwood n'était plus au Parlement - qui s'efforça obstinément d'obtenir des informations sur les négociations en cours, informations que Palmerston refusa tout aussi systématiquement de lui fournir. L'animosité de Hume envers la Russie n'était pas dissimulée. Il regrettait de devoir dire que nous avions soutenu la politique de la Russie et qu'en agissant ainsi, nous avions encouragé et favorisé les projets ambitieux de cette puissance. Son principal grief, cependant, était l'abandon de l'entente avec la France, et il semblait adhérer à la théorie, avancée par Waghorn et d'autres, selon laquelle Méhémet Ali constituait le meilleur rempart contre les ambitions russes. La déclaration de Palmerston, que le cabinet français aurait pourtant bien fait d'écouter, selon laquelle, aussi précieuse que fût l'alliance, les intérêts des deux pays ne coïncidaient pas toujours et que la politique de l'Angleterre devait être déterminée par son propre intérêt, ne suscita guère de réactions.[33] En bref, les débats parlementaires montrèrent que, bien que les députés fussent conscients de la nature des négociations en cours, leurs opinions exprimées n'influençaient guère l'élaboration de la politique.

Dans la presse, le sentiment dominant dans les discussions anxieuses qui, dès le début, ont accompagné l'évolution de la crise, était tout aussi anti-russe. Par exemple, le *Chronicle*, principal organe de presse du cabinet et généralement considéré comme favorable aux idées de Palmer-ston, se réjouit, comme tous les autres journaux en juillet 1839, de la prise de Kandahar. Il conti-nua par la suite à manifester son parti pris anti-russe en exigeant une intervention similaire dans l'imbroglio créé par la bataille de Nezib, la mort de Mahmoud et la défection de la flotte turque.[34]

Constantinople et le Divan resteront à la merci de la Puissance la plus généreuse en or et la plus active en intrigues, autrement dit, la Russie. Elle saura imposer ses conditions et obtenir le résultat souhaité, à moins que l'Angleterre et la France ne parviennent rapidement à un accord et, si nécessaire, n'envoient leurs flottes combinées à Alexandrie pour y dicter des conditions justes et équitables au pacha.[35]

La nouvelle de la note collective adressée à la Sublime Porte confirma naturellement sa demande d'intervention conjointe. Trois jours plus tard, l'examen de la réponse explicative de Palmerston à une question posée par Hume à la Chambre des communes semble refléter la conviction grandissante au sein du Foreign Office que la Russie n'envisageait pas d'action indépendante.

Nous sommes pleinement convaincus que Méhémet Ali n'aurait pu davantage contrecarrer la politique russe qu'en poussant ses hostilités à un point tel qu'il a nécessairement mis à l'épreuve la validité d'Unkiar Skeles-

si, tant la Russie est peu disposée à saisir l'opportunité que beaucoup imaginent, à tort, qu'elle recherche. La Russie n'a donc pas de politique ostensiblement distincte de celle menée par les autres puissances. Elle ne peut occuper Constantinople et, à défaut, elle doit se joindre aux puissances qui refusent qu'elle soit occupée par une autre.[36]

En septembre, l'évolution de la situation diplomatique fut encore soulignée par le *Chronicle* dans des éditoriaux qui affirmaient que la France et l'Angleterre ne pouvaient plus tolérer l'intervention isolée de la Russie, pas plus qu'elles ne pouvaient tolérer son ingérence illimitée. Le journal louait également la diplomatie habile de Palmerston, qui avait déconcerté la Russie et rendu caduc le traité d'Unkiar Skelessi. À la mi-octobre, une fois Brunnow revenu de sa première mission en Angleterre, le *Chronicle* se félicitait de la convergence de vues entre l'Angleterre et la Russie, mais une légère hostilité persistait, notamment quant à l'opportunité pour l'Angleterre de s'allier contre la France. Une déclaration ultérieure, selon laquelle une entente existait entre toutes les puissances, à l'exception de la France, s'appuyait probablement sur une communication directe du ministère des Affaires étrangères. L'annonce de la prise de Kaboul suscita le commentaire enthousiaste: *Notre empire indien est sauvé pour de nombreuses années!* Un mois plus tard, un examen approfondi des relations entre l'Inde et la Russie aboutit à la conclusion que, grâce à *cette politique audacieuse et sagace… un obstacle insurmontable avait été dressé contre toute ambition russe*. La nouvelle coopération au Levant n'avait cependant pas effacé tous les souvenirs des malentendus passés.[37]

Un éditorial annonçant le retour de Brunnow à Londres apporte un autre élément de preuve de l'étroite collaboration entre le *Chronicle* et le ministère des Affaires étrangères. L'auteur y affirmait que, lors des négociations suspendues en octobre, les puissances, à l'exception de la France, s'étaient entendues sur les termes d'un accord à imposer à Méhémet Ali, et que seules les modalités d'application restaient à définir. Il exprimait ensuite l'avis, désormais reconnu comme étant celui du cabinet, selon lequel aucune puissance, et la Russie en particulier, ne pouvait être autorisée à mettre en œuvre cet accord, et qu'une escadre britannique devait pénétrer dans les Dardanelles si une flotte russe mouillait dans le Bosphore. Le *Chronicle* continua de rendre compte de l'avancement des négociations en janvier, lorsqu'un éditorial examina les termes, quasiment identiques à ceux finalement acceptés en juillet, d'un accord annoncé entre la Grande-Bretagne, la Russie, la Prusse et l'Autriche.

Si un arrangement pacifique et satisfaisant peut être obtenu, sans condition onéreuse ni déshonorante, nous ne voyons pas pourquoi il faudrait le rejeter sous prétexte que c'est la Russie qui le propose, ou parce que la France, par orgueil blessé plutôt que par intérêt lésé, refuse d'y adhérer.[38]

On perçoit ici plus qu'une simple suggestion de confiance croissante envers la Russie et une anticipation du soutien enthousiaste apporté à la politique de Palmerston lors de la mise en œuvre du traité. La méfiance envers la Russie ne fut cependant pas totalement abandonnée, car le *Chronicle* continua de publier, et même de mettre en avant, des lettres préconisant une alliance avec Méhémet Ali contre la Russie.[39] Les échecs russes en Circassie et contre Khiva furent largement relayés, et la suggestion du *Réformateur* qu'un accord avec Méhémet Ali permettrait la suppression de la flotte stationnée à Malte provoqua une réponse éditoriale: une telle politique entraînerait la destruction de la Turquie et mettrait en péril la paix en Europe.[40] Le *Globe* adopta une ligne éditoriale très similaire à celle du *Chronicle*, et ses articles préparèrent également le terrain pour la révolu-tion diplomatique de juillet 1840.[41]

L'abandon, par la presse whig, de la lutte journalistique contre la Russie contrastait fortement avec le comportement de leurs contemporains antiministériels. Le *Times* et le *Herald* menèrent l'attaque suivis par le *Standard* et le *Post*. Parfaitement représentatif du point de vue alarmiste, le *Times*, en juillet 1839, réclamait l'intervention de toutes les puissances, car la Russie, notoirement, et la France, avouaient être guidées par des motivations intéressées.[2] S'attaquant à la politique de Palmerston, le journal concluait qu'*aucun être humain ne pouvait être assez crédule pour imaginer que si la Russie avait sincèrement souhaité sauver le malheureux Mahmoud de la destruction, en le délivrant de sa manifestation belliqueuse contre l'Égypte, il aurait osé s'opposer à ses ordres*. Mais la Russie n'avait pas une telle intention. Elle tenait la Sublime Porte sous sa coupe et pouvait imposer tout règlement que ses ambitions dicteraient. La France, forte de son influence sur Méhémet Ali, pouvait fort bien conclure un accord avec la Russie et l'Égypte, accord qui nuirait considérablement aux intérêts commerciaux britanniques. Il était également possible que la Russie et Méhémet

Ali concluent un accord permettant au pacha d'étendre son influence vers l'est, tandis que le tsar s'emparerait de Constantinople et des détroits, faisant ainsi de la Russie une puissance méditerranéenne. Le *Times* estimait que la Grande-Bretagne serait impuissante à empêcher un tel arrangement.[43]

Durant les mois d'août et de septembre, les récits français des intrigues russes à Constantinople et les résumés des spéculations des journaux parisiens attisèrent encore davantage les passions des lecteurs du *Times*. Si la nouvelle de la note collective ne fit l'objet que d'un compte rendu exceptionnellement long des commentaires éditoriaux français, deux attaques virulentes contre la politique de Palmerston révélèrent la position du journal vis-à-vis de la Russie. Palmerston, pensait-on, aurait pu aisément obtenir l'abandon des prétentions de Méhémet Ali s'il avait soutenu l'Autriche, seul état capable et désireux de préserver l'équilibre des pouvoirs et l'intégrité de l'empire ottoman. À l'inverse, en ajoutant l'influence anglaise à celles de la France et de la Russie, il avait contraint.

Le prince Metternich, par crainte de la Quadruple Alliance d'Orient et d'Occident, à se rendre complice pour la première fois des crimes de l'Angleterre, de la France et de la Russie en Orient, s'assurant ainsi le soutien au sein du Cabinet d'une Confédération de puissances hostiles à l'Angleterre et mettant cette alliance à la disposition de l'empereur de Russie, déjà maître des Dardanelles et disposant, à l'intérieur de cette barrière imprenable, d'une escadre supérieure à celle de ses deux alliés, commandant par conférences et protocoles à Constantinople la seule escadre britannique en activité.

L'arrivée de Brunnow à Londres ne suscita aucun commentaire éditorial. Bien que la Russie n'ait guère été abordée directement, la désapprobation du *Times* face à ce *rapprochement* naissant était manifeste.[44]

En l'absence de discussions éditoriales sur la crise, une série de lettres signées *Anglicus* acquit une valeur quasi éditoriale. La publication continue de son analyse approfondie des relations anglo-russes, commencée en septembre et parue à intervalles irréguliers tout au long de l'automne, témoigne de la sympathie du journal pour son point de vue, même si ses articles n'étaient pas sollicités. *Anglicus* était H. H. Parish, un disciple d'Urquhart, et le *Times* avait déjà adopté nombre de leurs principes. Par sa collaboration dans la célèbre affaire de le *Vixen*, il avait facilité leurs efforts pour émouvoir l'opinion anglaise. En bref, si le *Times* n'est pas devenu, à l'automne 1839, l'organe officiel du groupe urquhartiste, il a certainement largement diffusé leurs théories.[45]

Dans sa première lettre, *Anglicus* exprimait son effroi face à la perspective d'une alliance russe qui ferait de l'Angleterre la dupe des diplomates rusés dont les intrigues insidieuses avaient connu un succès si remarquable. L'histoire de la révolution grecque, de la guerre russo-turque et du traité d'Andrinople fut invoquée pour démontrer combien la Russie avait profité d'une alliance antérieure. Il semblait à *Anglicus* que le complot ourdi à Unkiar Skelessi présageait une issue tout aussi catastrophique de la crise actuelle.[46] Des lettres ultérieures analysèrent la politique britannique depuis le Congrès de Vienne et attribuèrent tous ses échecs à l'influence russe. Palmerston fut accusé de falsification délibérée de documents dans le but de dissimuler la vérité.[47]

Après s'être intéressé, en novembre et décembre, aux insuffisances de la marine anglaise,[48] qui allaient être de nouveau débattues au Parlement, le *Times* revint aux affaires étrangères au printemps. Bien qu'aucun événement nouveau ne se soit produit au Levant, d'autres problèmes mirent en lumière les affaires du ministère des Affaires étrangères. La guerre avait été déclarée à la Chine.[49] On apprit l'échec de l'expédition russe à Khiva.[50] Le problème du monopole du soufre faillit déclencher une guerre avec Naples, et enfin, il y avait la sempiternelle guerre civile espagnole. Toutes ces questions suscitèrent des débats éditoriaux qui permirent au *Times* d'intégrer des sentiments anti-russes à ses diatribes contre Lord Palmerston, sa politique et ses méthodes.[51] La Circassie offrit une autre occasion.

On a peu prêté attention ces derniers temps aux progrès lents mais sûrs accomplis par les courageux Circassiens dans leur résistance aux tentatives des Russes de s'emparer de ce pays, en partie peut-être à cause de la conclusion généralement admise que la lutte aux côtés des Russes était devenue désespérée et que la fin n'était plus qu'une question de temps, ne laissant aucun doute sur l'issue… Ces exploits des courageux Circassiens, susceptibles d'ouvrir un nouveau champ, encore partiellement exploré, à l'entreprise commerciale britannique, et contribuant de surcroît à freiner l'agression russe en Inde, constituent des événements importants pour notre pays, ne serait-ce que du point de vue de l'avantage national. Mais ils revêtent un intérêt encore plus grand comme le récit d'un nouveau triomphe d'un peuple libre et courageux sur

un envahisseur téméraire et sans scrupules, dont la marche répand le despotisme et porte un coup fatal à la civilisation.[52]

Ce n'était pas une appréciation bienveillante de la Russie.

Si les rédacteurs du *Times* avaient eu la moindre prémonition de l'événement crucial qui allait se produire à Londres le 15 juillet 1840, les colonnes du journal n'auraient guère contenu, durant ce mois, plus d'articles concernant la Russie - nouvelles, lettres et éditoriaux - que ceux qui furent effectivement publiés. Les rumeurs d'un règlement de la question d'Orient se faisaient de plus en plus fréquentes, et le courrier indien, arrivé à temps pour être inclus dans l'édition du 4 juillet, contenait des récits alarmants des avancées russes en Asie centrale et des articles très incendiaires tirés des journaux indiens. La *Delhi Gazette* avait déclaré le 29 avril:

Il est donc probable que nous entrions en contact avec eux plus tôt que prévu… Notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg écrit que les forces russes ne comptent que 3'000 hommes. Il semble avoir été complètement berné par ce vieux renard de Nesselrode. En cas d'échec de la tentative du général Petrowski de rétablir Dost Mahommed, l'opération entière serait, bien entendu, niée, et ce démenti serait perçu par Lord Palmerston comme une explication amplement suffisante.[52]

Le fait que le *Times* ait republié des articles aussi incendiaires et manifestement erronés sur la Russie indique qu'il partageait encore l'avis d'Urquhart et était prêt à croire n'importe quelle calomnie à son sujet. Un éditorial du 6 juill. résume parfaitement son opinion à la veille du traité de juillet.

Les questions de rivalité et d'intérêts nationaux qui divisent l'empire britannique de l'empire russe sont si profondément enracinées et si essentielles à l'existence et à la politique de chaque nation que les expédients éphémères de nos hommes d'État pour éviter le conflit aboutissent aux résultats les plus absurdes et les plus éphémères. Ainsi, au prix de grands sacrifices de dignité et de cohérence, et non sans pertes commerciales considérables, nous avons parfois obtenu une concession temporaire, ou, bien plus souvent, fait une concession durable et déshonorante, afin de préserver ce qui a le moins de valeur: une paix illusoire et une fausse alliance. Mais après avoir abandonné la Pologne et la Circassie, après avoir laissé la Mer Noire se transformer en lac russe, après avoir presque perdu la Turquie et (quelle honte!) presque renié la solide et politique amitié de l'Autriche, les mêmes agressions que nous n'avons pas repoussées avec hardiesse et résolu-tion, alors qu'elles auraient pu être contrées et dénoncées avantageusement, parce qu'elles se produisaient dans des régions du monde accessibles à nos flottes, à nos agents et à l'enquête pu-blique, reprennent - ou plutôt se poursuivent - dans les déserts reculés d'Asie centrale, sur les ri-ves de l'Oxus, parmi les hordes khirghizes, où nous n'avons ni alliés, ni moyens de résistance di-rects, ni même la possibilité d'obtenir des informations exactes sur l'avancement de l'invasion.

L'éditorialiste, cependant, connaissait les faits. La situation était très grave.

Les Russes ont quasiment conquis la totalité des royaumes du nord de l'Asie centrale… Ils contrôlent les grandes voies de commerce intérieur qui, jadis, faisaient de Samarcande, et qui font aujourd'hui de Boukhara, une position commerciale de premier ordre; et… après avoir traversé une immense étendue désertique et aride, ils se préparent, ou sont prêts, dès que l'occasion se présentera, à lancer leurs armées vers les régions plus fertiles de l'Hindoustan.

Les armes britanniques l'emporteraient sans aucun doute lors du conflit, mais seules les faiblesses et les erreurs du passé avaient permis à la Russie de devenir si redoutable. Ces faiblesses, ces erreurs, ces folies étaient imputables à Palmerston. Le *Times* le considérait toujours comme le génie maléfique du ministère.[54]

À l'instar du *Times*, allant jusqu'à publier au printemps 1840 deux séries de lettres pseudonymes fustigeant les Whigs et fustigeant la Russie, le *Herald* mérite d'être brièvement mentionné.[55] Sa méfiance et son hostilité générales, si fortes qu'il déplorait l'établissement probable de relations plus amicales, implicite dans la mission de Brunnow, se manifestaient clairement dans ses remarques acerbes sur la Russie lors de son analyse du discours du trône.

Quant à la Russie, ses assurances d'amitié indéfectible envers l'Angleterre se sont récemment traduites en actes par l'implication de la Russie dans le conflit indien, l'aliénation de la Perse, et plus récemment encore, elle a manifesté ses intentions amicales à notre égard, ou plutôt les manifeste en ce moment même, en marchant sur Chiva, conformément à son grand projet d'ouvrir la route vers l'Hindoustan pour de futures opérations… Les affaires du Levant resteront en suspens jusqu'à ce que la Russie daigne les 'régler' à sa propre satisfaction.[56]

En substance, le *Post* et le *Standard*, qui accordaient beaucoup moins d'attention aux affaires orientales que les autres journaux, se montraient tout aussi virulents envers le gouvernement whig qu'envers la Russie.

L'intérêt extrême suscité en Angleterre par les affaires orientales est bien attesté par l'attention constante que leur portait l'*Examiner*. Cet hebdomadaire radical, fondé par Leigh Hunt et brillamment dirigé plus tard par Albany Fonblanque, jouissait d'une influence et d'un respect bien supérieurs à sa diffusion. Si, d'une manière générale, le journal privilégiait les réformes intérieures aux affaires étrangères, il lui arrivait de se pencher sur la question internationale, notamment lors de la révolution polonaise. À l'instar de la plupart des autres organes de presse, il reflétait l'influence d'Urquhart en considérant les Circassiens comme un rempart de la liberté contre le despotisme. Les événements critiques du Levant furent toutefois traités avec une bien plus grande attention que toute autre question impliquant la Russie. Sa position générale était d'une hostilité extrême et, après la conclusion du traité de juillet, son attitude n'était guère différente de celle d'Urquhart. Le journal estimait que la rupture avec la France avait été orchestrée par la Russie afin que la guerre qui s'ensuivrait à l'Ouest lui permette de poursuivre sans entrave son expansionnisme.[57] Ses remarques les plus acerbes à l'égard de la Russie - un exemple éloquent de son hostilité méprisante - furent sans doute consacrées à la rumeur selon laquelle, à la demande du ministre russe, le gouvernement bavarois aurait détruit un buste de Czartoryski.

La victoire éclatante sur le buste de Czartoryski à Munich compense les défaites de la Russie en Circassie. Si les Circassiens avaient été de bronze, au lieu d'être de chair et de sang, s'ils n'avaient été que des bustes - des têtes sans bras pour les défendre - la Russie les aurait réduits en miettes. Si, au lieu de forteresses montagneuses, son champ de bataille avait été le sol d'un musée, combien la vengeance de la Russie aurait été terrible![58]

Les attaques incessantes contre la Russie, menées par la majeure partie de la presse et un groupe important de parlementaires, ont fort probablement encouragé le gouvernement français et les membres francophiles du cabinet à résister à la coercition envisagée contre Méhémet Ali. Elles constituaient assurément une preuve convaincante que l'opinion publique dominante était favorable à l'entente avec la France et opposée à une politique russophile. Bien que Palmerston ait finalement conclu le traité entre les quatre puissances et la Turquie, il s'efforça de concilier ses opposants. Guizot fut informé du traité par une note soigneusement rédigée, destinée à apaiser la France mais aussi à justifier la décision des puissances de procéder sans son accord. Sa détresse était profonde, mais ses efforts pour obtenir la suspension du traité restèrent vains. À Paris, la consternation se mêlait à la colère, et l'annonce de l'isolement du pays déclencha dans la presse une orgie de propagande virulente qui exacerba l'orgueil national et menaça de précipiter la guerre.[59]

En Angleterre, la première information publique concernant l'aboutissement de ces longues négociations, si longtemps sujettes à des spéculations anxieuses et souvent éclairées au Parlement comme dans la presse, parut dans le *Post*. Le fait que cette révélation ait été faite par le journal qui, d'ordinaire, accordait le moins d'importance aux affaires étrangères, laisse à penser qu'il s'agissait d'une violation de la confidentialité. Un *correspondant distingué* publia dans l'édition du 24 juillet un article expressément désavoué par la rédaction. Ce correspondant affirmait avoir connaissance de la signature secrète d'un accord dont la France était exclue en raison de sa tentative clandestine d'obtenir un accord direct entre le sultan et le pacha. Son jugement sur la procédure fut sans équivoque.

Les moyens de coercition efficaces ne sont qu'entre les mains de la Russie… [Sa marine] descendra la Manche jusqu'à Constantinople. La folie de Lord Palmerston aura atteint son paroxysme et son aboutissement, et si l'esprit public anglais, jusque-là apathique, conserve encore une quelconque influence, Lord Palmerston et ses collègues sombreront pour toujours.[60]

Bien que l'article du *Post* fût exact sur tous les points essentiels, il ne fut guère pris au sérieux. Les autres journaux l'ignorèrent et, lorsque Hume, au Parlement le soir même, provoqua un bref débat sur les négociations entre les cinq puissances, aucun député n'y fit allusion. Trois jours plus tard, cependant, la rumeur d'une grave querelle entre les gouvernements français et anglais sema une légère panique dans la City. Le 28 juillet, tous les journaux du matin accordèrent une large place à la nouvelle de la colère et de la consternation qui avaient accueilli l'annonce à Paris du traité du 15 juillet. Pendant plusieurs semaines, tous les aspects de la question d'Orient furent discutés avec plus ou moins d'emphase et bien plus fréquemment qu'auparavant.[61]

Les journaux whigs, qui s'attendaient depuis longtemps à l'adoption d'une telle politique, furent prompts à l'encenser. La position du *Chronicle*, par exemple, était le prolongement logique des idées qu'il avait énoncées en janvier.

Mais la question pratique précise qui exige une solution immédiate est la suivante: est-il plus dans l'intérêt de l'Angleterre que les grandes puissances interviennent conjointement afin de restituer au sultan une province importante de son empire, sur laquelle son droit est clair et incontestable, ou que la Russie intervienne seule, envoie une nouvelle armée camper aux portes de Constantinople et imposer un nouveau traité à Unkiar Skelessi?

Si nous avions dit à la Russie: 'Vous n'interviendrez pas pour sauver Constantinople, et nous non plus', elle ne nous aurait pas écoutés. Elle aurait eu raison, et nous, complètement tort, contraints de tolérer l'occupation russe, ou de lui faire la guerre pour l'expansion de Méhémet Ali.

On espérait que la politique de Palmerston permettrait d'éviter la guerre générale qui aurait inévitablement suivi une telle attitude servile.[62]

Les journaux antiministériels se trouvaient cependant face à un dilemme cornélien. Palmerston avait désormais décidé d'apporter à la Turquie le soutien concret qu'ils réclamaient depuis longtemps. Mais sa méthode était celle de Canning. L'élève pourrait-il contrôler l'action du tsar par un traité d'alliance quand le maître avait échoué?

La profonde gêne des journalistes anti-whigs était manifeste: ils n'exprimaient aucune opinion positive. Le *Times*, par exemple, se contenta de résumer les diatribes de la presse française et de publier des lettres de correspondants, dont l'une des plus brillantes était extrêmement favorable à la politique du traité.[63] Même le 3 août, son premier véritable éditorial restait extrêmement neutre.

Il est trop tard pour les remontrances, il est trop tôt pour accuser ou condamner… Si… nous nous trouvons étrangement alliés à la Russie dans ce traité particulier, ce n'est pas une raison pour relâcher notre vigilance constante quant à ses desseins, ni nos protestations contre l'esprit manifesté par tant de ses actions passées et présentes. Au contraire, cette vigilance doit être redoublée, surtout si nous devons traiter avec elle, que ce soit en amie ou en ennemie, seule. Nous avons déjà conclu des alliances avec la Russie dont elle a tiré tous les avantages escomptés, nous avons déjà mené des batailles dont elle a récolté le butin. L'Angleterre n'est pas plus encline aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été à tolérer la domination russe à Constantinople ; et, aussi grande soit la responsabilité de ceux qui se sont aventurés sur une voie si audacieuse pour atteindre son objectif immédiat, cette responsabilité les lie aux obligations les plus lourdes et les plus solennelles de se prémunir contre la possibilité d'être trompés par ses résultats finaux.[64]

Le *Herald* était encore moins éloquent que le *Times*, tandis que le *Post* publiait une longue diatribe contre la Russie, signée par son correspondant distingué. Le *Standard*, en revanche, apporta son approbation à contrecœur au traité, confiant dans la sagesse des hommes d'État autrichiens et prussiens.[65]

L'hésitation des journaux tories permit à Palmerston de justifier sa politique devant la Chambre des communes avant que l'opinion anglaise ne se soit tranchée. Le 6 août, Hume, se fondant sur des articles de presse, lança un appel à l'information d'une véhémence inhabituelle. Il déplorait une alliance avec des despotes, craignant que l'erreur de Castlereagh - l'ingérence dans les affaires continentales - ne se reproduise. *Il espérait que le noble Lord [Palmerston] ne ferait rien qui puisse servir les intérêts de la Russie ou favoriser son expansion en Asie Mineure.* En réponse, Palmerston annonça la signature d'une convention, mais refusa d'en rendre public le texte avant sa ratification. La Russie, déclara-t-il sous les acclamations, avait accepté de ne pas renouveler le traité d'Unkiar Skelessi. Il insista sur le fait que tout avait été fait pour inclure la France et qu'elle n'avait aucune raison d'être surprise ou de se sentir lésée par son isolement. Seul un autre membre, le chef radical, pressa Palmerston d'obtenir des informations complémentaires avant la fin de la discussion.[66]

L'exaltation des journaux whigs, qui suivit l'annonce du traité, se manifesta presque quotidiennement tout au long de l'automne et atteignit naturellement son apogée à l'annonce de la prise de Beyrouth et d'Acre. Une tentative, en grande partie infructueuse, fut faite pour apaiser la colère française, mais le ton général des éditoriaux était celui d'une satisfaction sincère face à un succès éclatant, une attitude que la futilité récente des whigs n'avait que rarement permise. Il est toutefois très significatif que ni le *Chronicle* ni le *Globe* n'aient jamais adopté un ton de réelle cordialité envers la Russie. Le mérite particulier du traité demeurait son efficacité à sauver le sultan des griffes

du tsar. L'analyse, par le *Globe*, du discours de Palmerston du 6 août, par exemple, laissait transparaître une certaine méfiance.

Quelles qu'aient été les intentions de la Russie en concluant ce traité [d'Unkiar Skelessi], nous n'étions pas sans craindre les conséquences qui pourraient en découler et nuire au maintien de nos relations pacifiques avec ce pays. Le traité d'Unkiar Skelessi est caduc. La Russie a volontairement consenti à renoncer à la position dominante que ce traité lui conférait sur les affaires de la Turquie, et ce faisant, elle a réaffirmé sa volonté de pacifisme, ce qui sera accueilli avec une satisfaction intacte, comme un gage, nous l'espérons, de concessions supplémentaires à l'influence de l'opinion publique dans d'autres pays, auprès desquels une haute moralité lui assurera un rang plus honorable que ne saurait lui conférer la simple étendue de son territoire.[67]

Le *Chronicle* a fait preuve du même manque de réelle cordialité près d'un an plus tard dans son éloge de la conclusion de la Convention des Détroits en juillet 1841.

Mais n'est-il pas évident pour chacun que, sans le traité de juillet et la réalisation de ses objectifs, ce nouveau traité ou convention concernant les Détroits aurait été impossible? Si Méhémet Ali était encore en Taurus, avec son armée permanente de 100'000 hommes en Syrie, où ils se seraient trouvés si les conseils français avaient été suivis, qui ne voit pas que ni la Turquie ni la Russie n'auraient jamais laissé expirer le traité d'Unkiar Skelessi sans le renouveler?

L'hésitation du *Times*, qui persista quelques jours après le débat à la Chambre des communes, tenait à sa situation particulière. Aberdeen et Wellington, consultés confidentiellement par les dirigeants whigs avant que ceux-ci ne décident d'agir sans la France, avaient approuvé les propositions de Palmerston, et le premier avait promis d'obtenir pour eux le soutien du *Times*. Ainsi, bien que Barnes, le rédacteur en chef, eût de sérieux doutes quant à l'opportunité de cette politique, il ne pouvait la critiquer sans rompre son alliance informelle avec les dirigeants tories. Il accepta néanmoins une série d'articles du brillant jeune Henry Reeve, que Charles Greville lui avait récemment présenté. Ces articles, dont le premier parut le 31 juillet, devinrent progressivement de plus en plus critiques à l'égard du traité. Greville et Reeve s'étaient en effet engagés dans une tentative sérieuse de rétablir l'*entente* avec la France. L'éditorial du *Times* n'ayant pas réussi à apaiser les tensions françaises, Reeve se rendit à Paris où, avec la collaboration de Greville à Londres, il s'érigea en médiateur officieux entre les ministres français et les membres francophiles du cabinet anglais. Au début de l'automne, cette conspiration faillit entraîner la destitution de Palmerston et une modification du traité afin de répondre aux objections françaises.[69]

Entre-temps, les articles francophiles du *Times* se montraient de plus en plus critiques envers Palmerston et sa politique. Si leur principal intérêt demeurait centré sur les aspects français du problème, après la mi-août, les diatribes contre la Russie devinrent progressivement plus virulentes. Un exemple extrême, mais néanmoins caractéristique, en fut un éditorial publié fin août:

L'Angleterre a beau être un jardin et une manufacture, cela empêche-t-il la Russie d'être un camp? L'Angleterre a beau avoir des institutions libres et un peuple industrieux occupé à ses propres affaires, cela empêche-t-il la Russie d'avoir un autocrate audacieux et ambitieux qui instrumentalise toutes les énergies de la nation qu'il gouverne à des fins diplomatiques et militaires? L'Angleterre a beau se vanter de sa suprématie passée, cela empêche-t-il la Russie de la saper? Les progrès accomplis par la Russie au cours du siècle dernier, étendant ses territoires de la Vistule et du Danube jusqu'à l'Oural et l'Araxe, sont d'une importance bien moindre que la prépondérance politique, voire la suprématie, qu'elle a effectivement démontrée lors des dernières négociations du traité de Londres… Notre sécurité repose sur la promesse de la Russie, ou sur la modération de la France.[70]

La vendetta contre la Russie fut si véhémente tout au long de l'automne que même la bonne nouvelle de la prise de Beyrouth et d'Acre et la probabilité croissante que le traité de juillet soit exécuté sans occupation russe de Constantinople ni guerre avec la France ne parvinrent guère à apaiser le *Times*.

Il est difficile de juger si l'effet cumulatif de ce flot incessant d'invectives était convaincant ou s'il tendait à discréditer les idées exposées. Mais le *Times* resta fidèle à sa position jusqu'au bout. Dans un résumé de la situation en mai 1841, il censurait encore les propositions de Brunnow pour un traité anglo-russe.

Ils impliquaient l'oubli soudain de toutes les divergences qui, depuis de nombreuses années, divisaient les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Saint-James, des rives de la Vistule aux sables de Khiva et aux rives de l'Indus; ils impliquaient une confiance aveugle en des assurances qui contredisaient l'esprit même de la poli-

tique et de l'histoire russes; ils supposaient que cette Puissance abandonnerait les objectifs d'un siècle pour laisser à la Grande-Bretagne l'honneur et la gloire de régler la question du moment… Les arguments de M. de Brunnow et les assurances de M. de Nesselrode ont conduit Lord Palmerston à cette conclusion. Nous ignorons s'ils auront le même effet sur le peuple anglais.[71]

La justification de Palmerston quant au succès des négociations de la Convention des Détroits a semé la confusion dans l'époque. Incapable de se féliciter du succès d'une politique qu'elle avait cherché à entraver, elle se contenta de le constater. Mais son adieu, provoqué par la défaite des Whigs aux élections générales de 1841, sonna juste.

Les deux principaux facteurs de changement susceptibles d'affecter l'équilibre des pouvoirs et la tranquillité de l'Europe sont la politique étrangère de la Russie et la situation intérieure de la France. La politique de Lord Palmerston a préparé à la première des perspectives plus favorables à ses desseins ultimes que celles qu'elle a temporairement sacrifiées.[72]

La ligne éditoriale du *Herald* était en tous points conforme à celle du *Times*. À l'instar de son contemporain plus influent, elle hésita quinze jours après l'annonce de la conclusion du traité, mais une fois lancée dans la diffamation de Palmerston et de la Russie, elle déversa un flot incessant d'invectives contre la politique du traité de juillet et ses instigateurs. Outre le ton particulièrement excessif de ses articles, sa caractéristique la plus marquante était l'attention sans précédent qu'elle portait aux efforts d'Urquhart et de ses partisans pour susciter une demande nationale de destitution du ministre et d'annulation de ses mesures. Sa diatribe finale, en janvier 1841, mérite d'être citée comme un exemple typique du ton employé et comme une indication de la mesure dans laquelle elle adoptait les opinions absurdes d'Urquhart.

Lorsque, le moment venu, l'autocrate s'emparera de la Turquie en mainmise mortuaire, comme il l'a fait avec la Pologne depuis l'arrivée au pouvoir des Whigs, la Syrie subira inévitablement le même sort, car elle a perdu, par notre intermédiaire, le souverain énergique qui aurait pu la sauver de son emprise. Pourquoi, dès lors, ne nous indemniserait-il pas pour l'avoir soulagé de tous les efforts, effusions de sang et dépenses qu'il a dû déployer pour assiéger Acre et conquérir la Syrie, une conquête qui s'accomplirait peut-être avec autant de revers que ceux qui ont jusqu'ici jalonné ses tentatives de réduire l'indépendance des braves Circassiens, abandonnés à leur sort?[73]

Les autres journaux tories, le *Post* et le *Standard*, adoptèrent une position intermédiaire. À l'instar des journaux whigs, ils finirent par approuver la politique sous-jacente au traité, mais, comme le *Times* et le *Herald*, ils continuèrent à dénigrer la Russie. Ils plaidèrent donc pour l'application rapide de mesures coercitives, de peur que la Russie ne puisse tirer profit de la confusion ambiante. Parmi les nombreux articles parus dans les deux journaux, celui du *Standard* illustre peut-être le mieux leur attitude générale. Incapable d'expliquer l'origine de cette brillante politique - Palmerston étant jugé incapable d'un tel coup de génie et la Russie n'ayant pu aller à l'encontre de ses propres intérêts - le journal pensait que la solution à ce dilemme résidait dans la glorieuse prise de Beyrouth.

Les Alliés sont en mesure d'appliquer le traité sans son consentement [c'est-à-dire celui de la Russie], voire en dépit de son opposition. Pour la Russie, se désengager du traité reviendrait donc à proclamer gratuitement, et par conséquent avec plus d'impudence qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, ses visées sur l'empire ottoman, avec la certitude d'avoir sa place dans l'engagement occupé par la France. Nous considérons les agissements de la diplomatie russe avec autant d'aversion et de suspicion que M. Urquhart lui-même; nous pensons que le cabinet de Saint-Pétersbourg ne peut guère formuler une proposition sans une intention sinistre. Mais, étant au moins en partie exempts de la monomanie de cet homme compétent, nous pouvons comprendre que la Russie puisse être contrainte, par la force des circonstances, d'agir contre son gré; en bref, nous pensons que le traité quintuple est l'œuvre du cabinet autrichien, et non celle de quiconque en Russie ou en Angleterre… Par sa fermeté et sa franchise, l'Autriche a déjoué les manœuvres sournoises de la Russie, stabilisé la politique hésitante de la Grande-Bretagne et induit la France en erreur.[74]

La politique d'amitié officielle a eu une influence inconstante sur l'opinion publique anglaise à l'égard de la Russie. Elle a fourni à de nombreux publicistes un argument supplémentaire dans leur réquisitoire contre la politique whig, et le zèle partisan est venu amplifier une hostilité déjà excessive. Même dans les milieux, whigs ou tories, où cette politique a trouvé grâce, son principal mérite résidait dans son efficacité à freiner les ambitions russes. L'alliance eut pour effet de stimuler, même parmi les partisans du gouvernement, l'expression de sentiments qui, sans être toujours ouvertement hostiles, étaient assurément peu cordiaux envers la Russie. Sa décision d'agir de concert avec l'Angleterre était généralement perçue davantage comme un aveu de faiblesse, source de

mépris, que comme une manifestation d'amitié méritant le respect. Si elle apaisa certaines craintes, elle suscita peu de marques de bienveillance chez les Anglais.

À l'origine de cette agitation anti-russe se trouvait Urquhart, dont la campagne de propagande avait connu un succès remarquable, malgré l'échec de son complot visant à précipiter la guerre. Le *Vixen* était devenue une *cause célèbre* et lui avait valu une grande notoriété ainsi que le soutien, au Parlement, d'un homme tel que Stratford Canning. Désormais convaincu de la trahison de Palmerston, Urquhart n'allait certainement pas rester silencieux si la Question d'Orient évoluait comme il le souhaitait ou prenait une tournure totalement insatisfaisante.

Urquhart et ses disciples mirent en œuvre une stratégie et une tactique ingénieuses. Munis de lettres de recommandation, ils approchèrent des personnalités influentes du monde marchand dans les villes de province et leur expliquèrent avec force détails les implications de l'histoire diplomatique de la décennie précédente. Bien souvent, leur enthousiasme débordant suffisait à convaincre leurs nouveaux interlocuteurs que les intrigues russes étaient à l'origine de tous les revers de l'Angleterre, que les Russes s'efforçaient insidieusement et avec acharnement de la ruiner. L'argument selon lequel les droits de douane élevés imposés par la Russie, en entravant le commerce britannique, étaient une cause fondamentale de la crise commerciale qui sévissait alors se révéla particulièrement convaincant. Les marchands étaient ensuite incités à organiser une réunion publique ou un grand banquet, souvent sous l'égide de la chambre de commerce locale, au cours duquel Urquhart défendait sa thèse devant des auditoires de quelques centaines à plusieurs milliers de personnes. Le succès de certaines de ces réunions fut attesté par des brochures, publiées aux frais de la chambre de commerce, qui permirent à un public plus large de diffuser les discours. Une publicité encore plus importante fut obtenue grâce aux rapports complets publiés dans les journaux locaux et, occasionnellement, dans la presse métropolitaine.[75]

Les zélotes ne se limitèrent pas aux milieux marchands. N'ayant pu réunir les fonds nécessaires à la création de leur propre journal, ils eurent recours au média moins ambitieux, mais jusque-là efficace, des pamphlets. Parish, qui avait publié début 1838 une analyse polémique de l'histoire diplomatique de la Grèce, résuma les sentiments anti-russes du pays dans son ouvrage *England in 1839*. Il exploita l'agitation navale alors à son comble et montra comment, dans chaque différend diplomatique, en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, la perturbation du commerce anglais avait été suivie par l'acceptation, par Palmerston, d'un règlement néfaste. L'ouvrage de Westmacott, *Indian Commerce and Russian Intrigue*, dressa, en référence au conflit en Afghanistan, un tableau sombre des effets pernicieux des intrigues russes. Le texte le plus incendiaire fut sans doute le long pamphlet d'Urquhart sur le Livre bleu officiel, *Correspondence relating to Persia and Afghanistan*. À sa manière si particulière, il tira de ces documents la preuve que Palmerston était forcément un traître à la solde du tsar. Les dépêches, affirmait-il, démontraient que Palmerston avait soit ordonné au ministre britannique de coopérer avec son collègue russe et ainsi d'aider la Russie, soit tenu des propos totalement inintelligibles, empêchant de ce fait le ministre d'entre-prendre les actions vigoureuses nécessaires à la défense des intérêts anglais. Il soutenait que, tels que présentés au Parlement, les documents étaient dénués de sens sans un examen approfondi et un réarrangement, et qu'ils n'avaient pu être rédigés que dans le but de dissimuler une trahison. L'exposé était si long et souffrait tellement de l'obscurité du langage imputé à Palmerston qu'il ne put convaincre grand monde.[76]

Il est impossible de déterminer l'influence d'Urquhart sur l'opinion britannique à cette époque, car d'autres facteurs incitaient simultanément à l'expression de sentiments similaires, quoique moins extrêmes. Cependant, la large couverture médiatique, généralement favorable, accordée à ses pamphlets par la presse témoigne du succès considérable de sa campagne contre la Russie. Il fut par ailleurs incité à se présenter comme candidat conservateur aux élections législatives partielles dans le district londonien de Marylebone. Sa victoire dans une circonscription si dépourvue des intérêts commerciaux auxquels il s'adressait avec le plus d'insistance était improbable dès le départ, mais sa défaite fut sans doute scellée par un événement fortuit qui détourna son attention de la campagne. Par l'intermédiaire de l'un de ses plus fidèles partisans, un avocat londonien du nom de Fyler, il fit la connaissance de plusieurs chefs chartistes. Son charisme lui permit de convaincre ces prolétaires quasi-révolutionnaires que la véritable cause de leurs maux économiques et sociaux résidait non pas dans le système politique du pays, mais dans la mauvaise conduite de sa politique étrangère. La conviction de l'iniquité et de la futilité de leur activité subversive les amena à

lui révéler les secrets de leur organisation. Urquhart fut consterné par les projets de la branche armée du mouvement chartiste et consacra immédiatement toute son attention à déjouer le com-plot révolutionnaire. Sa haine de la Russie et sa conviction que les agents omniprésents du tsar s'efforçaient de ruiner la Grande-Bretagne furent confirmées par sa découverte qu'un Polonais, qui avait reconnu avoir servi la Russie, était un membre éminent du conseil suprême secret chartiste.[77]

La méthode employée par Urquhart pour combattre cette nouvelle menace à la sécurité anglaise était double. Premièrement, il transmit à Lord Normanby, ministre de l'Intérieur, toutes les informations dont il disposait concernant les projets chartistes. Il n'est pas surprenant qu'un ministre dont les propres espions avaient probablement obtenu des informations plus complètes sur le complot ait complètement ignoré un homme qui venait de porter une accusation de trahison rocambolesque contre son collègue du ministère des Affaires étrangères. Il convient toutefois de noter qu'Urquhart avait eu connaissance à l'avance du soulèvement de Newport, que le gouvernement ne parvint pas à empêcher.[78]

Deuxièmement, abandonnant ses efforts pour instruire le milieu marchand, Urquhart s'efforça de détourner les chartistes de leurs activités subversives et de les convertir à sa propre conviction de l'iniquité de la Russie. Son succès fut loin d'être total, mais il réussit à créer au sein de leurs rangs un groupe dissident de *Politique étrangère*.[79]

Après l'échec des projets chartistes, Urquhart reprit sa campagne interrompue auprès de l'ensemble de la population. Sa propre clique, renforcée par plusieurs anciens chartistes et quelques autres convertis, notamment Charles Attwood (frère de Thomas Attwood de Birmingham), produisit durant les six premiers mois de 1840 une quantité impressionnante de critiques propagandistes sur tous les aspects de la politique étrangère anglaise. Dès lors qu'Urquhart lui-même eut fait fi de toute discrétion en accusant ouvertement Palmerston de trahison, le champ d'action de ses écrits s'élargit considérablement. Dans la série de pamphlets *Diplomacy and Commerce*, publiés périodiquement sous sa direction éditoriale, de nombreux ajouts vinrent compléter les domaines d'activité les plus connus de la Russie. On démontra que son influence néfaste était à l'œuvre dans le différend anglais avec les gouvernements français et napolitain au sujet de la vente du soufre. Elle fut accusée d'avoir orchestré la querelle rocambolesque en Amérique du Nord au sujet d'un Écossais nommé Macleod, qui faillit déclencher une guerre avec les États-Unis. D'autres manifestations d'intrigues russes furent décrites dans les pamphlets de William Cargill, l'un des collaborateurs les plus prolifiques d'Urquhart, un marchand de Newcastle dont les affaires furent compromises par son dévouement à la cause. Cargill décelait une inspiration russe derrière l'Union douanière de l'Allemagne du Nord, qui menaçait de restreindre le commerce anglais en Allemagne. Même la nouvelle convention commerciale avec l'Autriche, qui semblait offrir aux marchands anglais des opportunités considérablement accrues dans les Balkans, paraissait à Cargill receler des preuves de la trahison de Palmerston. Il est à peine nécessaire de préciser que toute la crise du Proche-Orient était perçue par Urquhart et ses partisans comme une simple conspiration entre le tsar et le pacha visant au partage de l'Empire ottoman.[80]

Lors de la phase la plus active de leurs opérations, le groupe organisa des réunions publiques à Glasgow, Greenock et Newcastle, au cours desquelles furent adoptées des pétitions adressées aux deux chambres du Parlement et à la reine. Il ne fait aucun doute qu'avec son groupe sillonnant le pays pour organiser une propagande de toutes sortes, la campagne d'Urquhart prit une ampleur considérable.[81]

Les journaux londoniens, absorbés par l'actualité internationale, lui accordèrent moins d'attention qu'auparavant et leurs éditoriaux se montrèrent généralement moins favorables. L'idée extravagante de la trahison de Palmerston sembla aliéner les observateurs non directement concernés par l'enthousiasme débordant d'Urquhart. Si ses activités passées avaient semblé mériter intérêt, voire encouragement, ses idées actuelles paraissaient ridicules ; l'acte d'accusation contre la Russie comportait déjà suffisamment de griefs sans qu'on y ajoute une accusation aussi saugrenue que celle d'incitation à la rébellion au Canada.[82]

Par ailleurs, le *Northern Liberator*, journal chartiste publié à Newcastle, se convertit en avril 1840 à la culpabilité de Palmerston et, durant les six derniers mois de sa courte existence, relata les efforts du groupe d'Urquhart pour susciter une demande publique d'enquête parlementaire sur cette accusation. Dès sa fondation, en octobre 1837, le Liberator afficha un parti pris anti-russe à peine moins marqué que celui des initiés convertis à la thèse d'Urquhart. De l'avis du rédacteur en chef,

Nicolas II infligeait à ses sujets les pires tyrannies, tandis qu'à l'étranger, il complotait pour étendre sa domination mondiale, notamment par la conquête de l'Inde. Un éditorial, en particulier, illustre parfaitement l'attitude et les méthodes du *Liberator*, car il instrumentalisait la Russie pour discré-diter le gouvernement anglais.

Il est désormais de notoriété publique, ou plutôt divulgué discrètement par la presse gouvernementale, que les Russes envoient trente mille hommes, ainsi qu'une armée entière de sapeurs, en Perse. Le gouvernement indien soutenant les opposants au régime de Schéma, certains craignent un affrontement entre les troupes britanniques et russes. Nous ne pensons pas qu'un tel affrontement aura lieu. Ceux qui ignorent la situation désespérée et dégradée de ce pays - ceux qui ne sont pas à la hauteur de la puissance des 'CENT CINQUANTE-DEUX' - estiment qu'une guerre entre l'Angleterre et la Russie est 'inévitable'. Ceux qui sont informés savent qu'il n'en est rien. Les 'intérêts financiers' savent pertinemment que l'empereur Nicolas, ou quiconque agissant pour son compte, pourrait manipuler le Cabinet sans pour autant nous rapprocher davantage de la guerre.[83]

Les nouvelles ultérieures concernant les intrigues russes en Asie centrale et les progrès de l'expédition britannique contre Kaboul incitèrent le Liberator à intensifier ses attaques contre le *système* et la politique qui, selon lui, *ouvriraient probablement aux Perses et aux Russes, qui assiégent Hérat en vain depuis si longtemps, les portes de cette clé de l'Inde*.[84] Au printemps 1839, le journal commença à rendre compte et à analyser en détail les activités de la bande d'Urquhart. L'évolution des événements au Levant contribua à forger la conviction de la trahison de Palmerston, convic-tion finalement confortée par la brochure persuasive d'Urquhart sur la *Guerre du Soufre*.[85]

Dans le traité du 15 juillet 1840, le Liberator trouva confirmation de ses thèses concernant Palmerston et la Russie. Il affirmait l'absurdité de supposer que la Russie permettrait à la Grande-Bretagne de régler le différend conformément aux termes du traité. Les rédacteurs déclaraient que la France, ayant percé à jour la supercherie, avait refusé de rejoindre l'alliance, et ils espéraient, voire priaient, pour qu'elle prenne le combat. Ils exhortaient le peuple anglais à se soulever, à manifester son amitié envers la France et à la rejoindre dans la guerre contre la Russie. *Ce système maudit ne saurait survivre à une telle guerre.* Ils pensaient que si la France déclarait la guerre, le peuple anglais se libérerait et qu'une révolution similaire pourrait bien éclater en Russie.[86]

Lorsque le texte du traité fut publié en septembre, le *Liberator*, à l'instar d'Urquhart et du *Herald*, y vit *un complot visant à autoriser une armée russe à occuper Constantinople et à y rester aussi longtemps que le sultan, c'est-à-dire Nicolas, le voudrait*.[87] Les nouvelles d'octobre semblèrent confirmer l'ampleur de la déchéance du gouvernement. *À moins que la nation anglaise ne se soulève, nous assisterons au spectacle abominable d'une flotte russe lourdement armée et surchargée de soldats, osant traverser la Manche et probablement jeter l'ancre à Spithead ou dans la rade de Plymouth!*[88] La conversion complète du *Liberator* à la thèse d'Urquhart fut illustrée par un article sur le lien entre politique étrangère et chartisme, qui soutenait que sa tentative de démon-trer les iniquités de Palmerston était le moyen le plus sûr de détruire le *système*. C'était le chemin le plus court vers l'obtention de la Charte.[89]

L'adhésion du *Northern Liberator* n'est pas la seule preuve du succès notable de la campagne de propagande d'Urquhart dans le nord du Royaume-Uni. Le *Morning Post*, par exemple, remarquait, au sujet d'une réunion tenue à South Shields pour examiner la trahison de Palmerston:

Dans certaines des grandes villes commerçantes de cet empire, mais surtout à Glasgow et à Newcastle-upon-Tyne, une conviction tout à fait extraordinaire semble s'être emparée de certaines personnalités importantes… des réunions publiques sont organisées, des discours sont prononcés et publiés ouvertement dans les journaux provinciaux les plus diffusés. Ce qui nous paraît tout à fait extravagant à Londres ne le sera pas autant pour les habitants des villes de province, lorsqu'ils le verront expressément affirmé par des hommes dont ils ont l'habitude de respecter l'expertise et la position.[90]

Conscient de son succès non négligeable en Angleterre, Urquhart trouva dans le traité du 15 juillet l'incitation à une entreprise encore plus ambitieuse. Il confia à ses disciples la conduite de la campagne en Angleterre et escorta à Paris une petite délégation se croyant composée des députés élus de Newcastle et d'Angleterre. Reçus par Thiers, ils insistèrent sur le fait, dont il devait déjà être parfaitement conscient, qu'une grande partie du peuple anglais déplorait la rupture de l'*Entente*. Durant son séjour parisien, Urquhart trouva le temps de composer une autre brochure, *The Crisis: France in the Face of the our Powers*, qui, initialement publiée en français, constitua en traduction le dernier volume de *Diplomatie et Commerce*. L'argumentation n'était pas dénuée de pertinence.

L'Angleterre a rompu ses liens avec la Perse; elle a envoyé une armée à Cabool; et le ministre anglais a justifié cette rupture et la guerre en affirmant que ces deux pays étaient soumis à l'influence russe. Or, au moment même où il fait de cette influence un motif de guerre contre un troisième État, il allie l'Angleterre à la Russie pour le maintien de l'Empire ottoman et prévoit l'occupation de Constantinople par les Russes! Peut-on imaginer une trahison plus flagrante encore, rendue par la contradiction entre les paroles et les actes, par la contradiction entre les intentions déclarées et les résultats obtenus?…

Le prétexte d'hostilité envers la Russie en Asie centrale, comme celui d'amitié à son égard en Turquie, est tout aussi fallacieux. mais elle sert également, par des moyens opposés, à assurer la domination de la Russie dans l'un comme dans l'autre.[91]

Tandis que l'activité de cette bande de diplomates autoproclamés offrait aux correspondants parisiens des journaux londoniens un élément comique dans leurs reportages sur l'enthousiasme martial[92] - leur tentative de reconstruire l'Entente étant encore moins efficace que l'effort diplomatique amateur, simultané et comparable, entrepris par Reeve et Greville - la campagne contre Palmerston et la Russie était menée avec encore plus de zèle dans les villes commerçantes. Une réunion à Birmingham, convoquée par Charles Attwood, attira une foule de 10'000 personnes, mais le chef chartiste Collins, tout juste sorti de prison, parvint à faire adopter un amendement paralysant à la motion demandant une enquête sur la conduite de Palmerston en vue de sa destitution.[93] Cet échec, probablement dû en partie au ridicule suscité par l'extravagance de la thèse d'Urquhart, est significatif, car au même endroit, sept mois plus tôt seulement, Thomas Attwood avait relaté dans un éloquent discours d'adieu à ses électeurs ses efforts constants pour éveiller à la Chambre des communes la conscience de la menace que représentait la flotte russe.[94] Si les zélotes ne parvinrent qu'à se faire entendre à Birmingham, il est clair qu'Urquhart n'obtint qu'un succès très modéré dans la phase chartiste de sa campagne.

À Newcastle, où le terrain avait été préparé par un prosélytisme antérieur auprès des classes marchandes, une grande assemblée publique adopta avec enthousiasme des motions exigeant une enquête approfondie sur la conduite de Palmerston et exprimant la sympathie du peuple pour la France. La petite équipe de diplomates d'Urquhart fut acceptée comme ambassadeurs officieux du peuple anglais auprès du gouvernement et du peuple français.[95] À Carlisle, Leeds et Sunderland, en revanche, les citoyens réunis exprimèrent leur sympathie pour le peuple français, mais manifestèrent leur scepticisme quant à la trahison de Palmerston en adoptant des résolutions comparables à celles votées à Birmingham.[96] Urquhart devenait rapidement ridicule, même aux yeux de ceux qui partageaient sa haine de la Russie. Dès mai 1840, le *Manchester Guardian* avait décrit sur un ton comique les événements de son 'complot du sac de tapis'.[97]

Malgré tout, la croisade fut poursuivie malgré le découragement. Au début de 1841, de nombreux pamphlets continuèrent d'inviter le public à examiner tous les aspects de la politique britannique. La thèse, pour le moins fantaisiste, devint de plus en plus absurde à mesure que le ministre des Affaires étrangères, triomphant, reconstituait lentement le concert des 5 puissances, obtenait l'adoption de la Convention d. Détroits et mettait fin au statut privilégié de la Russie à Constantinople.[98]

La situation critique au Proche-Orient suscita diverses publications d'hommes sans aucun lien avec Urquhart. Le lieutenant-colonel Sir Frederick Smith, par exemple, ajouta à sa traduction de l'ouvrage de Marshall Marmont, *Present State of the Turkish Empire*, des *'Notes et observations sur les relations de l'Angleterre avec la Turquie et la Russie'*. Il partageait l'avis de McNeill: *La subjugation de la Turquie, puis la conquête de l'Inde, sont les objectifs visés*, et craignait que la Russie n'ajoute la Turquie, la Circassie, la Perse et l'Inde à ses anciennes conquêtes. Il exhorta l'Angleterre à forcer le passage des Détroits et à préserver l'indépendance des deux premiers peuples cités. Concernant la Syrie, il préconisait précisément la politique que Palmerston a menée un an plus tard.

Adolphus Slade, évoquant la situation politique au Levant dans un second récit de ses voyages, préconisait une politique de soutien à Méhémet Ali.

La Russie aspire au TEMPS, et l'Europe le lui offre généreusement: le temps de se préparer à un héritage splendide; le temps pour que le statu quo produise ses effets inéluctables, engendrant une anarchie croissante et un déclin des ressources et de la population musulmanes; le temps pour que l'organisation de Méhémet Ali disparaisse, permettant ainsi à l'Europe d'ériger un rempart efficace contre elle. La Russie redoute la précipitation; tout à Constantinople concourt à la réalisation de ses desseins; elle souhaite ralentir, plutôt qu'accélérer, le cours des événements.

Nombreux étaient ceux qui partageaient son avis selon lequel l'intronisation de Méhémet Ali comme sultan et la fortification de Constantinople éradiqueraient la menace.[100]

Un autre point de vue était celui défendu par John Reid dans son ouvrage *Turkey and the Turks*. Reid souhaitait que la France et l'Angleterre insistent sur l'émancipation complète et immédiate des sujets chrétiens du sultan et sur l'adoption d'une politique complémentaire de rajeunissement par la réforme.

Une telle procédure attirerait sans aucun doute la colère de l'autocrate, car elle compromettrait les projets déjà élaborés à Saint-Pétersbourg et presque aboutis à Sébastopol et à Odessa; mais il vaut mieux que l'Angleterre et la France s'attaquent à la difficulté dès ses prémices plutôt que d'attendre que les desseins de leurs ennemis soient mûrs et inébranlables. Que la moitié de la flotte combinée, au premier mouvement du Moscovite, remonte la Mer Noire, capture, incendie ou détruit la flotte russe; il en résultera que les Circassiens et les autres tribus entre la mer Noire et l'Azoph, et toutes celles à l'est de la mer Noire, jusqu'à la Caspienne, recouvreront, sans aide, leur indépendance, et la question de l'occupation russe de l'Inde ne sera plus abordée pendant au moins vingt ans, voire jamais.

En cas de refus de coopération de la France, Reid préconisait une action anglaise isolée, car l'affaire du *Vixen* avait été *un acte ignoble encore impuni en mer Noire*. Si la Turquie refusait de se réformer, il suggéra que l'Angleterre aide les chrétiens à établir des gouvernements indépendants et à repousser les Turcs en Asie.[101]

La guerre en Afghanistan fit l'objet de plusieurs ouvrages publiés au cours de l'année 1840, dont certains furent écrits par des hommes ayant participé à l'expédition. Les auteurs firent des estimations diverses quant à la possibilité d'une invasion russe de l'Inde, mais le ton de leurs livres était uniformément hostile. Le comte Björnstjerna, ambassadeur de Suède à Londres, exprima, par exemple, l'opinion inhabituelle que même si la Russie obtenait la coopération immédiate de la Perse et de l'Afghanistan, l'armée indienne se révélerait suffisante pour la défense du pays. Il préconisait néanmoins la prudence: *Si vis pacem, para bellum.*[102]

Le ton uniformément hostile de la pléthore de littérature de propagande fut accentué par le seul pamphlet qui approuvait l'alliance de 1840. Dans ses *Remarks on the Alliance with Russia*, G. Jones réfuta l'opinion dominante selon laquelle l'Angleterre appartenait légitimement à une coali-tion occidentale et libérale. La Russie, qui avait démontré sa loyauté aux grands principes du con-servatisme et consenti un sacrifice non moins noble et immense lors de la Révolution française, était, selon lui, l'alliée naturelle de la Grande-Bretagne, et non sa rivale.[103]

Un examen des articles parus dans les revues et les journaux durant ces deux années cruciales confirme l'opinion selon laquelle, quelle que soit l'appréciation de sa puissance et de sa politique, la Russie était presque unanimement répugnante aux Anglais. Les idées exprimées étaient encore plus diverses que celles des pamphlets et des récits de voyage, allant de la position urquhartienne de la *British and Foreign Review* à celle défendue un temps par *Blackwood's*: *La Russie et l'Angleterre, nous le répétons, ne se croisent nulle part sur le globe. Toutes deux doivent s'écarter de leur trajectoire habituelle pour entrer en conflit. Pour trouver une occasion de s'affronter, elles doivent la provoquer délibérément*.[104]

Les opinions étaient tout aussi diverses quant à la faisabilité d'une invasion de l'Inde par l'Angleterre et à la politique anglaise la plus opportune au Levant, mais parmi les principaux périodiques, seul *Blackwood's*, et encore, sous l'influence des glorieuses victoires de Beyrouth et d'Acre, affichait une réelle cordialité envers la Russie. En janvier 1841, il publiait un panorama des alliés potentiels de l'Angleterre, concluant que la Russie représentait une perspective prometteuse. Mais dès août de la même année, il s'inquiétait à nouveau des méfaits des intrigues russes.[105] L'opinion générale britannique est probablement aussi bien reflétée par la *Foreign Quarterly Review* que par n'importe quel autre périodique. Aux premiers stades de la montée de la russophobie, ce journal s'était distingué par son attitude non alarmiste. En 1835, il avait accueilli favorablement la première campagne de propagande intensive d'Urquhart. Par la suite, ses positions se firent plus modérées, mais en juillet 1840, elle remarquait dans une note de bas de page d'un article sur la Suède:

La *progression silencieuse et pourtant alarmante de la Russie dans toutes les directions est désormais tout à fait manifeste, et nous ne connaissons aucune puissance européenne ou asiatique sur laquelle elle ne songe pas à des incursions similaires. La pauvre Turquie est presque sous son contrôl; la Grèce l'est également. La Circassie la tient à distance, mais subira le même sort que la Pologne si elle n'est pas secourue. La Perse est de son côté, et l'Inde et la Chine sont manifestement les prochaines sur sa liste. La Prussie et*

l'Autriche doivent rester vigilantes, et même la France est étroitement surveillée, dans l'espoir d'une crise au sein de l'impopulaire dynastie d'Orléans, qui favoriserait l'émergence d'un candidat au trône, tel que le prince Louis Napoléon… Nous ne cesserons jamais d'attirer l'attention sur le danger extrême qui plane sur chaque point du territoire européen ou asiatique.[106]

Parmi les innombrables discussions périodiques sur les affaires anglo-russes à cette époque, celles publiées dans le *Quarterly* et dans l'*Edinburgh* étaient, de par leur nature semi-officielle, de loin les plus intéressantes. En décembre 1840, le *Quarterly* publiait un article sur la *Foreign Policy* de J. W. Croker, que le duc de Wellington, qui avait approuvé la politique du traité de juillet, qualifia d'*admirable analyse*. Croker s'en prit violemment à la politique générale d'un tory renégat dont la seule qualification pour le ministère des Affaires étrangères était son plaidoyer pour la non-intervention en 1828-1829, mais qui était intervenu par la suite au moindre prétexte, en Hollande, au Portugal, en Espagne et au Levant. Il lui reprocha également son *patronage indiscret, voire plus qu'indiscret, de M. Urquhart - un homme… [qui n'avait] d'autre mérite que ses dénonciations de l'ambition, de la perfidie et autres manœuvres russes, ainsi que la publication… [du] Portfolio*. Malgré les erreurs de sa politique passée, Croker approuva la conduite de Palmerston lors de la récente crise.

Nous ne sommes pas… parmi ceux, peu nombreux à notre connaissance, qui désapprouvent la politique générale adoptée par l'Angleterre dans les questions opposant le Sultan à Méhémet Ali, et encore moins parmi la secte, plus nombreuse et bruyante, qui a produit la majorité des pamphlets… [analysés dans l'article], qualifiant Lord Palmerston 'd'instrument de la Russie et de traître à l'Angleterre.'

Croker compara ensuite l'expansion russe à celle de l'Angleterre et conclut que chacune avait été contrainte d'avancer, pour la plupart, afin de protéger des régions déjà civilisées. Son jugement réfléchi sur la Russie était modéré.

Aussi impopulaire que cela puisse paraître, nous n'hésitons pas à dire que nous craignons peu la Russie - c'est une grande puissance, certes, mais pas aussi grande qu'elle n'y paraît. Ses membres sont trop grands pour ses muscles; et nous pensons qu'elle serait plus faible et moins redoutable si elle était assez mal avisée pour s'emparer de Constantinople qu'elle ne l'est actuellement.

Croker conclut en prédisant avec assurance que l'arrivée au pouvoir des Tories résoudrait bientôt les problèmes internationaux du pays.[107]

L'article paru dans l'*Edinburgh* en janvier 1841 constituait des excuses officielles. Rédigé par Henry Lytton Bulwer, alors chargé de mission à Paris, et révisé par Palmerston, il présentait une justification argumentée de la politique du traité de juillet. La principale critique portant sur la rupture de l'entente française, l'article traitait presque exclusivement de cet aspect de la question. Le ton général, empreint d'un triomphe modéré, visait à apaiser les susceptibilités, notamment françaises. La Russie y était présentée comme un allié fidèle, et l'on soulignait qu'en 1833, elle n'était venue en aide au sultan qu'après que l'Angleterre, à son grand regret, eut décliné cette responsabilité. Il est significatif que l'article ne laisse aucunement entendre que l'alliance avec la Russie puisse se transformer d'un accord ponctuel en une alliance permanente. Une telle proposition avait été faite par le gouvernement de Saint-Pétersbourg et poliment rejetée à Londres.[108]

C'est à Palmerston que revient le mérite d'avoir transféré le protectorat sur la Turquie de la seule égide de la Russie à celle des cinq grandes puissances qui dominaient les affaires européennes depuis le Congrès de Vienne. La reconstitution de leur concertation et l'expiration simultanée du traité d'Unkiar Skelessi créèrent au Proche-Orient un statut fondamentalement différent de l'équilibre instable qui succéda au traité d'Andrinople. Bien que le problème fondamental, le partage de l'héritage de l'Europe malade, ne fût pas résolu, la perspective accrue de son rétablissement et de son renouveau en atténuait l'acuité.

[1] Temperley, *Near East*, pp. 92-110, quoting (p. 92) Palmerston to Campbell, 7 July 1838; C. K. Webster, *Palmerston, Metternich and the European System* (London, 1935), pp. 28-30; P. E. Mosely, *Russian Diplomacy and the Opening of the Eastern Question in 1838 and 1839* (Cambridge, 1934), chap. v.
[2] G. D. 29/14, Palmerston to Granville, 27 May 1839; Bulwer, *Palmerston*, II, 287, Palmerston to Bulwer, 22 Sept. 1838; Rodkey, "Palmerston and the Rejuvenation of Turkey," *passim*.
[3] Temperley, *Near East*, pp. 34-39, 407-409; Mosely, *Russian Diplomacy*, pp. 93-102; F. S. Rodkey, "Col. Campbell's Report on Egypt in 1840, with Lord Palmerston's Comments," in *Cambridge Historical Journal*, III, no. 1 (Cambridge, 1929).
[4] Temperley, *Near East, pp*. 94-96; H. L. Hoskins, *British Routes to India* (New York, 1928), chap. xi.

[5] G. D. 29/14; F. O. 27/575, no. 265, Palmerston to Granville, io, 29 June 1839. The former letter is quoted in part in Temperley, *Near East*, p. 89.
[6] Bulwer, *Palmerston*, II, 281, 282, Palmerston to Ponsonby, 13 Sept. 1838; G. D. 29/14, copy of Palmerston to Beauvale, 20 June 1839; Mosely, Russian Diplomacy, chap. v.
[7] G. D. 29/14, Palmerston to Granville, 21 June 1839; /9), Holland to Granville, 1, 14 Jan., 15 Feb., 5, 8 March 1839; cf. *supra*, p. 219.
[8] *Edinburgh*, Jan. 1839, LXVIII, 526-527, cf. *supra*, p. 221.
[9] E.g., *Blackwood's* , July 1839, *British and Foreign Review*, July 1838, Jan, 1839.
[10] Hoskins, *Routes to India*, pp. 227-230; D. N. B., "Thomas Waghorn"; Thomas Waghorn, *Egypt*, in 1837 (London, 1837), particularly p. 22, *Egypt*, in 1838 (London, 1838).
[11] F. S. Rodkey, "The Attempts of Briggs and Company to Guide British Policy in the Levant... 1821-41," in *Journal of Modern History*, Sept. 1933, v, 324-351.
[12] E.g., *Times*, 13 Sept. 1838 (Letter of Adolphus Slade; the *Times* itself dissented), 20 Sept. 1838; cf. C. Rochfort Scott, *Rambles in Egypt and Candia* (London, 1837).
[13] *Foreign Quarterly Review* , Oct. 1838, April, July 1839, Jan. 1840. The first article contained the fullest statement of the general position and the quotation is from it; XXII, 213.
[14] E.g., *Dublin Review* , April, July 1837; *United Service Journal*, Feb., May 1839.
[15] *Times*, 25 July 1839.
[16] E.g., *Times* , 20 Sept., 8 Oct. 1838, 4 Jan. 1839; *Herald*, 18, 24, 26 July 1839; *Standard*, 12 Aug. 1839.
[17] *Chronicle*, 27 June, 29 July 1839; cf. *Globe*, 24 July 1839.
[18] F. O. 65/250, nos. 107, hi, Palmerston to Clanricarde, 9, 22 July, enclosing copies of instructions to Stopford, dated 23, 25 June, 3, 15, 18 July 1839; F. 0. 78/353, nos. 92, 96, Palmerston to Ponsonby, 5, 18 July 1839.
[19] F. O. 78/353, no. 122, Palmerston to Ponsonby, 21 Aug. 1839. 20 Webster, "European System", p. 29; Temperley, *Near East,* p. 106; F. O. 65/250, nos. 108, 121, Palmerston to Clanricarde, 9, 30 July 1839.
[21] F. O. 65/252, nos. 55, 65, 82, 89, Clanricarde to Palmerston, 8 June, 8 July, 3. 17 Aug. 1839.
[22] F. O. 65/250, no. 133, Palmerston to Clanricarde, 27 Aug. 1839; F. O. 27/577. nos. 14, 27, Palmerston to Bulwer, 27 Aug., 10 Sept. 1839; Temperley, *Near East*, p. 108.
[23] F. O. 65/252, nos. 68, 89, 7253, no. 94, Clanricarde to Palmerston, 15 July, 17, 22 Aug. 1839.
[24] G. D. 29/14, Palmerston to Granville, 23 July 1839; Mosely, *Russian Diplomacy*, p. 135.
[25] F. 0. 65/250, no. 152, Palmerston to Clanricarde, 25 Oct. 1839, enclosing a copy of Brunnow to Nesselrode, 8 Oct. 1839.
[26] Bulwer, Palmerston, II, 299-303, Palmerston to Bulwer, 24 Sept. 1839, outlining a conversation with Sebastiani; italics Palmerston's.
[27] Bell, *Palmerston*, I, 297-301; F. O. 27/577, no. 27, Palmerston to Bulwer, 10 Sept. 1839.
Hobhouse recorded in his diary a cabinet discussion over the tension with China and referred to the Eastern problem as an incidental element in a joke made to Macaulay, *Recollections*, V, 227-229.
[28] F. O. 65/253, nos. 124, 132, /260, nos. 3, 17, Clanricarde to Palmerston, 18, 30 Nov. 1839, 14 Jan., 24 Feb. 1840, /25s, nos. 13, 14, 50, Palmerston to Clanricarde, 24 Jan., 3 Feb., 24 March 1840.
[29] F. 0. 65/260, nos. 24, 69, Clanricarde to Palmerston, 13 March, 26 May 1840.
[30] Bulwer, *Palmerston*, II, 356-363.
[31] Bell, Palmerston, I, 301.
[32] Hansard, lords, 6 Feb. 1840; commons, 21 Feb. 1840, quotation, col. 485.
[33] Hansard, commons, 27 March, 4 May, 1 June (quotation, col. 782, Palmerston's statement, 784-788), 27 July 1840.
[34] *Chronicle*, 16, 19, 24, 29 July 1839.
[35] *Chronicle* , 5 Aug. 1839.
[36] *Ibid*., 20, 23 Aug. 1839; Hansard, commons, 22 Aug. 1839, col. 490.
[37] *Chronicle*, 11, 12, 31 Oct., 28 Nov. 1839.
[38] *Ibid*., 11 Jan. 1840.
[39] E.g., letters from "P." and from Waghorn, *Chronicle*, 1 Jan., 19 May 1840.
[40] Chronicle, 27 Feb., 12, 25 March, 34 April, 21 May, 5 June 1840.
[41] E.g., *Globe*, 24 July, 23 Aug. 1839.
[42] *Times*, 4, 5. 18, 24 July 1839.
[43] *Times*, 25 July 1839.
[44] *Times*, 7, 8, 9, 19, 20, 30 Aug., 11 Sept., quotation, 2 Sept. 1839.
[45] E.g., *Times* , 25 Oct., 14 Nov. 1839. The identity of ''Anglicus" is revealed in a letter from Parish to Stratford Canning, 19 July 1840, F. O. 352/26.
[46] *Ibid*., 18 Sept. 1839.
[47] *Ibid*., 28 Sept., 2, 4, 5, 8, 10, 16, 18, 24, 26, 30 Oct., 2, 8, 21, 26 Nov., 14 Dec. 1839.
[48] *Ibid*., 14 Nov., 17, 18, 21 Dec. 1839.
[49] *Ibid*., 12 March 1840.
[50] *Ibid*., 28 April 1840.
[51] *Ibid*., 7 April, 25 May, 4, 5, 10, 17, 24 June 1840.
[52] *Ibid*., 25 May 1840; cf. 29 June 1840.
[53] *Ibid*., 4, 11, 13, 17, 22 July 1840.
[54] *Times*, 6 July 1840.
[55] Papa Nicholas," and "Mr. X., *Herald*, 1840, *passim*.
[56] *Herald*, 17 Jan. 1840.
[57] E.g., *Examiner*, 17 April 1831, 9 June 1833, 3 Jan. 1836, 8 Sept. 1839, 11, 18 Oct., 1, 8, 22, 29 Nov. 1840.
[58] *Examiner*, 31 May 1840.
[59] Temperley, *Near East*, p. 130; Rodkey, *Turco-Egyptian Question*, chap, v; Bell, Palmerston, I, 301-304.
[60] *Post*, 24 July 1840.
[61] *Times*, 28 July 1840.
[62] *Chronicle* , 31 July, 5 Aug. 1840.
[63] "Analysis" in *Times*, 1 Aug. 1840.
[64] *Times* , 3 Aug. 1840.
[65] *Post*, 28 July 1840; *Standard*, 31 July 1840.
[66] Hansard, commons, 6 Aug. 1840, cols. 1366-1378; *Times*, 7 Aug. 1840. Palmerston's refusal to publish the text of the treaty was hardly ingenuous since it provided that its execution should not wait upon its ratification.
[67] *Globe*, 7 Aug. 1840.
[68] *Chronicle*, 23 July 1841.

[69] *History of the Times*, 379-386; Sir Herbert Maxwell, *Life and Letters of... Clarendon* (2 vols., London, 1913), I, 208-209; A. H. Johnson, ed., *The Letters of Charles Greville and Henry Reeve* (London, 1924), pp. 3-56; Bell, Palmerston, I, 300-317; Rodkey, *Turco-Egyptian Question*, chap. v.
[70] *Times*, 29 Aug. 1840.
[71] *Ibid*., 1 May 1841.
[72] *Ibid*., 30 July 1841.
[73] *Herald*, 27 Jan. 1841.
[74] *Standard*, 8 Oct. 1840.
[75] *Herald*, 28 Nov. 1838; this issue contained a news account and an editorial commentary upon the dinner held at Newcastle, 24 Nov. 1838. *Ibid*., 16 Jan., 15 April, 10, 11 June 1839; *Globe*, 22 Nov. 1838; *Post*, 10 Jan. 1839; *Times*, 9 Feb. 1839.
[76] H. H. Parish, *The Diplomatic History of Greece* (London, 1838), *England in 1839* (London, 1839), *passim*; G. E. Westmacott, *Indian Commerce and Russian Intrigue* (London, 1838), *passim* , particularly pp. 22-23; David Urquhart, *Exposition of Transactions in Centred Asia* (London, 1841).
[77] Robinson, *Urquhart* , chap. iv.
[78] Urquhart Mss.
[79] Mark Hovell, *The Chartist Movement* (Manchester, 1918), pp. 175-185; Julius West, *A History of the Chartist Movement* (London, 1920), pp. 155-156.
[80] Urquhart Mss.; *Diplomacy and Commerce* (1840), *passim*; David Urquhart, The Case of Macleod (4th ed., London, 1841); William Cargill, *An Examination of the Origin, Progress and Tendency of the Commercial and Political Confederation against England and France called the "Prussian League*" (Newcastle, 1840); *The Austrian Treaty Analyzed and Its Baneful Tendency Exposed* (London, 1841).
[81] Urquhart Mss.
[82] It is a curious coincidence that the Russian consul in Boston was arrested
in Montreal on just such a charge; F. O. 65/357, copies oi reports to the
colonial office in April 1839.
[83] *Northern Liberator*, 6 Oct. 1838.
[84] *Ibid*., 12 Jan. 1839.
[85] *Ibid*., 11 May, 3 Aug. 1839, 25 April, 30 May, n, 25 July 1840.
[86] *Ibid*., 1, 8, 15, 22, 29 Aug. 1840.
[87] *Ibid*., 26 Sept. 1840.
[88] *Ibid*., 3 Oct. 1840.
[89] *Liberator*, io Oct. 1840.
[90] *Post*, 13 May 1840; cf. *John Bull*, 3 May, 21 June 1840.
[91] David Urquhart, *The Crisis* (1840), pp. 57-58.
[92] E.g., *Herald*, 20 Oct. 1840; *Globe*, 4, 5 Nov. 1840; *Birmingham Advertiser*, 8 Oct. 1840.
[93] *Herald*, 10, 11 Aug. 1840; *Globe*, 11, 12, 14, 17 Aug. 1840; *Birmingham Journal*, 8, 15 Aug. 1840; *Birmingham Advertiser*, 13 Aug. 1840; *John Bull* 23, 29 Aug. 1840.
[94] C. M. Wakefield, *Life of Thomas Attwood* (privately printed, London 1885), p. 361.
[94] *Liberator*, 29 Aug. 1840; *Newcastle Courant*, 28 Aug. 1840.
[95] *Liberator*, 31 Oct., 7, 14 Nov. 1840.
[96] *Manchester Guardian*, 16, 30 May, 15 Aug. 1840.
[97] William Cargill, *The Foreign Affairs of Great Britain* (London, 1841); Robert Monteith, *Reasons for Demanding an Investigation into the Charges against Lord Palmerston* (Glasgow, 1840).
[99] Sir Frederick Smith, trans., *Present State of the Turkish Empire* (London, 1839), particularly pp. 316-338.
[100] Adolphus Slade, *Travels in Germany and Russia* (London, 1840), *passim*, quotation, p. 262.
[101] John Reid, *Turkey and the Turks* (London, 1840), *passim*, quotation, pp. 77-78.
[102] Henry Havelock, *Narrative of the War in Afghanistan* in 1838-39 (2 vols., London, 1840); William Hough, *A Narrative of the March and Operations of the Army of the Indus* (London, 1841); W. G. Godolphin, *Court and Camp of Runjeet Singh* (London, 1840); James Outram, *Rough Notes on the Campaign in Scinde and Afghanistan* in 1838-39 (London, 1840); M. F. F. Bjornstjerna, *British Empire in the East*, trans. by H. E. Lloyd (London, 1840), quotation, p. 245.
[103] G. Jones, *Remarks on the Alliance with Russia* (London, 1840).
[104] *Blackwood's*, Oct. 1840, XLVIII, 554.
[105] *Blackwood's*, Jan., Aug. 1841.
[106] *Foreign Quarterly*, XXV, 309.
[107] *Quarterly*, Dec. 1840, LXVII, 253-302, quotations, pp. 258, 291; Add. Ms. 34621, fos. 258-260; L. J. Jennings, *Correspondence and Diaries of... Croker* (3 vols., London, 1884), II, 365, 374.
[108] *Edinburgh*, Jan. 1841, art. IX; Add. Ms. 34621, fo. 441, Macaulay to Napier, 28 Dec. 1840; F. S. Rodkey, "Anglo -Russian Negotiations, 1840-1841" in *American Historical Review*, Jan. 1931, XXXVI, 343-349.

X. RUSSOPHOBIE

LE *DÉNOUEMENT* PACIFIQUE de la crise du Proche-Orient de 1839-1841 a privé le développement de la russophobie britannique, dans sa première phase, de l'aboutissement logique et satisfaisant qu'aurait représenté une guerre entre les deux puissances. Ce caractère anticlimatique rend une juste appréciation du phénomène plus complexe et confère un aspect superficiellement arbitraire au moment retenu pour la conclusion de la présente étude. L'analyse ne devrait-elle pas se poursuivre jusqu'au déclenchement de la guerre de Crimée? Le sujet ne serait-il pas alors abordé dans une perspective plus juste? Est-il possible que le sentiment anti-russe n'ait pas encore été suffisamment ancré pour exercer une influence décisive sur la politique britannique? La réponse à ces questions est négative, en partie pour des raisons qui seront examinées prochainement à l'occasion d'une évaluation définitive de l'ampleur de la russophobie en 1840, et en partie parce que la signature de la Convention des Détroits en juillet 1841 a inauguré une phase nouvelle et sensiblement différente dans les relations anglo-russes et dans l'opinion britannique à l'égard de la Russie

La nouvelle cordialité anglo-russe puisait ses racines dans plusieurs sources. Le règlement concerté des problèmes du Proche-Orient illustra clairement la capacité des deux puissances à œuvrer de concert. La défaite des Whigs aux élections générales de 1841, malgré leur récente victoire sur Méhémet Ali, porta les Tories au pouvoir, avec Sir Robert Peel comme Premier ministre et l'élé-gant comte d'Aberdeen au ministère des Affaires étrangères, en remplacement du vicomte Palmer-ston, plus turbulent. Au Proche-Orient s'ensuivit un calme inhabituel qui dura jusqu'en 1849. Ail-leurs, aucune divergence sérieuse n'apparut entre les intérêts britanniques et russes. Les circon-stances étaient donc propices au renforcement de l'entente née de la crise de 1839. En 1844, le tsar et Nesselrode se rendirent tous deux en Angleterre, où ils s'entretinrent de la situation de l'Empire ottoman avec Peel, Aberdeen et d'autres personnalités. Il en résulta un accord stipulant que les deux gouvernements s'efforceraient de préserver l'indépendance et l'intégrité de leur pays et, en cas d'échec, qu'ils élaboreraient une politique commune. Cette décision fut consignée par écrit dans deux documents hautement confidentiels: le Mémorandum de Nesselrode et la réponse quelque peu ambiguë d'Aberdeen.[1] Dans un premier temps, cet échange de vues renforça les re-lations amicales entre les deux gouvernements, bien qu'il contribuât plus tard au malentendu qui précipita la guerre de Crimée. La cordialité anglo-russe atteignit ici son apogée au XIXe siècle. Même le retour de Palmerston au ministère des Affaires étrangères en 1846 ne rompit pas immédiatement l'harmonie, bien que la Grande-Bretagne ait protesté peu après contre l'annexion par l'Autriche de la ville libre de Cracovie - dernier vestige d'une Pologne indépendante - dans laquelle la Russie, avec la Prusse, était en quelque sorte un partenaire passif. Puis, les révolutions de 1848 exacerbèrent l'antagonisme latent entre les éléments libéraux et autocratiques en Europe. Cependant, le triomphe initial, quoique temporaire, des forces libérales fut si complet qu'il n'y eut pas d'intervention russe dans un premier temps. Mais en 1849, l'armée russe joua un rôle majeur dans la répression de l'indépendance hongroise. Un nouveau groupe de réfugiés, fuyant la puissance militaire russe et dont certains se rendirent plus tard en Angleterre, vint s'ajouter aux exilés polonais survivants. Nombre de dirigeants hongrois cherchèrent refuge en Turquie, et la Russie se joignit à l'Autriche pour exiger leur reddition par la Sublime Porte. La Grande-Bretagne encouragea leur refus et envoya même une escadre navale dans le détroit. En cette occasion, ce furent la Russie et l'Autriche qui s'abstinrent de recourir à la force, conformément aux déclarations de leurs diplo-mates.[2] Néanmoins, une fois la crise surmontée, la Russie et la Grande-Bretagne reprirent des re-lations officielles relativement cordiales, bien que la réputation de la Russie se soit encore dégra-dée. En bref, les relations anglo-russes entre 1841 et 1853 ne furent pas une simple continuation de celles des années 1830. Elles constituèrent un chapitre distinct et largement indépendant d'une histoire continue.

Dans ces circonstances, la propagande anti-russe en Grande-Bretagne fut considérablement réduite. Quelques livres, mais seulement quelques-uns, relatant des voyages en Russie ont été publiés. La publication en 1843 d'une traduction de *La Russie en 1839* du marquis de Custine, paru à Paris plus tôt dans l'année, suscita une certaine controverse. Les événements marquants de l'époque - l'annexion de Cracovie, la répression de la révolution hongroise et le refus des Turcs de livrer les réfugiés - furent abordés en des termes qui révélaient que l'opinion britannique, au fond,

n'avait pas changé. Cependant, tandis que David Urquhart était élu au Parlement en 1847 et conservait une telle notoriété qu'en mars 1850, la *Quarterly Review* lui consacra un long article, sa plume prolifique se tournait vers d'autres sujets. On assista donc à un net recul de la propagande anti-russe. Malheureusement, il est impossible de l'illustrer en détail, car ce recul était de nature négati-ve: il consistait davantage en la disparition des polémiques anti-russes qu'en l'expression de senti-ments pro-russes. Pourtant, l'image stéréotypée du caractère et des intentions russes persista, en sommeil jusqu'à l'apparition d'une nouvelle crise en 1853. Dès lors, les presses se remirent à pub-lier en masse articles et pamphlets. Urquhart revint au sujet qu'il avait si particulièrement embras-sé.[3] Lui et d'autres adaptèrent à la nouvelle situation les sentiments qui avaient dominé la pensée britannique dans les années 1830. Néanmoins, l'année 1841 constitue un point d'achèvement per-tinent pour une étude de la russophobie dans sa première phase. La signature de la Convention des Détroits fixa un statut à l'aspect le plus épineux de la question du Proche-Orient, statut qui de-meura pratiquement inchangé jusqu'en 1914. La guerre de Crimée elle-même ne fut qu'un épiso-de, et de surcroît très peu concluant, dans le processus continu des relations anglo-russes.

Les relations diplomatiques des deux puissances, reprises lors des négociations qui aboutirent au traité de Paris en 1856, restèrent caractérisées par un antagonisme persistant et ponctuées de crises récurrentes. Le règlement du Proche-Orient établi par ce traité s'avéra moins durable que le statut obtenu en 1841. Dès 1880, la Russie avait regagné le terrain qu'elle avait cédé en 1856. Ce n'est qu'avec l'*Entente* de 1907 qu'il y eut une réorientation aussi marquée des relations anglo-russes qu'entre 1839 et 1841. L'antipathie demeura également l'élément dominant de l'opinion britannique à l'égard de la Russie jusqu'à la conclusion de l'*Entente* et renaquit sous une forme sensiblement différente, mais toujours reconnaissable, une décennie plus tard. À ce jour, le cours des événements n'a pas permis de mettre un terme, dans une certaine mesure, à l'histoire des relations entre la Grande-Bretagne et la Russie, que ce soit sur le plan diplomatique ou sur celui de l'opinion publique. C'est un raisonnement fallacieux que de considérer le début de la guerre de Crimée comme la fin appropriée d'une étude sur les prémices de la russophobie. L’extension du présent ouvrage jusqu’en 1854 ou à une date ultérieure imposerait, de surcroît, à ses lecteurs le fardeau excessif de lire une multitude d’articles parus dans la presse écrite, chacun reprenant abondamment les précédents, sans parler de la tâche colossale que représenterait pour l’auteur la maîtrise non seulement d’une vaste correspondance diplomatique, mais aussi du contenu stupéfi-ant des archives sans cesse croissantes de la presse. Même si ce dernier travail s’avérait à la portée d’un seul homme, on peut douter de la valeur du résultat.

Les relations anglo-russes au XIXe siècle s'apparentaient à une ambitieuse composition musicale. Si les variations sur quelques thèmes fondamentaux suffisaient à maintenir l'intérêt des spécialistes d'histoire diplomatique et étaient rehaussées par une bonne dose d'intrigue et de mélodrame, ces dernières qualités font totalement défaut dans l'étude des opinions, et les variations elles-mêmes se révèlent d'une grande monotonie. Ainsi, la substitution d'une révolution en Serbie et en Bulgarie à une rébellion en Égypte, ou d'une avancée vers Merv à une offensive sur Khiva, offre une variété de contextes géographiques et politiques suffisante pour que le récit des questions du Proche-Orient et d'Asie centrale conserve un certain suspense. Mais dans les polémiques de la littérature de propagande, ces différences peuvent paraître insignifiantes et sans grand intérêt. Même dans le cadre restreint de la présente étude, il a été impossible d'éviter les nombreuses ré-pétitions. Les articles sur les méfaits de la Russie en Circassie ressemblaient beaucoup à ceux qui traitaient de sa conduite en Pologne. Il existait une similitude frappante entre les propos du *Times* et ceux d'autres journaux métropolitains, ou encore entre ceux de l'*Edinburgh* Journal et ceux du *Quarterly Journal*. Malheureusement, pour éviter ces répétitions, il aurait fallu occulter précisément ces similitudes, démontrer à quel point le public était soumis à un déferlement de sentiments anti-russes et mettre en lumière les liens entre politique partisane et propagande, entre politique et opinion. De plus, seul un lecteur ultérieur, soumis à un bombardement médiatique comparable, peut pleinement apprécier l'impact de cette propagande sur ses contemporains.

Une autre raison justifiant l'arrêt prématuré des études sur la russophobie en 1841 tient au fait que leur poursuite aurait impliqué la répétition d'un travail déjà largement réalisé. Le contexte de la guerre de Crimée a été analysé en détail par M. B. Kingsley Martin dans son ouvrage *The Triumph of Lord Palmerston*. Il y défend l'idée que la cristallisation, au sein du Royaume-Uni, de certaines notions, ou stéréotypes, concernant la Russie - un processus dans lequel Lord Palmerston joua un

rôle important sans peut-être en prévoir pleinement l'issue - fut un élément essentiel du déclenchement de la guerre de Crimée. Il démontre que, hormis d'inévitables différences de détail, un état d'esprit très semblable à celui qui existait vingt ans plus tôt s'est instauré. N'ayant pas étendu son étude aux années trente, Martin n'a probablement pas réalisé à quel point l'évolution qu'il a analysée était similaire à la précédente. Il semble même raisonnable de suggérer que la solidification d'un stéréotype hostile à l'égard de la Russie s'est produite aussi rapidement en 1853 uniquement parce que son moule avait été soigneusement façonné deux décennies auparavant. Peut-être la russophobie des années trente a-t-elle joué un rôle aussi important dans le déclenchement de la guerre de Crimée que celle de 1853. Martin écrit:

Le tableau du conflit à l'Est, d'abord flou et complexe, s'est clarifié et précis… Dans l'esprit de milliers de personnes, on retrouve les mêmes images et la même réaction. La Russie, telle qu'on la voit dans un rôle de méchant, est diabolique, arrogante, et pourtant, d'une certaine manière, facile à vaincre par le courage et la force de sa flotte; la Turquie, la jeune fille en détresse, oppose vaillamment sa résistance au ravisseur; l'idée que l'Angleterre viendra parachever ce tableau idyllique en incarnant le chevalier errant est irrésistible. Les voix de l'honneur et de l'intérêt personnel se confondent… [4]

Puisque Martin a choisi pour son étude la seule phase de la russophobie qui a effectivement mené à la guerre, sa description précédente bénéficie d'un élément qui faisait défaut vingt ans plus tôt: la générosité de l'Angleterre venant au secours d'une Turquie en détresse. Son tableau peut ainsi être brossé avec plus de détails saisissants. Mais le reste de sa description est tout à fait familier. L'ampleur des similitudes apparaît clairement à la lecture du *Triumph of Lord Palmerston*.

Le fait que la guerre n'ait pas été le dénouement de la crise précédente constitue en réalité un atout pour évaluer le développement de la russophobie dans sa première phase, et sans doute cruciale. Les deux manifestations distinctes d'un même processus offrent à l'historien une proximité avec le laboratoire du physicien et du biologiste dont il bénéficie rarement. S'il est d'abord nécessaire d'appréhender plus en détail la russophobie telle qu'elle existait dans la seconde moitié des années 1830, se présente ainsi une occasion unique d'analyser le rapport général entre politique et opinion.

Il ne fait aucun doute qu'en 1840, la suspicion et l'antipathie suscitées par tant de sources si diverses s'étaient muées en une véritable haine. L'unanimité quasi unanime manifestée tant dans la presse que dans les témoignages individuels qui nous sont parvenus en est une preuve irréfutable. Face à ce concert de haine, seules deux voix importantes s'élevèrent publiquement. Lord Londonderry jugeait la Russie digne d'éloges, mais la désapprobation générale qui accueillit sa nomina-tion à l'ambassade de Saint-Pétersbourg prouve que ses opinions étaient loin d'être partagées. La véhémence de l'opposition était telle qu'elle provoqua sa démission.[5] Ce fut un tournant tout à fait inhabituel dans la vie politique britannique, démontrant que, parfois, l'opinion publique, en l'occurrence l'hostilité envers la Russie, pouvait influencer le cours des événements de manière indéniable.

Richard Cobden déplorait lui aussi l'hostilité ambiante, mais son jugement était empreint de mépris. S'il espérait apaiser les craintes anglaises, le ton de son argumentation n'était guère de nature à favoriser la cordialité envers l'empire des tsars.[6] En privé, plusieurs envoyés britanniques à Saint-Pétersbourg - et sans doute d'autres personnes, dont les opinions n'ont pas été conservées - s'efforcèrent d'atténuer l'inimitié générale. Mais leurs efforts, même ceux de Lord Durham, n'eurent que peu de succès dans les cercles officiels.[7] Leurs idées n'ayant jamais été portées à la connaissance du public, la Russie ne disposait d'aucun défenseur efficace. Faute d'autre source d'informa-tion, le citoyen lambda politiquement averti ne pouvait rester insensible aux opinions tranchées qui affichaient une rare unanimité. Si un sondage d'opinion comme ceux réalisés au XXe siècle avait existé, son principal enseignement aurait été la proportion de la population indifférente aux polémi-ques des russophobes.

Quel impact la propagande anti-russe a-t-elle eu sur la population britannique? Il est impossible de répondre précisément à cette question. Les pamphlets et périodiques de l'époque font souvent état d'une apathie générale envers les affaires étrangères, et l'illettrisme répandu protégeait une grande partie de la population des diatribes de la presse. Les chiffres de diffusion indiquent qu'une infime minorité de la population seulement avait accès à la presse. Bien que le consensus quasi unanime des journaux sur la Russie prive ces statistiques de leur intérêt en tant qu'indice comparatif, elles méritent d'être résumées dans le contexte actuel. En 1840, le *Times* tirait en moyenne à près

de 16'000 exemplaires par numéro, tandis que le *Morning Chronicle* et le *Morning Herald*, ses principaux concurrents, en vendaient entre 6'000 et 7'000. L'hebdomadaire *Examiner* et le bihebdomadaire *Manchester Guardian*, déjà parmi les journaux de province les plus importants, distribuaient chacun un peu moins de 6'000 exemplaires par numéro. Rares étaient les autres journaux à atteindre même la moitié de ce chiffre. L'*Edinburgh Review*, la *Quarterly Review* et le *Blackwood's Magazine*, qui formaient une catégorie à part, avaient un tirage d'environ 10'000 exemplaires. Même si chaque exemplaire de journaux et de périodiques atteignait une douzaine de personnes, voire plus, le nombre total de lecteurs restait une infime fraction de la population. Cependant, les listes d'abonnés comprenaient de nombreux cafés et autres lieux publics, et il ne fait guère de doute que les idées exprimées dans la presse se diffusaient, au moins sous une forme incomplète et modifiée, auprès de toute la partie du public britannique politiquement sensibilisée.

Pourtant, là n'est pas l'élément déterminant. Une opinion non exprimée ne peut, au mieux, exercer qu'une influence négative sur les événements. Ce sont les sentiments exprimés qui importent, et la quasi-totalité de ces opinions, tant celles des hommes d'État que celles du public, étaient fermement anti-russes. Bien qu'il soit fort probable que, proportionnellement, les russophobes fervents aient constitué une minorité, même minime, de la population, la politique britannique était en réalité guidée par leurs vues. C'est là l'essentiel. Cette politique était consciemment anti-russe, envisageait sans hésitation la possibilité d'une guerre et ne resta pacifique que parce que la Russie ne s'opposa pas activement à la réalisation de ses objectifs. En bref, du point de vue du calcul politique, qui permet d'évaluer au mieux une opinion, la russophobie avait atteint sa pleine maturité au cours des années 1830 et, dès 1840, elle était pragmatiquement aboutie.

Comme peu d'études ont été consacrées à des phénomènes tels que la russophobie, il semble judicieux d'examiner les implications de l'expression *pragmatiquement aboutie*. Une certaine aversion, même légère, pour ce qui est lointain et inconnu est une attitude humaine quasi universelle, voire instinctive. Ainsi, le monde extérieur est toujours perçu avec une certaine désapprobation par tous, à l'exception des expatriés sentimentaux. Bien que, dans relativement peu de cas, il soit approprié de qualifier ce sentiment commun de phobie, presque toute tentative d'évaluer l'opinion publique en matière de relations étrangères se résume à déterminer le degré de désapprobation le plus approprié. Concernant l'opinion britannique à l'égard de la Russie dans les années 1830, cette opinion se situe assurément à la limite de l'hostilité extrême. Le terme *phobie* a été employé ici pour décrire la situation, d'une part parce que l'attitude dominante envers la Russie était devenue si intense qu'elle justifiait ce terme, mais aussi parce qu'il était utilisé à l'époque et qu'il est resté d'usage depuis.

Mais à quel moment une *phobie* peut-elle être considérée comme *pragmatiquement aboutie*? Le premier chapitre suggérait que l'attitude de l'homme d'État pouvait constituer un guide précieux pour les études historiques. De son point de vue, l'antipathie envers une puissance étrangère atteint assurément un point critique lorsqu'elle devient si étendue et si intense que la nation est psychologiquement prête à la guerre, pourvu que les conditions politiques de l'époque, c'est-à-dire la situation diplomatique et militaire, semblent justifier le recours à cet expédient. Définir ce point critique n'est pas chose aisée. Il varie sans aucun doute selon l'époque, le lieu, le régime politique et les individus. Pourtant, lorsqu'il est atteint, l'hostilité ou la phobie peut certainement être qualifiée de pragmatiquement totale. Telle ne semblait pas être la situation en Grande-Bretagne en 1829, au moment du traité d'Andrinople.[9] On manque de preuves permettant de déterminer précisément combien de temps s'est écoulé par la suite entre la signature du traité et la signature du traité. Un tel jugement est, de toute façon, forcément très subjectif, et les analyses des différents hommes d'État ou historiens divergeraient certainement. Mais il est difficile de douter que, dès 1840, la russophobie britannique ait atteint une telle ampleur. Ce jugement est corroboré par une comparaison entre les circonstances de 1839-1840 et de 1853-1854. Dans une crise, l'issue fut une alliance, dans l'autre, la guerre. Ces dénouements contrastés illustrent respectivement le succès et l'échec des processus diplomatiques. Sont-ils imputables à des divergences d'opinion au sein de la Grande-Bretagne?

Une différence notable entre les deux situations réside dans la durée des périodes de forte hostilité. Dans le premier cas, une tension diplomatique marquée s'est développée immédiatement après la signature du traité d'Unkiar Skelessi en juillet 1833 et a perduré au moins jusqu'à l'arrivée du baron Brunnow à Londres en septembre 1839. D'autres facteurs - l'héritage de la révolution po-

lonaise, la taille des forces navales rivales et l'attaque perse contre Hérat - ont exacerbé l'hostilité, mais la question du Proche-Orient demeurait primordiale. Dans ce dernier cas, bien que le différend franco-russe concernant les Lieux saints ait débuté dès 1850, la Grande-Bretagne n'y joua un rôle important qu'en juillet 1853, lorsque l'escadre méditerranéenne reçut l'ordre de se rendre dans les Détroits. En l'espace de six mois à peine, l'opinion publique s'enflamma au point de perturber les efforts diplomatiques. Kingsley Martin soutient que c'est à cette agitation que l'on peut imputer l'échec de négociations qui, autrement, auraient probablement abouti.[10] Il faut admettre que, contrairement à la période précédente, le problème initial, celui des Lieux saints, n'était lié qu'indirectement aux intérêts britanniques et que l'orientation de la politique britannique était, dans un premier temps, moins anti-russe que pro-turque, voire simplement pacifiste. Ces circonstances - l'influence manifeste de l'opinion publique sur la politique britannique et le moindre intérêt direct de la Grande-Bretagne - semblent indiquer que la russophobie de 1853 était plus intense qu'en 1839-1840. Même si cette conclusion est juste, comme cela est fort probable pour les mois précédant immédiatement la déclaration de guerre en mars 1854, elle tend à obscurcir le problème fondamental qui nous préoccupe aujourd'hui: la relation entre politique et opinion en 1839-1840. L'opi-nion britannique, alors en émoi, insistait en 1853 sur le soutien à la Turquie, et non sur la défaite de la Russie. Cette dernière éventualité était un moyen, non une fin.[11] Si la politique russe avait été aussi conciliante qu'en 1839, la guerre de Crimée n'aurait pas eu lieu. L'une des raisons de la différence de ton de la politique russe lors de ces deux occasions tient au fait qu'en 1839, les hommes d'État russes savaient que le ministère britannique se méfiait au moins autant de leurs intentions que le grand public, tandis qu'en 1853, forts des négociations de 1844, ils croyaient bénéficier de la confiance de Lord Aberdeen quant à leurs objectifs fondamentaux et pouvoir compter sur lui, en tant que Premier ministre, pour modérer le Parlement et l'opinion britannique.[12] La différence cruciale entre les deux situations réside donc dans le caractère contrasté de la politique russe, ce qui s'explique en partie par les estimations divergentes, de la part des Russes, du rôle que l'opinion britannique était susceptible de jouer. Il en résulte que l'issue pacifique de la crise de 1839-1840 doit être considérée comme une preuve, et non une réfutation, de la maturité de la russophobie à cette époque. En bref, ce sentiment était pragmatiquement abouti.

Maintenant que l'ampleur de la russophobie en 1840 a été évaluée, il reste deux points essentiels à examiner: l'influence de l'opinion publique, par opposition à l'opinion individuelle, sur la définition de la politique, et la nature et l'importance des différentes forces à l'origine de cette russophobie. Les éléments disponibles indiquent qu'en général, la politique britannique était dictée par le jugement des hommes d'État chargés de sa mise en œuvre. Il a été démontré que, hormis en ce qui concerne la révolution polonaise, le cabinet a toujours eu une longueur d'avance sur l'opinion publique, du début de la révolution grecque jusqu'à la signature de la Convention des Détroits. Canning a élaboré les détails de sa politique avec une assurance remarquable. Un désaccord avec Alexandre ne l'a pas profondément perturbé et il a prédit avec justesse que le tsar reprendrait les négociations avec la Grande-Bretagne. Wellington et ses collègues se sont alarmés plus rapidement et plus sérieusement des événements de la guerre russo-turque que tout autre groupe important, qu'il s'agisse du Parlement, des dirigeants whigs ou des journalistes. De même, les implica-tions du traité d'Unkiar Skelessi furent perçues plus rapidement et plus pleinement par Palmerston et ses associés que par la plupart des Anglais. Bien que la véhémence croissante du sentiment populaire, telle qu'exprimée dans la presse, ait probablement confirmé, voire renforcé, les opinions anti-russes des hommes d'État, la politique effective fut déterminée par le ministre des Affaires étrangères, le Premier ministre et le cabinet, et non par le Parlement, les journaux ou l'opinion publique. Tous étaient soucieux des intérêts britanniques et aucun ne souhaitait la guerre, sauf si ces intérêts ne laissaient aucune autre option. Lorsque la crise éclata en 1839, il n'y eut pas de guerre, principalement parce que la Russie mena une politique parfaitement conforme aux objectifs britanniques. Le cabinet de Melbourne, et les Tories qu'il avait pris en confiance, se félicitèrent d'obtenir, en coopération avec elle, la modification des conditions au Proche-Orient qui semblait auparavant constituer la garantie nécessaire contre les ambitions russes, même si une minorité estimait que une rupture de l'entente avec la France était un prix trop élevé à payer. Une fois encore, le cabinet devançait l'opinion publique. Cette situation ne devrait surprendre personne, car seuls les hommes occupant des fonctions officielles et parfaitement informés des propositions russes pouvaient aisément comprendre la politique paradoxale consistant à contenir la Russie en coopérant avec elle. De fait, l'hostilité exprimée par la presse demeura quasi intacte même lorsque le succès de cette

nouvelle politique devint manifeste. La russophobie était trop profondément ancrée pour être dissipée par un revirement de situation soudain, ambigu et peut-être temporaire.

Puisque la politique était en réalité déterminée par les hommes d'État, il ne faut pas en conclure que l'opinion publique était sans importance. Dans un régime politique libre, la politique, bien que n'étant pas nécessairement dictée par le sentiment populaire, doit en général lui être conforme. Ainsi, Palmerston eut des difficultés considérables à obtenir l'approbation, tant au sein qu'à l'extérieur du gouvernement, pour le rapprochement soudain avec la Russie en 1839-1840. Ce n'est qu'en menaçant de démissionner, ce qui aurait déstabilisé le fragile gouvernement de Melbourne, qu'il obtint l'acquiescement de l'aile francophile du cabinet quant à sa détermination à conclure le traité de Londres de juillet 1840, sans la participation de la France.[13] Melbourne était d'avis que, *si Palmerston, dans l'affaire syrienne, n'avait pas eu un allié aussi dévoué que le Morning Chronicle, il aurait difficilement pu mener à bien ses mesures*.[14] À l'instar d'autres hommes d'État, Palmerston cultivait assidûment ses relations avec la presse. Il s'intéressait parfois à des articles précis du *Chronicle* ou d'autres journaux, et, comme on l'a noté, à au moins deux reprises dans l'*Edinburgh Review*.[15] Même en 1840, l'objectif de Palmerston demeurait anti-russe, bien que sa méthode se soit faite moins hostile. Anglais parmi les Anglais, il partageait toujours les idées de ses compatriotes. Il n'avait pas besoin d'être incité par la presse et sa politique restait conforme aux limites fixées par l'opinion publique. En bref, la russophobie était un élément solidement ancré dans la pensée britannique en matière de politique étrangère, et non le moteur d'une ligne de conduite particulière. Un tel constat n'en diminue en rien l'importance.

Quelles étaient donc les racines de la russophobie? Quel rôle ont joué les intérêts privés, la politique intérieure, la nature des informations disponibles sur la Russie, les personnalités, la propagande, le hasard des événements, les philosophies sociales et politiques?

L'influence des forces économiques fut négative. À une époque où le commerce extérieur connaissait une expansion rapide et prenait une importance capitale dans l'économie britannique et la définition de la politique étrangère, les relations commerciales anglo-russes se dégradaient progressivement. Les hommes d'État britanniques ne firent guère d'efforts pour accroître les échanges directs de marchandises, tandis qu'au Proche et au Moyen-Orient, une concurrence active se développait entre les intérêts des deux nations. La désintégration d'un lien économique potentiellement puissant résultait principalement des droits de douane protectionnistes adoptés par chaque État, peu soucieux de ses relations avec l'autre. Il est toutefois significatif qu'Urquhart ait connu ses plus grands succès auprès des milieux d'affaires de Newcastle et de Glasgow. Le sentiment pro-polonais était le plus fort dans ces villes, ainsi qu'à Hull et Manchester.[16] Il semble donc raisonnable de conclure que les forces économiques ont exercé une influence importante, quoique difficilement quantifiable, sur la montée du sentiment hostile.

La politique intérieure a joué un rôle comparable. Après que les implications démocratiques du mouvement réformateur eurent anéanti la cordialité passagère de 1830, des questions telles que la nomination de Lord Londonderry comme ambassadeur et l'affaire de la *Vixen* offrirent aux membres d'un parti d'excellentes occasions de discréditer leurs adversaires. La politique en apparence passive de Palmerston fut employée de la même manière par les journalistes tories; des attaques virulentes contre la Russie se mêlaient à leurs dénonciations du gouvernement whig. Ainsi, les exigences du conflit partisan incitèrent tant les publicistes que les hommes politiques à exploiter les aléas des affaires étrangères et, par conséquent, en l'occurrence, à amplifier une menace sérieuse mais par ailleurs moins alarmante. La rivalité partisane contribua de manière significative à la montée de la russophobie.

Après 1815, les informations sur la Russie et ses voisins, disponibles tant dans les cercles privés qu'officiels, augmentèrent considérablement. Les voyageurs de retour publiaient des descriptions saisissantes d'un système social et politique déplaisant, s'attardant notamment sur les vices de la noblesse, le sort misérable des serfs et la tyrannie et la corruption du gouvernement. Les récits d'explorations en Asie centrale évoquaient tous la probabilité d'une invasion de l'Inde, et nombre d'entre eux soulignaient la rivalité commerciale entre les deux pays. D'autres ouvrages rendirent les Circassiens presque aussi célèbres que les Polonais. Les cercles officiels disposaient de rapports complets sur la situation militaire et économique de la Russie, mais le potentiel des flottes de

la Baltique et de la Mer Noire suscita davantage d'intérêt. En bref, l'accroissement des connaissances sur la Russie tendait à rendre la menace qu'elle représentait plus concrète et plus imminente, mais ne suffisait pas, dans la plupart des milieux, à démontrer sa faiblesse. Il contribua notamment à l'émergence d'un stéréotype. Les personnalités et la propagande jouèrent un rôle encore plus important. Le caractère de Nicolas II convenait parfaitement à la visée incendiaire d'Urquhart. Il était l'oppresseur des Polonais, le prétendant conquérant des Circassiens, des Détroits et de l'Inde. Dans son discours de Varsovie, il offrit gratuitement à ses détracteurs une arme des plus redoutables. Mais même si Nicolas avait été un personnage plus sympathique, l'activité des propagandistes n'aurait fait que consolider l'antipathie latente qui s'était développée après 1815 et qui fut exacerbée par la guerre russo-turque. La révolution polonaise fournit les ingrédients de la première campagne de propagande organisée qui vilipenda les Russes. Elle étoffa encore davantage le tableau peu reluisant qui se dessinait. David Urquhart et sa clique s'attelèrent à exploiter ce terreau fertile. Ils réussirent à rendre les accusations contre la Russie bien plus concrètes et plus faciles à comprendre qu'auparavant. Sous leur impulsion, tous les organes d'opinion commencèrent à analyser avec anxiété la menace. L'essor de la propagande hostile ne se prête pas à un résumé statistique précis, mais son importance est indéniable, car aucun organe majeur n'y échappa. Même lorsque les conclusions réfutèrent la thèse d'Urquhart, les arguments la rendirent plus familière et attribuèrent plus étroitement l'antagonisme général à sa personne. Presque à lui seul, il fit de l'affaire du *Vixen* un symbole. Rapidement, les débats passionnés sur l'état de la marine consolidèrent le sentiment hostile. D'autres accusations indépendantes furent portées contre la Russie, mais la plupart des pamphlets, de nombreux articles de périodiques et une grande partie du contenu des journaux - les lettres d'*Anglicus* dans le *Times* et les dépêches des correspondants de Constantinople de plusieurs journaux - furent attribués à son groupe. Le sentiment anti-russe de l'époque portait l'empreinte d'Urquhart. Plus que tout autre homme, il fut responsable du caractère non pas de la politique britannique, mais de l'opinion britannique sur la Russie, durant la montée en puissance de la russophobie.

Parmi les autres influences qui déterminèrent les opinions exprimées dans la presse, l'allégeance partisane fut la plus déterminante. Bien que les journaux et même les revues aient parfois fait l'éloge des mesures prises par leurs rivaux, leurs positions étaient généralement dictées par la volonté de soutenir la position d'un parti et de discréditer celle de l'autre. Ainsi, en 1829, les journaux ministériels dénonçaient la menace russe, tandis que le *Chronicle* et le *Globe* minimisaient le danger. Sur ce point, le *Times*, hostile au gouvernement, s'alliait à ses contemporains tories. De même, dans les mois précédant le début de la campagne d'Afghanistan, les journaux tories dénonçaient l'inaction du gouvernement, tandis que par la suite, ils se montraient moins alarmistes que les organes whigs. Relativement imperméables à tout parti pris, le *Morning Post*, dont la philosophie ultra-conservatrice le rendait peu enclin à critiquer la Russie absolutiste, et le *Times*, qui, à cet égard comme en général, restait indépendant de toute affiliation politique, étaient relativement épargnés par tout parti pris. Mais les colonnes du *Post* n'étaient pas exemptes de sentiments anti-russes, et le *Times*, après 1829, adopta un ton constamment alarmiste; parmi les grands journaux, c'est celui qui adhéra le plus pleinement aux théories d'Urquhart. Toutefois, ces considérations importent peu, car les divergences d'opinion portaient davantage sur les détails de la politique que sur son orien-tation générale. S'il existait des désaccords quant à l'imminence du danger russe, Whigs et Tories s'accordaient fondamentalement sur une profonde méfiance envers les ambitions de la Russie.

Le concours de circonstances a certainement contribué à l'essor de la russophobie. Durant la décennie cruciale des années 1830, la politique russe visait constamment à préserver l'indépendance de l'Empire ottoman. La méfiance britannique, cependant, était alimentée par une apparente incohérence entre les paroles et les actes de la Russie. Dans le protocole de Saint-Pétersbourg d'avril 1826 et dans le traité de Londres de juillet 1827, la Russie s'engageait solennellement à ne tirer aucun avantage particulier de l'imbroglio grec. Pourtant, aux termes du traité d'Andrinople, elle obtint de la Sublime Porte une importante indemnité et la reconnaissance de sa possession de la rive orientale de la mer Noire. S'il était possible de soutenir que ces avantages n'étaient pas prévus par les engagements susmentionnés, il était en revanche plausible d'affirmer qu'ils constitu-aient des violations de l'esprit, sinon de la lettre, de ses obligations. Si l’on considère l’action de la Russie en Perse (1826-1828), en Turquie (1828-1829), en Pologne (1831-1832), à Constantinople (1833) et de nouveau en Perse (1836-1838) dans son ensemble, comme le faisaient Palmerston et

ses contemporains, on comprend aisément la réticence britannique à croire aux dénégations de ses ambitions. Il apparaît désormais clairement que les deux affaires perses, la guerre contre les Turcs, la soumission et l'annexion de la Pologne, ainsi que le quasi-protectorat sur la Turquie, constituaient, aux yeux des hommes d'État russes, des épisodes fondamentalement indépendants. Mais pour les Anglais, parfaitement conscients de l'expansion considérable de la Russie depuis le règne de Pierre le Grand et de la politique, il faut le reconnaître, ambitieuse de Catherine II, ces événements semblaient s'inscrire naturellement dans un programme d'expansion soigneusement élaboré, qui menaçait la puissance britannique en Orient. Les aventures russes se succédaient avec une telle régularité et à des intervalles si brefs qu'elles semblaient révéler, sinon une politique machiavélique, du moins une tendance uniforme, insidieuse et immuable dans les affaires russes.

À l'instar de l'enchaînement fortuit des événements, les différences entre les systèmes politiques et sociaux russe et britannique échappaient au contrôle des individus. Pourtant, elles aussi contribuèrent à la russophobie. Le Royaume-Uni était une démocratie parlementaire, l'Empire russe un régime autocratique et autoritaire. Les hommes d'État britanniques comme russes savaient que la politique britannique était soumise à l'approbation populaire et devait être conforme à l'opinion publique, tandis que la politique russe pouvait être élaborée et mise en œuvre dans le plus grand secret. Ceci explique pourquoi les Russes ne semblent pas avoir attribué à leurs contemporains britanniques une politique d'hostilité agressive envers la Russie, malgré la vigueur avec laquelle les actions russes à Constantinople, en Circassie, en Perse et en Afghanistan furent contrecarrées, et malgré une politique en réalité plus hostile, tant dans ses actes que dans ses intentions, que celle de la Russie. Ainsi, la nature du régime russe explique en partie la suspicion avec laquelle sa politique était perçue, tant par les hommes d'État britanniques que par le public britannique.

Cet examen de la russophobie britannique soulève donc un problème fondamental pour quiconque exerce une influence, même minime, sur le cours des relations internationales: les relations harmonieuses entre entités politiques indépendantes dépendent-elles de philosophies politiques et sociales compatibles? Certes, l'histoire du développement de la russophobie britannique entre 1815 et 1841 n'apporte pas de réponse définitive à cette question. Mais elle suggère certaines considérations pertinentes. Durant les années où elle s'est développée, l'idée d'une *guerre des idées* inévitable entre l'Occident libéral et l'Orient autocratique de l'Europe était répandue. Il est probable que la répugnance que la quasi-totalité des Anglais éprouvaient à l'égard des institutions politiques et du système social russes ait contribué à l'antagonisme naissant entre les deux pays - le calcul pragmatique des hommes d'État devant ici être étayé par les techniques du psychologue - mais les éléments dont nous disposons semblent indiquer que l'opinion britannique puisait principalement ses sources dans des réalités plus concrètes. La rivalité commerciale, l'absence de relations commerciales fructueuses et florissantes, le hasard des événements et des personnali-tés, la poursuite de politiques dont l'exécution paraissait contradictoire même si leur inspiration première ne l'était pas, et le génie de ceux qui détenaient l'autorité politique ou jouaient un rôle important dans la formation de l'opinion, ont largement contribué au processus de russophobie.

Un autre facteur, hautement intangible, mérite d'être souligné. La Grande-Bretagne et la Russie sortirent des guerres napoléoniennes comme les puissances prééminentes du monde européen. Parmi les grandes puissances, elles étaient les seules à avoir échappé à la tyrannie corse. De même, elles étaient les seules à contrôler d'importants territoires extra-européens. Si le concept d'équilibre des puissances a joué un rôle dans le cours des événements - toute l'histoire des relations internationales semble indiquer qu'il est inhérent à un système d'États souverains - elles furent inévitablement perçues comme rivales. Pour la Grande-Bretagne, la Russie était la seule source de menace sérieuse, à l'exception peut-être de la France. Mais en 1815, et pendant un certain temps par la suite, la France était affaiblie, n'étant pas un membre à part entière du système des États européens, et loin d'être une grande puissance. Comme l'ont montré des extraits d'articles de propagande, les russophobes ont reconnu, et dans une certaine mesure exploité, la concurrence naturelle entre la Grande-Bretagne et la Russie que leur prééminence mutuelle semblait dicter. Mais cet aspect ne fut pas considéré comme un élément majeur de leur accusation, et rien ne prouve qu'il ait exercé une influence significative sur la pensée des hommes d'État britanniques. Dès 1830, le renouveau de la France et d'autres bouleversements sur la scène européenne avaient amoindri la prééminence mutuelle antérieure. Sa situation géographique et sa marine garantis-saient en effet à la Grande-Bretagne une protection contre une attaque directe de la Russie. Comme Bismarck l'observa plus tard, il n'est pas aisé pour un éléphant de se battre contre une baleine.

C'était l'époque de la Pax Britannica, durant laquelle les îles Britanniques bénéficiaient d'une sécurité militaire quasi sans égale. Ainsi, la rivalité entre les deux États, et par là même la propagande des russophobes, se concentrait sur des régions éloignées, plus ou moins coloniales. Cette compétition était comparable à celle qui oppose deux puissances moins colossales. Leur statut particulier n'explique pas leur rivalité. En définitive, la montée de l'hostilité anglo-russe s'ex-plique par l'incapacité des Anglais et des Russes à préserver l'accord sur l'objectif principal qui avait prévalu durant la lutte contre Napoléon. Faute d'intention commune, des désaccords, même mineurs, prirent une importance démesurée. Les divergences de méthodes semblaient révéler des objectifs différents. Le manque de sympathie engendra la méfiance, la suspicion alimenta la jalousie, et l'alliance se mua en rivalité. Tel fut le terreau dans lequel des patriotes bien intentionnés, Nesselrode, et le tsar, Urquhart et Palmerston, semèrent les graines de la russophobie. Tel est le terreau de toutes les relations internationales, et son fruit est le destin de l'humanité.

[1] Temperley, *Near East* , pp. 253-257.
[2] *Ibid*., pp. 257-268.
[3] E.g., David Urquhart, *Progress of Russia in the West, North and South* (5th ed., London, 1853), *Recent Events in the East* (London, 1854).
[4] B. Kingsley Martin, *The Triumph of Lord Palmerston* (London, 1924), p. 45.
[5] *Vide supra*, pp. 164, 165.
[6] *Vide supra*, pp. 184, 185.
[7] *Vide supra*, pp. 172, 173.
[8] Parl. Papers, 1841, XIII, paper no. 407; *Cambridge History of English Literature,* X*II* (Cambridge, 1915), 158, 166; Margaret W. Oliphant, *Annals of a Publishing House* (3 vols., Edinburgh, 1897-98), II, 102, 108.
[9] *Vide supra*, Chap. IV.
[10] Martin, Lord *Palmerston*, *passim*.
[11] *Ibid*., chap. 7.
[12] Temperley, *Near East*, p. 299.
[13] *Vide supra*, Chap. IX.
[14] *The Letters of Queen Victoria*, ed. by A. C. Benson and Viscount Esher (1st series, 3 vols., London, 1908), I, 375.
[15] C. K. Webster, “Lord Palmerston at Work,” in *Politico*, Aug. 1934, 1, 143; supra, 124, 271.
[16] *Vide supra*, Chaps. Ill, V, VII.

BIBLIOGRAPHIE

I. PUBLICATIONS CONTEMPORAIRES

ALL PUBLICATIONS were made in London unless otherwise indicated. An asterisk denotes a publication by the Urquhart group.

Address to the People of England upon the Subject of the Intended War with Russia. 1791. Pro- Russian.

Analytical Narrative of the Events relating to the Correspondence on the Affairs of Persia and Affghanistan. 1839.

Alexander, James Edward, *Travels to the Seat of War in the East, through Russia and the Crimea, in 1829, with Sketches of the Imperial Fleet and Army, Personal Adventures and Characteristic Anecdotes.* 2 vols., 1830. Pro-Russian in its attitude.

Anderson, William, *Sketches of the History and Present State of the Russian Empire*. 1815.

An Appeal to the Allies and the English Nation in behalf of Poland. 1814.

Armstrong, T. B., *Journal of Travels in the Seat of War during the last two Campaigns of Russia and Turkey*. 1831.

Austria and the Austrians. 2 vols., 1837. Letters about Austria with some consideration of Russia's relation to her and to Britain.

Aytoun, W. E., Poland, *Homer and Other Poems*. 1832.

Barrow, Sir John, *The Life of George, Lord Anson*. 1839. A supplementary chapter discusses the navy agitation and the relative strengths of the English, French, Russian, and American navies. Barrow was secretary to the admiralty and defended his superiors.

A Memoir of the Life of Peter the Great. 1832, 3d ed., 1839.

This is no. 35 of the *Family Library.*

Barrow, John, jun., *Excursions in the North of Europe, through Parts of Russia, Finland, Sweden, Denmark, and Norway*. New ed. 1835.

*Bell, James Stanislaus, *Journal of a Residence in Circassia during the Years 1837, 1838 and 1839*. 2 vols., 1840. An account of adventures with some consideration of Russia. Bell was in charge of the *Vixen*.

Bell, Robert, *A History of Russia*. 3 vols., 1836-1838. This was one number of *Lardner's Cyclopaedia*.

de Benyowsky, M. A., Count, *Memoirs and Travels*... W. Nicholson, trans., 1790.

Besumee, Hassanaine Al', *Egypt under Mohammad Aly Basha*. 1838.

Björnstjerna, Magnus Frederick Ferdinand, Count, *The British Empire in the East* . H. E. Lloyd, trans., 1840.

Bowring, John, *Specimens of the Polish Poets*. 1827.
Specimens of the Russian Poets. 2 vols., 1821-1823.
The Syrian Question. (Anon., signed "X."), 1841. Reprint of an article in the *Westminster Review* , Jan. 1841.

[Brandon, Isaac], *Poland: a Patriotic Ode*. 1831.

Bremner, Robert, *Excursions in the Interior of Russia , including Sketches of the Character and Policy of the Emperor Nicholas*. 2 vols., 1839.

A Brief Exposition of the Foreign Policy of Mr. Canning as Contrasted with that of the Existing Administration. 1830.

British Diplomacy and Turkish Independence with a view of the Continental Policy Required by British Interests. 1838.

Bruce, Peter Henry, *Memoirs of Peter Henry Bruce*, Esq. 1783.

Brydges, Sir Harford Jones, *An Account of His Majesty's Mission to the Court of Persia in the Years*, 1807-11. 2 vol., 34.

A Letter on the Present State of British Interests and Affairs in Persia addressed to the most noble Richard, Marquis Wellesley. 1838. It advocates a policy of firm opposition to Russia.

Burke, Edmund, *Observations on the Conduct of the Minority*. (1793), in *Works*, new ed., 16 vols., 1826-1827.

Burnes, Sir Alexander, Cabool, *Being a Personal Narrative of a Journey to, and Residence in that City in the Years 1836, 37 & 38* 1842.
Travels into Bokhara; being the Account of a Journey from India to Cabool, Tartary, and Persia; also, Narrative of a Voyage on the Indus, from the Sea to Lahore, with Presents from the King of Great Britain; Performed under Orders of the Supreme
Government of India in the Years 1831 , 1832, and 1833 • 3 vols., 1834.

Burney, J. A. *A Chronological History of the North-Eastern Discovery and of the Early Navigations of the Russians,* 1819.

* Cargill, William, *Address of William Cargill, Esq., to the South Shields Chamber of Commerce on May 4, 1840 on the Foreign Policy of England*. 1840.
* *The Austrian Treaty Analysed and its Baneful Tendency Exposed.* 1841.
* *An Examination of the Origin, Progress, and Tendency of the Commercial and Political Confederation against England and France called the Prussian League*. Newcastle, 1840. The Zollverein is shown to be a Russian scheme for injuring Britain.
* *Foreign Affairs of Great Britain Administered by the Rt. Hon. Henry John, Viscount Palmerston* (published anonymously). 1841. Russia's evil hand is found all over the world.
* *Mehemet Ali, Lord Palmerston, Russia and France*. 1840.

Carr, John, *A Northern Summer, or Travels round the Baltic through Denmark, Sweden, Russia, Prussia, and Part of Germany in the year 1804*. 1805.

Castéra, J, *Life of Catherine II, Empress of Russia*. W. Tooke, trans., 2d ed. 3 vols. 1798. Trans. by Henry Hunter, 1800.

Chamier, Frederic, *The Young Muscovite, or the Poles in Russia*. 3 vols, 1834. Translation of Zagoskin's Iuri Miloslavski .

Churchill, Awnsham, comp., *A Description of Muscovy in A Collection of Voyages and Travels* , 8 vols., 1704-1747.

Clarke, Edward D., *Travels in Various Countries of Europe, Asia, and Africa. Pt. I, Russia, Tartary and Turkey*, 1810.

[Cobden, Richard], *England, Ireland, and America*. 1835.
Russia, 1836. 1836.
Both reprinted in *The Political Writings of Richard Cobden.* 2 vols., 1867.

Cochrane, George, *Wanderings in Greece.* 2 vols., 1837.

Cochrane, John D., *A Narrative of a Pedestrian Journey through Russia and Siberian Tartary, from the Frontiers of China to the Frozen Sea and Kamtchatka*. 1824, 2d, 3d eds., 2 vols., 1824, 1825.

Coghlan, Francis, *Guide to St. Petersburg and Moscow*. 1836.

[Collins, Samuel], *The Present State of Russia*. 1671.

Conolly, Arthur, *Journey to the North of India overland from England through Russia, Persia, and Affghaunistaun*. 2 vol. 1834, 2d ed. 38.

Constitutional Charter of the Kingdom of Poland in the Year 1815-1837.

The Costumes of the Russian Empire. 1803.

Cottrell, C. H., *Recollections of Siberia in the Years 1840 and 1841*. 1842.

Coxe, William, *Account of the Prisons and Hospitals in Russia*. 1781.
Account of the Russian Discoveries between Asia and America. 1780.
Travels into Poland , Russia, Sweden and Denmark, interspersed with Historical Relations and Political Inquiries . 2d ed., 2 vols., 1785.

Craven, Elizabeth, *A Journey through the Crimea to Constantinople, in a Series of Letters...* 1789.

Craufurd, Commander Henry William, *The Russian Fleet in the Baltic in 1836, with some Remarks Intended to Draw At tention to the Danger of Leaving Our Navy in Its Present Extremely Reduced State*. 1837.

Darner, Mrs. G L Dawson, *Diary of a Tour in Greece*. 2 vols. 1841. A supplem. chapter by her husband discusses the Eastern question.

[Disraeli, Benjamin], *England and France, or a Cure for the Ministerial Gallomania*. 1832.

[Dobell, Peter], *Russia as it is, and not as it has been Represented, together with Observations and Reflections on the Pernicious and Deceitful Policy of the New School. 1833.*
Travels in Kamtchatka and Siberia, with a Narrative of a Residence in China. 2 vols., 1830.

Dunham, Samuel A., *History of Poland*. 1831. This was one number of *Lardner's Cyclopaedia*.

Elliott, C. B., *Letters from the North of Europe, or a Journal of Travels in Holland, Denmark, Norway, Sweden, Finland, Russia, Prussia, and Saxony*. 1832.
Travels in the Three Great Empires of Austria, Russia and Turkey. 2 vols., 1838.

Elphinstone, Mountstuart, *An Account of the Kingdom of Caubul*. 1815.

England's Threatened War with the World. (Signed "T.M."), 1840.

Eton, William, *A Survey of the Turkish Empire*. 2d ed., 1799.

Evans, George de Lacy, *On the Designs of Russia*. 1828.
On the Practicability of an Invasion of British India, and on the Commercial and Financial Prospects and Resources of that Empire. 1829.
A Few Remarks on our Foreign Policy. 1836.
A Few Words on Our Relations with Russia; including some Remarks on a recent publication by Col. De Lacy Evans entitled "Designs of Russia" By a nonalarmist, 1828.

Flag Officer. See Napier, Sir Charles,

Fletcher, Giles, *Of the Russe Common Wealth*. 1591. Reprinted in Russia at the Close of the Sixteenth Century. E. A. Bond, ed., 1856. ,

Fletcher, James, *The History of Poland from the Earliest Period to the Present Time, with a Narrative of Recent Events obtained from a Polish Nobleman*. 1831. 2d ed., enlarged, 1831.

Foreign Policy and Commerce. 1838.
* No. 1. Speeches Delivered at a Dinner Given by the Commercial Community of Glasgow to David Urquhart Esq. on 23rd May 1838.
* No. 2. Speeches Delivered at a Meeting of the Chamber of Commerce of Newcastle-upon-Tyne, and at a Public Dinner Given by that Body to David Urquhart Esq. on 15th and 20th November 1838.

Forster, George, *A Journey from Bengal to England*. 2 vols., 1798.

Fowler, George, *Three Years in Persia, with Travelling Adventures in Koordistan*. 1841.

Fraser, James B., *An Historical and Descriptive Account of Persia... including an account of Afghanistan and Beloochistan*. Edinburgh, 1834.
The Kuzzilbash, A Tale of Khorason. 3 vols., 1828.
Travels in Koordistan and Mesopotamia. 1840.
A Winter's Journey (Tatar) from Constantinople to Tehran with Travels through Various Parts of Russia . 1838.

Freygang, F. von, and W. von, *Letters from the Caucasus and Georgia*. Trans, from the French, 1823.

Geographical Report of the Ports of the Black Sea. 1837. Geography and trade statistics.

A Glance at State Affairs, with a few suggestions to the Conservatives of Great Britain. (No date.) It criticizes Whig management of foreign affairs.

Glasgow Polish Association, *An Authentic Report*. [of meetings in 1832, 3]. Glasgow, 1832-1833.

Gnorowski, S. B., *Insurrection in Poland in 1830, 31, and the Russian Rule Preceding it since 1815* . 1839.
Stanislaus of Cracow, an Historical Tale. 1840.

Golovin. See Sterling, Anthony C.

Gore, Mrs. C. F., *Polish Tales*. 1833.

Gore, Montagu, *A Letter to the Rt. Hon. Visc. Palmerston on the Affairs of Poland*. 2d ed., 1831.

Granville, A. B., *St. Petersburgh. A Journal of Travels to and from that Capital*. 2 vols., 1828, 2d ed., 2 vols., 1829.
This was a widely noticed travel book.

[Greg, William], *Sketches in Greece and Turkey , with the Present Condition and Future Prospects of the Turkish Empire. 1833.*

Guide to Moscow, containing a Description of the Public Edifices, Historical Notices , Useful Statistics , and an Itinerary of the Road from St, Petersburg to which is added a Vocabulary of Useful Words and Phrases, 1835.

Guthrie, Maria, *A Tour performed in the Years 1795-96 through the Taurida, or Crimea, etc*, 1802.

Hagemeister, Jules de, *Report on the Commerce of the Ports of New Russia, Moldavia, and Wallachia, made to the Russian Government in 1835, in pursuance of an investigation undertaken by order of Count Woronzow*, 1836.

Hakluyt, Richard, *The Principal Navigations, Voyages, Traffiques and Discoveries of the English Nation*, John Masefield, ed., 8 vols., 1927.

Hanway, Jonas, *An Historical Account of the British Trade over the Caspian Sea*. 1753.

Harro-Harring, Paul, *Poland under the Dominion of Russia*, 1831.

Havelock, Henry, *Narrative of the War in Afghanistan in 1838-39*. 2 vols., 1840. It defends the policy of Lord Auckland.

Henderson, Ebenezer, *Biblical Researches and Travels in Russia*. 1826. Henderson was employed by the British and Foreign Bible Society.

[Hill, E. H.], *An Appeal to Englishmen in behalf of the Polish Exiles, with a Brief Statement of their Claims upon our Generosity*. (No date, c. 1831.)

Holderness, Mary, *A Journey from Riga to the Crimea, by way of Kiev with some Account of the Colonization, and of the Manners and Customs of the Colonists of New Russia*. 1823.
Notes Relating to the Manners and Customs of the Crim Tartars. 1821.

Holman, James, *Travels through Russia, Siberia, Poland, Austria, Saxony, Prussia, Hanover, etc . etc. undertaken during the Years 1822, 1823, 1824, while suffering from total blindness, and comprising an account of the Author being conducted as a State Prisoner from the Eastern parts of Siberia*. 2 vols., 1825.

Hough, William, A Narrative of the March and Operations of the

Army of the Indus in the Expedition to Afghanistan in the years 1838-1839. 1841. The preface treats of the possible invasion of India.

India, Great Britain, and Russia. 1838. An alarmist discussion of Russia's means of invading India.

Jackson, Basil, *England and Russia, The Navy and Steam-Warfare*. 1839.

James, J. T., *Journal of a Tour in Germany, Sweden, Russia, Poland, etc., during the Years 1813 and 1814*. 2d ed., 1817.

Jesse, William, *Notes of a Half Pay in Search of Health, or Russia, Circassia and the Crimea in 1839-40*. 2 vols., 1842.

Johnson, John, *A Journey from India to England through Persia, Georgia, Russia, Poland, and Prussia in the Year 1817*. 1818.

Johnston, Robert, *Travels through part of the Russian Empire and the Country of Poland, along the Southern Shores of the Baltic*. 1815.

Jones, G., *Remarks on an Alliance with Russia*. 1840. The Russians are shown to be Britain's natural allies.

Jones, George M., *Travels in Norway, Sweden, Finland, Russia and Turkey*, etc. 2 vols., 1827.

Jones, Stephen, *The History of Poland*. 1795.

Keppel, George, *Personal Narrative of a Journey from India to England...* 1827.

Kinnear, J. G., *Cairo, Petra, and Damascus in 1839, with Remarks on the Government of Mehemet Ali , and on the Present Prospects of Syria*. 1841.

Klaproth, J. H. von, *Travels in the Caucasus and Georgia in 1807 and 1808, by Command of the Russian Government*. F. Schobert, trans., 1814.

Knight, H. G., *A Letter Addressed to the Earl of Aberdeen, Secretary of State for Foreign Affairs*. 1829, 3d ed. corr, 1830.

Kotzebue, Moritz von, *Narr. of a Journey into Persia in the Suite of the Imperial Russian Embassy in the Year 1817*. 1819

[Lach-Szyrma, K.], Letters, *Literary and Political on Poland, comprising Observations on Russia and other Sclavonian Nations and Tribes*. Edinburgh, 1823.

A Letter addressed to the Right Honourable, The Earl of Durham, on His Lordship's Mission to the Court of Russia, by M. S. 1836.

Lind, James, *Letters Concerning the Present State of Poland*. 1773.

Life of Mohammed Ali, Viceroy of Egypt. 1841.

Lloyd, H. E., *Alexander I, Emperor of Russia; or A Sketch of His Life and the Most Important Events of His Reign*. 1826. Very laudatory.

Londonderry, Marquis of, *Recollections of a Tour in the North of Europe in 1836-37*. 2 vols., 1838.

*Longworth, J. A., *A Year among the Circassians*. 2 vols., 1840.

Lumsden, Thomas, *A Journey from Merut in India to London, through Arabia, Persia, Armenia, Georgia, Russia etc* 1822

Lyall, Robert, *An Account of the Organization, Administration, and Present State of the Military Colonies in Russia*. 1824.
The Character of the Russians and a Detailed History of Moscow. 1823.
Travels in Russia, the Krimea, the Caucasus, and Georgia. 2 vols., 1825. These books were all widely noticed.

Macmichael, William, A. Jo*urney from Moscow to Constantinople in the Years 1817 and 1818.* 1819.

* [McNeill, Sir John], *Progress and Present Position of Russia in the East*. 1836, 2d ed., 1838.

Malcolm, John, *History of Persia*. 1815, new ed., 2 vols., 1828.

Manifesto of the Polish Democratical Society. 1837.

Marmont, Marshall viesse de, *Present State of the Turkish Empire translated with Notes and Observations by Lt. Col. Sir Frederick Smith*. 1839. A study of Russia and the Eastern question. Mignan, R., *A Winter Journey Through Russia, the Caucasian Alps, and Georgia, Thence across Mount Zagros, By the Pass of Xenophon and the Thousand Greeks into Koordistan*. 2 vols., 1839. It includes a short discussion of the Russian peril.

Milton, John, *Brief History of Muscovia* (1682). D. S. Mirsky, ed., 1929.

*Monteith, Robert, *Reasons for Demanding an Investigation into the Charges Against Lord Palmerston*. Glasgow, 1840.

Moorcroft, William, and Trebeck, George, *Travels in the Himalayan Provinces of Hindostan and the Punjab, in Ladakh and Kashmir, in Pershawar, Kabul, Kunduz and Bokhara from 1819-1825*. H. H. Wilson, ed., 1841.

Moore, John, *A Journey from London to Odessa, with Notices of New Russia*. Paris, 1833.

Morier, James, *A Journey through Persia, Armenia and Asia Minor, to Constantinople in the Years 1808 and 1809*. 1812.
A Second Journey through Persia, Armenia, and Asia Minor to Constantinople between the Years 1810 and 1816. 1818,

Morton, Edward, *Travels in Russia and Residence at St. Petersburg and Odessa in the Years 1827-1829, intended to give some account of Russia as it is and not as it is represented to be*. 1830.

[Napier, Sir Charles], *Letter to his Grace the Duke of Wellington upon the Actual Crisis of the Country in Respect to the State of the Navy*. By a Flag Officer, 1838.

The Navy: a Letter to the Earl of Minto , G. C. B., First Lord Commissioner of the Admiralty. By One of the People, 2d ed., 1839.

The Navy: Observations upon "*A Letter Addressed to the Earl of Minto, First Lord of the Admiralty* by One of the People." By a Naval Officer, 1839.

Neale, Adam, *Travels through some parts of Germany, Poland, Moldavia, and Turkey*. 1818.

New Constitution of the Government of Poland established by the Revolution, the third of May 1791. 1791.

Notes on the Relations of British India with Some of the Countries West of the Indus. 1839. It approves Lord Auckland's policy.

Observations upon the Affairs of Russia, Greece, and Turkey. [Privately printed, 1829, but a postscript in print is dated 25 Jan. 1832.]

Olearius, Adam, *The Voyages and Travels of the Ambassadors from the Gr. Duke of Holstein to the Gr. Duke of Muscovy and King of Persia (1633-1639), Containing a complete History of Muscovy, Tartary, Persia etc. John Davies, trans.*, 1662.

Osborne, W. G., *Court and Camp of Runjeet Singh*. 1840. An account of the negotiations which preceded the Afghanistan expedition.

Otto, Friedrich, *The History of Russian Literature, with a Lexicon of Russian Authors*. 1839. Very superficial.

Ouseley, William, *Travels in various Countries of the East, more particularly Persia*. 3 vols., 1819-1823.

Outram, James, *Rough Notes on the Campaign in Scinde and Affghanistan in 1838-39*. 1840.

Pallas, Peter S., *Travels through the Southern Provinces of the Russian Empire*. A. F. M. Willock and Stephen Porter, trans., 1812.

Travels through the Southern Provinces of the Russian

Empire, in the years 1793 and 1794. F. W. Blagden, trans., 2 vols., 1802-1803.

Palmer, A. T., *Authentic Memoirs of the Life of John Sobieski, King of Poland*. 1815.

Pardoe, Julia S. H., *City of the Sultan, and Domestic Manners of the Turks in 1836*. 3 vols., 1838.

* Parish, Henry Headley, *The Diplomatic History of the Monarchy of Greece from the year 1830 , showing the Transfer to Russia of the Mortgage Held by British Capitalists over its Prosperity and Revenues* . 1838.
* *England in 1839; with particular reference to her Naval and Diplomatic Position*. 2d ed., 1839.

The People of Russia and the Policy of England. 1836. A pro-Russian analysis of that country.

Pinkerton, Robert, *Extracts of Letters from R. Pinkerton, on his Late Tour in Russia , Poland , and Germany to Promote the Object of the British and Foreign Bible Society*. 1817.
Russia; or, Miscellaneous Observations on the Past and Present State of that Country and its Inhabitants. 1833.

Poland. The Polish Question Shortly Stated. By an Englishman, 1831.

The Policy of the Government of British India as Exhibited in Official Documents. 1839. A discussion of India's foreign relations.

Porter, Jane, *Thaddeus of Warsaw*. Philadelphia, 1883. [1st ed. 1803.]

Porter, Robert Ker, *Travelling Sketches in Russia and Sweden during the Years 1805 , 1806 , 1807, 1808*. 2 vols., 1809.
Travels in Georgia, Persia, Armenia, Ancient Babylonia etc. during the Years 1817-1820. 2 vols., 1821-1822.

Pottinger, Henry, *Travels in Bellochistan and Sinde, accompanied by a geographical and historical account of those countries.* 1816.

* *Proposed Impeachment of Lord Palmerston. Reports of Two Public Meetings Held in Carlisle and Newcastle-upon-Tyne, upon the Foreign Relations of the Country and the Collusive and Treasonable Concert asserted to exist between our Foreign Minister and Russia. Newcastle-upon-Tyne*, 1840.

Quin, *Michael Joseph, A Steam Voyage down the Danube, with Sketches of Hungary , Wallachia, Servia and Turkey*. 2 vols., 1835. It contains a short alarmist discussion of Russia.

Raikes, Thomas, *A Visit to St. Petersburg in the Winter of 1829-30*. 1838. The author's comments on the changes in the situation between 1830 and 1838 show clearly the growth of British hostility.

Ramble, Rayford, *Travelling Opinions and Sketches in Russia and Poland*. 1836.

Reichard, H. A. O., *An Itinerary of Denmark, Sweden, Norway and Russia*. 1820. A guide book.

Reid, John, *Turkey and the Turks: being the Present State of the Ottoman Empire*. 1840. It pleads for a vigorous Levantine policy.

Remarks on the Asiatic Policy of England and Russia. 1825. In the Pamphleteer, XXV. It advocates support of Persia.

Remarks on the Conduct and Probable Designs of Russia. 1832.

[Richardson, William], *Anecdotes of the Russian Empire, in a Series of Letters written a few years ago from St. Petersburg*. 1784.

Ritchie, Leitch, *A Journey to St. Petersburg and Moscow through Courland and Livonia*. 1836.

* Ross, David, ed., *Opinions of the European Press on the Eastern Question - Translated and Extracted from Turkish, German, French, and English Papers and Reviews*. 1836. A preface discusses the Russian menace. The artic les are largely but not altogether reviews of *Turkey and Her Resources and of England, France , Russia, and Turkey*, both by Urquhart.

Russell, Lord John, *A Letter to the Right Honourable Lord Holland on Foreign Politics*. 4th ed., 1831. [1st ed., 1819.]

Russia in Answer to a Manchester Manufacturer [i.e. Cobden], 1837.

The Russian Catechism: with Explanatory Notes, [n.d., 1833.]

Sawaszkiewicz, L. L., *The Confederation of Gaul*. 1838.

Scott, C. Rochfort, *Rambles in Egypt and Candia; with Details of the Military Power and Resources of Those Countries and Observations on the Government , Policy and Commercial System of Mohammed Ali*. 2 vol. 1837. It advocates an alliance with Mehemet Ali and the annexation of Crete as a naval base for operations against Russia.

Segur, Philip de, *History of Russia, and of Peter the Great*. 1829.

Serious Enquiries into the Motives and Consequences of our Present Armament against Russia. 1791.

Shoberl, Frederic, *Russia, being a Description of the Character, Manners, Customs, Dress, Diversions, and other Peculiarities of the different nations inhabiting the Russian Empire*. 4 vols., n.d. [1825].

A Short Seasonable Hint addressed to the Landholders & Merch of Great Britain on the Alarm of War with Russia. 1791.

Slade, Adolphus, *Travels in Germany and Russia; including a Steam Voyage by the Danube and the Euxine from Vienna to Constantinople in 1838-39*. 1840.
Turkey, Greece and Malta. 2 vols., 1837. Both include discussions of the Eastern question.

Spencer, Edmund, *Sketches of Germany and the Germans, with a Glance at Poland, Hungary and Switzerland in 1834, 1835, and 1836* . 2 vols., 1836.
Travels in Circassia, Krim Tartary etc. including a Steam Voyage Down the Danube from Vienna to Con stantinople and Round the Black Sea in 1836. 2 vols., 1837, 3d ed., 1839.
Travels in the Western Caucasus in 1836. 2 vols., 1838.

A Statement of Facts. By a Resident at Constantinople, 1835. A rambling discussion of Russia in the East.

Sterling, Anthony C., *Russia under Nicholas the First. 1841. This systematic account of Russia was selected and translated from an article in the Conversations Lexicon der Gegenwart* by I. G. Golovin.

Sterling, Edward, *Some Considerations on the Political State of the Intermediate Countries between Persia and India with reference to the Project of Russia Marching an Army through Them*. 1835.

Supplementary Remarks on Our Foreign Policy. 1837 It advocates England's uniting all Europe against France & Russia.

Sutherland, D., *A Tour up the Straits from Gibraltar to Constantinople, with the leading events in the present war bet ween the Austrians, Russians, and the Turks to the commencement of the year 1789*. 1790.

Swinton, A., *Travels into Norway, Denmark and Russia*. 1792.

Taitbout de Marigny, *Three Voyages in the Black Sea to the Coast of Circassia , including Descriptions of the Ports and the Importance of their Trade with Sketches of the Manners, Customs, Religion etc. etc. of the Circassians*. 1837 The author was the Dutch Consul at Odessa. His manuscript fell into Russian hands and a mutilated edition was published. The English editor has indicated the additions and deletions as well as printed the original text.

Thoughts on the Occurrences in the year 1832 [33] at Constantinople between Russia and Turkey in a letter to Sir M.P. 1834. A discussion of Russian intentions in regard to Turkey with particular reference to Unkiar Skelessi.

Thoughts on the Present State of Foreign Affairs. By an Englishman, 1831. A discussion of the suppression of the Polish state.

Tooke, William, *History of Russia from the Found of the Monarchy by Rurik to the Accession of Catherine II*. 2 vols. 1800

View of the Russian Empire during the Reign of Catherine the Second and to the Close of the Present Century. 3 vols., 1799; 2d. ed., 1800. See also Castera, J.

Trant, T. H., *Narrative of a Journey through Greece in 1830, with Remarks upon the Actual State of the Naval and Military Power of the Ottoman Empire*. 1830.

* *Turkey and Russia; or Observations on Their Political and Commercial Relations with England*. By a merchant, 1835. It refutes Cobden's *England, Ireland and America.*

T*he Unfortunate Russian*. 1822. A very short novel.

* Urquhart, David, *Appeal against Faction*. 1843.
* *The Case of Macleod, tried as an Accomplice with the Crown of Great Britain for Felony*. 4th ed., 1841.Urquhart shows that this extraordinary case is merely another example of Palmerston's treachery.
* *The Crisis, France in the Face of the Four Powers.* 2d ed., 1840. 1st ed. was in French; 2d is no. 6 of Diplomacy and Commerce.
* *The Duty of the Church of England in respect to Unlawful Wars* - a Letter to a Rt. Rev. Prelate. 1842.
* *The Edinburgh Review and the Affghan War*. 1843.
* *England and Russia, being a Fifth Edition of England*, *France, Russia, and Turkey. 1835.*
* *Exposition of Transactions in Central Asia through which the Independence of States and the Affections of Peoples, Barriers to British Possessions in India have been Sacrificed to Russia by Henry John, Viscount Pal merston, Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs Constituting Grounds for the Impeachm ent of that Minister*. 1841. Urquhart analyzes the Correspondence Relating to Persia and A ffghanistan.
* *Public Opinion and Its Organs*. 1855.
* *Reminiscences of William IV, Correspondence between Lord Ponsonby and Mr. Urquhart 1833-36*. (n.d.) This pamphlet contains Urquhart's and Ponsonby's letters on Russia, Lord Palmerston, and the Eastern question.
* *The Spirit of the East*. 2 vols., 1839.
* *The Sulphur Monopoly*. 1840.
* *The Sultan Mahmoud and Mehemet Ali Pasha*. (anon.) 1835-
* *Turkey and Its Resources: Its Municipal Organization and Free Trade*. 1833.

Valentin, Baron von, *Military Reflections on Turkey, Extracted and Translated from the GeneraTs Treatise on the Art of War*. By a Military Officer, 1828.

Venables, Richard Lister, *Domestic Scenes in Russia, in a Series of Letters Describing a Year's Residence in that Coun try*. 1839. It discusses the provinces more than the capitals.

Vigne, G. T., *A Personal Narrative of a Visit to Ghuzni, Kabul, and Afghanistan, and a Residence at the Court of Dost Mohammed, with Notices of Run jit Sing, Khiva, and the Russian Expedition*. 1840. The final chapter discusses the Russian menace to India.

Waghorn, Thomas, *Egypt as it is in 1837*. 1837.
Egypt as it is in 1838. 1838. Two discussions of Russia and the Eastern question.

Wedderburn, James, *A Reply to Mr. Gaily Knight's Letter to the Earl of Aberdeen on the Foreign Policy of England; with Remarks on the Present State of the Nation*. 1829.

* Westmacott, G E, *Indian Commerce & Russian Intrigue; The Present & Future Prospects of Our Indian Empire*. 1838

Wilbram, Capt. Richard, *Travels in the Trans-Caucasian Provinces of Russia, and along the Southern Shore of the Lakes of Van and Urumiah in the Autumn and Winter of 1837*. 1839. It Is mostly an account of travels.

[Wilkinson, J. G.], *Three Letters on the Policy of England toward the Porte and Mehemet Ali*. 1840. It advocates friendship with Mehemet Ali.

Wilkinson, William, *An Account of the Principalities of Wallachia and Moldavia; with various political observations relating to them*. 1820.

Wilson, Sir Robert, *Brief Remarks on the Character and Composition of the Russian Army, and a Sketch of the Campaigns in Poland in the Years 1806 and 1807*. 1810.
Sketches on the Intrinsic Strength, Military and Naval Force of France and Russia. 1803.
Sketch of the Military and Political Power of Russia in the Year 1817. 3d ed., 1817.

Wilson, William Rae, *Travels in Russia*. 2 vols., 1838.

Wood, John, *A Personal Narrative of a Journey to the Source of the River Oxus by the Route of the Indus, Kabul, and Badakhshan*. 1841. It includes a short discussion of the Afghanistan expedition.

II. ARTICLES EN REVUES SCIENTIFIQUES

Aspinall, A., “English Party Organization in the Early Nineteenth Century” in *English Historical Review*, XLI, 1926.

Baker, R. L., “Palmerston on the Treaty of Unkiar Skelessi” in *English Historical Review*, XLIII, 1928.

Bolsover, G. H., “David Urquhart and the Eastern Question, 1833-37: A Study in Publicity and Diplomacy” in *Journal of Modern History*, VIII, 1936.
“Lord Ponsonby and the Eastern Question (1833-1839)” in *Slavonic Review*, XIII, 1934.
“Palmerston and Metternich on the Eastern Question in 1834” in *English Historical Review*, LI, 1936.

Cheshire, H. T., “The Expansion of Imperial Russia to the Indian Border” in *Slavonic Review*, XIII, 1934.

Crawley, C. W., “Anglo-Russian Relations 1815-40” in *Cambridge Historical Journal*, III, Cambridge, 1929.

Davis, H. W. C., “The Great Game in Asia 1800-1844” in *Proceedings of the British Academy*, XI, 1927.

Grzebieniowski, Tadeusz, “Lord Durham at St. Petersburg and the Polish Question (1832)” *Slavonic Review*, XIII, 1935.
“The Polish Cause in England a Century Ago” in Slavonic Review, XI, 1932.

Lobanov-Rostovsky, A., “The Shadow of India in Russian History” in *History*, XIV, 1929.

Lockhart, Laurence, “The ‘Political Testament’ of Peter the Great” in *Slavonic Review*, XIV, 1936.

Mosely, P. E., “Englisch-Russische Flottenrivalitat” in Jahrbücher für Geschichte Osteuropas, I, 1936.
“Russia’s Asiatic Policy in 1838” in *Essays in the History of Modern Europe*, D. C. McKay, ed., New York, 1936.
“Russian Policy in Asia (1838-39)” in *Slavonic Review*, XIV, 1936.

Rodkey, F. S., “Anglo-Russian Negotiations about a ‘Permanent’ Quadruple Alliance 1840, 41” in *American Historical Review*, XXXVI, 1931.
The Attempts of Briggs and Company to Guide British Policy in the Levant in the Interest of Mehemet Ali Pasha, 1821-41” in *Journal of Modern History*, V, 1933.
“Colonel Campbell’s Report on Egypt in 1840, with Lord Palmerston’s Comments” in *Cambridge Historical Journal*, III, Cambridge, 1929.
“Conversations on Anglo- Russian Relations in 1838” in *English Historical Review*, L, 1935.
“Lord Palmerston and the Rejuvenation of Turkey, 1830-41” in *Journal of Modern History*, I, II, 1929, 1930.
“Palmerston and Metternich on the Eastern Question in 1834” in *English Historical Review*, XLV, 1930.

Temperley, Harold, “Princess Lieven and the Protocol of 4 April 1826” in *English Historical Review*, XXXIX, 1924.

Webster, C. K. (Sir Charles), “Lord Palmerston at Work, 1830-41” in *Politica*, I, 1934.
“Palmerston, Metternich and the European System, 1830-41” in Proceedings of the British Academy , XX, 1935.
“Urquhart, Ponsonby, and Palmerston” in *English Historical Review*, LXII, 1947.

Yakobson, S., “Early Anglo-Russian Relations (1553-1613)” in *Slavonic Review*, XIII, 1935.

II. ENCICLOPDIE:

Acre	Akkon, ville en Galilée, OsmE, act. Isr
Adrianopel (traité)	1829, OsmE; traité de paix entre Rus et OsmE (= Edirne, TR)
Aix, Aachen (congrès)	1668, conference de paix F x Sp (médiaté par NL, GB, SW)
Alexander I	1777-1825, Rus. empereur / tsar 1801-1825
Buchara	ville à la vieille route de soie, Ousbekistan (= Bokhara, Buxoro)
Canning, George	1770-1827, GB, PM 1827 (Whig)
Canning, Stratford	1786-1880, GB, diplomat, OsmE;
Castlereagh, Visc.	(= Robert Stewart)
Charles XII	1682-1718, SW, (Suède). roi, Karl XII
Chartistes	mouvement ouvrier contemporain
Chiwa	ville, vieille route de soie, (Ousbk. Khiva) expéd. russe 1839-40
Circassie	Région russe au Caucase
Congrès de Vienne	1815, Nouveau ordre de l'Europe après Napoléon
Czartoryski	famille noble polonaise
Revolte Decabriste	revolte (en Décembre 1825)
Disbrowe Edw. Cromwell	1790-1851, GB, politicien, diplomat, Rus.
Dost Mohammad Khan	1792-1863, Afgh. Emir
Durham, Earl of	1792-1840, GB, titre, creé en 1833 pour John Lambton
Evans, Col. G. de Lacy	1787-1870, GB, Général,
Ferdinand VII	1784-1833, Sp, roi
George IV	1762-1830, GB, prince régent, roi
Grey, Earl Charles	1729-1807, GB, Lieutenant-Général, PM 1830-34
Guerre de la Crimée	1853-1856, Rus x OsmR/F/GB/Sard-Piemont
Guerre de Sept Ans	1756-63, guerres divers en Europe
Guizot F.P.G.	1787-1874, F, historien, homme d'état, PM 1847-48
Gulistan (traité)	1813, traité de paix entre Pers et Rus
Hindustan	mot persan pour Indes
Hume, Joseph	1777-1855, GB, politicien radical, expert pour Pers, Ind, Bengal
Ibrahim Pascha	1789-1848, Egy/OsmE Wali, Khedive de l'Egy et Soudan
Iwan IV	1530-1584, Rus. ‚Iwan le horrible’
Jenkinson, Robert	1770-1828, GB, PM Whig, 1812-27
Kamran Shah	Kamran Mirza Durrani; Herat, Afgh/Pers.
Katherina II	1729-1796; Rus. tsar 1762-96
Konya (battaile)	1832, Syr, OsmE x Egy
Kosciusko A. Tadeusz	1746-1817, heros national polonais (mort à Soleure)
Kutaïa, (traité)	traité après 1re guerre égypt-osmane
Lamb, William	1779-1848, GB, PM Whig 1834, 1835-41
Levante	littoral oriental de la méditerrannée (act Syrie, Liban, Israel)
Lieven, Prince C. Heinr.	1774-1838, Rus. diplomat
Lieven, Princesse Doroth.	1785-1857, Rus. diplomate
Londres (traité 1827)	1827, GB, F, Rus par rapport au Gr - OsmE
Londonderry Marquess of	(= Robert Stewart)
Mahmud II, Sultan	1785-1839, Osm, Sultan, OsmE
McNeill, Sir John	1831-1904, GB, Major-Général
Mehemet Ali, Pascha	1770-1849, Wali Égy. de la Province de l'Égypt osm.
Melbourne, Viscount	(= William Lamb)
Metternich, Prince	1773-1859, A, homme d'état, divers fonctions
Navarino bataille	1827, Gr., guerre d'indépendance gréc (→ Pylos)
Nesselrode, Karl Robert	1780-1862, Rus, ministre des aff. étr.

Nezib, bataille	1839-1841, OsmE, OsmE x Égy (->Nizip)
Nikolaus I	1796-1855, Rus tsar 1825-55
(Lord) Palmerston	1784-1865, GB, PM 1859-1865 Henry J. Temple
Paul I	1754-1801, Rus, tsar 1796-1801
Peel, Sir Robert	1788-1850, GB, PM Conserv. 1834-35, 1841-1846
Pitt, William (younger)	1759-1806, GB, PM, Whig
Ponsonby, Lord	1770-1855, GB, MP, diplomat
Porte (Porte Sublime)	OsmE, portail au palais Topkapi; éxpr. analog. ‚Maison Blanche‘
Pozzo di Borgo	1764-1842, Rus. Diplomat russe, ami de Napoléon
Punjab	région aux Indes, act Pakistan/Indes (région de la fleuve Indus)
Révolte Decabriste	révolte, Rus, (en Décembre 1825)
Révolution polonaise	1830-31, révolte en Pol. c.tre la règle russe (rév. du novembre)
Robinson F.J.	1782-1859, GB, PM 1827-28 (Earl of Ripon, Viscount Goderich)
Sainte Alliance	Alliance Rus, A, Pr, F creé au congrès de Vienne, conservateur
Samarkand	ville à la vieille route de soie; act. Ousbekistan
Sheil, R. L.	1791-1851, GB/Irl. politicien et auteur irlandais
Simonitch, Conte	? Ambassadeur russe, Commandant Suprème de l'armée pers.
Singh, Ranjit	1780-1839, Maharadchah du Punjab ‚Lion du Punjab‘
Stewart, Robert	1769-1822, GB, PM 1812-22
Strangways, H. R. Fox	1859-1948, GB, musicien, traducteur
Stuart, Lord Dudley,	1803-1854, GB, politicien, ami des polonais
Sultan	ici: dirigéant de la Turquie, à Constantinople
Tory, Tories	Partie en GB
Troppau (congrès)	1820, (Opava, Silesie; Rus, Prus, A, F, GB)
Turkmantchai (traité)	1828, traité de paix après la guerre rus-pers. 1826-1828
Unkiar Skelessi,	1833, Hünkar Iskelesi, union défens. entre la Rus et OsmE
Urquhart, David	1805-1877, GB, Ami des turcs et russophobe
Verone (congrès)	1822, dérnier congrès de la Sainte Alliance (A, Pr, Rus, F, GB)
Vixen	bâteau, utilisée d'Urquhart comme appât, sujet de l'affaire Vixen
Wellington, Duc (Duke)	1769-1852, GB, (Arthur Wellesley) PM 1828-30; 1834
Whig, Whigs	Parti en GB
Wilhelm IV	1795-1861, roi pruss.
Wilson, Sir Robert	1777-1849, GB, Général
Witkewitsch, J.W.	? Rus → intérmediaire entre l'Afghanistan et la Russie
Woronzow, Graf M.S.	1782-1856, Rus, maréchal, gouverneur général, vice-tsar